

DIGITHÈQUE

Université libre de Bruxelles

MORELLI Anne : "Femmes exilées politiques" in *Sextant*, Volume 26, Groupe interdisciplinaire d'Etudes sur les femmes et le genre, 2009.

Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.

Elle a été publiée par les
Editions de l'Université de Bruxelles
<http://www.editions-universite-bruxelles.be/>

Les illustrations de cet ouvrage n'ont pu être reproduites afin de se conformer à la législation belge en vigueur.

Les règles d'utilisation de la présente copie numérique de cette œuvre sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés mis à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site
<http://digitheque.ulb.ac.be/>

Accessible à : http://digistore.bib.ulb.ac.be/2014/i2800414405_000_f.pdf



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

2009 - 26

Femmes exilées politiques

Sextant

REVUE DU GROUPE INTERDISCIPLINAIRE D'ETUDES
SUR LES FEMMES ET LE GENRE



Sextant

Revue fondée par Eliane Gubin
Avec l'appui du Fonds Suzanne Tassier

DIRECTRICES DE PUBLICATION

Eliane Gubin et Valérie Piette
Av. Franklin Roosevelt, 50 CP 175/01
1050 Bruxelles

COMITE DE REDACTION

Régine Beauthier, Madeleine Frédéric, Michèle Galand,
Eliane Gubin, Catherine Jacques, Serge Jaumain,
Stéphanie Loriaux, Bérengère Marquès-Pereira, Anne Morelli,
Jean-Pierre Nandrin, Valérie Piette, Jean Puissant,
Pierre Van den Dungen.

COMITE SCIENTIFIQUE

Denyse Baillargeon (Université de Montréal),
Kenneth Bertrams (Université libre de Bruxelles),
Christine Bard (Université d'Angers),
Anne Summers (Women's Library, Londres),
Karen Offen (Stanford, Etats-Unis),
Laura Frader (Boston),
Françoise Thébaud (Grenoble),
Leen Van Molle (KU Leuven).

GROUPE INTERDISCIPLINAIRE D'ETUDES SUR LES FEMMES (GIEF)

S'adresser à
Valérie Piette (vpiette@ulb.ac.be)

Par écrit GIEF/V. Piette
av. Franklin Roosevelt 50 CP 175/01
1050 Bruxelles

Femmes exilées politiques

Dans la même série

Colonialismes, 2008.



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

2009 - 26

Femmes exilées politiques

Exhumer leur histoire

Numéro coordonné par Anne Morelli

Sextant

REVUE DU GROUPE INTERDISCIPLINAIRE D'ETUDES
SUR LES FEMMES ET LE GENRE

© 2009 by Editions de l'Université de Bruxelles
Avenue Paul Héger 26 - 1000 Bruxelles (Belgique)
978-2-8004-1440-9
D/2009/0171/4
EDITIONS@admin.ulb.ac.be
www.editions-universite-bruxelles.be

Imprimé en Belgique

Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques

Anne MORELLI

L'expression « exilé(e) politique », lorsqu'elle est prononcée à haute voix, pourrait tout aussi bien désigner le féminin que le masculin. Pourtant l'image qui s'impose à notre pensée, en lien avec ces termes, est le plus souvent masculine : *un* exilé politique. L'image de l'exilé(e) politique (comme celle du militant) s'est construite sur le modèle de la masculinité. Son archétype est un homme et la femme, une « anomalie ». Tout au plus, les femmes peuvent-elles être « réfugiées », ce qui implique qu'elles soient des victimes plutôt que des actrices de leur destin.

Il est pourtant devenu évident aujourd'hui que l'immigration économique (qu'elle provienne de l'Europe de l'Est, de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud) s'est largement et parfois majoritairement féminisée. Le rôle des femmes est reconnu également dans la construction des réseaux migratoires. Ce sont largement des femmes qui collectent et redistribuent les informations sur les pays à atteindre ou à éviter, sur les activités professionnelles qui y sont possibles, sur les difficultés administratives ou de logement, sur les salaires, les risques et le niveau de vie. Les femmes émigrées renvoient chez elles de l'argent *et* des informations qui, à travers des réseaux familiaux et informels, déterminent les flux migratoires successifs. Mais cette constatation sur le rôle important des femmes dans le processus migratoire ne s'est pas élargie à l'exil politique, considéré spontanément comme un fief masculin.

Les femmes n'ont-elles donc jamais dû fuir à cause de leurs convictions, parce que persécutées ou risquant leur vie et leur liberté ?

Une réalité très diversifiée

Pour certaines femmes, les liens familiaux sont une voie d'accès à la politisation. Elles accompagnent un réfugié politique (mari, père...) et partagent obligatoirement son sort. Mais on s'est rarement interrogé pour savoir si elles partageaient aussi les

idées de ces hommes, dans quelle mesure elles participaient à leurs activités politiques ou quelles tâches spécifiques leur étaient confiées au sein de l'exil politique.

Deux sœurs espagnoles – Constanica et Marichu de la Mora – représentent les deux visages opposés de la guerre civile espagnole. L'une, communiste, vécu au Mexique l'exil républicain ; l'autre, phalangiste, triompha avec Franco. Comme toujours dans le cas de femmes, on les suspecta d'avoir eu leurs destins marqués par les hommes. La première, par exemple, s'étant mariée à Ignacio Hidalgo de Cisneros, chef légendaire de l'aviation républicaine ¹.

Pour d'autres femmes, bien moins nombreuses que les hommes aux XIX^e et XX^e siècles, ce sont leurs activités politiques personnelles qui les ont conduites à l'exil. Constanica de la Mora, dont il est question ci-dessus, n'était pas que « la femme de son mari » ; elle dirigeait personnellement l'Office de la presse étrangère de la République, ce qui était bien suffisant pour l'obliger à l'exil.

Dolores Ibárruri, dite la Pasionaria, a été la figure emblématique de la République espagnole – magnétisant les foules par ses harangues – et le symbole de la résistance populaire au franquisme, avant de devenir celui de l'exil républicain.

Angelica Balabanoff, comme, avant elle, un certain nombre de femmes socialistes de la Première Internationale, avait à son acquis suffisamment d'activités personnelles antifascistes pour être une cible du régime de Mussolini et devoir chercher son salut dans l'exil à l'étranger. Anna Kuliscioff, Clara Zetkin ou Rosa Luxemburg ne sont en rien non plus « la femme de... » ².

Les réfugiés politiques sont, par définition, les vaincus d'un affrontement politique et peuvent évidemment être de droite comme de gauche. Nous aurions donc pu nous pencher sur les Russes blanches, les femmes de collaborateurs exilés, les femmes nazies ou épouses de nazis en Amérique latine ou celles qui ont accompagné en exil des membres de l'OAS après la guerre d'Algérie. Mais les vaincus ayant été bien plus souvent de gauche que de droite, l'histoire des femmes exilées se confond fréquemment avec celle des femmes de gauche, voire des femmes révolutionnaires. Nous tenterons de la balayer sans pourtant pouvoir aborder tous les cas de figures, notamment celui des femmes accusées de « terrorisme ». Les femmes, très présentes dans les groupes radicaux du dernier quart du XX^e siècle (Brigades rouges, Rote Armee Fraction, Armée rouge japonaise...) ont parfois cherché à fuir la répression via l'exil et la clandestinité. L'Armée rouge japonaise, par exemple, qui avait organisé une prise d'otages à l'ambassade de France aux Pays-Bas en 1974, au nom de la cause palestinienne, avait été fondée par une femme du nom de Fusako Shinegobu, condamnée trente ans après les faits ³.

¹ I. DE LA FUENTE, *La roja y la falangista. Dos Hermanas en la España del 36*, Planeta, 2007.

² Dans le cas d'Anna Kuliscioff (1854-1925), née Rozenstein, une des fondatrices du socialisme italien, on ne saurait d'ailleurs lequel de ses trois maris (dont Andrea Costa et Filippo Turati) choisir...

³ *La Libre Belgique*, 24 février 2006, relate son procès à Tokyo au cours duquel la sexagénaire, considérée comme le cerveau de l'occupation de l'ambassade de France, contesta la sentence (vingt ans de prison) le poing levé et par un poème confirmant ses convictions.

Plus près de nous, des Turques, Palestiniennes, Basques, Iraniennes ou Kurdes, considérées par les un(e)s comme héroïnes et par les autres comme terroristes, sont forcées de vivre en exil car leurs choix politiques les mèneraient assurément à perdre leur liberté si elles retournaient dans leur pays.

Des sources rares

Si l'histoire des migrants n'est déjà pas facile à retracer, l'histoire des *femmes* migrantes a, quant à elle, laissé encore moins de traces. Un ouvrage récent, consacré à l'histoire des femmes migrantes, a traité de leur « invisibilité » et de leur « transparence » dans les archives historiques ⁴. Le cas des femmes exilées politiques n'est pas franchement meilleur sauf s'il s'agit de ténors de l'émigration politique.

Par exemple la présence, bien réelle, des femmes dans l'exil politique anti-franquiste, n'est pas simple à détecter. Des collègues espagnoles ont tenté de cerner la frontière floue et perméable qui sépare parfois les émigrantes économiques de la période franquiste et les émigrantes politiques ⁵. Au sein de l'émigration espagnole, un certain nombre de femmes ayant quitté leur pays pour des motifs économiques, se sont politisées et ont rejoint les associations anti-franquistes de l'étranger.

De fait le statut des émigré(e)s peut changer avec le temps. Une jeune fille partie étudier à l'étranger peut s'y politiser et ne plus pouvoir rentrer dans son pays. Les exilé(e)s de longue date voient leur condition se rapprocher de celle des émigré(e)s économiques mais ceux (celles)-ci peuvent rejoindre les préoccupations des exilé(e)s politiques. Pour toutes, la question des sources est fondamentale.

Les archives de la police des étrangers, par exemple, permettent en principe de retrouver la trace des exilées politiques. Mais ce n'est vrai que dans le cas de personnalités importantes, les autres sont à trouver dans l'ombre des hommes et de leurs dossiers. Les hommes exilés sont visibles comme militants : ils protestent, écrivent, sont en grève, licenciés, emprisonnés. Mais on se demande rarement de quoi vivent ces grévistes, ces militants licenciés, ces prisonniers libérés ? Leur survie matérielle est moins assurée par la solidarité spectaculaire de leurs camarades que par la solidarité quotidienne de leur famille et notamment par le travail des femmes.

Or les sources de l'histoire sont liées à l'espace militant des hommes : les entreprises, la rue, les prisons, les cafés où l'on « fait » la politique. Mais ces exilés, qui ont peu de temps à consacrer à leur foyer, ont souvent des enfants. Qui s'en occupe pendant qu'eux militent ? Qui maintient le foyer ? En libérant les hommes des tâches quotidiennes, les femmes leur permettent de fait de militer en exil. L'appui matériel et affectif apporté aux exilés par les femmes est donc essentiel mais extrêmement difficile à mesurer à travers les sources classiques. Certaines femmes exilées politiques ont rédigé leur autobiographie ⁶, mais les autobiographies de femmes souffrent souvent

⁴ *Pour une histoire européenne des femmes migrantes – Sources et méthodes*, Sextant, 2004, 21-22, 302 p.

⁵ C'est le propos du bel ouvrage largement illustré de A. FERNANDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientes, y militantes*, Madrid, Fundacion 1º mayo, 2006, 160 p.

⁶ Par exemple, dès son retour en Italie : V. MODIGLIANI, *Esilio*, Milan, Garzanti, 1946. Son mari, avocat, était un des leaders du Parti socialiste italien et avait été exilé en France.

d'une modestie typique. Les femmes se cachent fréquemment derrière la personnalité de leur mari, surtout s'il est célèbre, et gommement leur part de décisions politiques.

Des femmes ont évité l'arrestation de certains militants ⁷ mais ne sont guère retenues pour autant comme des « politiques ».

Leurs lettres – souvent détruites à cause de la mobilité qui leur était imposée, de la crainte des perquisitions et des contrôles – quand elles existent (par exemple dans les archives des censures qui les ont empêchées d'arriver à leurs destinataires) parlent peu de politique. Elles confirment ce que Patrizia Gabrielli a très justement appelé *l'atrophie du « je »* ⁸. Leur sujet principal, ce sont les autres : les petites nouvelles des proches, la nostalgie du regroupement familial, la précarité, les difficultés à maintenir le niveau social et professionnel d'avant l'exil, la description des nouveaux lieux, les espoirs de changement.

Leurs activités sociales et politiques y sont peu mises en avant : elles accueillent, restaurent les autres réfugiés et ouvrent leur foyer à des réunions. Quoi de plus normal, même si elles-mêmes ont à faire face à de graves difficultés matérielles. Il s'agit d'une simple extension de leur rôle domestique à un espace plus large de solidarité. La frontière entre l'espace familial et militant est loin d'être nette. Bien souvent les femmes exilées politiques ont même nié leurs choix politiques, en se présentant simplement comme entraînées par les événements.

Bien sûr, elles ont organisé pour les autres exilés des « restos du cœur » avant la lettre, informels ou organisés ⁹. Bien sûr, elles se sont occupées des enfants de militants arrêtés ou en difficulté, notamment en organisant des colonies de vacances, ce qui leur a parfois valu l'expulsion ¹⁰, mais ce sont choses toutes « naturelles », s'agissant d'une extension aux amis et camarades de la solidarité familiale. Et dont elles parlent peu.

Même en histoire orale, on constate que la mémoire des femmes exilées politiques s'estompe plus vite que celle des hommes. Parce qu'on ne leur a pas accordé de statut, cette mémoire est filtrée et les femmes exilées ont laissé une image moins nette que les hommes. Pour retracer leurs parcours, il faut donc vaincre les obstacles liés au caractère précaire des groupes d'exilés et ceux liés au rôle secondaire des femmes en leur sein.

⁷ C'est le cas par exemple à Bruxelles, pendant la guerre, d'une série d'antifascistes italiens, prévenus de leur arrestation imminente par Linda Carrà Gagliardi, qui avait réussi à mémoriser la liste des autres personnes à arrêter que tenait le policier venu arrêter son mari. Pour les prévenir (à une époque où le téléphone était peu répandu), elle fit une course folle qui permit à plusieurs d'entre eux d'échapper à l'arrestation : A. MORELLI, *La participation des émigrés italiens à la Résistance en Belgique*, Rome, 1983, p. 120.

⁸ P. GABRIELLI, *Col freddo nel cuore-Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Rome, Donzelli, 2004, p. 14.

⁹ Comme à Marseille où la Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU) organise une cantine en 1935.

¹⁰ C'est le cas en Belgique de femmes antifascistes italiennes expulsées pour cette seule raison.

Des tâches « féminines » dans l'exil politique

Il est très intéressant d'analyser le rôle le plus souvent dévolu aux femmes dans les associations de réfugiés. Une division des tâches selon le genre y est fréquente, malgré le caractère ouvertement progressiste de nombre de ces groupes. Les hommes représentent les valeurs intellectuelles et politiques, les femmes l'intendance matérielle et éventuellement l'aspect social. Qui a brodé le drapeau de l'association ? Qui a confectionné les spécialités gastronomiques vendues lors de la fête ? Qui a préparé et décoré la salle ? Qui la nettoiera et la remettra en ordre ? Qui confectionne les insignes, vend les cartes, fait la vaisselle ?

Derrière toutes ces tâches, modestes et tristement « féminines », on se demande évidemment si les femmes qui les effectuent s'y livrent par habitude, par dévouement à un homme ou à un groupe, ou par conviction politique ¹¹. Les femmes adhèrent rarement au programme théorique d'un parti mais sont beaucoup plus souvent scandalisées par les violences ayant frappé leurs proches.

Quel est par ailleurs leur niveau de politisation ? Des photos nous montrent une importante présence féminine dans des manifestations politiques de réfugiés. Des interviews nous révèlent l'implication de certaines ¹² et la Journée des femmes est, par exemple, l'occasion de réaliser entre elles et autour d'elles des activités plus ou moins politiques ¹³.

Mais dans le quotidien de l'exil politique, il y a plus de dirigeants que de dirigeantes, et au sein même des actions politiques, on confie certains domaines spécifiques (la paix, les protestations contre les difficultés matérielles, la solidarité avec les familles de prisonniers...) aux femmes, en prolongement de leurs rôles traditionnels. Les femmes sont des membres plus dévoués que les hommes dans les associations de l'exil mais elles n'y occupent pas de charges de prestige qui stimuleraient leur auto-estime. Au contraire, certaines associations interdisent leur accès à des femmes célibataires. Des partis ont imaginé pour les femmes des structures intermédiaires, par lesquelles elles doivent passer avant de pouvoir adhérer au parti. Des stratégies sont élaborées pour les écarter de la direction où les hommes ne se sentiraient en tous cas pas représentés par elles. Ce n'est que dans les associations en déclin qu'elles prennent le pouvoir.

Une image mariale ?

La militance des femmes en exil a bien souvent comme fondement leurs obligations en tant que mères et épouses. L'idéologie de la « domesticité » comme milieu naturel des femmes se prolonge dans leurs espaces de militantisme. Ceux-ci sont le reflet des rôles traditionnels. La femme exilée accueille les nouveaux exilés. Comme mère elle

¹¹ J'ai analysé le parcours d'une femme de militant, devenue militante d'abord par soumission à son mari dans « Nestor's Wife – Work, Family and Militancy in Belgium », D. GABACCIA et F. IACOVETTA (dir.), *Women, Gender and Transnational Lives-Italian Workers of the World*, Toronto, 2002, p. 327-346.

¹² Pour les clubs Garcia Lorca de la région de Liège voir la publication de M. MOLINA MARMOL, *Cara a España, L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoires des clubs Federico Garcia Lorca*, IHOES, 2007, 117 p.

¹³ Dans le livre d'Ana FERNANDEZ ASPERILLA, on voit des femmes espagnoles honorant à cette occasion Angela Davis et la Pasionaria.

nourrit, console, réchauffe, chante... Même si comme communarde, républicaine ou autre « enragée », son chant fait passer un message de rébellion ¹⁴.

Les images le plus souvent liées à ces femmes sont celles de la mère courage, voire de la *mater dolorosa*. Et effectivement, de la Pasionaria aux Mères de la place de Mai, le maternalisme marial est utilisé stratégiquement par les femmes dans leur communication politique. La construction de leur image et de leur mythe se crée à partir de la souffrance (malheureusement très réelle) des femmes. Elles sont icônes et symboles des victimes.

Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des Mères de la place de Mai, qui depuis des décennies réclament la lumière sur le sort de leurs enfants disparus lors de la dictature en Argentine, expose clairement qu'elles sont devenues militantes à partir de leur condition de mères ¹⁵. Ce modèle marial est bien plus souvent celui des exilées que l'image de la subversive qui, comme Louise Michel, a porté les armes et l'uniforme ou de ces audacieuses exilées anti-nazies allemandes, draguant les soldats pour semer le découragement au sein de l'armée allemande ¹⁶. Une forme de résistance très féminine et donc très... « fourbe », même si elle est aussi très risquée.

Tyrannie politique et tyrannie du genre

Cette division des tâches dans l'exil est le simple reflet de la division générale des tâches entre les hommes et les femmes mais elle nous choque davantage s'agissant de partis de gauche en exil qui, – eux – théoriquement prônent l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes.

Les femmes sont rarement porte-parole de leur mouvement ou de leur parti et sur les exceptions pèsent un certain nombre de doutes et d'interrogations qui ne frappent guère les hommes : ne négligent-elles pas leur famille ? Les moyens dont elles disposent sont-ils acquis honnêtement ? Ne sont-elles pas de simples « faire-valoir » ou paravents de leur père ou de leur mari ?

Cette dernière question est souvent posée à propos de Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la Résistance iranienne, que le pouvoir religieux iranien a réussi à faire inscrire sur la liste des organisations « terroristes ». Inversement, imaginerait-on poser cette même question pour un homme et le présenter comme paravent des menées politiques de sa femme ? Le fait que Maryam Radjavi soit une femme marque clairement que la résistance iranienne veut un symbole fort de lutte contre la misogynie des religieux ¹⁷.

Mais n'y a-t-il pas un lien justement entre la lutte pour le changement social et celle que mènent les femmes pour leurs droits ? Or l'exil politique les ramène trop souvent à une situation de dépendance accrue. Une des tragédies des réfugié(e)s politiques consiste évidemment dans une fréquente régression sociale et matérielle.

¹⁴ Comme dans le cas de Mina Pucinelli à Verviers.

¹⁵ « L'orgoglio di lottare per ciò in cui credevano i nostri figli desaparecidos », *Il Manifesto*, 1^{er} mai 2007.

¹⁶ Voir la contribution de H. ROLAND sur Herta Ligeti dans ce volume.

¹⁷ La visite de Maryam Radjavi à Bruxelles a déclenché une vive polémique : *La Libre Belgique*, 27 octobre 2006 ; *Le Soir*, 27 octobre 2006, et aussi *La Libre Belgique*, 13 décembre 2006 et 9 mars 2007.

Lorsqu'on a investi sa vie dans la politique, que peut-on encore faire quand on a perdu ? Maria Casarès ¹⁸, fille d'un ministre républicain, exilée en France après la victoire du franquisme, peut entamer une carrière de tragédienne car son père, malgré l'exil, a gardé un réseau relationnel et qu'elle a dix-sept ans. Mais que peuvent les vieilles, les obscures et les pauvres sinon survivre difficilement ?

Une particularité de l'exil féminin est aussi le rapport très étroit des femmes avec leurs enfants. En être séparées par l'exil est une souffrance exceptionnellement vive qui a été celle de beaucoup d'entre elles. Parfois le régime qu'elles fuient les garde en otages ou les empêche de communiquer avec leur mère exilée.

Luisa Isabel Alvarez de Toledo, militante espagnole d'extrême gauche, fit huit mois de prison dans les années soixante pour prix de ses engagements politiques. Accusée de diverses activités clandestines contre la dictature, elle risquait lors d'un procès suivant trente ans de prison. En fuite et exilée à Paris, elle fut aussi coupée de ses enfants : son mari, proche du franquisme, en obtint la garde et ne lui permettait même pas de leur téléphoner. Jusqu'à la mort de Franco, elle ne put que leur écrire des montagnes de lettres tentant de leur communiquer les valeurs qui étaient siennes. Une souffrance sans aucun doute particulière.

Qui retenir ?

Nous n'avons nullement eu l'intention de composer un panthéon des femmes exilées politiques mais inévitablement quelques « solistes » prennent le devant de la scène dans ces pages : la Pasionaria, la Turque Behice Boran, Louise Michel... Si on avait évoqué les exilées grecques du régime des colonels, le nom de Melina Mercouri aurait été incontournable. Pour l'époque actuelle, on y ajouterait certainement Taslima Nasreen et Nawal El Saadawi, forcées à l'exil parce que féministes et incroyantes. Mais ces femmes-symboles sont l'arbre qui cache la forêt de toutes les femmes anonymes auxquelles le statut d'exilées politiques n'est pas spontanément accordé. Quelles seraient d'ailleurs les conditions nécessaires et suffisantes pour être considérée comme une exilée politique ? Faut-il avoir fait partie d'un groupement politique et avoir eu des activités politiques *avant* de quitter son pays, ce qui est le critère retenu par Natalia Tikhonov dans sa contribution sur les étudiantes venues de l'empire tsariste ?

Ou suffit-il d'être en danger dans son pays, ce qui inclurait automatiquement toutes les femmes juives dans la catégorie des exilées politiques ? Et où faut-il placer la frontière entre activisme politique et activités sociales ou féministes ? Par ailleurs, les réfugiées-victimes peuvent fort bien être aussi, ou devenir par la suite, des activistes et donc des exilées politiques...

Des liens à l'actualité

Il sera aussi intéressant d'essayer de mesurer ce que l'expérience de l'exil a apporté aux femmes qui ont eu la chance de pouvoir retourner dans leur pays après un nouveau changement politique. Michelle Bachelet, actuelle présidente socialiste du

¹⁸ Maria Casarès (1922-1996) fut un « monstre sacré » du théâtre français. Elle fut proche de Jean Genet et de Marcel Camus.

Chili, a vécu à Berlin-Est en exil, après l'assassinat de Salvador Allende auquel son père était resté fidèle. De nombreuses femmes chiliennes, aujourd'hui à des postes importants, ont connu la même expérience pendant le régime de Pinochet. En quoi cette expérience de l'exil politique a-t-elle influencé leurs parcours personnels, leurs itinéraires politiques, leurs comportements et leurs idées ¹⁹ ? Beaucoup d'entre elles en tout cas assurent avoir découvert le féminisme pendant leur exil et leur exil a donc été un passeur d'idées nouvelles, une voie douloureuse mais efficace d'émancipation.

Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques revient donc à poser de nombreuses questions non seulement à l'histoire mais aussi à l'actualité. Aujourd'hui un grand nombre de femmes demandent à bénéficier du statut de réfugiées politiques mais bien peu se le voient octroyer. Ne devrait-il pas être accordé de plein droit à des femmes telles que Nawal El Saadawi, écrivaine d'esprit libre, défenseur infatigable des droits des femmes, poursuivie en Egypte pour « apostasie » et ayant déjà connu la prison dans son pays ?

Ce statut n'est-il pas taillé expressément pour ces femmes africaines comme Ines P. Malebo, qui a été détenue et torturée pour avoir dénoncé dans un rapport à une association de défense des droits de l'homme, les atrocités commises par une milice congolaise et dont elle avait été le témoin ²⁰ ?

Les prisonnières politiques palestiniennes que soutient la Women's Organization for Political Prisoners (WOPP) ne devraient-elles pas être susceptibles d'obtenir le statut de réfugiées politiques à leur sortie de prison ? Par ailleurs, ne devrait-on pas considérer comme « politiques » les violences faites aux femmes, en retirant ces violences du simple domaine des faits personnels ?

Mais les femmes ne sont-elles pas moins crédibles que les hommes lorsqu'elles se déclarent exilées politiques ? Même s'il leur est devenu impossible de retourner vivre dans leur pays d'origine...

Une motivation personnelle s'ajoute pour moi à l'intérêt historique et politique d'exhumer l'histoire des femmes exilées politiques. Je possède une carte postale datée de décembre 1929, adressée par mon grand-père (Nonno) à ma grand-mère (Nonna) et envoyée de Genève à Zurich où Nonna se trouve (provisoirement) avec leurs cinq enfants. Nonno y annonce à Nonna que leur avocat, qu'il est allé voir à Genève, lui a enlevé tout espoir de voir lever l'ordre d'expulsion de Suisse qui les frappe. Ils ne peuvent rentrer en Italie où l'antifascisme de Nonno lui vaudrait arrestation immédiate (j'ai effectivement trouvé à Rome son dossier barré d'une énergique mention « Dangereux trotskyste fiché. A arrêter immédiatement à la frontière »). Nonno annonce à sa femme qu'il va tenter de franchir la frontière française cet après-midi-là et lui demande de se tenir prête à le rejoindre avec les cinq enfants s'il réussit.

Toujours en retrait des activités politiques de son mari, Nonna fut auditrice de quelques ténors antifascistes de l'époque, tels qu'Antonio Gramsci, correctrice des

¹⁹ Bérengère Marquès-Pereira a mené en 2006 une enquête au Chili sur ce thème, auprès de femmes « leaders ».

²⁰ Le témoignage d'Ines P. Malebo, reconnue réfugiée politique en France, a été publié par *La Croix*, 24 février 2006.

Nawal El Saadawi, née en 1931 près du Caire. Médecin, elle est emprisonnée en 1981 pour ses écrits et ses actions en faveur des droits des femmes. Libérée, elle fonde l'Association arabe pour la solidarité des femmes. Celle-ci est interdite en 1991 et Nawal El Saadawi, inscrite sur une liste fondamentaliste de condamnés à mort, s'exile aux Etats-Unis. Revenue en Egypte en 1996, elle doit à nouveau quitter son pays en 2007, étant accusée d'apostasie. La même année, l'Université libre de Bruxelles la nomme docteur *honoris causa*.

épreuves des journaux que les antifascistes italiens publiaient en exil ²¹. Malgré d'énormes difficultés matérielles, elle accueillit à sa table des dizaines d'exilés italiens, souvent totalement démunis et parfois réellement affamés. Sa cuisine fut le lieu de bien des discussions politiques ardentes sur l'organisation future de l'Italie lorsque le fascisme aurait été vaincu, et un jour de 1944, les Allemands y débarquèrent pour l'arrêter, après son mari et trois de ses fils.

Pourtant elle n'aurait jamais revendiqué le titre d'exilée politique et tout compte fait, alors que j'ai eu tant de conversations politiques avec mon grand-père, avec ma grand-mère, qui vécut chez moi jusqu'à sa mort à cent trois ans, j'en ai eu bien peu... Elle estimait avoir vécu *dans l'ombre* de la politique, comme tant d'autres femmes qui y ont pourtant consacré une bonne part de leur vie.

Myriam Makeba (Johannesburg 1932 – Castelvoturno 2008). Chanteuse africaine anti-apartheid et militante altermondialiste, elle a vécu trente ans en exil, étant interdite de retour dans son pays (1960-1990). Une partie de cet exil s'est déroulé à Bruxelles (ici en concert avec Dizzy Gillespie à Deauville en 1991) (photo Roland Godefroy – Wikimedia Commons).

²¹ *Prometeo*, notamment, journal communiste « bordighiste » publié en Belgique.

Les bagnes de l'Empire au féminin

Ou comment déporter les opposantes politiques de la métropole dans les colonies françaises au XIX^e siècle

Christelle TARAUD

« La nuit tombe sous la baie silencieuse et dans l'ombre aboient les brisants. O mer ! Devant toi l'esprit s'apaise, souffrir même n'est plus rien, savoir est tout. Mais saurons-nous jamais ? La science est une torche entre les mains des éclaireurs ; à mesure qu'on la porte en avant, l'ombre se fait en arrière. Au fond de quel gouffre aller chercher la vérité ? Est-il une utopie qui ne devienne à son heure réalité ? Est-il une science qui ne doive se transformer ? Qu'importe, cherchons toujours, l'horizon s'éclaircit. En attendant, disons à la vieille Europe les récits de l'enfance de l'humanité »

Louise MICHEL ¹.

Le présent article est la courte synthèse de quelques réflexions surgies à l'occasion d'un travail plus large, sur les femmes européennes dans l'espace colonial français ². Partant du constat avéré que la question des femmes en situation coloniale, et tout particulièrement celles des femmes « blanches », a toujours été sous-estimée par l'historiographie contemporaine – tout particulièrement quand cette dernière avait pour cœur l'histoire politique et économique – il s'agira ici d'apporter un premier éclairage sur un sujet très spécifique de la question – celui des bagnes de l'Empire au féminin – en questionnant les liens intrinsèques, au XIX^e siècle, entre question coloniale et question sociale. Les colonies deviennent en effet, en particulier dans la période allant de 1848 à 1872, des lieux essentiels dans le dispositif pénitentiaire de déportation des opposants et opposantes politiques, notamment pour celles et ceux qui ont participé aux journées insurrectionnelles de 1848 et à la Commune de 1871.

Les interactions entre question sociale et question coloniale

Les liens entre guerre coloniale et guerre sociale sont évidents pour tous les observateurs et acteurs du XIX^e siècle. De fait, les officiers et les sous-officiers de l'armée d'Afrique – qui ont fait leur classe dans le « laboratoire algérien » de 1830 à 1871 et ont maté, entre autres, les révoltes de l'émir Abdelkader (1834 à 1847) et du Bachaga Mokrani (1871) – sont utilisés ensuite, opportunément, pour réduire les

¹ *Océan*, Baie N'ji, 26 juin 1875, L. MICHEL, *Légendes et chants de gestes canaques*, Paris, Kéva et C^{ie} Editeurs, 1885, p. 1-2.

² Travail qui a donné lieu à un projet de recherche mené dans le cadre de l'IRIS, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (laboratoire EHESS/CNRS/INSERM, Paris XIII) intitulé *Histoire du genre en situation coloniale, Maghreb XIX^e et XX^e siècles*.

insurrections populaires à Paris ³. En 1848 et en 1871, ces militaires sont d'ailleurs nommés fort symboliquement, par les révolutionnaires parisiens, les « Africains » (en référence aux « sabreurs » de l'Armée d'Afrique). Dans le même ordre d'idées, on parle aussi de « tactiques algériennes » ou de « moyens algériens » utilisés dans la guerre contre-révolutionnaire en 1848 et 1871. A noter d'ailleurs la proximité, dans la chronologie et les revendications, des insurrections populaires en métropole et des révoltes « anti-coloniales » dans les colonies (tout particulièrement entre la Commune de Paris et la révolte de la Kabylie en 1871) qui verront la déportation conjointe, en Corse, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie, des révoltés parisiens et kabyles considérés comme les plus dangereux – dans les rangs desquels se trouvent certains membres de la famille du Bachaga Mokrani, lui-même tué pendant la confrontation, et la communarde Louise Michel.

Si les colonies s'exportent ainsi, si j'ose dire, en métropole, la réciproque est également vraie. On voit bien que l'espace colonial est perçu comme l'un des moyens les plus efficaces de résoudre la crise économique et sociale de la France continentale. « Transformer les prolétaires en propriétaires », écrit d'ailleurs Victor Hugo dans son discours sur l'Afrique du 18 mai 1879.

Cet idéal « social » et « humanitaire » des classes possédantes, ancré dans l'inconscient collectif d'une France encore très profondément rurale ⁴ et dont les valeurs essentielles sont toujours – malgré les débuts de la révolution industrielle et le développement d'un prolétariat urbain de plus en plus important – la terre, la propriété et la famille, a pour but de « moraliser » les classes populaires. Le système colonial est considéré comme rendant meilleurs les individus pauvres en les « régénérant », à l'extérieur du territoire national traditionnel, dans un nouveau corps social « purifié ».

Cependant les supposées fins humanistes et sociales de la déportation des prolétaires ⁵ et des révolutionnaires, laissent certains auteurs dubitatifs ⁶ et achoppent, de surcroît, sur le caractère éminemment carcéral de la première colonisation – caractère lié notamment à la panique sociale à laquelle les « classes dangereuses » ont confronté les classes possédantes en 1848, puis en 1871. Ainsi Ernest Renan affirme-

³ Sur cette question, voir notamment O. LECOUR-GRANDMAISON, *Coloniser, exterminer. De la guerre et de l'Etat colonial*, Paris, Fayard, 2005.

⁴ Encore 50% de la population française est rurale en 1900 – l'un des plus forts taux de l'Europe industrialisée, loin derrière la Grande-Bretagne.

⁵ En 1848, la Deuxième République expédie plus de 13 000 sans emploi parisiens en Algérie dans le but d'assainir une capitale jugée trop menaçante et turbulente. Barrault écrit d'ailleurs en 1850, « L'Afrique, c'est le moyen, mais le but, c'est la tranquillité de la capitale ». Sur cette question : M.-J. HEFFERMAN, « The Parisian Poor and the Colonisation of Algeria during the Second Republic », *French History*, 3/4, 1989, p. 377-403.

⁶ Ainsi Paul Leroy-Baulieu qui écrit en 1902 : « Les insurgés parisiens de 1871 n'étaient certes pas la catégorie d'hommes qui convenait le mieux pour peupler une colonie agricole. La plupart d'un naturel inquiet, beaucoup appartenant aux professions libérales, journalistes, professeurs, employés aux élégants métiers de l'industrie parisienne, ébénistes, ciseleurs, graveurs, ayant tous l'esprit de retour, on ne devait guère s'attendre à ce qu'il fissent souche de colons » (P. LEROY-BEAULIEU, *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1902, tome 2, p. 286 [première édition, 1874]).

t-il en 1871 dans *La Réforme intellectuelle et morale* ⁷ : « Une nation qui ne colonise pas est irréductiblement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre ». La colonisation agricole et militaire prônée par Thomas-Robert Bugeaud ⁸, gouverneur général de l'Algérie de 1840 à 1847, puis la colonisation civile racialisée, réduisent cependant les tentatives utopiques de « colonisation sociale » menées en Algérie, à l'initiative de Saint-Simoniens et de Fourieristes, à n'être que des contre-exemples minoritaires. Ainsi de l'essai de collectivisme agraire tenté à Saint-Denis du Sig, à cinquante kilomètres d'Oran ⁹. Pourtant, chez les quelques transplantés de 1848 qui feront souche en Algérie, cet idéal de colonisation sociale, chevillé à l'héritage révolutionnaire de 1789, demeure présent au travers des arbres de la liberté plantés, des commémorations républicaines organisées et des incidents réguliers avec l'armée d'Afrique, y compris en solidarité avec les populations locales. On le voit, l'interaction entre question sociale et question coloniale est omniprésente, au XIX^e siècle, jusque dans le « rêve brisé » de colonie pénitentiaire (en Guyane, en Nouvelle-Calédonie) qui est bien sûr intrinsèquement lié à la déportation politique.

L'espace colonial est en effet aussi le lieu de transplantation, puis de déportation des exilés et des exilées politiques (et non pas des réfugiées dans ce cas). A partir de la promulgation de la loi du 8 juin 1850 qui crée la déportation simple et celle en enceinte fortifiée, on ne parle plus, pour les peines politiques, de transplantés (terme utilisé pourtant dans les décrets du 27 juin 1848 et du 24 janvier 1850 sur la « transportation » des insurgés de juin 1848) mais de déportés ¹⁰. L'exil définitif dans l'espace colonial apparaît dès lors, plus encore qu'en 1848, comme le rempart contre la « terreur révolutionnaire » et comme une solution pressante et radicale à la « question sociale ». Entre 1864 et 1897, la Nouvelle-Calédonie accueillera donc 22 524 condamnés aux travaux forcés (dont 524 femmes ¹¹), 3 928 déportés politiques et 3 796 récidivistes – soit près de 30 000 personnes qui payent, pour la plupart par un voyage sans retour, la politique « d'assainissement » social de la France. C'est cependant grâce à la minorité de Communards (4 837 ¹² sur 18 convois entre 1872 et 1878) qui y sont déportés à partir de 1872, que la colonie pénitentiaire de Nouvelle-

⁷ E. RENAN, *La réforme intellectuelle et morale*, Paris, Michel Lévy éditeur, 1871.

⁸ Sa devise en Algérie était « *Ense et Aratro* », c'est-à-dire « par l'épée et par la charrue ».

⁹ En 1845-1846, des Fourieristes, en majorité lyonnais, ont fondé une société, l'Union agricole d'Afrique (ou Union du Sig), propriétaire d'une exploitation dans la région d'Oran, avec pour objectifs le développement de la colonisation en Algérie et l'expérimentation de l'association entre capital et travail. Cette société semble avoir eu des difficultés à faire cohabiter ces deux éléments. Malgré tout, les disciples de Fourier, restés à la tête de l'entreprise, ont tenté de renouer avec les ambitions initiales de colonisation sociale au début des années 1870, puis ont essayé d'utiliser le domaine à des fins philanthropiques en y installant un orphelinat, avant d'abandonner toute préoccupation sociale au début des années 1890.

¹⁰ Loi du 8 juin 1850, renforcée par celle du 23 mars 1882, qui organise la déportation des communards. L'île de Maré et l'île des Pins devient le lieu de la déportation simple et la presque île de Ducos, le lieu de la déportation en enceinte fortifiée.

¹¹ Selon les notices de transportation en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

¹² 251 déportés aux travaux forcés, 1 169 déportés en enceinte fortifiée et 3 417 déportés simples.

Calédonie (1864-1897) est passée à la postérité. Or, pour l'essentiel, ces hommes et ces femmes déportés politiques se sont peu investis dans le pays et en ont peu apprécié les charmes. Ils n'ont d'ailleurs fait qu'un bref passage (d'une dizaine d'années au plus) dans l'île et sont rentrés en France au moment des lois d'amnistie de 1880. Une trentaine de communards seulement ont fait réellement souche en Nouvelle-Calédonie ¹³.

« Peines de femmes, femmes de peines »

Premier élément à prendre en compte dans la question qui nous occupe, le bagne de Nouvelle-Calédonie est avant tout un monde d'hommes (à 98%), la présence féminine (de droit commun ou politique) y est donc infinitésimale. Cette réalité est conforme aux vœux de la loi du 30 mai 1854 qui n'avait prévu l'exil des femmes condamnées aux travaux forcés ou réclusionnaires que sur la base d'un volontariat « librement consenti » ¹⁴. Seules 12% de ces condamnées (les 524 précitées) sont présentes sur l'île – beaucoup étant coupables de meurtres ou d'infanticides, de vols ou de prostitution et ayant été « recrutées » dans les prisons de la métropole.

Transportées entre 1870 et 1887, ces femmes sont confiées aux sœurs de Saint-Joseph de Cluny jusqu'à leur mariage avec un libéré titulaire de terre ou un condamné. La plupart d'entre elles sont hébergées dans un grand bâtiment à Bourail appelé le « couvent ». C'est lors de leurs sorties, pour laver le linge à la rivière ou pour les offices religieux, que les concessionnaires les choisissent. Les rencontres sont ensuite organisées au « kiosque », petite maison annexe, sous l'œil vigilant des religieuses qui veillent à ce que ces rapprochements restent parfaitement pudiques jusqu'au mariage. Pour l'administration coloniale, le contrôle social et moral de ces femmes – seules « blanches » de la colonie – doit être d'autant plus important qu'elles sont malgré tout, face à la masse des « indigènes » kanaks, les « représentantes » de la France et qu'elles doivent donc racheter, par une vie de pénitence ou/et de relèvement, leurs « égarements » métropolitains. D'où la nécessité de les marier – même si le mariage est aussi pensé, comme en Algérie, comme une manière d'enraciner les hommes et donc de pérenniser la présence française. Monde d'hommes, le bagne est aussi un monde français (80% des transportés, 92% des relégués) qui côtoie cependant de petites communautés d'étrangers (immigrés espagnols ou italiens), et des « sujets de l'Empire », quelques Indochinois et beaucoup d'Algériens ¹⁵ (politiques et droits communs) notamment les Kabyles qui s'étaient opposés à la conquête de l'Algérie et s'étaient révoltés en 1871 ¹⁶. Certains de ces déportés issus des colonies, comme une partie des communards d'ailleurs, ont obtenu le droit de venir en famille. Il est donc

¹³ Sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie à l'époque coloniale, se référer à I. MERLE, *Expériences coloniales. La Nouvelle Calédonie, 1853-1920*, Paris, Belin, coll. « Histoire et société », 2000.

¹⁴ O. KRAKOVITCH, *Les femmes bagnardes*, Paris, 1990, p. 17-47.

¹⁵ 1 900 d'entre eux arrivent à partir de 1890.

¹⁶ Un certain nombre d'entre eux restèrent sur place où ils ont fait souche, notamment dans la vallée de la Nessadiou près de Bourail. Au col de Nessadiou, il y a d'ailleurs toujours un « cimetière arabe ». D'autres au contraire ont tout tenté pour s'échapper. Sur cette question : M. LALLAOUI, *Kabyles du Pacifique*, Paris, Editions Alternatives, 1999.

tout à fait probable que des femmes indochinoises et algériennes aient vécu, pour une durée plus ou moins longue, sur le sol calédonien. D'elles, on ne sait rien – leur histoire est donc à faire.

De la même manière, sur les 4 837 communards déportés dans l'île entre 1872 et 1878, on ne trouve que 75 femmes (en Guyane, les archives sur les femmes bagnardes font état de 200 communardes ou « pétroleuses ») dont Louise Michel. La présence surprenante de ces femmes sur l'île aurait donné son nom à la baie des Dames à l'ouest de Nouméa. Les premières arrivantes font partie du premier convoi de déportés qui débarque sur l'île le 29 septembre 1872 après un voyage harassant de 147 jours. Au nombre de sept, ces femmes (accompagnées de 29 enfants) sont exclusivement des épouses de condamnés qui n'ont pas eu de rôle direct dans la Commune mais ont pu suivre leurs maris. Elles n'en partagent pas moins le sort de ces « pionniers de la déportation simple ». Voyage long et éprouvant d'abord sur la Danae (qui a levé l'ancre le 5 mai 1872), navire réservé à la déportation et aménagé autour de quatre cages de 20 mètres de long sur 3,5 mètres de large avec des barreaux en fer de 1,90 mètre de hauteur (chaque cage pouvant contenir entre soixante et quatre-vingts personnes). Sur la Danae, les déportés (hommes et femmes) sont donc enfermés comme des animaux. Dans la journée, ils sont autorisés, pendant de courtes périodes, à se promener à l'extérieur de leurs cages mais l'espace qu'ils occupent alors dans ce cadre est délimité par des filets censés limiter leurs hypothétiques tentatives d'évasion¹⁷. À l'enfermement s'ajoutent de surcroît l'absence d'intimité (on imagine, par exemple, que la toilette des femmes n'a pas dû être aisée dans ce contexte notamment en période de menstrues), la pauvreté de la nourriture (composée de lard salé, de conserves, et de biscuits), le froid (le trousseau accordé aux condamnés des deux sexes était prévu pour les régions chaudes où ils étaient déportés) et la longueur angoissante du voyage... De même, les femmes de déportés partagent avec eux la pénibilité de l'installation à l'île des Pins (réservée aux déportés simples).

Le convoi de 1872 essuie en effet les plâtres de la colonie pénitentiaire. Malgré la relative mobilité qui leur est octroyée par la loi du 23 mars 1872 – qui stipule que « Les condamnés à la déportation simple jouiront, dans l'île des Pins et dans l'île de Maré, d'une liberté qui n'aura pour limite que les précautions indispensables pour empêcher les évasions et assurer l'ordre » – les conditions de vie sont jugées « effroyables » par une grande majorité de témoins. L'administration coloniale ne s'assure en effet que très imparfaitement de vêtir, loger, nourrir et soigner les déportés, le plus souvent livrés à eux-mêmes. À leur arrivée sur l'île des Pins, ces derniers ne disposent d'ailleurs ni de cases, ni de baraquements (ils les construiront eux-mêmes par la suite) et campent littéralement dans les bois – dormant dans des hamacs ou sous des toiles de tentes.

¹⁷ La quasi-totalité des évasions se produiront en réalité à partir de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi celle du grand communard Henri Rochefort (1831-1913) qui la raconte dans son livre, publié en 1880, *L'évadé, Roman Canaque*. On imagine mal les chances de réussite d'une évasion en pleine mer !

Les déportées politiques en Nouvelle Calédonie : le cas exemplaire et atypique de Louise Michel

Arrivée en 1873 avec le bateau la Virginie – dans les mêmes conditions de voyage que les communards de la Danae, à l’exception du fait que la plus forte présence de femmes et/ou de célibataires a conduit à la non-mixité des cages – Louise Michel s’installe sur la presqu’île de Ducos avec vingt-deux compagnes d’infortune, parmi lesquelles Nathalie Lemel (fondatrice de *L’Union des femmes*), la femme Louis, Marie Schmidt, Marie Cailleux, Marie Chiffon, Marie-Delphine Dupré, Louise Desfossé, Elizabeth de Gui, Euphrosine Leblanc... La première nuit, Louise Michel et les autres femmes de la Virginie sont accueillies par les épouses et les compagnes des premiers déportés. Louise et Nathalie partagent ainsi la case de la veuve Piffault et de sa fille Eugénie, âgée alors de quinze ans – case qui se trouve à l’ouest de la presqu’île Ducos. Dans cet endroit réservé aux déportés en enceinte fortifiée, la vie quotidienne apparaît bien difficile.

Louise Michel en 1871 (www.ulb.ac.be/cal).

La faiblesse de la ration hebdomadaire de vivres fournie par l’administration (fromage, pain ou farine, légumes secs et œufs mais souvent en quantités insuffisantes) oblige les condamnés à chasser, à pêcher et à faire la cueillette de diverses denrées alimentaires, activités qui leur permettent de compléter leur manque récurrent de

nourriture. Malgré la pénibilité des conditions de vie, les déportés ont cependant obtenu le droit de vivre en famille ou en communauté, à condition de respecter un certain nombre d'interdictions : ne pas communiquer avec les détenus de l'île aux Pins, ne pas former des assemblées, ne pas faire circuler des écrits politiques et ne pas avoir de relations ponctuelles ou renouvelées avec les « Arabes » (la contrevenante à cette dernière interdiction étant punie du fouet et des fers).

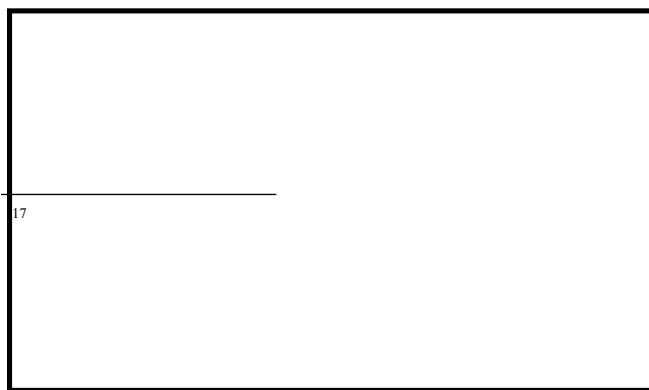
Dans cette société communarde reconstituée, on ne respecte cependant pas ces interdictions même si – et ce n'est pas toujours aussi contradictoire qu'on le croit au regard de la permanence et de la force, dans le monde ouvrier et révolutionnaire, de certains stéréotypes – une certaine hiérarchie des rapports sociaux de sexe et de race existe réellement. Malgré cela, une organisation non sexuée des activités semble s'être instaurée reposant sur une relative « égalité dans la division de tâches » – les hommes et les femmes travaillant normalement autant à la construction des cases qu'à des charges considérées comme « féminines » comme la lessive et la cuisine. En revanche, une tendance prononcée à vivre « en couple » (plusieurs mariages sont d'ailleurs célébrés pendant la durée de la déportation) et non en célibataires pouvant à l'occasion s'adonner à une sexualité ou/et à une intimité libres des contraintes sociales et morales de l'époque, se met progressivement en place. La crainte est forte en effet, chez les communards, que l'administration pénitentiaire n'utilise le classique triptyque, « classes laborieuses, classes dangereuses, classes vicieuses » pour invalider sur l'île leur combat et leurs revendications. Le gouverneur général qui fait surveiller l'intimité des politiques (il demande régulièrement à ses agents d'établir sur cette question des rapports circonstanciés) ne se prive d'ailleurs pas d'utiliser cette arme, faisant souvent accuser les communardes déportées d'inconduite ou de prostitution déguisée. Dans ce contexte, Louise Michel est évidemment décalée et pas seulement parce qu'elle revendique depuis toujours une « chasteté militante » qui a fait d'elle la « vierge rouge » de la Commune. Tirant partie de sa forte sympathie pour Nathalie Lemel et des nombreuses manifestations de tendresse (notamment les embrassades renouvelées) qu'elles se donnent en public, l'administration pénitentiaire fait courir la rumeur de son « amitié particulière » pour sa codétenue et camarade de lutte – rumeur qui compliquera un temps les relations entre les deux femmes ¹⁸.

Très intégrée cependant dans la société communarde de l'île où elle fait figure d'exemple autant que de « mère protectrice », Louise Michel ne se singularise pas seulement par son rapport très spécial aux questions de sexualité et de genre mais aussi par sa très forte empathie vis-à-vis de la société canaque. Elle est éloignée de la vision de ses compagnons qui ne voient que « sauvages » et « cannibales » dans les autochtones mélanésiens. Elle écrit d'ailleurs très clairement son opposition à cette vision quand elle précise dans ses mémoires : « A Nouméa, je pouvais, à mon école du dimanche, prendre sur le vif la race canaque. Eh bien ! Elle n'est ni bête, ni lâche, deux fameuses qualités par le siècle qui court ! » ¹⁹. Louise Michel apprend le canaque et entretient des relations suivies avec des tribus voisines de son lieu d'incarcération. De cette cohabitation atypique va naître une tentative originale (et inédite dans le milieu

¹⁸ Voir F. d'EAUBONNE, *Louise Michel la Canaque*, Paris, Editions Encre, 1985.

¹⁹ *Mémoires de Louise Michel. Ecrits par elle-même*, Paris, Maspero, 1976.

des communards de l'île) d'œuvre « ethnographique »²⁰, *Légendes et chansons de gestes canaques*²¹ – publié, en 1885, après son retour en France – mais aussi un sentiment puissant de révolte contre la condition faite aux « indigènes » en Nouvelle-Calédonie. Ainsi écrit-elle simplement, « Devant cette intelligence haute et ferme, devant ce cœur brave et bon, je me demandais : Quel est l'être supérieur, de celui qui s'assimile à travers mille difficultés des connaissances étrangères à sa race, ou de celui qui, bien armé, anéantit ceux qui ne le sont pas ? ».



Dessin de Louise MICHEL extrait de *Légendes et chants de gestes canaques*, légendé : « La ville de Numbo et l'île de Nou (Nouvelle Calédonie). Vue prise à vol d'oiseau des hauteurs de Tendu », Paris, Keva et C^{ie} Editeurs, 1885, p. 26.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi Louise Michel refusera non seulement de participer à l'écrasement de la révolte canaque de 1878 – auquel la majorité des communards s'adjoindront et pour lequel ils obtiendront une amnistie en 1880 – mais prodiguera conseils et aides aux « indigènes » révoltés (notamment couper les fils du télégraphe pour éviter les communications trop rapides entre les forces de « pacification »)²². Comme témoin privilégié de la révolte de 1878, Louise Michel apporte un éclairage particulier d'une grande acuité politique et d'une grande humanité :

²⁰ Il suffit de se référer à l'important glossaire de mots canaques qui clôt les *Légendes* pour s'en convaincre (p. 147 à 183).

²¹ Entre autres notations, toutes d'une grande force littéraire, celle-ci prise au gré de ma lecture : « Autour du foyer de bois de rose et de santal, j'ai appris aussi que du côté qui regarde Kouné (l'île des Pins), dans la tribu des Taourous, il y a trois mers *pikinini* (mers enfants) expression bichelamar signifiant mers petites ; ce sont des lacs. Ils se tiennent au même courant d'eau, passant de l'un à l'autre, comme un fil qui attache les grains d'un collier, dans la plaine de Yaté, au pied des montagnes. Je sais qu'en suivant le rivage jusque plus loin que le pic des morts, il y a de belles montagnes, des *pikininis diahots* (petits fleuves), et que sous le grand soleil les crevasses s'étoilent dans les montagnes, brillantes de paillettes d'or » (L. MICHEL, *Légendes...*, p. 10).

²² Voilà comment Louise Michel rapporte la mort du chef de l'insurrection, le grand Ataï : « Alors Segou s'approche d'Ataï, lui assène un coup de hache sur la tête, un autre au côté droit : Ataï tombe comme un arbre qu'on abat, il porte encore la main à sa tête à demi séparée du tronc. Le cri de mort fut poussé par les Canaques de Canala en voyant tomber leur chef, telle est la

« L'insurrection canaque fut noyée dans le sang, les tribus rebelles décimées ; elles sont en train de s'éteindre, sans que la colonie en soit plus prospère »²³. Amicale et solidaire, Louise Michel ne l'est pas seulement avec les Canaques de l'île, elle entretient aussi une relation forte avec l'Algérien El Mokrani²⁴, malgré l'interdiction de l'administration pénitentiaire²⁵. En ce sens, et c'est ce qui fait toute la charge historique et politique de son expérience calédonienne, Louise Michel est l'une des premières révolutionnaires françaises à comprendre le lien consubstantiel qui unit domination de sexe, de classe et de race.

A la lecture de ce trop rapide panorama – centré sur la personnalité atypique, et probablement non représentative, de Louise Michel – ce qui apparaît clairement, c'est que l'histoire des femmes déportées ou exilées dans les espaces coloniaux (françaises, européennes et « indigènes ») reste à faire aussi bien pour le XIX^e siècle que pour le XX^e. On ne sait en effet que peu sur la spécificité géographique (en Calédonie, en Guyane, au Gabon, en Cochinchine...) de la déportation au féminin et sur les difficultés d'installation et de vie dans les bagnes de l'Empire – et ceci est autant vrai pour les Françaises que pour les femmes « indigènes ». Ainsi, que sait-on réellement de la vie de la reine malgache, Ranavalona III, après sa déportation, en 1897, à la Réunion, puis en Algérie ? De même – et symétriquement – que peut-on dire de la situation des femmes du sultan Mohammed Ben Youssef (le futur Mohammed V de l'indépendance marocaine) au moment de leur exil forcé, en 1953, en Corse et à Madagascar ? Beaucoup de choses restent donc encore à découvrir et à éclairer sur la situation des femmes dans le double contexte de domination coloniale et pénitentiaire.

coutume des tribus. Ce cri se prolongea comme un gémissement jusqu'aux montagnes rouges. La tête d'Ataï fut envoyée à Paris », *Ibid*, p. 119.

²³ *Mémoires...*, *op. cit.*

²⁴ Voilà comme Françoise d'Eaubonne imagine leur première rencontre : « Louise Michel : « Nous sommes d'abord des révolutionnaires. Des combattants ». L'œil sombre, enfoncé dans une pluie de rides et de cils immenses, s'alluma avec une vivacité lustrale. El Mokrani : « Nous aussi... ». La raucité de la voix produisait une impression saisissante. Louise s'attendit à voir luire une arme entre les plis du burnous d'un blanc de neige sur ce corps dégingandé quand Mokrani murmura : « Nous avons combattu dans l'honneur ! El Mokrani, mon cousin, a attendu que la France ait terminé sa guerre contre la Prusse pour l'attaquer, afin que l'on ne dise pas du mal de nous. Nous sommes des lions, pas des chacals ». Louise Michel : « Vous êtes les derniers chevaliers, répondit Louise », dans *Louise Michel, La canaque*, *op. cit.*, p. 54-55.

²⁵ La longue histoire de l'Algérie et de Louise Michel a notamment été relatée par l'un des plus grands écrivains algériens de l'époque contemporaine, (Kateb YACINE, dans une pièce de théâtre intitulée, *Louise Michel et la Nouvelle Calédonie*. Kateb YACINE, *Parce que c'est une femme*, suivi de *La Kahina*, *Saout Ennissa* et *Louise Michel et la Nouvelle Calédonie*, Paris, Editions des Femmes, 2004).

Les étudiantes de l'Empire des tsars en Europe occidentale : des exilées « politiques » ?

Natalia TIKHONOV

De nombreuses révolutionnaires, militantes et actrices des mouvements politiques qui ont secoué l'Europe au tournant du XX^e siècle étaient issues du vivier constitué par les étudiantes de l'Empire russe à l'étranger. Cette migration, qui a vite atteint une ampleur sans précédent, s'amorce modestement à la fin des années 1860 avec quelques inscriptions à la faculté de médecine de Zurich ou de Paris, alors que la jeunesse russe est éprise des idées nihilistes prônant le travail, l'utilité sociale et l'éducation pour guérir les maux de la société. Quelques décennies plus tard, ce sont plusieurs milliers de jeunes ressortissantes de l'Empire des tsars qui fréquentent les universités des grands pays d'accueil de la jeunesse étudiante. Si les universités allemandes se montrent plus réservées à l'égard des femmes, en n'ouvrant leurs portes aux étudiantes régulières qu'à partir de 1900 et même 1909 pour certaines d'entre elles, elles restent fidèles à la tradition de l'accueil et de la formation des étudiants russes, qui remonte au XVIII^e siècle, jusqu'au déclenchement des hostilités en 1914¹. Les établissements français ont accueilli un nombre important de ressortissantes de l'Empire russe des deux sexes, les femmes étant surtout concentrées dans les facultés de la capitale.

Toutefois, la nature des sources disponibles, et notamment l'absence de listes nominatives d'étudiants et de registres d'inscription, rend leur recensement extrêmement difficile. C'est sans doute pour cette raison qu'aucune étude systématique sur la présence des étudiants russes en France n'existe à ce jour. Quant à la Belgique, même si la présence de jeunes femmes russes parmi les étudiantes des trois universités

¹ La présence des étudiants originaires de l'Empire russe en Allemagne au début du XX^e siècle a fait l'objet de nombreux travaux de Claudie WEILL, en particulier *Etudiants russes en Allemagne 1900-1914. Quand la Russie frappait aux portes de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1996.

ouvertes aux femmes est relativement importante (au début du XX^e siècle, elles en forment plus d'un tiers), elles ne représentent en nombre absolu que quelques centaines d'étudiantes inscrites à Bruxelles, Liège ou Gand entre le début des années 1880 et la Grande Guerre ². Une féminisation relativement faible de l'enseignement supérieur (le seuil de 4% atteint en 1905 reste stable jusqu'en 1914) explique sans doute cet état de choses.

En réalité, c'est surtout sur la Suisse – terre d'accueil de nombreux proscrits et exilés politiques depuis le début du XIX^e siècle et pays dont les universités sont à l'avant-garde européenne par leur ouverture aux étrangers et aux femmes –, que déferle la vague de milliers de jeunes sujettes du Tsar, avides de savoir, d'émancipation et de liberté ³. C'est donc à l'évaluation de l'ampleur de l'exil politique lié à un projet d'études, ainsi qu'aux divers degrés et formes d'engagement des étudiantes exilées, que seront consacrées les pages qui suivent.

Étudiantes « orientales » ⁴ et engagement révolutionnaire : mythe ou réalité ?

En Suisse, la mémoire populaire a retenu l'image de ces jeunes femmes de l'Empire russe, nombreuses sur les bancs des universités du pays avant la Première Guerre mondiale, nihilistes, anarchistes et révolutionnaires, et bien sûr... dévergondées. Cheveux courts, robe courte, sur le nez d'énormes lunettes bleues, cigarette à la bouche, on les trouve attablées dans les tavernes à côté de jeunes hommes en moujiks hirsutes, quand elles ne posent pas des bombes. Les récits de violences qui leur sont imputées abondent, comme celui concernant Tatiana Leontieff, fille d'un général russe et ancienne étudiante de la faculté de médecine de Lausanne, qui abat en septembre 1906 à Interlaken un touriste de nationalité française, le malheureux Muller, au lieu de l'ex-ministre russe de l'intérieur Durnovo qu'elle croyait supprimer pour venger les souffrances des socialistes russes.

Pourtant, en dehors de quelques terroristes célèbres, le jugement porté sur les jeunes femmes russes tient davantage du préjugé. Et ce préjugé est à la mesure de la hantise de la bourgeoisie suisse devant la montée des mouvements révolutionnaires, dont la Suisse était alors un foyer. Herzen, Lénine, Plekhanov, Bakounine, Lavrov, Kropotkine, Vera Zassoulitch vécurent en Suisse des temps plus ou moins longs pour

² Malgré le rôle important joué par les étudiantes russes dans la féminisation des universités belges, seuls quelques rares travaux éclairent leur présence. C'est notamment le cas de Vinciane Godfrind qui a publié, à partir de son mémoire de licence, un article : « Les étudiantes comme migrantes ? L'exemple des Russes à l'Université Libre de Bruxelles de 1905 à 1914 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 3-4, 2007.

³ L'analyse de la nature et de l'ampleur de ce mouvement migratoire ne faisant pas l'objet de cet article, je renvoie le lecteur intéressé à mes travaux sur la question : « Les étudiantes russes dans les universités suisses à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle : les raisons d'un choix », A.-L. HEAD-KÖNIG et L. MOTTU-WEBER, *Les femmes dans la société européenne*, 8^e Congrès des Historiennes suisses, Genève, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 2000 ; « Enseignement supérieur et mixité : la Suisse, une avant-garde ambiguë », R. ROGERS, *La mixité dans l'éducation. Enjeux passés et présents*, Lyon, ENS Editions, 2004.

⁴ C'est ainsi qu'à l'époque les autorités universitaires et la population locale désignaient les étudiantes est-européennes.

Tatiana Leontieff abattant un touriste français au lieu de l'ex-ministre russe Durnovo
(*Nebelspalter: Die humoristisch-satirische Schweizer Zeitschrift*, 6, 1907).

y préparer la révolution. Or, une analyse détaillée de cette population étudiante révèle que les révolutionnaires convaincus et actifs ne forment probablement qu'une infime minorité parmi près de 7 700 femmes de l'Empire tsariste immatriculées dans les universités suisses avant 1914⁵. Ce constat a de quoi surprendre. Développons-le brièvement.

Habituellement, la présence des sujets du tsar dans les universités européennes est associée à l'émigration, voire à l'exil politique. Pendant des décennies, l'historiographie, aussi bien occidentale que soviétique, a mis en avant l'engagement politique des jeunes gens partis s'instruire à l'étranger. Au vu de la conjoncture politique du XX^e siècle, il n'est guère étonnant que cette vision ait été adoptée en Occident pour accentuer, voire amplifier, les activités politiques des colonies estudiantines russes à l'étranger. Le nombre élevé d'étudiantes étrangères étant souvent perçu comme une menace, leur amalgame avec les révolutionnaires servait à renforcer cette image négative. En revanche, l'historiographie soviétique fut guidée par des motivations totalement différentes. En mettant les étudiants et les révolutionnaires sous un dénominateur commun, elle cherchait avant tout à souligner l'ampleur du mouvement révolutionnaire et sa popularité parmi la jeunesse de l'époque.

Quant aux étudiantes, la plupart des auteurs s'accordent à dire qu'elles vont à l'étranger pour deux raisons principales : acquérir une formation professionnelle inaccessible dans leur pays ou poursuivre une activité politique suspecte chez elles⁶. Les témoignages contemporains ne sont pas en reste, en créditant volontiers les étudiantes russes d'exotisme, en les affublant d'emblée d'un comportement différent et en les dotant de revendications politiques, comme si en chaque étudiante russe se cachait une révolutionnaire potentielle. La presse helvétique ne parle pratiquement jamais des étudiantes appliquées et sans passion politique, tandis que toute l'attention se braque sur celles que l'on considère, à tort ou à raison, comme nihilistes, populistes, anarchistes ou socialistes. Alimentée par les vagues d'agitation politique qui mobilisent certaines de leurs compatriotes, toute une série de stéréotypes collent à la peau des étudiantes « orientales ». Ces clichés, élaborés dès la fin du XIX^e siècle, ont perduré bien au-delà de leur présence sur les bancs universitaires occidentaux, en exerçant une influence considérable sur les travaux historiques postérieurs. Cependant, une analyse plus approfondie de cette population appelle à nuancer ces deux affirmations. Si la première – concernant les minces possibilités de formation professionnelle qui leur étaient réservées en Russie – sort du cadre du présent travail⁷, la seconde touche de

⁵ Ce chiffre résulte d'une base de données que j'ai créée pour recenser toutes les étudiantes originaires de l'Empire russe immatriculées dans les sept universités suisses entre leur respective ouverture aux femmes et 1920. Ces données sont exploitées dans ma thèse de doctorat, *La quête du savoir. Étudiantes de l'Empire russe dans les universités suisses, 1867-1920*, soutenue à l'Université de Genève en 2004.

⁶ Pour ne citer que les principales monographies sur la question dont les auteurs adhèrent à ce point de vue, signalons A. HIBNER KOBLITZ, *Science, Women and Revolution in Russia*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 2000 ou D. NEUMANN, *Studentinnen aus dem Russischen Reich in der Schweiz (1867-1914)*, Zurich, Verlag Hans Rohr, 1987.

⁷ Sur cet aspect : N. TIKHONOV, « Les étudiantes étrangères dans les universités occidentales, des discriminations à l'exil universitaire (1870-1914) », C. BARRERA et P. FERTÉ, *Étudiants de*

près à la question posée dans son titre : quelle est la part des exilées politiques parmi les étudiantes russes migrantes ?

S'il ne paraît pas possible de rendre compte de l'importance réelle des ressortissantes de l'Empire russe formées à l'étranger dans les mouvements politiques de l'époque et d'exprimer ce phénomène en chiffres exacts, on peut tout de même, à partir de diverses sources, en brosser un tableau approximatif. Le cas des « politiques » illustre bien les pièges de la documentation, qui est beaucoup plus abondante pour ces étudiantes que pour leurs condisciples ne partageant pas cet engagement. Mais elles étaient selon toute évidence beaucoup moins nombreuses que leur visibilité ne pourrait le laisser croire. Mes analyses fondées sur le dépouillement des sources biographiques (dictionnaires, mémoires, autobiographies, etc.) appuient cette hypothèse, en suggérant que le nombre d'étudiantes activement engagées dans la politique est relativement insignifiant par rapport aux effectifs globaux des ressortissantes de l'Empire des tsars inscrites dans les universités helvétiques.

Il aurait été sûrement difficile, voire impossible, d'arriver à ce constat sans l'existence du *Dictionnaire bio-bibliographique des révolutionnaires russes*⁸. Ce dictionnaire, conçu par une société d'anciens prisonniers politiques de l'époque tsariste (Vsesojuznoe obščestvo političeskikh katoržan) et publié au début de l'ère soviétique, offre une vision nettement plus globale des acteurs des mouvements politiques et de leurs itinéraires. En effet, dès les années 1930 et le durcissement du régime, les encyclopédies et autres ouvrages biographiques publiés en URSS sont devenus de plus en plus sélectifs, en ce qui concerne tant le choix des personnages jugés dignes de passer à la postérité que des éléments biographiques à retenir, surtout lorsqu'il s'agit des liens entretenus avec les pays étrangers considérés désormais comme suspects.

L'un des grands mérites de ce dictionnaire réside dans le parti pris des éditeurs d'y faire figurer, à côté des révolutionnaires confirmés, celles et ceux qui n'apportèrent que quelques contributions, souvent très irrégulières voire même uniques, au mouvement révolutionnaire russe, pris dans un sens très large. Cette option réduit considérablement les risques de passer à côté d'acteurs modestes. Les absents sont, en revanche, les personnes dont l'engagement ne concernait pas directement l'Empire russe, ce qui fut précisément le cas d'un certain nombre d'étudiantes migrantes, engagées dans la vie politique en Suisse ou dans des pays tiers où elles se sont installées après leurs études. Mais le principal désavantage de cette source réside dans son caractère incomplet : commencé au lendemain de la révolution d'Octobre, cet ambitieux projet n'est jamais arrivé à terme et s'arrête en 1933, à la lettre « G » du tome V consacré aux sociaux-démocrates, sans que les tomes suivants ni ceux consacrés aux socialistes-révolutionnaires voient le jour. Les périodes et les mouvements documentés sont donc les années 1860 (tome I), les années 1870 (tomes II et III), les années 1880 (tome IV) et en partie les années 1880-1904 pour les sociaux-démocrates (2 volumes du tome V).

l'exil. Universités, refuges et migrations étudiantes (XVI^e-XX^e siècles), Toulouse, à paraître.

⁸ *Dejатели revoliucionnogo dvizhenija v Rossii. Bio-bibliografičeskij slovar'* [Les acteurs du mouvement révolutionnaire en Russie. Dictionnaire bio-bibliographique], Moscou, Izdatel'stvo Vsesojuznogo obščestva političeskikh katoržan, 1928-1931, 5 vol.

Cependant, cette couverture partielle d'un demi-siècle de présence estudiantine russe en Suisse est moins handicapante qu'elle ne paraît à première vue. En effet, le foyer le plus intense de l'activisme politique parmi les sujets du Tsar se trouve sans conteste à Zurich au tournant des années 1870, alors que leur pays natal traverse une période d'agitation politique⁹. Cette université est aussi la première en Europe à admettre les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, pas franchi en 1867 avec l'octroi d'un doctorat en médecine à Nadežda Suslova, venue de Saint-Petersbourg deux ans auparavant pour compléter sa formation médicale. En 1872, le principe de la mixité est adopté par les universités de Berne et de Genève. Les universités de Lausanne et de Neuchâtel sont mixtes dès leur création, respectivement en 1890 et en 1909, alors que la plus ancienne université de pays, celle de Bâle, et la seule université fondée avec l'aide de l'Eglise catholique, celle de Fribourg, se montrent plus réticentes à admettre les femmes et les étrangers¹⁰. L'*alma mater* zurichoise jouit donc pendant longtemps de sa réputation de pionnière, en attirant de nombreuses jeunes femmes étrangères de toute l'Europe et même d'Outre-Atlantique. Quant à celles venant de l'Empire russe, elles sont parmi les premières à occuper ses bancs : le nombre modeste de neuf inscriptions au semestre d'été 1870 passe à cent au semestre d'été 1873. Les étudiantes russes représentent alors près d'un quart de l'ensemble des étudiants inscrits et forment la plus importante colonie estudiantine russe à l'étranger, dont l'ampleur est sans précédent.

Cette concentration à Zurich d'étudiants et étudiantes aux tendances révolutionnaires se comprend parfaitement à la lumière du caractère de l'émigration russe dans cette ville. Les représentants de tous les courants politiques anti-tsaristes de l'époque la choisissent comme lieu de résidence ou de refuge : Michel Bakounine, fondateur et théoricien de l'anarchisme, exilé en Europe occidentale à partir de 1861, entouré d'un nombre important de ses partisans, beaucoup de disciples de Pierre Lavrov, célèbre théoricien du populisme¹¹ qui y édite sa revue *Vpered* et donne des conférences de philosophie, de sociologie et de mathématiques supérieures, ou encore Pierre Tkačev, idéologue du populisme révolutionnaire. Zurich devient alors, selon l'expression de la révolutionnaire Vera Figner qui y étudie la médecine en 1872-1873,

⁹ Malgré le nombre important de travaux sur la colonie russe de Zurich, étudiée beaucoup plus que les colonies estudiantines des autres villes universitaires suisses en raison de sa forte politisation, l'aperçu le plus complet demeure l'ouvrage de J. M. MEIJER, *Knowledge and Revolution : the Russian colony in Zurich (1870-1873)*, Assen, Van Gorcum, 1956.

¹⁰ L'Université de Bâle admet ses premières étudiantes en 1890, et celle de Fribourg en 1905. Toutefois, ce droit est réservé aux titulaires des diplômes de fin d'études secondaires délivrés par ces cantons, condition qui met d'emblée un frein à l'arrivée des étrangères. Ce règlement n'est assoupli que dans les années 1910.

¹¹ Le mouvement populiste s'est développé en Russie dans les années 1860-1870. Il préconise le rapprochement avec les masses paysannes par le biais de leur éducation. D'une manière générale, cette « marche au peuple » se solde par un échec et les années 1880 ont vu le dépérissement et la dissolution du populisme, qui a néanmoins resurgi dans le socialisme révolutionnaire.

« un centre intellectuel de la révolution, passage obligé pour toute personne cultivée russe en séjour à l'étranger » ¹².

Vera Figner (1852-1942). Eveillée à la politique au cours de ses études de médecine en Suisse, elle rentre en Russie pour participer à un attentat des populistes contre le tsar Alexandre II, ce qui lui vaut vingt années d'emprisonnement (portrait anonyme).

Dans ses mémoires, Vladimir Medem, théoricien et acteur du mouvement ouvrier juif, offre un témoignage éloquent, quoique indirect, de la vie des étudiants russes à Zurich et de l'attrait que cette ville exerçait sur la jeunesse entraînée par le climat révolutionnaire de l'époque : « La « colonie » étudiait très peu mais s'occupait beaucoup de politique, ce qui est compréhensible, alors que dans l'ancienne Russie tsariste, tout était interdit, ici, en Suisse, tout était permis. Là-bas, on avait très rarement l'occasion d'obtenir le moindre journal illégal, de voir une brochure imprimée sur du papier fin et passée clandestinement de l'étranger. Une telle brochure était une grande rareté ; on la lisait, se la transmettait jusqu'à ce qu'elle devienne un chiffon usé et déchiré. Ici, en revanche, on pouvait puiser à pleines mains dans la littérature socialiste, assister à des réunions, rencontrer des militants, tout était facile. Il n'est donc pas étonnant que la « colonie » soit totalement imprégnée de politique. L'ensemble des étudiants constituait un réservoir de jeunes forces vives au sein duquel chaque parti et chaque tendance puisaient leur matériel humain. Le combat politique faisait rage. Il était vif et acharné » ¹³.

On peut facilement imaginer comment la présence des étudiantes russes à Zurich et leur activisme politique auraient pu évoluer si l'*oukase* (édit) impérial à l'origine d'une brusque baisse des effectifs féminins et de la dispersion de cette communauté étudiante n'avait pas été promulgué le 4 juin 1873. Craignant une politisation excessive des étudiantes et leur rapprochement avec des révolutionnaires exilés, le tsar Alexandre II décide de mettre fin à la croissance de la communauté russe de Zurich en ordonnant la non-reconnaissance en Russie des diplômes de toutes celles qui n'auraient pas quitté l'Université ou l'Ecole polytechnique de cette ville au

¹² V. FIGNER, *Studenčeskie gody (1872-1876)* [Années étudiantes], Moscou, Golos Truda, 1924, p. 62.

¹³ VI. MEDEM, *Ma vie* [traduction du yiddish par H. MINCZELES et A. WIEVIORKA], Paris, Honoré Champion, 1999, p. 169.

1^{er} janvier 1874. Aux yeux des autorités impériales, le danger de subversion de la jeune génération par les idées et courants se déployant de l'anarchisme bakouniste aux doctrines imprégnées des idées socialistes était patent. Le gouvernement était tout particulièrement préoccupé par une politisation des étudiantes, car certaines d'entre elles s'étaient déjà engagées dans les mouvements révolutionnaires et étaient surveillées par la police secrète russe ¹⁴, tandis que d'autres étaient prises dans ce tourbillon d'idées subversives sans pour autant posséder des convictions politiques profondes. Résultat de cet *oukase* : au semestre d'hiver 1873-1874, les étudiantes russes ne sont plus qu'une douzaine à Zurich.

Une autre ville universitaire où la composante politique du mouvement migratoire estudiantin devient perceptible est Genève. A la fin des années 1870, l'agitation révolutionnaire en Russie et la répression policière entraînent des dizaines de jeunes intellectuels sur les chemins de l'exil et la ville de Calvin devient leur principal refuge. S'y croisent alors des anarchistes, des marxistes ou des socialistes russes, juifs, arméniens, polonais, serbes ou bulgares ¹⁵. Les activités politiques, telles que la création de maisons d'édition et d'associations, ou la publication de périodiques légaux et illégaux, foisonnent et de nombreux jeunes étudiants deviennent des militants ou des sympathisants de ces mouvements. En 1883 un groupe d'exilés politiques russes, mené par Georges Plekhanov, Vera Zassoulitch et Paul Axelrod, fondent à Genève le premier cercle marxiste russe, *Osvoboždenie truda* (Libération du travail), considéré comme la tête de la social-démocratie naissante.

Quelques années plus tard, en 1887, six étudiants arméniens de l'Empire russe, dont une femme (Marie Vartanian, auditrice libre à la faculté des lettres), sont à l'origine du parti social-démocrate arménien *Hintchak* (La Cloche), qui emprunte son nom à l'une des premières revues anti-tsaristes éditées en exil par Alexandre Herzen dans les années 1860.

En mettant en relation ma base de données recensant toutes les ressortissantes de l'Empire russe inscrites dans les universités suisses avant 1920 et les notices de ce dictionnaire, j'ai pu constater que seules 107 étudiantes de mon répertoire, comptant près de 7 700 personnes, y figurent. Au vu de la période couverte par ce dictionnaire bio-bibliographique, il n'est guère étonnant de constater que près des trois quarts des

¹⁴ Un auteur russe, S. Dionesov, évalue le nombre d'étudiantes fichées par la police secrète tsariste à 69 sur un total de 126 inscrites à l'Université de Zurich avant la promulgation de l'*oukase*. Toutefois je cite ces chiffres avec précaution, n'ayant pu les vérifier directement ou les corroborer par d'autres sources (S. DIONESOV, « Stranicy iz istorii ženskogo vračebnogo obrazovanija v Rossii v XIX veke » [Pages de l'histoire de l'instruction médicale des femmes en Russie au XIX^e siècle], *Sovetskoe zdravooohranenie*, 29, 1970, p. 66).

¹⁵ Pour une description plus détaillée de ce vivier cosmopolite : L. MYSYROWICZ, « Université et Révolution, les étudiants d'Europe orientale à Genève au temps de Plékhanov et de Lénine », *Revue suisse d'Histoire*, 25, 1975 ; A. TER-MINASSIAN, « Elites arméniennes en Suisse. Le Rôle de Genève dans la formation des élites arméniennes au début du XX^e siècle », H.-L. KIESER, *Die armenische Frage und die Schweiz (1896-1923)*, Zurich, Chronos, 1999 ; A. VEKOV, « Ruskata revolucijonna emigracija v Švejcarija i bălgarskite studenti socialdemokrati (1885-1912 g.) » [L'émigration révolutionnaire russe en Suisse et les étudiants sociaux-démocrates bulgares (1885-1912)], *Istoričeski pregled* (Sofija), 19/1, 1963.

étudiantes qui y figurent sont inscrites à l'Université de Zurich au début des années 1870. Les autres se trouvent surtout à Berne et à Genève, puis à partir des années 1900 à Lausanne, alors que les trois autres universités du pays n'accueillent pratiquement pas d'étudiant(e)s politisé(e)s. Même si on ajoute à ce chiffre toutes les femmes qui auraient dû faire partie de la suite de ce dictionnaire ou celles attirées par les mouvements politiques de leur pays d'accueil ou des pays tiers, les étudiantes que l'on pourrait qualifier de « politiques » ne dépasseraient pas le seuil de 10% de cette population, alors que la majorité appréciait le climat de liberté en Suisse et l'esprit libéral de ses universités sans se politiser.

Cette caractéristique ne saurait donc être déterminante pour la typologie de la migration de jeunes sujettes du tsar vers les universités occidentales. L'engagement strictement « révolutionnaire » ne caractérise pas non plus toutes les étudiantes originaires de l'Empire russe qui militèrent pour une cause. Beaucoup d'entre elles ont vécu un engagement politique au sens plus large, au sein d'organisations sionistes, féministes, du mouvement ouvrier international ou de mouvements de libération nationale.

Divers degrés et formes de l'engagement politique

L'engagement politique des étudiantes prend également des formes et degrés divers, selon le moment de son apparition, sa durée et son ampleur. L'analyse des étudiantes engagées m'amène à proposer les catégories suivantes : (1) les exilées politiques à proprement parler, c'est-à-dire les étudiantes déjà impliquées dans les activités à caractère politique avant leur arrivée en Suisse et dont la migration scolaire a été essentiellement conditionnée par leur participation à ces activités ; (2) les femmes, les sœurs ou les filles d'exilés politiques, qui deviennent étudiantes à leur arrivée en Suisse ; (3) les étudiantes qui s'engagent dans les activités politiques au cours de leurs études, qu'elles les poursuivent après avoir quitté l'université ou non ; (4) les étudiantes pour qui le séjour en Suisse n'a pas été marqué par une activité politique mais leur a servi de catalyseur pour un engagement *ultérieur* ; (5) les sympathisantes dont la participation aux activités politiques est demeurée épisodique. Quelques exemples illustrent chacune de ces catégories et aident à mieux les cerner.

Les exilées politiques

La définition d'« exilée politique » adoptée ici est celle d'une étudiante expatriée qui est déjà impliquée dans le militantisme politique avant son arrivée en Suisse et a été contrainte de quitter son pays en raison de ces activités. Mon corpus ne comporte que peu d'étudiantes de ce type ; elles apparaissent à la fin des années 1880, lorsque la participation des femmes aux mouvements politiques en Russie se généralise. Cependant, il est probable que des engagements politiques et militants de certaines étudiantes, notamment pour la période absente du *Dictionnaire bio-bibliographique* cité plus haut, restent encore à identifier à l'aide d'un dépouillement minutieux et du croisement de diverses sources biographiques disponibles pour les anciens territoires de l'Empire russe.

Ljubov' Axelrod (1868-1946), fille d'un rabbin de Vilno (aujourd'hui Vilnius, Lituanie) fait partie de ce premier groupe. Très jeune, elle quitte son milieu familial

pour se joindre au groupe local de l'organisation populiste Narodnaja Volja (La volonté du peuple) à Poltava. Elle poursuit cet engagement en Ukraine, à Kharkhov et à Melitopol, avant que sa liberté ne soit mise en danger en 1887. Commence alors une période d'exil politique qui dure jusqu'en 1906 et l'amène en France et en Suisse. En 1893, Ljubov' Axelrod entreprend des études de philosophie à l'Université de Berne, couronnées par une thèse de doctorat présentée en 1900. Influencée par les idées de Plekhanov, elle continue à pratiquer le militantisme politique : dès 1892, elle est membre de l'Union des sociaux-démocrates russes à l'étranger et du groupe *Libération du travail*. Le bundiste Vladimir Medem, qui fréquenta l'Université de Berne à la même période, la qualifie dans ses mémoires de « la militante la plus importante de la social-démocratie de la colonie »¹⁶. Plus tard, Axelrod rejoint les mencheviks, tout en poursuivant sa carrière d'écrivain et de philosophe. Après la révolution d'Octobre, lorsque les établissements d'enseignement supérieur nouvellement créés sont en quête de professeurs qualifiés, elle est nommée professeure de philosophie à l'Université de Tambov, puis à celle de Moscou, enseigne par la suite dans diverses structures para-universitaires, carrière qu'elle réussit à poursuivre tout au long de sa vie.

Anna Rozenstein (1854-1925), plus connue sous le pseudonyme d'Anna Kuliscioff, pris au moment de l'exil, appartient également à cette première catégorie¹⁷. Si son premier séjour en Suisse en 1871-1873 est surtout motivé par un désir d'étudier les sciences, elle y retourne en qualité d'exilée politique à la fin de cette même décennie. Fille d'un riche marchand juif converti de Simféropol, en Crimée, Anna décide à la sortie du gymnase de partir pour Zurich et s'inscrit à la faculté des sciences. Une année plus tard, elle est parmi les premières femmes à fréquenter la célèbre Ecole polytechnique fédérale. Là elle se familiarise avec quelques révolutionnaires russes en exil, s'intéresse au mouvement anarchiste, rejoint un groupe de socialistes agraires et se lie avec un camarade d'études et compatriote, Piotr Makarevič, qu'elle épouse à la fin de son séjour. Suite à l'*oukase* de 1873, le couple retourne en Russie et intègre un groupement populiste à Odessa. Les activités politiques du couple leur valent des menaces d'arrestation et en 1877 Anna s'exile définitivement en Occident.

Arrivée à Paris, elle y retrouve l'anarchiste italien Andrea Costa (1851-1910), qu'elle épouse en secondes noces au début des années 1880. Mais à peine arrivée, elle est condamnée pour avoir organisé une manifestation de rue au mépris des règlements régissant la circulation sur la voie publique, officiellement expulsée elle se réfugie à nouveau en Suisse en 1878. Après quelques années d'activités militantes entre la

¹⁶ VI. MEDEM, *op. cit.*, p. 167-168.

¹⁷ Anna Kuliscioff fait partie de ces anciennes étudiantes qui occupent une place de choix dans l'historiographie grâce à leurs activités militantes, citons notamment M. ADDIS SABA, *Anna Kuliscioff. Vita privata e passione politica*, Milano, Arnoldo Mondadori, 1993 ; Cl. LAVIGNA, *Anna Kuliscioff. From Russian populism to Italian socialism*, New York, Garland Publishing, 1991 ; P. PILLITTERI, *Anna Kuliscioff. Una biografia politica*, Venezia, Marsilio, 1986 ainsi que le très stimulant article de Claudie Weill replaçant cette figure aux côtés d'autres femmes qui ont profondément marqué les mouvements de gauche : « Les femmes étrangères dans le socialisme international. Destins croisés de Flora Tristan, Anna Kuliscioff et Rosa Luxemburg », M.-Cl. HOOCK-DEMARLE, *Femmes, nations, Europe*. Paris, Publications de l'université Paris 7-Denis Diderot, 1995.

Suisse et l'Italie, remplies d'affrontements avec les représentants de l'ordre, elle reprend ses études en 1883, cette fois-ci en médecine et à l'Université de Berne. Enfin, en 1885, elle s'installe en Italie, devenue la compagne, puis l'épouse, du dirigeant socialiste Filippo Turati (1857-1932). Elle poursuit son activité militante aux côtés de son troisième conjoint : ensemble ils fondent une revue socialiste, *Critica sociale*, et sont, en 1892, à l'origine du Parti des travailleurs italiens (dès 1895 Parti socialiste italien) dont Turati sera l'un des principaux leaders. Durant tout le premier quart du XX^e siècle, Anna Kuliscioff reste à l'avant-garde du socialisme italien, milite dans le mouvement ouvrier italien et international et s'engage pour les causes féministes. En 1897, elle peut enfin exercer le métier de médecin des pauvres : depuis 1883, elle avait commencé des études de médecine, d'abord en Suisse, puis en Italie, à Pavie, Turin, Milan et Padoue, pour les achever à Naples, un quart de siècle après sa première inscription universitaire.

Anna Rozenstein (1854-1925) alias Kuliscioff. Après des études en Suisse (1871-1873), elle y retourne en qualité d'exilée politique en 1873 et mène dès lors une existence d'activisme politique en Suisse, en France et en Italie où elle est co-fondatrice du parti socialiste italien (Wikimedia Commons, cliché anonyme).

Les femmes d'exilés politiques

Les épouses d'exilés politiques sont très peu nombreuses parmi les étudiantes, car la plupart d'entre elles arrivent en Suisse célibataires et quittent le pays avant leur mariage. Globalement, la proportion d'étudiantes mariées ne dépasse pas 10% du corpus et parmi celles-ci, plus de la moitié se sont mariées pendant leurs études en Suisse. En revanche, il n'est pas rare que celles qui accompagnent les époux contraints de quitter l'Empire russe en raison de leur militantisme politique partagent leur engagement et puissent à leur tour être qualifiées d'exilées politiques à part entière.

Rosalie Bgrade (1856-1949) appartient à ce dernier groupe. Elle est l'épouse du théoricien du marxisme révolutionnaire russe Georges Plekhanov, mentionné plus haut. Arrivée à Genève avec son mari en 1882, elle s'inscrit aussitôt à la faculté des sciences, puis en médecine et est promue docteur en 1889. Mais son engagement ne date pas de sa rencontre avec Plekhanov : déjà lors de ses études secondaires à Kherson, cette jeune fille originaire d'une famille juive se rapproche des populistes. Entre 1874 et 1877, elle suit les cours médicaux pour femmes de Saint-Petersbourg et profite de ce séjour dans la capitale pour faire de la propagande révolutionnaire parmi les ouvriers. A la fin des années 1870, cette activité l'amène à rejoindre l'organisation populiste *Zemlja i volja* (Terre et liberté), dont son futur mari est l'un des fondateurs.

Rosalie Bgrade (1856-1949). Exilée politique en Suisse avec son époux Georges Plekhanov, elle mène de pair des études de médecine et une activité politique (COMITÉ POUR LA MÉMOIRE DE G.V. PLEKHANOV (éd.), *Le Groupe Libération du Travail*, recueil 4, Gosudarstvennoe Izdatel'sto, Moscou, 1926, p. 82).

A Genève aussi, ses études de médecine vont de pair avec un activisme politique : en 1883, Rosalie Bgrade est proche des fondateurs et peut-être partie prenante du groupe marxiste *Libération du travail*. Son diplôme obtenu, elle partage son temps entre sa famille (ses filles Lydie et Eugénie naissent peu de temps après l'arrivée du couple en Suisse), sa pratique médicale qui la transforme vite en doctoresse attirée de la colonie russe à Genève, et la poursuite de son engagement marxiste. En

1896, on retrouve Rosalie Bgrade-Plekhanov comme déléguée au Congrès de la II^e Internationale à Londres. Après la révolution de février 1917, le couple retourne en Russie dans l'espoir d'y propager les idées sociales-démocrates. Or, peu de temps après, Georges Plekhanov disparaît et sa veuve prend le chemin du retour en Suisse, où elle rassemble et classe ses archives qui seront à l'origine de la Maison Plekhanov à Leningrad. Au milieu des années 1920, elle accepte de retourner en URSS pour en prendre la direction et se consacrer à l'édition des œuvres de son mari. En 1939, Rosalie Bgrade-Plekhanov rejoint sa fille Lydia Le Savoureux, qui vit en France, à Châtenay-Malabry, pays où elle passe les dernières années de sa vie.

Le parcours de Sofia Lavrova (1842-1916) représente un autre cas de figure, car c'est pour accompagner son mari en exil, le célèbre théoricien du populisme russe Pierre Lavrov, sorti après quatre années de prison et de résidence surveillée, qu'elle arrive à Zurich en 1870. C'est à Saint-Pétersbourg que cette fille adoptive du gouverneur général de la Sibérie orientale, N. Murav'ev-Amourskij, rencontre et épouse le colonel Pierre Lavrov au début des années 1860, tandis que sa sœur cadette Vera se marie avec le prince Alexandre Kropotkine, le frère cadet de l'anarchiste et révolutionnaire Pierre Kropotkine. Sofia s'essaie d'abord à la médecine, avant de choisir les sciences de la nature à l'Ecole polytechnique fédérale, où elle est inscrite entre 1871 et 1873. Dès son arrivée à Zurich, ses intérêts politiques ne se limitent pas aux convictions populistes de son mari et elle rejoint le cercle bakouniste fondé par l'émigré politique russe Mihail Sažin, alias Armand Ross, en prenant une part active au travail de la bibliothèque et de la typographie clandestine de ce cercle ¹⁸.

D'étudiante à militante

Pour la plupart des étudiantes activement engagées, la motivation de gagner la Suisse est avant tout liée à l'acquisition de savoirs et à la recherche d'une formation professionnelle. Elles ne commencent à s'intéresser aux activités politiques qu'au cours de leurs études, au contact de condisciples, de compatriotes ou de figures marquantes des divers mouvements. Certaines poursuivent ces activités après leurs études, d'autres quittent les bancs universitaires pour se consacrer pleinement à la cause choisie tandis que pour la majorité d'entre elles, le militantisme n'est qu'une parenthèse avant d'entrer dans la vie active ou d'assumer les tâches familiales.

La révolutionnaire Vera Figner (1852-1942), rendue célèbre par sa tentative d'assassinat du tsar Alexandre II, ne rêve que de médecine lorsqu'elle arrive en Suisse au printemps 1872, accompagnée de son mari, Aleksej Filippov, et de sa sœur cadette Lydia. « Je n'avais qu'une idée, à l'arrivée à Zurich », écrit-elle dans ses mémoires des années plus tard, « me consacrer tout entière à l'étude de la médecine. Je franchis avec respect le seuil de l'université. (...) J'avais dix-neuf ans, mais j'étais prête à renoncer à toutes les distractions, jusqu'aux plus innocentes, pour ne pas perdre une minute d'un temps précieux. Je me mis au travail avec un zèle qui ne devait pas faiblir pendant plus de trois ans » ¹⁹.

¹⁸ Sur les activités de ce cercle, voir les mémoires de son fondateur Mihail SAŽIN, « Russkie v Zjurihe » [Les Russes à Zurich], *Katorga i ssylka*, 10, 1932.

¹⁹ V. FIGNER, *op. cit.*, p. 59.

Inspirée par la pionnière des études médicales Nadežda Suslova, dont elle apprend la promotion à Zurich par un article de revue, Vera décide de devenir, elle aussi, utile à la société. A l'âge de dix-sept ans, elle avait fait le désespoir de ses parents, gens aisés d'origine noble et propriétaires terriens dans la région de Kazan, en annonçant sa décision de poursuivre des études supérieures pour ouvrir un hôpital de campagne. Le seul moyen d'échapper à la pression familiale et de partir à l'étranger fut le mariage, conclu en 1871 avec un jeune juge d'instruction du Tribunal de Kazan qui partageait ses idées progressistes.

Son séjour à Zurich ne dure que trois semestres, interrompu par le fameux *oukase*. Mais en très peu de temps d'autres intérêts commencent à remplir sa vie. Les sœurs Figner ont en effet rejoint un groupe de réflexion, *Fritschi* ²⁰, qui réunit une douzaine d'étudiantes russes désireuses de s'initier aux doctrines socialistes, à l'économie politique et à l'histoire du mouvement ouvrier dans le but de se préparer à l'action militante dans leur patrie. Peu à peu, Vera s'éloigne non seulement de ses ambitions professionnelles mais aussi de son époux, dont elle divorce durant l'été 1873.

A la rentrée 1874, elle est encore déterminée à poursuivre sa formation et se rend seule à Berne, où elle étudie pendant deux ans. Cependant, son engagement politique reprend le dessus. Au printemps 1875, plusieurs de ses camarades, parmi lesquels sa sœur Lydia et la plupart des membres du groupe *Fritschi*, sont arrêtés pour propagande révolutionnaire auprès des ouvriers. Vera prend alors la douloureuse décision de retourner en Russie pour soutenir le mouvement et les prisonniers, sans avoir pu concourir pour le grade de docteur en médecine tant désiré auparavant. « J'allais finir mes études dans un semestre », raconte-t-elle dans ses *Mémoires*, « je songeais déjà à ma thèse de doctorat. Les espérances de ma mère, de mes parents, de nos amis qui considéraient le doctorat comme une brillante conquête, l'amour-propre, la vanité, je devais détruire tout cela, de mes propres mains, au moment de toucher au but ! Quand j'eus approfondi le pour et le contre, pensai à mes amis qui s'étaient donnés sans réserve à la cause, de toute leur âme (...), je pris la décision de partir, pour mettre mes actes en accord avec mes paroles » ²¹.

Désormais, Vera Figner s'engage corps et âme dans le mouvement populiste : « En novembre 1876, toutes mes affaires personnelles étaient réglées. J'avais fait une croix sur tout mon passé. A partir de ma vingt-quatrième année, ma vie se rattache exclusivement aux destinées du parti révolutionnaire », se souvient-elle ²². Contacts avec le monde paysan, travail à la campagne, illégalité, adhésion à l'organisation populiste *Terre et liberté*... Son parcours ne diffère guère de celui de centaines d'autres jeunes gens désireux de changer profondément la société russe. Jusqu'au jour où, déçue par les échecs de son activité propagandiste, elle choisit la voie du terrorisme et adhère au nouveau groupe *Narodnaja Vol'ja* (Volonté du peuple). La préparation d'un attentat contre le tsar Alexandre II, celui-là même qui par son *oukase* avait mis fin à ses études à Zurich, lui coûte la liberté. Trahie par un camarade, Vera Figner est

²⁰ Ce cercle portait le nom du propriétaire de la pension où se réunissaient les membres. Une étude détaillée de ses activités dans A. KNIGHT, « The Fritschi : a Study of Female Radicals in the Russian Populist Movement », *Canadian-American Slavic Studies*, IX/1, 1975.

²¹ V. FIGNER, *op. cit.*, p. 71.

²² *Ibid.*, p. 75.

arrêtée en février 1883 et incarcérée à la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Petersbourg. La cour militaire la condamne à mort, puis revoit son jugement en commuant cette peine en détention à perpétuité. Suivront vingt longues années à la forteresse de Schlüsselbourg, prison d'Etat pour les criminels jugés particulièrement dangereux, située à une trentaine de kilomètres de Saint-Petersbourg. En 1905, alors que la première révolution russe embrase l'Empire tsariste, une amnistie vient apporter un souffle de liberté à la révolutionnaire insoumise. Fidèle à ses convictions, Vera Figner reprend alors son combat en parcourant l'Europe comme conférencière, en prenant la plume et en s'engageant dans le mouvement féministe russe naissant²³. Critique envers les socialistes-révolutionnaires, elle le sera envers les bolcheviks après la révolution d'Octobre et le reste de sa longue vie se déroule en retrait de la sphère publique.

Militantes post-universitaires

Pour certaines étudiantes, le séjour en Suisse n'est pas marqué par une activité politique mais sert de catalyseur à un engagement ultérieur, après la fin des études. Leur socialisation au sein des colonies étudiantes russes et les expériences vécues dans un pays neutre et défendant les idées libérales et démocratiques face aux monarchies environnantes (liberté d'opinion, de presse et de réunion), ont sans doute déterminé leur choix de s'engager politiquement au retour dans leur patrie. Cependant, cette catégorie est la plus difficile à cerner, car ces jeunes femmes n'étant plus étudiantes quand elles sont devenues militantes, elles ne figurent donc plus dans les sources de renseignements habituelles, se dispersent à travers l'immense Empire des tsars et, de plus, changent parfois de nom. Ainsi, c'est au hasard de la lecture d'un ouvrage consacré aux premières femmes ingénieurs russes, que j'ai découvert le témoignage d'une ancienne étudiante de l'Université de Lausanne, dont le parcours pourrait être qualifié de militantisme post-universitaire²⁴.

Dès l'enfance, Nina Torgaševa semble prédestinée à un engagement politique. Elle naît en effet à Bargousine, en Sibérie, où son père, Pavel Torgašev, descendant d'une famille noble, a été déporté en 1883, lorsque l'organisation révolutionnaire secrète aux tendances terroristes à laquelle il appartenait, *Volonté du peuple*, est démantelée par la police. Vivre en Russie avec de tels antécédents familiaux n'est pas facile : la famille perd ses titres de noblesse et sa fortune. La participation du frère aîné de Nina au mouvement étudiant de 1899 lui vaut l'exclusion de l'Université de Moscou et la déportation à Arkhangelsk, ville portuaire sur les rives de la mer Blanche. Le

²³ Hormis les souvenirs de ses années d'études cités plus haut, Vera Figner a rédigé des mémoires où elle traite de son engagement et de ses convictions politiques (V. FIGNER, *Zapečatlenyj trud* [Œuvre scellée], Moscou, Izdatel'stvo Vsesojuznogo obščestva politkatoržan i ssyl'no-poselencev, 1932, 2 vol. Mysl', 1964). Certains de ses écrits sont traduits en français dans le recueil présenté par Ch. FAURÉ, *Quatre femmes terroristes contre le Tsar : Vera Zassoulitch, Olga Loubatovitch, Elisabeth Kovalskaïa, Vera Figner*, Paris, Maspero, 1978.

²⁴ N. SUŠKOVA (née TORGAŠEVA), « Tak mužala molodost' » [Ainsi mûrissait la jeunesse], Z. BOGOMAZOVA, *Pervye ženščiny inženery* [Premières femmes ingénieurs], Leningrad, Lenizdat, 1967, p. 64-71.

jeune homme s'évade et son chemin d'exil l'amène en Suisse, à Lausanne, où il peut poursuivre ses études universitaires.

La vague des désordres universitaires, qui dure jusqu'en 1905, est aussi turbulente pour les divers établissements d'enseignement supérieur féminin, qui vivent au rythme des grèves et des fermetures provisoires. Nina, qui vient de terminer le gymnase, est appelée par son frère à le rejoindre à Lausanne, au lieu de commencer des études en Russie. Nina se rend à Lausanne et s'inscrit à la faculté de médecine en 1904. De sa notice autobiographique, il ressort que son séjour en Suisse n'est marqué par aucune manifestation de militantisme politique ni aucun engagement dans un groupe politisé. Cependant, Nina observe, apprend, essaie de se faire une idée sur divers courants politiques présents dans le milieu étudiant : « En Suisse, j'ai connu de près le monde de l'émigration politique russe. Ici on pouvait rencontrer aussi bien des révolutionnaires débutants que des acteurs chevronnés des mouvements politiques les plus divers, des anarchistes aux sociaux-démocrates. J'écoutais timidement des discussions agitées, comparais les programmes des différents partis et devenais de plus en plus persuadée de la nécessité de participer au mouvement révolutionnaire en Russie »²⁵.

Forte de ces nouvelles convictions, Nina Torgaševa ne peut s'empêcher de retourner dans son pays natal quand éclate la première révolution en 1905. Elle se met aussitôt au service du parti social-démocrate, et distribue des publications illégales à Moscou. Cette activité lui vaut quelques mois de prison mais à sa sortie elle reprend sa propagande révolutionnaire. Une camarade d'études de Lausanne, A. Felicyna, la rejoint comme courrière clandestine. La réaction qui frappe le pays après l'échec de la révolution rend son engagement de plus en plus risqué. Marquée par les expériences vécues par son père et son frère, Nina se résout à abandonner le parti social-démocrate, quitte Moscou et s'inscrit aux cours polytechniques pour femmes de Saint-Petersbourg. Devenue ingénieur en hydraulique, son entrée dans la vie active coïncide avec le début de l'époque soviétique, lorsque les femmes sont encouragées à investir les professions traditionnellement masculines.

Les sympathisantes

Une dernière catégorie – la plus nombreuse – regroupe les étudiantes qui manifestent peu d'intérêt pour la politique et pour l'engagement de leurs condisciples. Les activités politiques de militantes occasionnelles se résument à quelques participations à des réunions clandestines ou aux manifestations, voire à la signature de pétitions. Seule une lecture attentive des sources policières, des documents de l'époque ou des écrits autobiographiques permettent de mettre au jour ces engagements sporadiques et sans lendemain auxquels prédispose tant la vie des colonies estudiantines est-européennes.

La liste des sympathisantes serait beaucoup trop longue à établir. Citons, au hasard, le nom d'une sujette du tsar d'origine polonaise, Augusta Khemelewskaja, étudiante en sciences et en médecine à Genève dans les années 1887-1893. Son dossier n'est établi par la police genevoise qu'en raison de sa participation à une réunion clandestine

²⁵ *Ibid.*, p. 66.

aux Houches, en Haute-Savoie, et parce qu'elle a voté « une adresse aux étudiants des universités de Russie ». Ou encore celui de Serafima Panteleeva, femme d'un prisonnier politique, qui étudie la médecine à Zurich, entre 1872 et 1875, en attendant qu'il finisse de purger sa peine en Sibérie. Par crainte de nuire à son mari, elle se garde bien de prendre une part active à la vie de la colonie russe. Serafima se consacre donc entièrement à ses études mais épuisée par de longues journées à l'université, elle s'autorise quelques distractions le soir, comme, par exemple, celles d'assister aux conférences d'histoire et de mathématiques données par le célèbre populiste Pierre Lavrov à la bibliothèque russe ²⁶.

Conclusions

Si les exilées politiques ont donc été relativement peu nombreuses, beaucoup plus fréquents en revanche furent les cas d'étudiantes forcées de s'exiler suite à la politique discriminatoire du gouvernement tsariste face aux minorités allogènes (Arméniens, Géorgiens, etc.) et non-orthodoxes (Juifs), suite aux épisodes de persécutions (pogroms anti-juifs) ou en raison de la politique de russification forcée et de la répression des mouvements de libération nationale, comme ce fut le cas des Polonais. Le libéralisme helvétique, combiné à une réputation de tolérance et d'ouverture aux causes transnationales, ainsi qu'un corps de professeurs acquis aux idées libérales (parmi lesquels d'illustres réfugiés des révolutions de 1848), furent autant de facteurs d'attraction pour ces étudiantes étrangères en quête d'une terre d'accueil qui leur permettrait de s'instruire et de s'émanciper. C'est donc davantage dans la fuite face à l'antisémitisme ou aux discriminations basées sur l'appartenance ethnique et religieuse ou le sexe ainsi que dans la recherche d'une émancipation sociale, économique et politique, qu'il faut chercher les raisons de cet exil universitaire de milliers de jeunes femmes.

Si ces causes peuvent également être considérées comme « politiques » au sens large du terme, le désir de pouvoir s'engager politiquement en toute liberté ne fut la motivation principale de migration que pour une minorité d'étudiantes provenant de l'Empire des tsars.

²⁶ S. PANTEELEVA, « Iz Peterburga v Zjurih » [De Pétersbourg à Zurich], L. PANTEELEV, *Vospominanija* [Mémoires], Moscou, Izdatel'stvo Hudožestvennoj literatury, 1958, p. 689.

Dans l'exil antifasciste italien, les femmes sont souvent mobilisées pour contrer les guerres entreprises par Mussolini. La simple correspondance familiale peut devenir le vecteur de contenus politiques (Carte postale contre la guerre d'Éthiopie, envoyée de Bruxelles en Italie le 14 octobre 1935).

Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France

Patrizia GABRIELLI

Entre mémoire et histoire

La mémoire de l'antifascisme, tout comme son histoire, s'est strictement déclinée au masculin. Je me réfère, plus particulièrement, à la notion d'« héroïsme » prépondérante sur tous les autres aspects de ce mouvement. Cela a conduit, à mon avis, à des limites et des lacunes, qui ne résident pas seulement dans l'exclusion des femmes de l'histoire, mais dans un manque d'intérêt envers le quotidien de l'expérience des masses.

Cette vision « héroïque » exclut les formes de participation politique que les femmes ont choisies ou qui leur ont été attribuées. Comme Tzvetan Todorov l'a écrit, le héros est « une incarnation de la puissance, entendue, bien évidemment, comme une force physique, mais aussi comme une force morale, une énergie, un courage. Ce critère intérieur d'excellence s'exprime extérieurement sous forme de gloire, et donc sous forme de récits qui l'attestent. Sans récit pour le glorifier, le héros n'est plus un héros ».

Le héros tend donc à l'excellence, à un but au-dessus de sa vie, étranger au quotidien : c'est une position qui confère des droits dans le domaine de la narration et dans les imaginaires sociaux ¹.

L'engagement des antifascistes est conforme à ce canon. Il s'agit d'hommes exceptionnels qui ont fait un choix total : leur participation à la lutte ne visait pas seulement à la construction d'une société meilleure mais il s'agissait d'un choix

¹ T. TODOROV, *Face à l'extrême*, Paris, Seuil, 1991 (*Di fronte all'estremo*, Garzanti, 1992), p. 49.

existentiel et, donc, d'un parcours individuel portant à une certaine maturité d'esprit, ce qui constitue la dimension propre du héros ².

Les femmes, au contraire, se situent en-dehors de ce type de représentation. Leur accès à la politique ne se présente pas sous l'angle d'une rupture existentielle, il n'y a pas de dimension héroïque dans leur choix. La représentation féminine se fonde plutôt sur l'image de la *mater dolorosa*, fidèle aux tâches relevant traditionnellement de la femme.

En diffusant le mythe édifiant des mères sacrificielles, les forces antifascistes renouvellent leur choix politique dans la lignée rassurante de la vocation maternelle, lui interdisant toute transgression possible. Et pourtant il s'agissait aussi pour les femmes d'un « choix de vie », que l'opinion publique interprétait comme un acte de rébellion et qui avait nécessité une redéfinition de l'identité : on trouve plus d'une trace de ces procédés dans les sources que les femmes antifascistes ont produites, à commencer par la représentation qu'elles proposent de leur propre enfance ; toutes se réfèrent à l'image de l'enfant rebelle ³.

Quand on passe de la mémoire à l'histoire, le cadre reste le même sur une longue période. L'important courant d'études sur l'émigration antifasciste, qui se développe à la fin de la Seconde Guerre mondiale, se concentre sur l'histoire de la pensée politique, ainsi que sur les choix des élites ou des leaders. Les titres disponibles sur l'émigration politique proposent un monde homologué au masculin, un éventail d'idées, d'échelles de valeurs, de projets, élaborés et réalisés par des hommes, au point de pouvoir affirmer, synthétiquement mais sans trahir l'image dominante, que l'historiographie a décliné l'antifascisme strictement au masculin.

Cependant, au cours de ces vingt dernières années, les développements de l'histoire sociale ont produit des effets importants sur l'histoire politique et, avec l'affirmation de l'histoire des femmes, ont favorisé l'ouverture de nouvelles lignes d'études, expérimentées et parcourues d'abord par les chercheurs regroupés en France autour du Centre d'étude et de documentation sur l'émigration italienne (CEDEI) ⁴. En bref, on pourrait affirmer qu'au cours de ces vingt années, les frontières d'une histoire politique – par ailleurs en crise – ont été dépassées pour affronter des thèmes et des questions diverses, et qu'on commence à regarder avec confiance – comme le dit Franco Ramella – « une histoire sociale de l'émigration politique » ⁵. On s'est

² A. MAUGUE, « De Nizan à Drieu la Rochelle : la politique, territoire du masculin », Ch. BARD (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, préface de M. Perrot, Paris, Fayard, 1999, p. 215-228.

³ P. GABRIELLI, *Mondi di carta. Lettere, autobiografie, memorie*, Siena, Protagon Editori Toscani, 2000, p. 171-212.

⁴ A. CABELLA, « Prefigurazione di una nuova cittadinanza : l'esperienza migratoria italiana », *L'Italia in esilio. L'emigrazione italiana in Francia tra le due guerre/ L'Italie en exil. L'émigration italienne en France entre les deux guerres*, Roma, Archivio Centrale dello Stato ; Paris, Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne ; Torino, Centro Studi Piero Gobetti ; Paris, Istituto Italiano di Cultura ; Roma, Presidenza del Consiglio dei Ministri/Dipartimento per l'Informazione e l'Editoria, s.d., p. 24-28.

⁵ F. RAMELLA, « Biografia di un operaio antifascista : ipotesi per una storia sociale dell'emigrazione politica », P. MILZA (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Coll. Ecole française de Rome, 94, Palais Farnèse, 1986, p. 385-406.

alors engagé dans un nouveau cycle d'études dont a bénéficié surtout l'histoire de l'émigration en France, comme en témoigne la bibliographie qui s'est accumulée sur et dans ce contexte.

Ce courant d'études et de recherches qui, comme Pierre Milza l'a bien résumé à plusieurs reprises, a permis d'éviter que l'on établisse une séparation artificielle entre émigration économique et politique, et a mis en relation la Culture et la culture de masse, dans une perspective visant à examiner le phénomène dans sa globalité. De nombreux chercheurs, accordant de l'importance aux conditions de l'exil, au rapport avec la société et avec la culture des pays d'accueil, suggérèrent comme objectif prioritaire d'étude, le repérage des flux et des chaînes, la division en périodes internes, l'interaction entre motivations politiques et économiques, selon une perspective qui, insistant sur les moments les plus forts de tension et de faiblesse, sur les processus d'intégration et d'assimilation politique et culturelle, sur les politiques migratoires des pays d'accueil et celles du régime fasciste, a dessiné un cadre de référence bien plus complexe ⁶.

En même temps l'histoire des femmes a porté son attention, au-delà de la sphère politique à strictement parler, aux zones limites entre public et privé, aux lieux informels, sur les traces, pour l'époque contemporaine, d'une présence féminine active et spécifique ⁷.

En Italie, au contraire, l'histoire de l'émigration antifasciste traverse une longue période de stagnation et reste loin de ces niveaux de production.

La question des sources

La position éthique et politique de l'historiographie a longuement pesé sur ce courant d'études et c'est seulement dans les années soixante-dix/quatre-vingt, avec l'affirmation de l'histoire sociale et des femmes, que l'on envisage l'émigration dans sa globalité, comme l'a souligné Pierre Milza. Ses précédentes orientations avaient eu une importante répercussion sur la recherche documentaire, mettant de côté – voire même écartant – certains types de sources. Pourtant l'histoire des femmes a montré à plusieurs reprises qu'il est nécessaire, non tant de déterminer des sources spécifiques, que de définir une grille de nouvelles questions à soumettre aux sources ⁸.

⁶ P. MILZA, « L'immigration italienne en France d'une guerre à l'autre : interrogations, directions de recherche et premier bilan », P. MILZA (dir.) *Les Italiens en France...*, p. 1-42 ; ID., *Voyage en Ritalie*, Paris, Plon, 1995 ; P. OLIVETTI, « Video-interviste a militanti italiani e spagnoli fuoriusciti in Francia : ideologia, autorappresentazione, autobiografia et Archivio nazionale cinematografico della Resistenza, Biografie parallele : storia di militanti italiani in Francia », G. PERONA (dir.), *Gli italiani in Francia, 1938-1946, Mezzosecolo*, 9, 1995, p. 221-231 et p. 231-239.

⁷ D. GAGLIANI, M. SALVATI (dir.), *La sfera pubblica femminile. Percorsi di storia delle donne in età contemporanea*, Bologna, CLUEB, 1992 ; « Women's History in the New Millennium : Rethinking Public and Private », *Journal of Women History*, 1, 2003 ; « Women's History in the New Millennium : Rethinking Public and Private – Continuing the Conversation », *Journal of Women History*, 2, 2003.

⁸ *Percorsi del femminismo e storia delle donne*, Atti del convegno di Modena 2-4 aprile 1982, supplemento a *DWF*, 22, 1983 ; M. PERROT (dir.) *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Marseille-Paris, Rivages, 1984 ; P. GABRIELLI, « Andare per archivi », EAD. (a cura

Je n'entends pas relancer ici la question posée par les historiennes sur l'invisibilité des femmes dans les archives, mais si l'on considère la documentation largement utilisée dans l'analyse des organisations politiques (presse et documentation produites par les partis et les institutions du régime fasciste), on se trouve face à une analyse qui ne tient pas compte de la notion de différence de sexe. En ce sens, le Casellario Politico Centrale (CPC, division des archives du ministère de l'Intérieur) fait figure d'exception, car les dossiers y sont classés par nom. Si l'on s'en tient à l'analyse d'Eric Vial, sur les 160 000 dossiers du CPC aux noms des antifascistes, 25 000 concernent des sujets passés en France en différentes phases entre 1896 et 1943, un flux migratoire qui, comme on le sait, s'est fort intensifié dans la moitié des années vingt⁹. Certaines données, décomposées en fonction du sexe et traitées par la banque de données du Casier politique central, indiquent le passage en France de 950 femmes antifascistes¹⁰. Il s'agit cependant de données qui peuvent seulement nous offrir un cadre général sur les tendances, sur la typologie des femmes émigrées, mais ne permettent pas – contrairement aux apparences – de recomposer un cadre quantitatif. D'un côté, beaucoup de ces femmes sont parvenues à échapper aux contrôles de la police fasciste et on n'en retrouve donc pas trace dans les sources de la Sûreté. D'un autre côté, les maillons du système totalitaire s'appuyaient sur un réseau indispensable de délateurs et d'espions, souvent en compétition les uns avec les autres et qui pour cela offraient leurs services de manière très zélée, produisant une abondance de fausses informations qui éloignent de la réalité. Néanmoins, à l'intérieur de ces dossiers, on peut aussi trouver une quantité considérable de lettres écrites par des femmes émigrées.

Comme on a pu l'observer ailleurs, l'émigration, tout comme la guerre, constitue un des facteurs de base de la diffusion de l'écriture, comme pratique sociale, au XX^e siècle¹¹. Loin de leur famille et de leurs proches, femmes, hommes, enfants ont eu recours à l'écriture pour tenter de combler le vide que la séparation avait généré. Le papier et le stylo étaient les seuls moyens pour garder des liens avec les êtres aimés et rester en contact avec la famille et la terre d'origine, les instruments réparateurs de

di), *Vivere da protagonista. Donne tra politica, cultura e controllo sociale*, Roma, Carocci, 2001, p. 9-52 ; F. THÉBAUD, *Ecrire l'histoire des femmes*, Lyon, ENS Editions, 2003.

⁹ E. VIAL, « Emigrés politiques, immigrés qui se politisent : quelques données tirées des dossiers du Casellario politico centrale (Rome) », *L'Emigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, Actes du colloque organisé par l'Ecole française de Rome, (Rome, 3-5 mars 1988), Coll. Ecole française de Rome, 146, Palais Farnèse, 1991, p.73-93 ; E. VIAL, « Le Casellario politico centrale, source pour l'histoire de l'émigration politique », P. MILZA (dir.), *Les Italiens en France...*, p. 155-167 ; M. MISSORI, « I fuoriusciti antifascisti della sinistra non comunista nelle carte conservate nell'Archivio Centrale dello Stato », Istituto socialista di studi storici-Materiali storici, *L'emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo...*, p. 305-325.

¹⁰ <http://nostos.maas.ccr.it/cpc/> et Associazione nazionale perseguitati politici italiani antifascisti, *Antifascisti nel casellario politico centrale*, 19 vol., Roma, Anppia, 1988-1995.

¹¹ G. ZARRI (dir.), *Per lettera. La scrittura epistolare femminile tra archivio e tipografia*, Roma, Viella, 1999 ; D. FABRE (dir.), *Per Iscritto. Antropologia delle scritture quotidiane*, Lecce, Argo, 1998.

la « blessure profonde infligée au bagage de savoirs et de comportements acquis, qui leur avaient jusqu'alors permis d'interagir avec le monde extérieur »¹².

Dans l'Italie fasciste, la correspondance des opposants, dont une partie importante a été rédigée par des femmes, a été passée au crible des fonctionnaires et des employés qui, avec leur regard inquisiteur et indiscret, s'immisçaient dans leur intimité ; ces lettres fournissaient des données et des informations de base à la répression. Des lettres restées sans suite, des photographies jamais parvenues aux destinataires gisent dans les archives du CPC (Casellario Politico Centrale) conservées aux Archives centrales de l'Etat à Rome, où l'on peut découvrir des morceaux d'existences individuelles et collectives¹³.

Les mémoires, les autobiographies, les lettres, considérés comme des genres littéraires féminins par excellence¹⁴ et délaissés par l'histoire, peuvent offrir des matériaux très intéressants malgré les stéréotypes qui alourdissent la narration. Ils lèvent un voile d'ombre sur le quotidien de l'expérience migratoire et sur sa représentation, révélant des aspects et même des détails importants pour une reconstruction plus complète de l'histoire de l'antifascisme féminin dans l'émigration.

Le militantisme

Eric Vial a souligné qu'environ 40% des immigrés italiens se sont politisés en France où ils ont milité et manifesté leur hostilité au régime, selon un processus

¹² A. DE CLEMENTI, « Una ferita profonda. Donne e uomini nell'emigrazione italiana del Novecento », D. CORSI (dir.), *Altrove. Viaggi di donne dall'antichità al Novecento*, Viella, Società Italiana delle Storiche Roma, 1999, p. 377.

¹³ G. DE LUNA, *Donne in oggetto. L'antifascismo nella società italiana (1922-1939)*, Prefazione, Torino, Bollati-Boringhieri, 1995, p. 9 ; E. FRANZINA, « L'emigrazione schedata. Lavoratori sovversivi all'estero e meccanismi di controllo poliziesco tra fine secolo e fascismo », B. BEZZA (dir.), *Gli Italiani fuori d'Italia*, Milano, Angeli, 1993, p. 773-829.

¹⁴ A. IUSO (dir.), *Scritture di donne. Uno sguardo europeo*, Biblioteca Città di Arezzo, Protagon Editori Toscani, Arezzo-Siena, 1999 ; « Memoria » *Raccontare raccontarsi*, 8, 1993 ; D. CORONA (dir.), *Donne e scrittura. (Atti del seminario internazionale di Palermo 9-11 giugno 1988)*, Palermo, La Luna, 1990 ; S.N.G. GEIGER, « Women's Life Histories : Method and Content », *Signs*, 2, 1986, p. 334-351 ; J.E. COOPER, « Shaping Meaning : Women's Diaries, Journals and Letters. The Old and the New », *Women's Studies International Forum*, 1, 1987, p. 95-99 ; D.C. STANTON, *The Female Autograph : Theory and Practice of Autobiography from the tenth to the twentieth Century*, Chicago, London, The University of Chicago Press, 1987 ; E.C. JELINEK (ed.), *Women's Autobiography. Essays in Criticism*, Bloomington, Indiana University Press, 1980 ; S. SMITH, *A poetics of Women's Autobiography : Marginality and the Fictions of Self Representation*, Bloomington, Indiana University Press, 1987 ; S. BENSTOCK, *The Private Self : Theory and Practice of Women's Autobiographical Writings*, London, Routledge, 1988 ; A. ARRU, M.T. CHIALANT (dir.), *Il racconto delle donne. Voci autobiografiche figurazioni*, Napoli, Liguori, 1990 ; I. GRUNDY, S. WISEMAN (ed.), *Women, Writing, History, 1640-1740*, London, Batsford, 1992 ; S. SMITH, *Subjectivity, Identity and the Body : Women's Autobiographical Practises in the Twentieth Century*, Bloomington, Indiana University Press, 1993 ; B. BRODZKI, C. SCHENCK, *Life/lines : Theorizing Women's Autobiography*, N.Y., Ithaca, s.d.

dont le summum est atteint avec le Front populaire ¹⁵. Les études à disposition ne fournissent pas de données sur les femmes, mais les sources consultées – même si elles ne permettent pas de proposer des cadres précis – laissent supposer la présence d'un taux beaucoup plus bas de militantes expérimentées dans l'action politique.

En ce sens, les commentaires des dirigeantes communistes, déplorant la faible culture politique des inscrites, sont significatifs. Camilla Ravera (dirigeante du Parti communiste d'Italie [PCd'I] et responsable de la propagande auprès des femmes au moins jusqu'à son arrestation en 1927) se plaignait en 1929 de la faible participation des femmes immigrées communistes et de leurs médiocres capacités politiques.

Commentaires et observations analogues se multiplient les années suivantes. Le problème de la formation de femmes-cadres, de femmes aptes à diffuser la « ligne » du parti, devient obsédant pour les femmes communistes. « De nombreuses femmes », écrivait une dirigeante en 1937, « présentes dans l'activité des comités se sont instruites, montrent des capacités dans l'activité de masse, mais devraient être formées à la politique » ¹⁶.

Du reste, dans le cas du PCd'I et de l'antifascisme dans son ensemble (comme j'ai pu le montrer de manière plus approfondie dans mes études), à partir de la seconde moitié des années vingt, on note l'afflux dans le parti d'une génération de militantes étrangères à l'activité politique et syndicale, mais provenant d'un milieu familial politisé. Le choix politique de ces femmes semble en effet déterminé par un sens d'appartenance aux cellules familiales, aux lieux et aux environnements ¹⁷. Comme on l'a soutenu à propos du mouvement *Giustizia e Libertà* ¹⁸, « les présences féminines dont on trouve la trace dans les archives ou dans les livres de témoignages sont les épouses ou les compagnes des dirigeants giellistes [de *Giustizia e Libertà*]. Mais aucune d'entre elles n'eut jamais un rôle de dirigeant politique à l'intérieur de l'organisation » ¹⁹. Ce fait doit être mis en relation, si l'on s'en tient à l'hypothèse de Leonardo Casalino, avec les formes de la politique antifasciste qui, à l'étranger, prit également une forme de conspiration. C'est donc l'engagement total qui exclut les

¹⁵ E. VIAL, « L'émigration antifasciste entre Front Populaire et Seconde Guerre mondiale », *L'Italia in esilio...*, p. 318-320.

¹⁶ Fondazione Istituto Gramsci, Roma, Archivio Partito comunista italiano, 1937, fasc. 1445, Rapporto sui comitati di donne contro il fascismo e la guerra, 4 febbraio 1937.

¹⁷ P. GABRIELLI, *Col freddo nel cuore. Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Roma, Donzelli, 2004 ; P. GABRIELLI, « Antifascisti e antifasciste », M. PALLA (dir.), *Storia della Resistenza in Toscana*, Roma, Carocci, Regione Toscana, 2006, p. 11-83.

¹⁸ Le mouvement *Giustizia e Libertà* est un mouvement politique antifasciste qui s'inspire des idées politiques de Piero Gobetti. Fondé à Paris en 1929 par Carlo Rosselli et un groupe d'exilés antifascistes, *Giustizia e Libertà* se fixa comme objectif de favoriser une révolution antifasciste en Italie qui ne se limite pas à restaurer l'ancien ordre libéral mais qui soit en mesure de créer un modèle de démocratie avancée et en accord avec son temps, ouvert aux idéaux de justice sociale et qui sache s'inscrire dans la réalité nationale et recueille en particulier l'héritage du Risorgimento.

¹⁹ L. CASALINO, « L'esperienza politica di G.L. nella Francia degli anni Trenta », *Gli anni di Parigi. Carlo Levi e i fuorusciti 1926-1933*, Catalogo a cura di M. C. Maiocchi, Torino, Comitato Nazionale per le celebrazioni del centenario di Carlo Levi, Ministero per i Beni e le Attività Culturali, 2003, p. 35.

femmes, même si, il convient de le souligner, l'antifascisme a pu vivre et s'alimenter aussi grâce à l'action de ces nombreuses femmes, qui avaient des liens de parenté plus ou moins importants avec les dirigeants et les militants de base. Et ces femmes, à travers un ensemble d'actions, de complicités, de lieux, ont fini par faire partie intégrante de la conspiration, comme le montrent leurs biographies. C'est dans ce mélange entre vie sociale et vie politique que l'engagement féminin – situé dans le cadre de l'antifascisme populaire – trouve son expression ²⁰.

Des femmes de formations diverses sont passées dans l'opposition politique, moins parce qu'elles adhéraient aux programmes des partis (et cela aurait été difficile à cette époque étant donné les changements constants de la ligne politique), mais surtout à cause de l'indignation ressentie face aux douloureuses transformations que la répression imposait à leurs familles et à leurs proches. Ce sont les mères, les sœurs, les femmes des antifascistes, emprisonnés ou émigrés. Touchées dans leur affectivité, garantes des valeurs autour desquelles se structure leur sentiment d'appartenance, ces femmes vont grossir les rangs de l'opposition.

C'est précisément le rôle d'« épouse et de mère », dont dérive leur conscience de devoir sauvegarder l'intégrité du noyau familial, qui les a conduites à sortir de leur foyer et à assumer, en plus de leur rôle traditionnel, de nouveaux devoirs et de nouvelles responsabilités. Dans la plupart des cas, les femmes immigrées ont accompli en France leurs débuts au sein des organisations politiques où elles ont fait l'expérience de la politique de masse. À l'exception de quelques femmes réputées et cultivées ou encore des dirigeantes politiques connues, la plupart des femmes immigrées ont quitté leur pays, non pour des raisons strictement politiques mais pour accompagner ou rejoindre leur famille.

Les liens familiaux et amicaux ne sont pas seulement les causes de l'exil des femmes italiennes mais deviennent aussi leurs voies d'accès à la politique ; ils la matérialisent, sous certains aspects. Les relations familiales ou de couple constituaient une sorte de mini-cellule de base garantissant complicité et cohésion : elles constituaient des éléments essentiels pour la réussite du travail politique. La solidarité avec les conjoints et de nombreuses occasions de participer ensemble à l'action politique renforçaient la fierté d'avoir établi une relation de couple, qu'une conviction politique commune avait rendue plus stable et plus solide.

Ainsi un exilé écrit : « Je me sens plus fort, en voyant que Renata comprend aujourd'hui toutes les raisons que nous avons de lutter et de montrer, aux exploités, la clarté de notre politique, plus nombreux nous lutterons, plus vite on arrivera à renverser le régime capitaliste. Et Renata me suit dans la lutte » ²¹.

L'engagement politique de nombreux couples semblait se présenter comme une alternative concrète aux desseins du régime fasciste relatifs à la famille et aux femmes ; les antifascistes interprétaient ces desseins comme un signe de subordination féminine.

²⁰ G. SANTOMASSIMO, « Antifascismo popolare », *Italia contemporanea*, 140, 1980, p. 39-69 ; L. CASALI, « E se fosse un dissenso di massa. Elementi per una analisi della « conflittualità politica » durante il fascismo », *Italia contemporanea*, 144, 1981, p. 101-120.

²¹ Archivio Centrale dello Stato, Ministero dell'interno, Direzione Generale di Pubblica Sicurezza, Casellario Politico centrale, b. 82, fasc. Alvisi Renata, lettre de Andrea Tosi à la famille, [s.l.], 8 janvier 1934.

Ainsi peut-on lire dans un document de propagande : « A travers son activité sournoise et corruptrice, le fascisme tente de se servir surtout des femmes, qu'il considère moins fortes, moins aguerries à la lutte de classe ». Le contre-modèle de famille antifasciste s'ouvre lui sur l'extérieur, sur la sphère publique, contredisant le stéréotype de la famille italienne que ce dicton résume bien « *Tengo famiglia e mi faccio i fatti miei* » (J'ai ma famille et je m'occupe de ce qui me regarde) ²².

Les foyers constituaient, à l'étranger comme en Italie, des pôles importants du travail politique, et cela n'aurait évidemment pas été possible sans la collaboration ou la complicité des femmes. Ines Sacchetti, une immigrée au centre d'un vaste réseau d'assistance, rappelle comment sa maison, à Argenteuil, est devenue dans les années 1930 un lieu d'accueil pour les antifascistes. Teresa Noce, dirigeante communiste, évoque dans ses mémoires la famille Livi – la famille d'Yves Montand. Elle raconte comment, dans leur maison, les sœurs du chanteur l'ont aidée à changer de *look* en lui colorant les cheveux, en modifiant la courbe de ses sourcils, pour qu'elle ne soit pas reconnue lors de ses passages à la douane ²³.

De simples habitations de la banlieue parisienne, dans le centre ou dans la périphérie de grandes et de petites villes, comme dans d'élégants appartements avec leurs salons dans les quartiers bourgeois, devinrent des lieux du débat politique et de la conspiration dirigée contre l'Italie. Le salon de Paola Olivetti ou celui de Vitia Gourevic Venturi, furent des centres de dialogues entre jeunes antifascistes italiens et représentants de la gauche française. Dans le confortable « salon de Vitia », on discuta les points fondamentaux du programme de *Giustizia e Libertà* ²⁴. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les femmes œuvrèrent donc non seulement dans les lieux formels de la politique mais aussi dans des lieux informels, à la frontière entre sphère publique et sphère privée.

Aline Ménard-Dorian, vice-présidente de la Ligue française des droits de l'homme, qui joua par ailleurs un rôle fondamental dans la constitution de la Ligue italienne des droits de l'homme, accueillit dans son salon des émigrés de toutes nationalités. Conscientes du rôle qu'elles ont joué, ces femmes ont fait référence, par le biais de l'écriture autobiographique, à ces actions refoulées de la mémoire historiographique et, sous certains aspects, résultats « de l'apologie des mémoires politiques » ²⁵ : « En fait c'est moi qui risquais plus que tous les autres, parce qu'ils venaient nombreux chez moi sans savoir qui je recevais, je pouvais tout aussi bien recevoir des provocateurs, et il en courait beaucoup, ou bien recevoir un fasciste. Vous savez, ils arrivaient avec leur valise : je suis untel, vous devez faire ceci. Moi, vous savez, ma maison était grande, il y avait tant de lits, et puis quand Adriano (son mari) arrivait, ils parlaient entre eux et repartaient » ²⁶. Le passage du rôle de ménagère à celui de militante n'était pas

²² G. DE LUNA, « Partiti e società negli anni della ricostruzione », *Storia dell'Italia repubblicana. La costruzione della democrazia*, Torino, Einaudi, 1994, p. 747.

²³ T. NOCE, *Rivoluzionaria di professione*, Milano, La Pietra, 1974.

²⁴ L. CASALINO, *L'esperienza politica di GL nella Francia degli anni Trenta*, op. cit.

²⁵ V. MODIGLIANI, *Esilio*, Milano, Garzanti, 1946 ; F. RAMELLA, *Biografia...*, p. 387.

²⁶ L. MORANINO, « Giuseppina Rossetti una donna nella lotta antifascista », *L'impegno*, 3, 1987, p. 31.

évident, au contraire, il y eut souvent une véritable interpénétration entre les deux et le foyer devint un lieu d'activité politique.

La solidarité

Si l'on s'intéresse aux modes d'intervention politique des groupes antifascistes en France, selon une lecture privilégiant la dichotomie homme/femme, on peut établir une subdivision des tâches, entre les sexes, au sein de l'organisation.

Les femmes participaient à la diffusion de la presse ou des tracts et faisaient œuvre de propagande. A ces formes d'activités bien visibles, s'ajoutaient des actions non visibles ou cachées. C'est le cas de la propagande qui, organisée en France, arrive en Italie à travers divers réseaux et de nombreux subterfuges. Si on connaît bien la figure des intermédiaires, des « passeurs » (appelés en italien « *fenicotteri* » ou « flamands roses », c'est-à-dire des hommes et des femmes qui servaient d'intermédiaires entre le groupe dirigeant et les masses) qui voyageaient avec de faux papiers et traversaient les frontières avec valises et cartons à chapeaux à double fond, où ils dissimulaient journaux et tracts, on en sait généralement peu sur les autres canaux de circulation du discours politique ²⁷.

Pour faire parvenir les informations et les mots d'ordre du mouvement antifasciste dans un pays où toute liberté d'expression avait été interdite, dans de nombreux cas ce sont les femmes qui ont agi, par choix personnel ou sous l'impulsion des organisations politiques : « Le Comité italien féminin estime qu'il est nécessaire de faire tous les efforts possibles pour faire parvenir aux travailleuses qui luttent en Italie contre le fascisme, la voix des femmes du monde entier qui veulent lutter contre la guerre, que le fascisme et l'impérialisme ont commencée en Abyssinie. [Le Comité] a lancé dans ce but un appel, pour suivre et polariser la lutte contre la guerre d'Abyssinie ». Le Comité mondial contre la guerre et le fascisme active les formes de propagande contre la guerre en Abyssinie et met en place une importante correspondance de la France vers l'Italie. « Notre mot d'ordre devra donc être : chaque travailleuse, chaque femme émigrée doit envoyer l'appel à chacune de ses amies, à chaque femme qu'elle connaît, à chaque camarade de travail qu'elle a en Italie ». On encourageait donc « un échange important de correspondance avec les femmes en Italie, surtout avec celles qui avaient des enfants et des frères sous les armes » ²⁸.

La simple lettre familiale devient alors le vecteur de contenus politiques. On trouve dans ces missives de nombreuses critiques du régime, mais aussi des expressions valorisant la politique et le mode de vie du pays d'accueil ; des mots qui laissent voir la volonté d'affirmer son appartenance politique.

On sait que la Ligue italienne des droits de l'homme et l'Union populaire italienne ont contribué à l'intégration des exilés antifascistes en France. Ces deux organisations, en plus de favoriser l'accès au travail, ont encouragé des formes de socialisation qui ont contribué à atténuer la rupture des soutiens traditionnels, comme

²⁷ P. GABRIELLI, *Fenicotteri in volo. Donne comuniste nel ventennio fascista*, Roma, Carocci, 1999.

²⁸ Fondazione Istituto Gramsci, Roma, Archivio Partito comunista italiano, 1917-1943, 513.1.1152, Il Comitato italiano femminile contro la guerra e contro il fascismo, *Progetto di risoluzione sul lavoro dei patronati dell'emigrazione italiana*, s.d.

les réseaux de parenté et de voisinage, et ont renforcé les identités politiques à travers une reconnaissance réciproque.

En France et en Belgique, les fêtes organisées par les organisations antifascistes étaient des occasions de rencontre, de divertissement et de socialisation et constituaient un premier pas vers l'accès à la politique. De nombreuses initiatives sociales étaient prises – on peut penser par exemple aux « Fratellanze » (fraternités) – en faveur de l'institution de bibliothèques, de cours de langue française, activités dans lesquelles beaucoup des femmes étaient engagées ²⁹.

Parmi ces initiatives de solidarité, les activités en faveur de l'enfance méritent spécialement d'être mentionnées. Elles furent promues en des occasions variées par des forces politiques de différentes orientations, dans le but d'offrir un service aux familles. L'organisation de colonies de vacances, à la montagne et à la mer, a fait partie intégrante de l'engagement politique féminin, avec le soutien de la propagande antifasciste et selon une pratique déjà expérimentée en Italie par le Secours rouge. On trouve des traces importantes de ces formes d'intervention dans la presse politique féminine ³⁰.

Les devoirs d'épouse et de mère, qui justifiaient l'exclusion des femmes de la sphère publique, sont devenus, chez les femmes antifascistes, une voie d'accès à la politique. Les travaux domestiques, accomplis dans l'intimité des murs familiaux, acquéraient une valeur nouvelle : les femmes ont pu utiliser dans la politique des capacités mûries et déjà largement éprouvées dans la sphère du privé. Le dépassement de leur timidité, nécessaire par exemple pour parler en public ou pour écrire un article, ne se posait pas dans ces domaines car les femmes se reconnaissaient facilement dans ces modes d'intervention : leur vie familiale et leurs aptitudes ménagères devenaient alors une ressource indispensable. Dans ce réseau de solidarité, les militantes ont pu vérifier leurs capacités et tirer profit de leurs propres compétences, pendant que les forces politiques s'assuraient la sympathie des immigrés et expérimentaient les modalités de cette propagande de masse qui trouvera une large utilisation dans l'Italie républicaine.

²⁹ E. VIAL, « La ligue française des droits de l'homme et la L.I.D.U., son homologue italienne, organisation d'exilés antifascistes dans l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, 183, 1998, p. 119-134 ; E. VIAL, « La Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), de sa fondation à 1934 », P. MILZA (dir.), *Les Italiens en France...*, p. 407-430 ; E. VIAL, « L'Unione popolare italiana (Upi), 1937-1940 : un'organizzazione di massa comunista in esilio », *Mezzosecolo*, 12, 1997-1998, p. 155-183 ; L. RAPONE, « L'Unione Popolare Italiana », *L'Italia in esilio...*, p. 334-336 ; A. MORELLI, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio, 1922-1940*, Roma, Bonacci, 1987.

³⁰ G. ISOLA, « Solidarietà popolare e repressione fascista. Il Soccorso Rosso internazionale in provincia di Firenze (1924-1938) », *Ricerche Storiche*, 2-3, 1982, p. 525-539 ; P. GABRIELLI, « La solidarietà tra pratica politica e vita familiare nell'esperienza delle comuniste italiane », *Rivista di storia contemporanea*, 1, 1993, p. 34-56 ; C. NATOLI, « Francesco Misiano e il Soccorso operaio internazionale », *Studi storici*, 4, 1996, p. 1227-1255.

L'émancipation

En revanche, l'élaboration théorique et politique de l'émancipation des femmes fut faible. La presse constitue en ce sens un observatoire exemplaire, et je voudrais m'arrêter plus particulièrement sur *La Voce delle donne* (*La Voix des femmes*), véritable banc d'essai pour la propagande de masse. Ce titre, organe du Comité féminin de lutte contre le fascisme et contre la guerre, interagissait avec l'Union des femmes italiennes (l'Unione Donne Italiane), aile de l'Union populaire italienne (Unione popolare italiana), d'appartenance communiste. *La Voce delle donne* fut publiée en 1935. Ses premiers numéros avaient une allure austère mais au bout de quelques mois, ces feuillets sont devenus une des principales expressions de l'antifascisme féminin. Destiné à être diffusé parmi des masses féminines peu politisées – ou à faible idéologie – ce mensuel se présentait sous la forme d'un magazine ; les images et les rubriques traitaient de sujets variés permettant une lecture souple et laissaient passer, de manière simple et claire, des contenus politiques et des modèles nouveaux. Ainsi les rubriques sur le cinéma ne s'attardaient pas tant sur le plaisir que suscite cette distraction que sur les enseignements que l'on peut tirer de certains films. La dimension de rêve que propose généralement la presse féminine est écartée au profit d'une intention strictement pédagogique et politique.

Si l'on se penche sur le modèle féminin le plus largement présenté, c'est l'image maternelle qui domine. L'image d'une mère qui, par amour pour ses enfants et par fidélité à son rôle, s'oppose aux horreurs de la guerre et à la violence du totalitarisme fasciste. Il est intéressant de remarquer que cette mère pacifique et sacrificielle renvoie à tout autre chose qu'à la passivité et à la soumission : c'est plutôt un sujet décidé à se battre de toutes ses forces, prêt à mettre en danger sa propre vie, pour résister à l'ennemi. Mais dans les faits, les dirigeantes ou militantes qui voulurent prendre les armes – pendant la guerre civile en Espagne – en ont été fermement dissuadées et se sont vu attribuer le rôle d'infirmières...

Si d'un côté les appels à la participation continuaient à se fonder sur le sentiment maternel, de l'autre les rubriques de gymnastique, de mode, les conseils de beauté transmettaient un modèle féminin bien moins centré sur les tâches ménagères et la famille. Les couvertures proposaient des portraits de femmes aux cheveux courts et soigneusement peignés, aux sourcils épilés, aux yeux et aux lèvres maquillés ; des jeunes femmes au corps mince et athlétique exécutant des épreuves de gymnastique. Des aviatrices, des ingénieures, tout un panthéon de Soviétiques qui, grâce au communisme, avaient obtenu leur émancipation.

On ne voit pas émerger, parmi les Italiennes de France, cette poussée d'émancipation que l'on retrouve dans les écrits intimes de certaines émigrées italiennes en URSS (dirigeantes et cadres intermédiaires du parti communiste d'Italie). L'exaltation de la France était concentrée sur l'enthousiasme que suscitait le Front populaire et le thème féministe restait faible, pour ne pas dire inexistant. Certaines allusions évoquent cependant de profonds changements existentiels qui peuvent être considérés comme une conquête. C'est à cet aspect que se réfère Maria Brandon Albini, écrivaine, journaliste et collaboratrice de *La Voix des Italiens*, « la fuite [d'Italie] est surtout et radicalement culturelle », dit-elle, et pas seulement politique.

Cette dimension dérive bien de ce sentiment de liberté que l'on retrouve dans les pages d'Ada Gobetti ³¹, et qui peut inclure « aussi celle de s'embrasser dans un taxi sans avoir à craindre le scandale », de danser jusque tard dans la nuit dans les fêtes organisées par les « Fratellanze », d'entrer en contact avec de nouveaux modes de consommation, avec de nouveaux modèles de féminité qui trouvaient leur expression dans l'image, bien que stéréotypée, de la garçonne ³².

C'est aussi pour ces raisons que l'émigration s'est ancrée dans la mémoire des femmes antifascistes, comme un moment de rupture avec le passé, capable de produire d'importants changements d'identité – un facteur positif, malgré les difficultés économiques, à commencer par le chômage. C'est ce que confirme, entre autres, le passage d'une lettre d'une jeune anarchiste qui, avec efficacité et simplicité, représentait son propre changement d'existence : « Elle ne sait pas qu'à présent, je ne suis plus une brave et gentille jeune fille » ³³.

Conclusion

Les biographies des émigrées confirment la difficulté de dresser un bilan net sur l'expérience migratoire et mettent en évidence des aspects contradictoires. Si pour certaines les difficultés économiques et les lourdes conditions de travail ont prévalu, pour d'autres, l'éloignement de leurs enfants, confiés à la famille en Italie ou à des pensionnats soviétiques, fut dramatique ; dans d'autres cas, on peut entrevoir un processus positif, même s'il n'est pas dénué de contradictions.

Loin de leur terre d'origine ces femmes entrèrent en contact avec des réalités diverses et elles purent voir s'ouvrir à elles des espaces de socialisation extérieurs à la famille et à la paroisse, où les progrès de la modernisation avaient garanti des marges de liberté, atténué les préjugés ou favorisé un rééquilibrage des relations entre les sexes.

Il serait intéressant de poursuivre la recherche en enquêtant sur l'assimilation des nouveaux modèles de la part des femmes émigrées – questions focalisées par de nombreuses études consacrées à la réalité des Etats-Unis ³⁴ – et sur les répercussions de tels choix et de tels parcours sur les autres femmes restées au pays ; des choix qui ont continué à se faire à l'intérieur de la famille d'origine ou de celle du mari. Il est probable que les choix des émigrantes (malgré leurs contradictions) indiquaient aux sœurs, cousines, amies, des horizons inédits et de nouvelles voies de réalisation. Même si le voyage est apparu moins comme un choix que comme une obligation dictée par

³¹ M.M. LAMBERTI, « Parigi amica », *Gli anni di Parigi. Carlo Levi e i fuorusciti 1926-1933*, Catalogo a cura di M.C. Maiocchi, Torino, Comitato Nazionale per le celebrazioni del centenario di Carlo Levi, Ministero per i Beni e le Attività Culturali, 2003, p. 44.

³² G. AMENDOLA, *Un'isola*, Milano, Rizzoli, 1980, p. 30.

³³ Archivio Centrale dello Stato, Ministero dell'interno, Direzione Generale di Pubblica Sicurezza, Casellario Politico centrale, b. 5367, fasc. Verbena Olimpia, lettre d'Olimpia Verbena à Marianna Novolari, Paris, 21 avril 1927.

³⁴ A. DE CLEMENTI, « L'America di Rosa », A. ARRU, M. T. CHIALANT (dir.), *Il racconto delle donne. Voci autobiografiche figurazioni*, Napoli, Liguori Editore, 1990 ; M. TIRABASSI, *Il faro di Beacon Street. Social workers e immigrate negli Stati Uniti (1910-1939)*, Milano, Angeli, 1990.

la nécessité de fuir la répression du régime, les femmes antifascistes ont traversé des territoires réels et symboliques attribués généralement au seul genre masculin (c'est le cas de la politique mais aussi de la mobilité) et ont ainsi éprouvé des capacités nouvelles, inédites pour elles ou restées cachées.

Peu de femmes exilées antifascistes italiennes ont publié leur biographie. Ici, un ouvrage de Teresa Noce, dirigeante communiste exilée en France puis déportée à Ravensbrück.

Les femmes autrichiennes de l'exil antifasciste, vues à travers le roman de Hertha Ligeti, *Les étoiles ne s'éteignent pas*¹

Hubert ROLAND

On ne peut pas dire que l'état de la recherche relative à l'immigration de langue allemande en Belgique n'appelle pas encore de larges développements. Lors de l'élan décisif suscité par la publication dirigée par Anne Morelli voici une quinzaine d'années, il était surtout question d'une immigration importante au XIX^e siècle. On sait que celle-ci a pleinement contribué au développement économique et culturel du pays, notamment dans les domaines de l'industrie et de la transmission du savoir².

L'invasion de 1914 constitua une rupture nette dans le rapport à l'Allemagne, dont beaucoup se plaisaient jusque-là à vanter les qualités et le rayonnement, outre qu'elle représentait un contrepoids ressenti comme nécessaire par rapport aux influences françaises. Dès avant les atrocités des premiers mois du conflit commises contre la population civile, la « trahison allemande » fut vivement ressentie par la société belge sur le mode affectif. Le discours des intellectuels dévoila les raisons identitaires de ce sentiment anti-allemand. En effet, du jour au lendemain, le motif symbolique de « l'entre-deux » constitutif de l'identité belge se voyait amputé d'une de ses deux composantes et faisait s'écrouler un puissant modèle d'identification³.

On pourrait poser l'hypothèse que, dans la mémoire collective belge, tout rapport à l'Allemagne fut soigneusement amnésié à partir de là pour plusieurs décennies. Comment expliquer, par exemple, que le terrain de l'émigration antifasciste allemande

¹ Ma traduction française du titre original *Die Sterne verlöschen nicht* (1959).

² F. SARTORIUS, « Les Allemands en Belgique », A. MORELLI (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleurs Livre, 2004, p. 173-192.

³ J'ai retracé les avatars de cette notion dans l'introduction du dossier *Une Europe en miniature ?*, *Textyles. Revue des lettres belges de langue française*, 24, 2004 que j'ai co-dirigé avec H.-J. LOPE (p. 7-15).

et autrichienne après 1933 n'ait été que peu balisé jusqu'ici ⁴ ? Il faut dire que, par ailleurs, il n'est pas certain que la Belgique se soit particulièrement distinguée à cette occasion par son « hospitalité bienveillante (...) *traditionnelle*, qui accueille et respecte l'étranger », sa « tradition d'accueil des persécutés » ⁵. Concernant les réfugiés juifs, Frank Caestecker a démontré la frilosité des autorités belges, craignant notamment une concurrence accrue sur le marché du travail, vis-à-vis de ces « hôtes non désirés » ⁶. Les émigrés de langue allemande représentaient pour leur part un foyer potentiel d'agitation politique qu'il convenait d'étouffer, au moment où la Belgique avait redéfini sa politique de neutralité grâce au concept des « mains libres », censé la préserver d'un conflit à venir, pourvu qu'elle ménage également l'Allemagne national-socialiste. Les femmes autrichiennes de l'exil, dont il va être question, furent assurément motivées par un souci d'activisme et elles durent plus tard en payer le prix fort, celui de la torture et de la déportation.

Le pôle autrichien de l'exil et de la résistance

Au tournant des années 1938 et 1939 se constitua, suite à l'*Anschluss*, un véritable pôle de l'exil autrichien à Anvers et surtout à Bruxelles. Le représentant le plus renommé en fut l'écrivain Jean Améry, qui débarqua dans un premier temps à Anvers, avant d'être arrêté par les autorités belges le 10 mai 1940 et déporté, comme d'autres, vers les camps de Saint-Cyprien et de Gurs. De retour à Bruxelles, Améry entra dans un réseau de résistance, qui se distingua par de multiples activités de subversion : diffusion de tracts et d'appels à l'insoumission parmi les soldats allemands et autrichiens de l'occupation ; rédaction d'un journal clandestin *Die Wahrheit*. Améry devint membre du *Österreichische Heimatsfront*, affilié au Front de l'Indépendance. Il fut arrêté le 23 juillet à cause d'une affaire à l'issue malheureuse, déporté au camp belge de Breendonck, puis à Auschwitz, comme il l'a raconté dans *Jenseits von Schuld und Sühne*, dont il entama la rédaction en 1964, après vingt ans de silence ⁷.

Même si une trace matérielle concrète fait défaut, il est plus que probable qu'Améry fit partie du même réseau que Hertha Ligeti, qui a mis en scène l'expérience de l'exil dans un vaste roman autobiographique oublié, *Die Sterne verlöschen nicht* (*Les Etoiles ne s'éteignent pas*), publié en langue allemande à Bucarest en 1959. Née le 11 novembre 1920 à Vienne, Ligeti grandit dans les milieux sociaux-démocrates de la ville, puis devint membre, avec ses amis, du *Kommunistischer Jugendverband*.

⁴ J'ai esquissé une première tentative de topographie de l'exil allemand en Belgique dans un article qui paraîtra dans le volume *Exils en France au 20^e siècle*, Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, 14-21 août 2006, dirigé par W. ASHOLT, J.-P. MOREL et G.-A. GOLDSCHMIDT, On consultera également l'introduction de J. GOTOVITCH au catalogue de l'exposition *Deutsche Exil-Literatur (1933-1945)*, Bruxelles, Bibliothèque royale de Belgique, 1983.

⁵ A. MORELLI, *op. cit.*, p. 9. L'auteure souligne et n'omet bien entendu pas de mentionner le caractère contradictoire de cette réputation.

⁶ F. CAESTECKER, *Ongewenste gasten. Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren in België*, Brussel, VUB Press, 1993.

⁷ Pour plus de détails : I. HEIDELBERGER-LEONARD, *Jean Améry. Revolte in der Resignation*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2004, ch. 4. (une traduction française par Sacha Zilberfarb a paru chez Actes Sud, 2008).

C'est le réseau communiste qui organisa le départ collectif de ses membres pour Bruxelles en 1938.

L'expérience de Ligeti et de ses compagnons est pratiquement en tous points comparable à celle d'Améry : lutte pour la survie et précarité économique dans la Belgique d'avant-guerre, puis départ temporaire à l'étranger au moment du chaos généralisé de mai 1940. Ensuite, les exilés reviennent sur Bruxelles et entrent dans la résistance organisée. En 1943, Ligeti, qui avait également travaillé à la fabrication du clandestin *Die Wahrheit*, fut arrêtée par la police secrète belge et internée provisoirement à Malines, avant d'être déportée à Auschwitz-Birkenau en janvier 1944. Parmi les huit femmes qui furent arrêtées en même temps qu'elle, Marianne Bradt, l'amie de Jean Améry, ne survécut pas à la déportation. Ligeti échappa pour sa part à la mort, fut à nouveau déplacée à Ravensbrück peu avant la libération du camp par l'Armée rouge en janvier 1945. De retour à Vienne, elle se maria et partit pour la Roumanie, qu'elle quitta pour Israël en 1975 ⁸.

On dispose d'une série de témoignages qui permettent de corroborer les événements racontés dans le roman et d'en attester l'authenticité. Hertha Ligeti elle-même en fit *a posteriori* un récit factuel, en même temps que deux de ses compagnes Gundl Herrnsstadt-Steinmetz et Susanne Kriss ⁹. Plus récemment, en septembre 2000, Maya Klein recueillit encore à Vienne le récit d'une dizaine d'anciens résistants de ce réseau dans le cadre d'une enquête menée par la Fondation de la Mémoire contemporaine ¹⁰. Même si ces différents témoignages concordent pour l'essentiel avec le contenu du roman *Die Sterne verlöschen nicht*, j'ai insisté par ailleurs sur les aspects spécifiquement littéraires de celui-ci ¹¹. D'une part, il correspond aux conventions du genre du réalisme socialiste et se plie de cette manière à un certain carcan esthétique et idéologique. Le propos central est celui d'une visée didactique forte, à travers le destin de personnages exemplaires, adeptes de la révolution, et formant un contraste net avec des figures « ordinaires », manquant de conscience politique et donc sujettes au courage défaillant, voire à la lâcheté et à la compromission. D'autre part, la romancière a inséré quelques scènes peu vraisemblables, fondées sur des échanges d'identité entre personnages, car il s'agit là d'une thématique qui l'a manifestement

⁸ Ces informations biographiques sont issues de l'article « Herta Fuchs-Ligeti », publié dans le *Lexikon der Österreichischen Exilliteratur*, Wien-München, Franz Deuticke, 2000, p. 233.

⁹ « *Erinnerungen von Susanne Kriss, Hertha Fuchs-Ligeti und Gundl Herrnsstadt-Steinmetz* », *Wien-Belgien-Retour ? Bearbeitet und eingeleitet von Erika THURNER*, Wien/Salzburg, Geyer Edition, s.d. (*Materialien zur Zeitgeschichte*, Bd. 7). D'autres noms d'exilées y sont mentionnés : Luci Fürst, Herta Stuberger-Wiesinger, Cilli Spitz, Trude Löwit, Ester Tencer, Grete Dresner, etc. Voir aussi le volume *Österreicher im Exil – Belgien 1938-1945. Eine Dokumentation* (Wien, 1987), édité par U. WEINZIERL, avec une introduction de G. HERRNSTADT-STEINMETZ.

¹⁰ Voir M. KLEIN, « Souvenirs de résistants autrichiens en Belgique », *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine/Bijdragen tot de eigentijdse Herinnering*, 3, 2001, p. 73-86.

¹¹ Voir H. ROLAND, « Hertha Ligetis Roman *Die Sterne verlöschen nicht* (1959) : Ein vergessenes Werk der Exilliteratur in Belgien », H. BOUILLON (éd.), *Langues à niveaux multiples. Hommage au Professeur Jacques Lerot*, Bibliothèque des Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain, 112, Peeters, 2004, p. 217-227.

interpellée ¹². A la suite de Jean-Claude Bologne, je suggérerais donc de relativiser le caractère de « vérité » historique absolue d'une telle source et de plaider ici pour l'appellation de « roman dans l'histoire » (au lieu de « roman historique »), ce qui présuppose que l'on s'y réfère à une « réalité relative, subjective et mythique » ¹³.

Ceci dit, le roman de Ligeti s'inspire très largement de la réalité historique. Il apporte même des compléments intéressants à l'histoire des mouvements résistants, notamment lorsqu'il est question de la collaboration entre les résistants autrichiens et l'Armée belge des Partisans, le bras armé du Front de l'Indépendance, également évoquée dans l'enquête de Maya Klein ¹⁴. A plusieurs reprises, la vision de l'intérieur du roman exprime des divergences entre le mouvement des communistes autrichiens et celui des Partisans. Les premiers, adeptes d'un pragmatisme et d'un souci d'efficacité de l'action dans le long terme, reprochent aux Partisans leur conception avant tout « héroïque » de la révolution et une certaine prédilection pour les entreprises « spectaculaires », comme le projet d'assaut de la prison de Saint-Gilles ¹⁵.

Action révolutionnaire et genre

C'est dans ce même souci d'efficacité que le réseau communiste autrichien imposa à ses membres une répartition des rôles, attribuant des fonctions spécifiques aux jeunes hommes et aux jeunes femmes, qui tient compte des modèles d'attente sous-jacents à la société dans laquelle ils agissent.

Les premiers étaient chargés de distribuer les journaux clandestins, soit en les lançant par petits paquets au-dessus des murs des casernes, soit en voyageant en vélo à travers le pays. Quant aux secondes, le Parti ne faisait rien pour les ménager : « Elles avaient ordre d'entrer en contact avec les soldats allemands et autrichiens. La rencontre pouvait se faire dans un bistro ou un restaurant, à un arrêt de tram ou dans un parc. (...) La fille cherchait le dialogue en tâtant discrètement le terrain avant d'aborder la question de la résistance. La consigne était de procéder rapidement et de ne pas rencontrer un soldat plus de trois fois de suite. Dès la deuxième rencontre, il fallait lui parler des crimes auxquels la guerre donnait lieu et lui remettre un ou plusieurs journaux tout en l'encourageant à faire passer le message. Il s'est trouvé

¹² Elle imagine ainsi la situation d'un Belge germanophone, Joseph Neumayer, volontaire dans un camp de travail autrichien mais déçu de cet engagement et désireux de rentrer en Belgique. Il porte en réalité une autre identité, car, dans le bref intervalle des premiers jours de la guerre, Neumayer avait été quelques jours membre de l'armée belge et s'était procuré la carte d'identité de son compagnon belge Dumont, rapidement décédé. Il change d'identité avec le jeune résistant autrichien Ottl, contraint de se cacher dans son propre pays, tandis que le Belge rentre à Eupen avec le statut de réfugié autrichien... : H. LIGETI, *Die Sterne verlöschen nicht*, Bukarest, Espla, Staatsverlag für Kunst und Literatur, 1959, p. 353 et s.

¹³ J.-C. BOLOGNE, « L'écriture de l'histoire », G. MICHAUX, (éd.), *Histoire et fiction*, Morlanwelz, Lansmann, 2001, coll. « Chaire de poétique », p. 83. Loin de se faire le chantre d'un relativisme postmoderne absolu, Bologne plaide au contraire pour une éthique de responsabilité du lecteur, censé ne pas rester passif face à l'interprétation de la réalité que lui suggère la fiction romanesque.

¹⁴ M. KLEIN, *op. cit.*, p. 85 ; J. GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore. Les Communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Labor, 1992.

¹⁵ Voir H. LIGETI, *op. cit.*, p. 487-488, 494-495, 506-507.

des soldats pour se montrer intéressés et même prêts à introduire clandestinement les journaux dans les casernes. Prendre un engagement au-delà de sa tâche précise, entrer en contact privé ou, pire, nouer une liaison étaient strictement interdits. Le Parti contrôlait tout et les punitions n'étaient pas rares »¹⁶.

C'est ce *Mädelarbeit* très subversif et hautement risqué, qui mène une des protagonistes du roman de Ligeti à se faire arrêter. Dès que le contact est noué avec un soldat de l'occupation, Hanna guette le moindre moment de découragement de celui-ci, pour faire progresser la cause. Après s'être proposé lui-même de mimer le cri alpin original du *juchzern*, un soldat bavarois se rétracte et confesse qu'un tel enthousiasme est bien déplacé en temps de guerre. « Il n'y a pas toujours de quoi *juchzern* dans la vie d'un soldat, non ? », embraie instantanément la Viennoise¹⁷. Rapidement, le soldat lui confie qu'à ce stade de la guerre, il a choisi de se soulager publiquement de ce qu'il a sur le cœur, « qui qu'il ait en face de lui, un simple soldat ou un officier supérieur ». Hanna s'étonnant qu'on le laisse ainsi s'exprimer en toute impunité, le soldat renchérit, ajoute qu'à l'exception de quelques endoctrinés qui n'ont aucune conscience de la valeur de la vie, la plupart partagent son état d'esprit et aimeraient en terminer aujourd'hui plutôt que demain. « Mais oui, je pense bien qu'ils aimeraient cela » réplique Hanna, « mais je crains que cela ne leur rapporte rien – car la guerre vient tout juste de commencer vraiment »¹⁸.

Ainsi se tisse un dialogue extrêmement délicat et dangereux pour la jeune femme, qui sème le trouble parmi ses interlocuteurs. Car on la suppose en effet soit agente de la Gestapo, censée traquer les maillons faibles de l'armée, soit agitatrice. Le propos rejoint ici une des préoccupations centrales de la littérature de l'exil, celle d'une réalité en perpétuelle mouvance, à laquelle personne ne peut se fier. Chacun cache sa véritable identité, au sens propre et au sens figuré, et l'exilé est nécessairement renvoyé à ses propres angoisses, au moment où il se dévoile. A peine Martha, l'amie de Hanna, a-t-elle distribué un tract de propagande à un soldat qu'elle suppose du même bord, qu'elle est tenaillée par l'angoisse et contrainte de se rassurer comme elle peut : « Car il était impossible qu'elle se soit trompée ! Sa connaissance des êtres humains n'aurait vraiment aucune valeur, si elle s'était trompée à son propos. Non, il ne la dénoncerait pas, elle n'avait pas peur de cela »¹⁹.

Quant à Hanna, elle devient pour sa part imprudente, accorde sa confiance à mauvais escient et se fait arrêter par la Gestapo, par l'intermédiaire d'un soldat qu'elle avait pris à tort pour un nouveau compagnon. Au moment où elle se fait piéger et où les agents secrets la contraignent à monter dans une voiture, c'est un sentiment de trahison totale qui s'empare de tout son être et l'atteint dans son intégrité corporelle. Car à la violence de son action, l'agresseur ajoute celui de l'humiliation par le regard, qui poursuit la victime jusque dans son intimité la plus profonde : « Il se tenait debout à côté de la voiture et regardait à l'intérieur de celle-ci. Il la fixait droit dans le visage, qu'elle tournait à présent vers lui. Leurs regards se rencontrèrent de façon

¹⁶ M. KLEIN, *op. cit.*, p. 84.

¹⁷ H. LIGETI, *op. cit.*, p. 407 (« *Ist halt nicht immer zum Juchzern, das Soldatenleben, was ?* »).

¹⁸ *Ibid.*, p. 408-409.

¹⁹ *Ibid.*, p. 418.

si inattendue qu'il ne pouvait pas détourner le sien et elle y lut une froide curiosité. (...) Ce regard, dans lequel son âme se réfléchissait sans pudeur, eut l'effet d'une révélation et fit monter un sentiment de honte à ses joues : elle avait été bouffée par une crapule ! Face à la colère enflammée de ses yeux, sa bouche se déforma en un sourire de moquerie discrète. Il haussa les épaules, feignant mal de regretter, comme pour signifier qu'il n'avait rien à voir avec cette affaire, qu'il était totalement innocent. Ses yeux d'un bleu délavé continuèrent pourtant de se figer sur son visage, avec la même expression cruelle de froide curiosité. Hanna se détourna avec dégoût, elle eut soudain le sentiment d'une souillure corporelle et ressentit le départ de la voiture comme un soulagement » ²⁰.

Le cycle de la violence perpétrée par les hommes contre les femmes contribue à perpétuer la logique de guerre à tous les niveaux, comme on s'en rend compte dans la quatrième partie, dont le cadre est notamment celui du camp de femmes de Birkenau. Les résistantes sont soumises à l'autorité de l'*Oberkapo* Maria, qui, avant la guerre, avait été victime de la prostitution et d'innombrables humiliations infligées par les hommes. Hanna en vient même jusqu'à ressentir de la compassion avec cette « pauvre créature, à qui on avait donné du pouvoir sur les gens, car on spéculait sur ses bas instincts, sur ses sentiments de vengeance contre les gens qui, probablement, l'avaient si souvent humiliée » ²¹. Pourtant, c'est bien contre des femmes que Maria déchaîne avec violence toute sa rancœur, la logique de l'exploitation ayant jadis dressé celles-ci les unes contre les autres, vu que « la corporation des prostituées connaît des différences de classe » ²².

Dans ce contexte aussi, la problématique des identités changeantes et trompeuses ébranlera toutes les certitudes des personnages. On propose en effet à Hanna de devenir elle-même *Oberkapo*. Après un premier moment de répulsion, et sous l'influence de ses camarades, elle accepte cette fonction, posant comme condition explicite qu'elle ne frappera pas les détenues. C'est l'action révolutionnaire qui lui permet de surmonter l'épreuve de l'insécurité identitaire. La fonction d'*Oberkapo* lui permet en effet de se mouvoir entre départements du camp et d'établir le contact entre différents noyaux résistants isolés. « Pas un jour ne se passe sans que les machines ne restent à l'arrêt et ne paralysent la poursuite de la production » ²³.

Mais la contribution la plus utile que les femmes puissent fournir à l'action en temps de paix concerne leur rôle de mère. C'est à ce niveau que la femme est chargée d'une mission d'éducation fondamentale, qui permettra de prévenir les conflits futurs, constat qui résonne parfaitement en écho avec la pièce *Die Mutter* de Bertolt Brecht. Ainsi Berta Tannenbaum aimerait-elle s'adresser à tous les soldats dans les termes suivants : « Qu'ils ne se laissent pas traîner à l'abattoir, qu'ils n'infligent pas cette si terrible douleur à leurs mères et à celles des autres, qu'ils aient quand même de la compassion avec eux-mêmes. Ah, elle pourrait bien les convaincre qu'ils se dressent contre ce crime. Un cœur de mère peut beaucoup de choses. Si nous les mères, nous

²⁰ *Ibid.*, p. 510.

²¹ *Ibid.*, p. 588.

²² *Ibid.*, p. 606.

²³ *Ibid.*, p. 609.

nous unissions, aucune puissance au monde ne pourrait nous résister !, pensa-t-elle songeuse. Mais ils ne le savent pas, ces jeunes, ils ne peuvent pas le savoir. Les hommes l'ignorent aussi, et même parmi nous, les mères, toutes ne le savent pas. Peut-être est-ce cela le malheur du monde ? Je peux imaginer que nous, les mères, puissions amener la délivrance mais je crois aussi que même si l'humanité était délivrée, beaucoup de bêtises seront encore faites, si les politiciens n'écoutent pas les mères » ²⁴.

L'impératif du vitalisme

Il est donc clair qu'une division des tâches est inscrite dans l'action révolutionnaire des années de l'exil et de la résistance. Le réseau communiste « compose » pour ainsi dire avec les qualités dites « féminines » ou « masculines », que la perspective contemporaine des genres s'attache à déconstruire au niveau théorique. Toutefois, la question de l'adhésion éventuelle à cette vision de la société ne se pose pas en réalité. A cause de la situation d'exception du conflit armé, c'est un souci de pragmatisme de l'action qui motive cette répartition des rôles, correspondant à l'horizon d'attente de « la nature humaine ». Des accents différents résonnent toutefois à travers les situations distinctes de la jeune femme « séductrice » et de la mère détentrice des vertus du cœur, à transmettre aux générations futures. Implicitement, il se pourrait bien que l'auteure mette ici le doigt sur ce qu'elle considère comme une « prérogative » maternelle, tandis que la situation de séduction est manifestement liée aux circonstances et n'incite nullement à penser qu'il s'agit là de la nature féminine par excellence.

Quoi qu'il en soit, l'image de la femme véhiculée par le réalisme socialiste est celle d'une femme courageuse et dont la participation à la lutte politique est reconnue au même titre que celle des hommes. Toutes et tous sont en outre soumis à l'impératif de la foi dans la vie. A travers les tourments et les horreurs de l'histoire, il convient de toujours pouvoir dépasser la souffrance, aussi insupportable soit-elle, et de garder confiance dans les capacités régénératrices de la vie. L'allusion au titre de l'œuvre se fait ainsi l'écho de cette nécessité – l'envie de vivre culminant précisément dans les moments les plus douloureux, comme celui de la lecture de la condamnation à mort d'un camarade : « L'arbre ne tombe pas avec ses feuilles et les étoiles ne s'éteignent pas, même lorsque les nuages les recouvrent. A la lecture de la sentence de mort, ce qui avait étrangement résonné en elle tout ce temps s'amplifia en un puissant chant d'acceptation de la vie » ²⁵.

Même si quelques connotations pourraient suggérer que la « saine force vitale » (*gesunde Lebenskraft*), « la découverte de l'envie de vivre à chaque moment, dans toutes les circonstances » ²⁶ soient des qualités propres à la femme-mère, on aura déjà appris entre-temps que le vitalisme est une composante de l'engagement et de la vision du monde du réalisme socialiste. De la logique dialectique d'une conversation antérieure entre un protagoniste plus jeune et un camarade plus âgé, jadis engagé

²⁴ *Ibid.*, p. 399-400.

²⁵ *Ibid.*, p. 472 (« *Der Baum fällt nicht mit den Blättern, und die Sterne verlöschen nicht, wenn auch Wolken sie verdecken. Beim Verlesen des Todesurteils schwoll das Seltsame Tönen, das die ganze Zeit über in ihr weitergeklungen, zu einem machtvollen lebensbejahenden Liede an* »).

²⁶ *Ibid.*, p. 486.

dans la guerre d'Espagne, il ressortait en effet déjà que c'est explicitement l'amour de la vie qui, au-delà du courage, de la bravoure et du sens du sacrifice, permet de distinguer le bon communiste : « Un fasciste peut également être brave, courageux et même prêt au sacrifice. Les chrétiens l'étaient aussi et la bourgeoisie a également possédé ces qualités, lorsqu'elle était encore révolutionnaire. Je connais des exégètes de la Bible qui sont peut-être plus courageux que beaucoup de communistes. Sais-tu, ce qui, d'après moi, caractérise le bon communiste ? Son amour absolu de la vie et sa foi dans le triomphe du Bien chez l'homme » ²⁷.

La polyphonie des femmes de l'exil

Ces dernières années, la *Exilforschung*, qui se livre depuis les années 1960 à l'étude systématique de la littérature de l'exil antifasciste de langue allemande a déjà exhumé bon nombre de femmes, qui n'ont pas encore trouvé leur place dans l'historiographie du canon littéraire – Anna Seghers faisant à cet égard figure d'exception ²⁸. Au-delà des grands mérites de ces publications, je constateraï une certaine tendance à parfois privilégier les détails biographiques du parcours de ces femmes plutôt que leurs œuvres.

Celle d'Irmgard Keun (1905-1982), exilée à Ostende à partir de mai 1935, reste largement ignorée dans le monde francophone, alors que sa présence est connue, au moins depuis la publication de *Oostende, de zomer van 1936*, que le journaliste belge néerlandophone Mark Schaevers consacra au « lieu de mémoire » de Bredene, à proximité immédiate d'Ostende ²⁹. Dans ce récit semi-littéraire basé sur des données historiques, Schaevers évoque les rencontres des exilés allemands et autrichiens de Belgique dans les cafés et hôtels de Bredene en 1936-1937. Les protagonistes principaux en furent Keun et les écrivains Egon Erwin Kisch, Joseph Roth, Hermann Kesten, Stefan Zweig, Arthur Koestler et Ernst Toller, tous de passage en Belgique à un rythme plus ou moins régulier.

Schaevers fonde son récit sur un excellent traitement documentaire des sources dont il dispose. Toutefois, la mise en intrigue du propos, richement illustré par des photos d'époque des protagonistes, évolue entre recherche biographique et exercice de création littéraire. Si l'importante balise de 1936 renvoie bien entendu également au contexte historique international (Front populaire, guerre d'Espagne, Jeux olympiques de Berlin, premiers procès de Moscou), il s'agit là d'une sorte d'arrière-fond à la trame principale, qui narre les péripéties du destin tragique des émigrés. Celui-ci est décrit du point de vue de la persécution politique qui leur est infligée, mais aussi de celui de leurs déboires personnels. L'intrigue amoureuse entre Irmgard Keun et Joseph Roth structure ainsi le cadre du récit. Il reste à espérer que, par ce biais, c'est l'œuvre d'exil même de Keun, qui pourra être redécouverte ³⁰.

²⁷ *Ibid.*, p. 239.

²⁸ Voir R. WALL, *Lexikon deutschsprachiger Schriftstellerinnen im Exil : 1933-1945*, Gießen, Haland und Wirth, 2004.

²⁹ M. SCHAEVERS, *Oostende, de zomer van 1936*, Antwerpen/Amsterdam, Atlas, 2001.

³⁰ Soit son roman *Kind aller Länder* (1938), qui adopte la perspective de la vie en exil vue par une enfant, réédité en 2004 chez List/Ullstein et ses souvenirs *Bilder aus der Emigration* (1947).

Plus fondamentalement, l'historiographie de l'exil, et en particulier celle des femmes, ne gagnerait pas selon moi à opposer une « poétique de l'exil », qui risque d'être associée trop hâtivement à un pôle « individualiste-bourgeois », et une conception engagée, telle que je l'ai commentée à travers le roman de Ligeti. On pourrait par exemple encore se souvenir du militantisme de la fille de Thomas Mann, Erika Mann (1905-1969), dont la troupe de cabaret *Die Pfeffermühle* (*Le moulin à poivre*) repartit en tournée européenne pour prévenir contre les méfaits de l'hitlérisme. Elle fit arrêt à Anvers et à Bruxelles, au Palais des Beaux-Arts, en 1935, où elle n'obtint pas l'écho mérité, le public belge n'étant malheureusement pas encore suffisamment attentif à la tragédie qui se jouait ³¹.

L'engagement sous toutes ses formes peut donc être considéré comme une catégorie transversale, qui permettrait d'appréhender l'histoire sociale et culturelle des femmes de l'exil dans toute sa richesse et sa diversité.

³¹ Voir le compte rendu d'Olivier Meurice du 29 mai 1935 (« Le cabaret littéraire de Erica Mann ») dans la revue *Le Rouge et le Noir*, qui se contente de commenter la « vulgarité » de la troupe.

Des jeunes émigré(e)s espagnol(e)s de Belgique accueillent la Pasionaria lors d'un passage en Belgique, à la fin des années 1960 (Coll. privée, cliché Roger Piette).

Les trente-huit ans d'exil politique de Dolores Ibárruri

Juan AVILÉS

La dirigeante communiste Dolores Ibárruri, plus connue par son surnom de La Pasionaria, devint pendant la guerre civile espagnole un emblème international de la lutte antifasciste. Tandis que la puissance de sa voix et le contenu épique de son discours stimulaient la volonté de combattre, sa figure de femme vêtue de noir semblait représenter toute la souffrance des mères et des veuves de ceux qui périssaient. Elle était alors la seule femme parmi les dirigeants du parti communiste d'Espagne et aussi la plus célèbre de toutes les femmes qui jouaient un rôle dans la politique espagnole. Après la défaite, en 1939, elle prit le chemin de l'exil. Un exil qui allait durer presque quarante ans. En 1942, elle devint secrétaire générale du Parti communiste espagnol, poste qu'elle conserva jusqu'en 1959, puis elle occupa le rôle plutôt honorifique de président. Elle ne revint en Espagne qu'en 1977, avec le début de la transition démocratique ¹.

Une exilée particulière, des sources exceptionnelles

Sa vie d'exilée n'est donc pas semblable à celle des nombreuses autres femmes qui ont quitté l'Espagne après la guerre civile. Au moment de son départ, elle est déjà une figure politique de premier ordre, bien connue internationalement, et par conséquent elle n'a pas dû faire face aux difficultés économiques que rencontrent d'autres exilés, ni lutter pour se faire accepter de ses camarades de parti. Les ennuis économiques, les difficultés de concilier les soins aux enfants avec la militance politique, la réticence de ses compagnons de parti vis-à-vis de sa condition de femme – toutes difficultés qu'elle avait connues précédemment – étaient désormais révolus. En 1939, elle est

¹ Sur la biographie de Dolores Ibárruri : R. CRUZ, *Pasionaria : Dolores Ibárruri, historia y símbolo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1999 ; J. AVILÉS, *La mujer y el mito : Pasionaria*, Barcelona, Random House Mondadori, 2005.

déjà une légende du mouvement communiste international, et elle est traitée comme telle. Pendant son exil en Russie, elle obtient toutes les facilités matérielles et tous les signes de déférence liés à son titre de membre distingué de la *nomenklatura*.

Pour les mêmes raisons, on dispose de beaucoup plus de sources sur sa vie que sur celle des autres exilées espagnoles. Dans les archives du parti communiste d'Espagne, très riches sur la période de l'exil, pas moins de dix cartons conservent ses documents ². Elle-même a écrit une autobiographie en deux volumes, dans laquelle la défense de la ligne politique orthodoxe l'emporte sur la fidélité des souvenirs, mais qui offre quand même un tableau très vivant de ses années d'enfance ³. Il y a aussi plusieurs livres de souvenirs et d'entrevues et beaucoup d'articles de revues et journaux qui offrent des informations valables sur sa trajectoire militante, même si sa condition de dirigeante communiste de la période stalinienne conduit à une présentation plutôt stéréotypée de son image. En fait, la fraîcheur de la première entrevue qu'elle a eue dans un journal bourgeois, en 1930 – quand elle était un « phénomène » si nouveau : femme candidate à la Chambre des députés, et en plus communiste ! – ne se retrouve que dans quelques entrevues de ses dernières années. Mais finalement, il y a peu de femmes exilées pour lesquelles les sources écrites sont si riches. J'ai en outre aussi eu la chance d'avoir une entrevue avec sa fille, Amaya Ruiz.

Une condition de femme, une militance « féminine »

Ses débuts de militante en Espagne, lorsqu'elle était l'épouse d'un mineur souvent emprisonné pour ses activités politiques, ont été très durs. La militance révolutionnaire dans un pays en conflit, comme l'Espagne de sa jeunesse, n'était pas facile, surtout pour une femme et mère de famille de surcroît. Bien que sa carrière politique soit très insolite pour une femme de l'époque, puisqu'elle arriva jusqu'à la direction du parti, sa condition de femme a sans aucun doute marqué sa trajectoire. C'est d'abord son mari, socialiste puis communiste, qui l'a initiée à l'activité politique. Puis ses actions militantes ont été souvent très « féminines » : mobiliser des femmes et des mères de détenus pour exiger leur libération, appeler les hommes à la grève ou organiser une manifestation de femmes pour protester contre la mobilisation de leurs maris et fils comme réservistes. Bien sûr, tout cela n'était pas très habituel pour une femme dans les années vingt et elle se fit remarquer par son caractère énergique, qu'on qualifiait alors de *viril*.

Dolores Ibárruri s'est séparée de son mari quand elle a commencé sa carrière de dirigeante et qu'elle a quitté son village minier pour se rendre à Madrid, en 1931. Elle a emmené avec elle ses deux enfants survivants (elle avait perdu quatre petites filles en bas âge !), mais concilier les tâches de mère et de militante révolutionnaire n'était pas possible, parce qu'elle fut emprisonnée trois fois et vécut quelque temps dans la clandestinité. Elle envoya donc ses enfants en Union soviétique en 1935. Mais même dans les années trente, quand elle était déjà une dirigeante reconnue, ses tâches eurent très souvent une coloration « féminine » : elle aida les enfants des rebelles

² Archivo del Partido Comunista de España (AHPCE), Madrid, Dirigentes, cartones 13-22.

³ D. IBÁRRURI, *El único camino*, Moscú, Progreso, 1960 ; *Me faltaba España*, Barcelona, Planeta, 1984.

emprisonnés après l'insurrection d'octobre 1934 et joua un rôle important dans le mouvement international pour la paix, promu par les communistes (le mouvement « Amsterdam-Pleyel ») ; comme députée du Front populaire en 1936, elle mena une action contre l'expulsion des logements.

Une icône

Par ailleurs, elle est devenue également un cadre communiste trempé dans la lutte, fidèle à la discipline stalinienne, fier d'appartenir au seul parti allant dans le sens de l'histoire, convaincue de la nécessité de la violence révolutionnaire pour aboutir à la dictature du prolétariat. Son rôle d'oratrice révolutionnaire véhémement et violente, fait d'elle, à la veille de la guerre civile, une des figures les plus connues de son parti. Son discours à la Chambre des députés en juin 1936, exigeant du gouvernement du Front populaire des mesures répressives énergiques contre la droite, est un événement.

Mais, même dans ce cas, elle représente la souffrance des *femmes* du peuple et surtout celle des *mères*. Dans le commentaire de ce discours, une autre femme députée, Margarita Nelken, dit de la Pasionaria que son visage a la beauté d'une *mater dolorosa* ⁴. Et cette image douloureuse est aussi une composante essentielle de l'image que la propagande communiste diffuse d'elle pendant la guerre civile. Toujours vêtue de noir, elle parle de la souffrance des femmes, de la souffrance du peuple, elle se présente comme la voix de la souffrance. « En moi parle », dit-elle, « la douleur millénaire des multitudes exploitées (...) l'écho mouillé des larmes des mères, des femmes réduites en esclavage, humiliées, méprisées, qui ne connaissent pas le rire ni la joie, qui connaissent seulement les amertumes de la douleur et de la souffrance » ⁵. Mais cette femme souffrante est aussi une femme qui appelle les hommes à la lutte, voire à la mort héroïque. « Il vaut mieux », dit-elle en octobre de 1936, avec l'ennemi aux portes de Madrid, « être veuve d'un héros que femme d'un lâche ».

Pour la droite en guerre, une femme qui appelle à la révolution et au combat est tout à fait diabolique, un monstre sans rien de commun avec les femmes fidèles et dévouées, soutenues par leur foi religieuse et gardiennes du foyer domestique. On inventa donc des portraits terribles de la Pasionaria, diffusés par les journaux hostiles à la République. Elle aurait été une ancienne prostituée ou une religieuse ayant quitté les ordres par amour pour un ancien moine et unie à lui par la haine de leur ancienne foi. Pire encore, elle aurait tué un prêtre en lui déchirant le cou à coups de dents ⁶ ! En fait, si le massacre de prêtres en Espagne fut une atrocité bien réelle, Dolores Ibárruri n'a jamais encouragé ces meurtres. Au contraire, elle protégea quelques bonnes sœurs réfugiées dans un appartement à Madrid et leur donna même une image religieuse provenant d'un bâtiment détruit. Curieusement, cette image représentait... une *mater dolorosa* ⁷.

⁴ *Claridad*, 17 juin 1936.

⁵ Lettre ouverte à Xenia Sukovskaya, *Euskadi Roja*, 31 décembre 1936.

⁶ Ce fantasme fut publié par de nombreux journaux, y compris le journal rexiste belge *Le Pays réel*, 27 août 1936.

⁷ I. FALCÓN, *Asalto a los cielos : mi vida junto a Pasionaria*, Madrid, Temas de Hoy, p. 429.

Une féministe ?

Dolores Ibárruri lutta pour l'émancipation de la femme qu'elle considérait comme un élément essentiel du projet révolutionnaire communiste. Elle occupa tout d'abord la fonction de secrétaire aux questions féminines au sein du comité central du parti. Puis, lors de son intervention à la Conférence internationale des femmes antifascistes, organisée à Valence en 1937, elle souligna que les conditions de la guerre avaient permis aux femmes de faire preuve de capacités jusqu'alors ignorées⁸. Mais elle était convaincue qu'il restait encore beaucoup à faire, même au sein de son parti, et c'est ce qu'elle dit lors d'une conférence du Parti communiste de Madrid en 1938, où elle dénonçait les entraves qu'une certaine mentalité masculine opposait à l'intégration des femmes dans le parti. Fustigeant les hommes qui préféraient voir leurs femmes rester à la maison, elle critiquait tout autant ceux qui, cherchant à flirter, importunaient leurs nouvelles camarades⁹.

Elle-même vécut personnellement le fait que la vie privée d'une dirigeante communiste était examinée différemment de celle de ses camarades masculins. Bien que séparée de son mari, elle n'a jamais divorcé, sans doute parce qu'un divorce et un remariage auraient été inappropriés pour une dirigeante communiste qui se devait d'être irréprochable, pour une femme de légende qui incarnait aux yeux du monde la souffrance du peuple espagnol.

Pendant la guerre civile, elle noua une relation avec un dirigeant communiste beaucoup plus jeune qu'elle, Francisco Antón. Exilée en Russie, elle obtint des Soviétiques une médiation avec les Allemands, en 1940, pour la libération d'Antón interné au camp du Vernet et celui-ci put la rejoindre en Russie. Mais leur relation suscita nombre de commentaires dans le parti et Dolores quitta Anton quand elle devint secrétaire générale du parti. Aurait-on reproché à un homme, dans cette même position, d'avoir une relation amoureuse extra-conjugale... ?

De son côté, Antón épousa une jeune femme et tomba plus tard en disgrâce. Dolores Ibárruri dirigea en 1952 une enquête contre lui, en l'accusant, de manière très stalinienne, de s'opposer activement à la ligne politique du parti. Destitué de la direction, il fut envoyé dans une usine polonaise. On peut s'étonner que Dolores Ibárruri ne se soit pas abstenue d'intervenir dans cette affaire, étant donné leur passé commun, mais à l'époque un(e) dirigeant(e) communiste était censé(e) ne pas avoir de sentiments privés.

La Pasionaria quitta l'Espagne, avec d'autres dirigeants communistes, quelques jours avant la fin de la guerre civile. En mai 1939, elle arrive en Union soviétique où elle passe la plupart de ses années d'exil. Pendant la Seconde Guerre mondiale, une station radio, gérée par le parti communiste d'Espagne, appelée « la Pirenaica » et destinée à transmettre aux Espagnols un message antifranquiste, émet à partir de l'Union soviétique. Dolores Ibárruri a écrit de nombreux textes pour cette radio, y compris une série de programmes destinés spécifiquement aux auditrices. Elle y relève plutôt les difficultés de la vie quotidienne sous le régime de Franco que les grandes

⁸ *Frente Rojo*, 29 octobre 1937.

⁹ *Mundo Obrero*, 7 janvier 1938.

questions politiques. La critique s'exerce à travers un dialogue entre deux voisins, dont l'une, plus politisée, cherche à convaincre progressivement l'autre ¹⁰.

Un rôle de « seconde »

Après la victoire des Alliés, quand on croyait la chute du régime franquiste imminente, la France libérée devint l'endroit privilégié pour diriger la lutte contre Franco. Dolores Ibárruri se rend donc en France en mai 1945 et y reprend ses activités de conférencière. Elle intervient dans les meetings à Paris, notamment à l'occasion des congrès fondateurs de la Fédération syndicale mondiale et de la Fédération démocratique internationale de femmes. Mais l'essentiel, croyait-on, était la guérilla impulsée par les communistes, qui fut très active en Espagne dans l'immédiat après-guerre. Néanmoins, vers 1948, il devint clair que la guérilla anti-franquiste était en train de perdre la partie face à la *guardia civil*. En été de cette même année, Staline, lors d'un entretien avec Dolores Ibárruri, Santiago Carrillo et Francisco Antón, leur conseille de renoncer à la guérilla pour travailler au sein des syndicats du régime. Les communistes espagnols ne suivirent pas ce conseil et la guérilla anti-franquiste poursuivit sa lutte, subissant de lourdes pertes, jusqu'en 1951, lorsque ses derniers survivants se réfugièrent en France.

Les années du déclin de la guérilla coïncident avec une grave maladie de Dolores Ibárruri, qui frôla la mort à la suite d'une intervention chirurgicale à Moscou en décembre 1948. Lorsqu'elle fut rétablie, elle prit une décision qui allait être cruciale pour son avenir politique. Elle décida de rester à Moscou, au lieu de retourner en France, où le Parti communiste d'Espagne fut mis hors la loi en septembre 1950, mais dont la direction clandestine, restée entre les mains de Carrillo et Antón, ne fut jamais importunée par la police française.

Cette décision signifie que, à l'exception d'une brève période à Bucarest dans les années cinquante, motivée par le transfert du siège de « La Pirenaica », la Pasionaria vécut essentiellement à Moscou pendant son long exil tandis que la ligne politique du parti se définissait de plus en plus depuis Paris, sous l'impulsion de Santiago Carrillo. Cette situation résulte peut-être d'un manque d'ambition politique de Dolores Ibárruri. Elle n'était pas dépourvue d'énergie mais en réalité, elle n'avait pas eu beaucoup de poids dans la direction du parti. Elle était surtout une grande propagandiste et plus encore le symbole le plus connu, l'icône, du Parti communiste espagnol.

Vers 1950, pourtant, personne au PC ne contestait l'autorité de la Pasionaria, qui était l'objet d'un véritable culte de la personnalité. Elle était, selon la revue du parti, « le chef du parti communiste et du peuple espagnol, par sa fidélité inébranlable à Lénine et à Staline, par sa foi immense dans les forces de la classe ouvrière et du peuple, par son internationalisme prolétarien, par son amour infini pour l'Union soviétique et son glorieux chef le grand Staline » ¹¹.

Fidélité inébranlable, foi immense, amour infini : il est évident que les qualités attribuées à Dolores Ibárruri, comme à tous les vrais communistes, étaient d'origine religieuse. Ceci explique les revers découlant de la mort de Staline en 1953 et la

¹⁰ Les textes de cette série sont conservés aux AHPCE, carton 16.

¹¹ *Nuestra bandera*, mars 1950.

condamnation de ses crimes par Khrouchtchev en 1956. Revers qu'elle n'arriva pas à surmonter car elle ne put jamais admettre que le chef incontesté de la révolution mondiale puisse être responsable de crimes atroces, y compris l'extermination de milliers de communistes sincères, dont elle avait rencontré personnellement un certain nombre.

Celui qui se rendit compte que le mouvement communiste international était entré dans une nouvelle ère fut Santiago Carrillo ; il réussit à imposer une nouvelle ligne politique entre 1956 et 1959 et à se substituer à Dolores Ibárruri comme secrétaire général. Dans un premier temps, elle parut prête à s'opposer à Carrillo, mais à la suite de la dénonciation de Staline par Khrouchtchev, elle accepta la nouvelle ligne du parti. Celle-ci, qui sera rapidement redéfinie comme la ligne de réconciliation nationale, supposait qu'un consensus démocratique pourrait forcer Franco à se retirer par des moyens pacifiques. Cette thèse était en accord avec celle de la coexistence pacifique entre le monde capitaliste et le monde communiste, prônée par Khrouchtchev. A terme, Dolores Ibárruri soutint elle-même cette nouvelle ligne dans les débats au sein de la direction du parti, tandis que Carrillo et ses alliés s'abstinrent de critiquer le culte de la personnalité. Les critiques visèrent plutôt Vicente Uribe, une figure secondaire, censé être le principal responsable des erreurs du passé.

La Pasionaria est une légende dans le mouvement communiste international et au sein du parti espagnol, il est donc compréhensible que Carrillo ait voulu éviter une confrontation ouverte avec elle. Elle-même sut s'adapter et comprit très vite que la direction du parti lui échappait. Pour la récupérer, elle aurait dû se rendre à Paris et y vivre presque dans la clandestinité. En 1959, Carrillo lança la consigne d'une grève générale en Espagne sans la consulter, pour renforcer l'influence du parti à l'intérieur du pays. Cet appel à la grève se solda par un échec et la Pasionaria démissionna de son poste de secrétaire générale. Elle sembla pourtant se résigner assez facilement à la perte du secrétariat général. Se sentait-elle perdue dans un monde où les certitudes staliniennes avaient disparu ? En tout cas, elle accepta sans problème le poste, plutôt honorifique, de président d'un parti dirigé par Carrillo pendant les vingt années suivantes. C'était un statut qu'on pourrait qualifier de très « féminine » : convenant à une vieille dame, proche du statut de reine-mère.

Un poste honorifique

Dans les années soixante, de nombreux hommages lui furent rendus. Les Soviétiques lui octroyèrent un doctorat *honoris causa*, le prix Lénine de la paix et l'Ordre de Lénine, et elle fit des visites officielles en Italie, à Cuba et en Yougoslavie. D'un autre côté, son long exil avait exacerbé ses sentiments patriotiques, comme c'est le cas d'un grand nombre d'exilé(e)s tout au long de l'histoire. Elle ne parvint jamais à parler correctement le russe, même si elle le lisait, car elle se rattachait surtout à la petite colonie espagnole et son grand plaisir restait la lecture de la littérature classique espagnole. La foi dans le destin de l'Espagne, qu'elle, Basque de naissance, rendait compatible avec la reconnaissance de la personnalité différenciée de la Catalogne, de la Galice et du Pays basque, représentait un des éléments essentiels de sa vision du monde. Dans son discours à l'Université de Moscou, lors de l'octroi du doctorat *honoris causa*, elle loua la gloire historique de l'Espagne, un pays qui venait de

résister au fascisme avec le même héroïsme que celui dont il avait faite preuve dans le passé face aux envahisseurs romains et arabes, un pays qui avait donné à la culture universelle une pléiade d'écrivains, d'artistes et d'humanistes.

Fidèle à la ligne de la réconciliation nationale, elle sut l'exprimer avec éloquence en 1962 dans un appel (qui ne fut pas couronné de succès) pour que le régime de Franco n'exécute pas le dirigeant communiste Julián Grimau, condamné pour des faits durant la guerre civile. L'histoire, disait-elle, ne saurait être oubliée, car oublier est trahir, mais il faut la considérer pour ce qu'elle est, l'histoire, et ne pas la convertir en drapeau permanent de lutte fratricide.

L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, que le parti communiste d'Espagne et son secrétaire général Carrillo condamnèrent catégoriquement, fut un moment décisif. Cette condamnation gêna ceux qui, dans le parti, restaient attachés au concept de l'Union soviétique comme patrie du communisme, un concept qu'avait longtemps partagé Dolores Ibárruri, exilée en Russie depuis presque trente ans et dont le seul fils trouva la mort en défendant Stalingrad. Si, avec tout son prestige historique, elle s'était opposée à Carrillo à ce propos, la dissidence aurait été extrêmement forte dans le parti. Mais elle resta fidèle à sa patrie, qu'elle avait quittée pour partir vers l'exil, et au parti dans lequel elle avait milité depuis sa jeunesse. Son appui fut donc important pour Carrillo, qui incitait à ce moment le parti à accepter des principes démocratiques qu'auparavant il dénonçait comme bourgeois.

Pendant les dernières années du régime de Franco, lorsque Carrillo prônait un pacte pour la liberté entre toutes les forces favorables à la démocratie en Espagne, la mythique Pasionaria, qui approchait alors des quatre-vingts ans, intervint dans plusieurs meetings rassemblant les militants et les sympathisants de l'exil, dans les environs de Paris en 1971, à Genève en 1974 et à Rome en 1975.

Avec la vieillesse, son exil devenait de plus en plus triste. Il y avait de moins en moins d'Espagnols en Russie, car beaucoup d'entre eux étaient retournés en Espagne avant la fin de la dictature. Elle se sentait isolée à Moscou, même si les autorités soviétiques continuaient à la respecter, malgré le refroidissement des relations entre les deux partis depuis 1968. L'âge se faisait sentir. Sa capacité intellectuelle se détériorait peu à peu et elle demeurait ancrée dans le passé. Au meeting de Rome, elle fit une référence élogieuse à l'ETA qui ne plut pas aux dirigeants de son parti, partisans d'une transition pacifique vers la démocratie.

Sa longévité lui octroya cependant une dernière consolation que peu d'exilé(e)s espagnol(e)s de 1939 eurent la chance de connaître. En mai 1977, elle retourna en Espagne. Juste à temps pour être élue députée lors des premières élections de la nouvelle Espagne démocratique. Née en 1895, elle meurt à Madrid en 1989, deux jours après la chute du mur de Berlin. Elle mourait en même temps que la concrétisation de l'utopie à laquelle elle avait dédié toute sa vie.

Emigrées économiques ou exilées politiques espagnoles ?

Une frontière difficile à établir *

Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA

Migrations politiques et économiques de femmes au XX^e siècle

Des années trente à l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, les migrations de femmes vers l'étranger sont liées aux exodes migratoires qui se sont produits à partir de la Guerre civile : l'exil républicain d'abord, l'émigration économique de la fin des années cinquante au milieu des années soixante-dix ensuite. Au-delà des déplacements massifs vers l'étranger de républicaines vaincues dans la guerre civile, le départ de réfugiées qui fuyaient la répression politique du franquisme tardif continua tout au long de la dictature, mais avec moins d'intensité. Ainsi certains pays comme la Belgique, l'Angleterre, la France, l'Union soviétique ou le Mexique accueillirent celles qu'on appelait les *Niñas de la Guerra* ¹. Cependant, les exilées républicaines ne sont pas les seules femmes à avoir quitté l'Espagne pour des raisons politiques ². Aux exodes migratoires antérieurs, il faut ajouter les émigrées de deuxième génération,

* Ce texte fait partie du programme d'activités du Centre de documentation de l'émigration espagnole (CDEE), de la Fondation 1^o de mayo, en 2007. Ce programme a bénéficié du soutien de la direction générale de l'Emigration du ministère du Travail et des Affaires sociales d'Espagne.

¹ *Les petites filles de la guerre*, enfants provenant des zones républicaines, souvent basques, évacuées pour leur éviter les bombardements et les violences directes des combats (note de la traductrice).

² Sur l'exil républicain : A. ALTED, *La voz de los vencidos : el exilio republicano de 1939*, Madrid, Aguilar, 2005. Sur les enfants de la guerre : E. LABAJOS et F. VITORIA *Los niños españoles refugiados en Bélgica (1936-1939)*, Valencia, Asociación de Niños de la Guerra, 1997 (l'ouvrage existe aussi en français et en néerlandais) ; A. ALTED *et al.*, *Los niños de la guerra de España en la Unión Soviética. De la evacuación al retorno*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 1999.

nées en Espagne et amenées en vertu du regroupement familial par leurs parents vers les pays d'accueil ; ou bien nées dans les pays européens demandeurs de main-d'œuvre espagnole.

A ce propos, nous nous référerons à un débat qui s'est tenu tant au niveau académique que parmi les acteurs eux-mêmes. Ce débat oppose traditionnellement l'émigration politique et économique comme des réalités totalement différentes. Cette opposition émane de l'idée préconçue des valeurs qu'on leur assigne. De sorte que l'exil politique espagnol seul représenterait des valeurs positives, comme la lutte pour la démocratie et la culture de la Seconde République espagnole. A l'inverse, l'émigration économique est associée à des valeurs négatives, comme l'inculture, la pauvreté et le franquisme ³.

Au niveau des protagonistes, le débat se prolonge dans l'idée que les réfugiés politiques et leurs enfants étaient davantage respectés en France que les émigrés économiques. Cette idée est liée aux avantages que la convention de Genève de 1951 accordait aux premiers ⁴.

La ligne de démarcation entre émigrées économiques et exilées politiques est floue car des émigrées économiques se politisent dans l'émigration. Ainsi les ouvrières italiennes et espagnoles ont activement participé à la grande grève de la FN en 1966 pour l'égalité des salaires. Ici, une manifestation de soutien des Femmes prévoyantes socialistes, le 7 avril 1966 (cliché FPS, Bruxelles).

³ J. BABIANO et A. FERNÁNDEZ ASPERILLA « Algo más que trabajo, algo más que ahorro : emigración española a Europa », *De la España que emigra a la España que acoge*, Madrid, Fundación Francisco Largo Caballero, 2006, p. 351-365.

⁴ En ce qui concerne l'obtention de la nationalité, du permis de résidence et de travail : G. DREYFUS ARMAND, « Les Républicains espagnols en France : Réfugiés, Exilés ? », F. DEVOTO et P. GONZALES BERNALDO, *Emigration politique. Une perspective comparative. Italiens et Espagnols en Argentine et en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 234-247.

En Belgique aussi, cette question est complexe car des émigrées économiques se firent passer pour des réfugiées politiques afin d'accéder plus facilement à un emploi ou à un permis de séjour... D'un autre côté, pendant les vagues de grèves qui secouèrent les mines des Asturies pendant les années soixante, de nombreuses femmes quittèrent l'Espagne pour la Belgique et y furent perçues comme des « économiques » mais elles étaient bien des victimes directes de la dictature. Elles avaient subi, comme ce fut le cas pour Ana Sirgo Suarez et Ana Rivera, la torture, les insultes, les interrogatoires policiers, la détention, la surveillance, les contrôles policiers, les assignations à résidence. Elles avaient parfois eu la tête rasée. D'autres fuyaient l'Espagne pour rejoindre à l'étranger leur mari, mineur victime de représailles pour avoir participé aux protestations ⁵.

La difficulté à établir une frontière bien définie entre les émigrées politiques et économiques est due au caractère répressif du régime franquiste, à sa longue durée et à la prolongation de l'émigration économique après la fin du régime. Ainsi, à la mort du général Franco, qui mettait fin à la cause du maintien des réfugiées politiques hors de leur pays, elles ont – logiquement – perdu leur statut d'exilées mais ne sont pas toutes retournées immédiatement en Espagne pour autant. A partir des années 1980, et surtout après l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, il leur est arrivé la même chose qu'aux émigrées économiques, à savoir que le gouvernement socialiste les a considérées comme de simples *résidentes espagnoles à l'étranger*. Cette nouvelle appellation leur semblait bizarre, en contradiction totale avec l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes ⁶. Récemment, l'appellation a changé à nouveau, à la suite de l'approbation en 2006 du *Estatuto de la Ciudadanía en el Exterior* ⁷.

Si le statut légal ou juridique que les gouvernements des pays d'origine ou d'accueil accordent aux migrantes est une chose, la perception subjective des actrices, liée à leur propre projet migratoire et aux circonstances historiques dans lesquelles a eu lieu leur départ dans le passé, en est une autre.

Ces deux derniers facteurs – le projet migratoire et les circonstances historiques – contribuent à la formation d'une identité qui acquiert un caractère plus stable que le statut juridique. Un exemple concret aidera à illustrer cette réalité mouvante. L'Espagnole F.M. a traversé clandestinement la frontière en 1948, après sa libération de la prison madrilène de Ventas. Son parcours libertaire au sein de la CNT (Confédération nationale du Travail, syndicat anarchiste) et chez les Femmes antifascistes, pendant la guerre civile, a cédé le pas à un militantisme politique au PCE (Parti communiste espagnol), qui coïncide avec l'étape de l'exil. Elle sera également déléguée syndicale de la CGT (Confédération générale du Travail, syndicat d'obédience communiste) en France. Mais en même temps, sa présence à la tête d'organisations comme *Iberia Cultura* ou la *Fédération d'associations et de centres d'émigrés espagnols en France*

⁵ J. BABIANO, J.A. DE MINGO, M. MUÑOZ, *Mujeres, cárceles y exilio. Memoria del antifranquismo. Catálogo*, Madrid, Archivo de Historia del Trabajo, Fundación 1º de Mayo, 2006.

⁶ Statut de la citoyenneté à l'extérieur (NdT).

⁷ Elles constataient que la nouvelle dénomination ne se traduisait par aucun avantage tangible et qu'elles se heurtaient aux mêmes problèmes dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine.

fera d'elle une référence pour l'ensemble de la colonie espagnole, surtout parmi les émigrés économiques de l'Hexagone. Néanmoins, on considère F. M. avant tout comme une réfugiée politique ⁸.

La persécution des opposants au régime fut une caractéristique essentielle de la dictature franquiste, au point que l'émigration politique ne peut se limiter exclusivement à l'exil de 1939. Le franquisme a poursuivi la dissidence politique et sociale de façon permanente, par le biais de différentes institutions. Pour cette raison, bien qu'à partir de 1959 les raisons économiques aient prévalu dans les départs d'Espagnols à l'étranger, le flux de dissidents qui fuyaient la répression d'organismes tels que le Tribunal de l'Ordre public (TOP) créé en 1963, ne s'est pas arrêté. Deux exemples illustrent le caractère politique de la fuite de femmes qui ont abandonné l'Espagne dans les années soixante-soixante-dix. Le premier cas est celui de P.F. Condamnée par le TOP à six ans de prison pour détention de propagande illégale, elle passe la frontière avec de faux papiers, quelques mois seulement avant la mort du général Franco. Elle évite ainsi son incarcération et commence un long parcours migratoire à Paris ⁹.

Par ailleurs, afin de la protéger des poursuites policières auxquelles elle était soumise à cause de son activisme militant, à l'occasion des mobilisations dans les bassins miniers des Asturies dans les années soixante, le PCE envoya Ana Sirgo à Paris pendant deux ans. Bien que le parti lui ait interdit de revenir en Espagne, elle décida toutefois d'y retourner et, accusée de rébellion, elle y fut immédiatement mise en prison.

Le problème pour différencier les migrations politiques et économiques pendant le franquisme réside autant dans la superposition chronologique des deux phénomènes que dans le fait que les causes qui ont provoqué ces migrations sont bien souvent imbriquées. Surtout lorsque les départs n'eurent pas lieu immédiatement après la guerre, les frontières entre causes politiques et économiques s'estompent. Certaines migrations, apparemment économiques, cachent la décision d'abandonner un milieu devenu incommode à cause de l'appartenance à une famille de vaincus, même si la personne en question n'est pas une victime directe de la répression. De même, les migrations féminines pour des motifs économiques demeurent également ambiguës dans la mesure où certaines de ces femmes se sont politisées dans l'émigration et converties en militantes antifranquistes. Leur activité contre la dictature a alors ressemblé à celle des réfugiées politiques ou à celle des militants de partis politiques clandestins. Ces émigrées économiques s'exposaient ainsi à des dangers et des conséquences identiques, alors qu'elles ne recevaient pas la reconnaissance symbolique attribuée aux exilées politiques.

⁸ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA et C. LOMAS LARA, « Francisca Merchán, una vida de exilio y emigración », *Dez eme*, 4, 2000, p. 70-72.

⁹ Concernant celle qui, de réfugiée politique, se transforma en réfugiée économique, voir A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mujeres, emigración española y asociacionismo étnico (París en la segunda mitad del siglo XX)*, Madrid, Fundación 1º de Mayo, Document de travail, 3/2006.

Eléments pour une étude comparative des migrations féminines politiques et économiques pendant le franquisme

Au-delà des motifs de départ et de la chronologie, si l'on veut caractériser les migrations féminines espagnoles de nature politique ou économique de la seconde moitié du XX^e siècle, il faut considérer d'autres facteurs.

En premier lieu, les caractéristiques du départ. Le départ représentait à la fois la possibilité d'une amélioration économique, une aventure et une « mode ». Dans les années soixante, *tout le monde partait à l'étranger*. C'était une chose normale, qui n'était pas socialement déconsidérée. La dictature renforçait cette vision optimiste à travers son discours : émigrer constituait un droit individuel ainsi qu'une opportunité pour les peuples, tant celui d'origine que celui d'accueil. Les émigrées économiques pensaient qu'elles amélioreraient leurs conditions de travail, qu'elles économiseraient et rentreraient ensuite en Espagne avec un pécule qui leur permettrait de s'acheter un logement. En outre, l'émigration leur donnait la possibilité de vivre des expériences d'émancipation. Enfin, elles pouvaient planifier leur propre stratégie migratoire, y compris leur départ.

En revanche, pour les réfugiées, le départ avait essentiellement des aspects négatifs, surtout si elles portaient à la fin de la guerre ou si elles fuyaient par la suite une condamnation à une peine d'emprisonnement. Le départ des réfugiées politiques était forcé, pressé, urgent. Il devenait l'unique alternative possible lorsque pesait sur elles la menace de la prison ou le danger de perdre la vie.

Un deuxième élément de comparaison réside dans l'attitude à l'égard du retour, qu'on imaginait rapide au moment du départ, mais qui a été différé bien plus tard que prévu. Les émigrées économiques projetaient de rentrer à un moment déterminé, le temps de réunir quelques économies ; les émigrées politiques, à une date incertaine, qui coïnciderait avec la chute de la dictature. La différence réside donc dans la nature des obstacles qui ont retardé le retour. Ils étaient de nature économique pour les unes, ce qui autorisait certaines marges de manœuvre à leurs décisions individuelles ; pour les secondes, les obstacles étaient des contraintes politiques évidentes, impossibles à esquiver sous peine de risquer sa vie ou sa liberté ¹⁰.

À la fin de la dictature, la disparition des obstacles politiques qui empêchaient le retour des exilées estompe les frontières entre émigration politique et économique. Le seul frein pour retourner est alors de nature plutôt économique : l'absence de logement, l'absence d'emploi dans la société d'origine ou l'insuffisance de ressources matérielles, qui les affectait toutes de la même manière ¹¹.

¹⁰ On dit que chaque année les Espagnols à l'étranger portaient un toast à la fin de l'exil et à la chute de la dictature. Sur le projet migratoire des émigrées économiques et sur leurs stratégies familiales : A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, « Estrategias migratorias. Notas a partir del proceso de la emigración española en Europa (1959-2000) », *Migraciones & Exilios*, 1, 2000, p. 67-97.

¹¹ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, « ¡Que treinta años no es nada...! Entre la exclusión y la fragilidad social : los emigrantes españoles de tercera edad retornados », U. MARTÍNEZ VEIGA, *Situaciones de exclusión de los emigrantes españoles ancianos en Europa*, Paris, Faceef, 2000, p. 217-265. Au sujet des difficultés de ceux qui étaient rentrés à trouver un emploi dans leur pays d'origine : A. FERNÁNDEZ ASPERILLA et C. LOMAS LARA, « Emigración económica y vida

A partir de ces constatations, nous pouvons déduire qu'objectivement il n'existe pas d'identités statiques : elles se modifient en fonction des circonstances historiques, de sorte que les réfugiées peuvent devenir des émigrées économiques et que – vice-versa – ces dernières se sont politisées et sont parfois devenues des militantes antifranquistes. Si elles repassaient la frontière espagnole, elles couraient alors les mêmes risques, comme la détention ou des interrogatoires. Par la suite, ces deux catégories de femmes – émigrées politiques et économiques – se transformèrent dans les années quatre-vingt en *residentes españolas à l'étranger*. Dans aucun des deux cas, l'identification avec cette nouvelle dénomination, que leur octroyait le gouvernement espagnol, ne s'est produite. En effet, l'identité propre, qui détermine les conditions de départ et le projet migratoire, reste plus stable dans le temps que les étiquettes juridiques changeantes attribuées aux individus par les gouvernements.

Un troisième élément pour l'analyse des migrations féminines dans la seconde moitié du XX^e siècle est le discours politique. Même si le franquisme a maintenu une rhétorique qui valorisait positivement l'émigration en général, les réfugiées économiques ont subi un discours moral qui prétendait exercer sur elle un contrôle et les maintenir dans une situation subordonnée. C'était un discours de « prophylaxie » visant à éviter l'émigration des femmes. Le discours insistait sur la faiblesse féminine face aux dangers auxquels seraient confrontées les jeunes femmes : leur chute possible dans les réseaux de traite des blanches ; le risque de se sentir attirées par la vie facile de la prostitution ou d'embrasser les coutumes de la société d'accueil en oubliant le *nacionalcatolicismo*¹². Face à ce discours, les réfugiées politiques pouvaient compter sur une culture critique, bien que, comme les autres, elles étaient aussi l'objet d'un contrôle social fort qu'exerçaient les hommes et les femmes plus âgés dans les organisations antifranquistes¹³.

En quatrième lieu, la comparaison peut porter sur l'expérience d'organisation préalable au départ. L'émigration donna la possibilité aux émigrées économiques d'acquérir une culture et une expérience politiques qui leur manquaient, surtout au départ de leur participation à des associations de nature ethnique. Au contraire, pour les réfugiées politiques, militer dans les associations représentait la poursuite d'un style de vie qu'elles avaient déjà pratiqué dans leur pays d'origine, même si désormais elles le faisaient dans un contexte démocratique.

Un cinquième élément de comparaison entre exilées et émigrées économiques, lié au précédent, concerne les appuis dont elles purent profiter. Tandis que les exilées politiques pouvaient compter dans les pays d'accueil sur l'aide des organisations de gauche, les émigrées économiques ne purent pas en profiter *a priori* et durent se contenter de l'appui des réseaux de compatriotes¹⁴. Avec le temps, les réfugiées

laboral : la correspondencia como fuente de documentación histórica », *OFRIM, Suplementos*, 8, 2001, p. 91-101.

¹² C'est-à-dire la doctrine politico-religieuse qui soutenait le franquisme (NdT).

¹³ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, « Endoctrinement ou formation ? Les émigrantes espagnoles, le travail et la qualification professionnelle vers le milieu du XX^e siècle », *Sextant*, 21-22, 2004, p. 185-220.

¹⁴ J. BABIANO, « Les émigrants espagnols en France : associationnisme et identité culturelle », *Migrance*, 21, 2002, p. 80-92.

économiques eurent accès aux mêmes réseaux, avec l'aide de réfugiées espagnoles et dans la mesure où elles s'intégraient aux pays d'accueil. Par exemple, à Paris, le contact entre les exilées politiques et les émigrées économiques par le biais du mouvement associatif facilita la relation des secondes avec les syndicats français. Les exilées espagnoles s'impliquèrent dans les permanences syndicales créées par la CGT pour s'occuper des problèmes de leurs compatriotes employées comme domestiques. Ainsi, le dispensaire médical Cervantès, toujours à Paris, s'occupait autant des exilées que des émigrées économiques. Ces réseaux de soutien émergèrent parce qu'en général la protection de l'administration, franquiste, à travers l'Instituto Español de Emigración ou des organisations de l'Eglise catholique, était faible pour les émigrées économiques et nulle pour les émigrées politiques.

Un sixième point de comparaison réside dans le développement de la carrière professionnelle des « politiques » et des « économiques ». Il y a en réalité nombre de similitudes entre les carrières professionnelles des exilées et des émigrées économiques espagnoles en Europe. En général, elles prodiguèrent des soins aux personnes, furent actives comme domestiques et comme salariées. Tout au long de leur vie professionnelle, elles ne connurent pas de forte ascension sociale, mais plutôt une mobilité de type horizontal qui se manifesta par de fréquents changements d'employeur.

Il existe également des coïncidences relatives aux secteurs dans lesquels elles trouvaient de l'emploi, principalement le service domestique, le textile, l'hôtellerie ou l'industrie ¹⁵. A l'exception d'un petit groupe de réfugiées qui a pu accéder au Mexique à des emplois plus qualifiés, c'est la figure de la ménagère se consacrant à des tâches de couture qui prédomine, comme manière traditionnelle de gagner sa vie ou d'accroître les revenus du foyer – surtout s'il s'agissait de femmes mûres et mères de famille. Parmi les femmes plus jeunes et célibataires, il était plus courant de travailler dans le commerce ou dans des bureaux ¹⁶.

Un autre emploi parmi ceux auxquels accédèrent les émigrées économiques en Europe fut, mais de manière minoritaire, celui d'assistantes sociales. Soit dans les structures des organisations créées par le mouvement associatif lui-même, comme par exemple dans le Centre de contacts suisses-immigrés de Genève ¹⁷, soit parce que l'Institut espagnol de l'émigration, à travers sa section féminine, avait accordé des bourses pour la formation de femmes émigrantes comme assistantes sociales, qui couvriraient par la suite les besoins de la colonie espagnole à l'étranger ¹⁸. Mais ce type d'emploi fut très minoritaire. En revanche, c'est le travail non qualifié dans le

¹⁵ Sur le travail des émigrées économiques : A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, « Las Migraciones femeninas al exterior durante el franquismo », XIII Encuentro de Historia de las Mujeres (Barcelona 19-21 octobre 2006), DVD ; A. FERNÁNDEZ ASPERILLA et C. LOMAS LARA, « Condición, trabajo e xénero na emigración española dos anos sesenta », *Dez Eme*, 4, 2001, p. 70-72.

¹⁶ P. DOMÍNGUEZ, « La representación fotográfica de las exiliadas españolas en México », *Migraciones & Exilios*, 4, 2003, p. 57-61.

¹⁷ « Pilar Ayuso militante immigrée », *Un visage, une voix, une vie*, Plans-Fixes, Films.

¹⁸ Centre de documentation de l'émigration espagnole, Archives du Centre espagnol de Thonon-les-Bains.

service domestique, le nettoyage des bâtiments, le textile, l'hôtellerie ou l'industrie à la chaîne qui prévalut.

L'activité politique des émigrées économiques dans les associations ethniques

Dans la suite de cet article, nous nous concentrerons moins sur les éléments divergents que sur les éléments convergents entre les deux groupes et, concrètement, sur la participation des femmes émigrées économiques aux activités antifranquistes qui se sont déployées à l'étranger pendant la dictature franquiste. A ce propos il faut signaler que les intérêts politiques des deux groupes étaient davantage tournés vers l'Espagne que vers les sociétés d'accueil. Pour les émigrées économiques, cela explique pourquoi le projet migratoire de la plupart d'entre elles comprenait le retour le plus rapide possible dans leur pays d'origine. Pour les réfugiées leur intérêt politique pour l'Espagne était évident puisque leur retour dépendait de la fin de la dictature. Pour cela, elles combattaient le régime avec différents moyens, y compris le mouvement associatif sur lequel elles tentaient d'exercer une influence idéologique. Mais malgré leur intérêt pour la vie publique espagnole, leur participation aux partis clandestins fut en général limitée. A l'exception de quelques figures féminines isolées, comme Dolores Ibarruri ou Federica Montseny, les partis représentaient un espace très masculin où la militance des hommes n'était possible que parce que les femmes se chargeaient de résoudre les problèmes de la vie quotidienne ¹⁹. En revanche, dans les organisations ethniques, les émigrées économiques furent politiquement plus actives puisqu'elles se sentaient plus proches de leurs objectifs que de ceux des partis. Tandis que les partis se conformaient à une situation politique précédente dans laquelle les femmes n'avaient pas été intégrées. A l'inverse, les centres d'émigrés reflétaient une nouvelle réalité, engendrée dans les sociétés d'accueil par la présence en leur sein des femmes émigrées économiques. C'étaient des instruments plus proches d'elles, composés à leur image et à leur ressemblance. De plus, ils étaient légaux, ce qui constituait pour elles un avantage par rapport à la clandestinité des partis politiques ²⁰.

L'activité antifranquiste des émigrées économiques n'eut pas un caractère individuel mais collectif. Elle se canalisa surtout à travers les organisations ethniques que la gauche espagnole avait impulsées. Leur création répondait à divers objectifs : en premier lieu, il s'agissait d'utiliser ces associations comme un instrument pour politiser la main-d'œuvre qui, démobilisée par l'action de la dictature, avait été « expulsée » par le régime vers les capitales européennes. Deuxièmement, les associations constituèrent un mécanisme de financement des partis politiques hors d'Espagne. Troisièmement, elles furent un moyen de dénonciation internationale

¹⁹ Comme le reconnaissent plusieurs activistes politiques dans leurs témoignages autobiographiques : M. AZCÁRATE, *Derrotas y esperanzas. La República, la guerra y la resistencia*, Barcelone, Tusquets, 1994. Aussi L. SEMPRUN, *Autobiografía de Federico Sánchez*, Barcelone, Booklet, 1977.

²⁰ De fait, les organisations ethniques étaient des plateformes à partir desquelles elles pouvaient lutter pour un meilleur avenir pour leurs enfants. C'est-à-dire que c'étaient des instruments qui les aidaient dans les sociétés d'accueil à améliorer le bien-être de leur famille sans prendre de grands risques.

contre la dictature franquiste. Enfin, elles assurèrent la solidarité avec les prisonniers politiques et leur famille.

Inversement, les centres d'émigrés impulsés par l'Eglise et l'administration espagnole favorisaient l'identification des femmes émigrées avec la dictature et le *nacionalcatolicismo*.

Nous nous centrerons sur deux aspects dans lesquels les femmes émigrées économiques se sont particulièrement distinguées en contribuant à la lutte antifranquiste : la solidarité avec les prisonniers et la dénonciation internationale de la dictature.

Les organisations d'émigrés patronnées par la gauche furent un espace de rencontre entre les femmes réfugiées politiques et émigrées économiques. Dans ces organisations, la participation des femmes était limitée aux fonctions considérées comme de second ordre. C'est-à-dire qu'elles n'assumaient pas de poste de direction. Les hommes exerçaient les responsabilités les plus importantes, comme la présidence de l'association, son organisation, la gestion de ses finances et ses relations vers l'extérieur ; les femmes étaient confinées dans les domaines considérés comme moins importants et traditionnellement féminins, comme l'éducation, la jeunesse, la culture ou les contacts avec les autres femmes. Comme dans les partis politiques, l'accès à des charges plus prestigieuses et de pouvoir leur était fermé. La prédominance de la culture de la masculinité les reléguait dans des postes subordonnés au sein des associations ²¹.

D'autre part, elles-mêmes ne se sentaient pas suffisamment sûres d'elles pour affronter la scène publique, étant donné le discours dominant qui leur réservait les postes subalternes. Leur formation, souvent insuffisante, ne contribuait pas non plus à nourrir leur aspiration à occuper des positions plus influentes. Bien que leur situation professionnelle ne fût pas très différente de celle des hommes, le type d'emploi qu'elles occupaient ne les encourageait pas à s'impliquer davantage dans la société d'accueil. Dans leur majorité elles étaient gouvernantes, bonnes d'enfants, concierges ou femmes de ménage. En définitive, elles occupaient des emplois qui ne favorisaient pas la socialisation et l'apprentissage dans la société d'accueil. Elles se trouvaient dans une espèce de bulle qui les maintenait enfermées dans les espaces privés, tandis que le travail des hommes, dans la construction ou l'industrie, leur offrait des possibilités plus importantes d'échange avec la société d'accueil.

Un autre facteur qui limitait leur accès à des fonctions de direction dans les associations, par rapport aux hommes, résidait dans le fait qu'elles assumaient à la fois le travail salarié, le travail domestique et l'éducation des enfants. Les réfugiées étaient – nous l'avons vu – confrontées aux mêmes difficultés pour participer à la sphère publique.

Cependant, malgré ces obstacles, c'est bien à travers le mouvement associatif que les émigrées économiques se sont conscientisées et ont lutté contre la dictature franquiste. L'intensité de leur politisation fut variable mais constitue sans aucun

²¹ Sur la culture de la masculinité pendant le franquisme et sa genèse : M. VINCENT, « La reafirmación de la masculinidad en la cruzada franquista », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 28, 2006, p. 135-151.

doute un élément qui les rapproche des réfugiés politiques. Elles étaient organisées en comités féminins des partis – comme c’est le cas pour le PCE – ou en commissions de solidarité comme c’est le cas pour les clubs Garcia Lorca de Bruxelles et Liège, Iberia culture ou le club Mariana Pineda de Genève, qui secouraient économiquement les femmes des syndicalistes emprisonnés en Espagne. Ce ne sont là que des exemples parmi bien d’autres et qui se multiplièrent dans les pays européens où affluait la main-d’œuvre espagnole. Ainsi ce sont les femmes émigrées qui se chargeaient d’organiser des tombolas et des collectes, de récolter des fonds par la vente de presse, de cartes de soutien, de nourriture, de répartir la propagande, etc.

Le club Garcia Lorca de Bruxelles ne se borne pas à confectionner des pâtisseries (ici, les traditionnels « *churros* ») mais il organise aussi des collectes en faveur des détenus espagnols et leur envoie des colis (cliché Centro de Documentación de la Emigración Española, Madrid).

Le comité de femmes du club Garcia Lorca de Bruxelles était expressément voué à la récolte des fonds et à l’envoi de paquets en Espagne, il gérât également les envois d’argent aux familles des prisonniers politiques. Cette solidarité avec les prisonniers était particulièrement visible à deux moments de l’année : le premier était la Noël, quand on organisait des campagnes en faveur des détenus. En ce moment de fête, on leur envoyait des paquets individualisés qui contenaient de petites sommes d’argent et des produits de consommation. Les femmes parrainaient certains prisonniers avec lesquels elles maintenaient une correspondance et auxquels elles envoyaient de petites aides financières. En réalité, ces parrainages n’étaient pas neufs puisque, déjà pendant la guerre civile, les femmes avaient été marraines de guerre de soldats au front. Elles tâchaient ainsi de maintenir leur moral ²².

La deuxième occasion de manifester leur solidarité de femmes avec les détenus et leur famille se concrétisait à l’occasion du 8 mars. Ce jour-là, le club Garcia Lorca de Bruxelles célébrait la fête de la femme travailleuse. Une des activités consistait à

²² M. NASH, *Rojas. Las mujeres republicanas en la guerra civil*, Madrid, Taurus, 2006.

exposer les chèques remis à des familles de détenus pour que les donateurs puissent vérifier que leur argent était bien arrivé aux destinataires. On peut observer un bon exemple de ce que signifiait cet effort en lisant le témoignage de remerciement envoyé par l'épouse d'un prisonnier politique. Elle précise qu'elle a employé l'argent envoyé par le club Garcia Lorca de Bruxelles pour acheter quatre-vingts morceaux de viande qui ont amélioré pendant une journée l'alimentation des détenus politiques de la prison de Ségovie : « Cela pourra-t-il apparaître à certains comme un luxe ? Je ne le pense pas quand le « provisoire » – ici, la détention – dure presque toute une vie, comme dans le cas de mon mari qui est déjà emprisonné depuis vingt-quatre ans, de même que tant de camarades basques, condamnés à des centaines d'années de prison, ce dont l'idée seule suffirait à mener au désespoir. Malgré cela, je vous remercie de nouveau car si la crise économique est dure ici, je sais que vous aussi vous en subissez les conséquences et pour cela votre sacrifice en est d'autant plus grand. Je vous embrasse bien fort » ²³.

D'autres formes d'opposition des femmes à la dictature depuis l'étranger consistèrent à recueillir des signatures contre la politique répressive du régime et à participer à des manifestations antifranquistes, à des protestations devant l'ambassade ou le consulat d'Espagne. Elles soutinrent de nombreuses formes de protestations contre le gouvernement espagnol, comme on peut le voir de manière évidente sur des photos des années 1960 et 1970 provenant de différentes villes européennes. Ces photos montrent des groupes espagnols parcourant les rues de Bruxelles, Liège, Paris, Marseille, Genève, Francfort, etc. On y voit des femmes en cortège de manifestantes, accompagnées parfois de jeunes enfants, poussant même devant elles des landaus. Souvent, ce sont elles ou les enfants qui portent les pancartes et qui s'avancent au premier rang. Une analyse des slogans figurant sur ces pancartes permet de connaître leur attitude face au régime franquiste et de les identifier comme émigrantes économiques. Les slogans dénoncent la répression politique de la dictature, demandent sa fin, et l'amnistie. Ils posent la question de l'absence de droits syndicaux en Espagne, condamnent le comportement du syndicat corporatiste, revendiquent la fin de la dictature et son remplacement par un système démocratique. En outre, les pancartes n'occultent pas leur condition d'émigrées.

Nous transcrivons ci-dessous textuellement ce qu'on peut lire sur les pancartes d'une manifestation à Bruxelles, en avril 1963, à la tête de laquelle se trouvaient des femmes et des enfants réclamant la liberté pour Julian Grimau, communiste arrêté près de vingt-cinq ans après la fin de la guerre civile : « « Liberté pour Grimau (...) Amnistía (...) Franco asesino (...) libertad (...) Los emigrados españoles en Alemania por la democracia en España » ²⁴.

Lors de la campagne internationale de protestation contre l'exécution de Julian Grimau, les femmes espagnoles se trouvent avec leurs enfants au premier plan devant

²³ Cité par A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica*, Fundación 1º de Mayo, 2006, p. 127.

²⁴ S. ALBA, J. BABIANO, A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Miradas de emigrantes. Imágenes de la vida y la cultura de la emigración española en Europa en el siglo XX*, Madrid, Fundación 1º de Mayo, 2004, p. 127.

le monument qui rappelle à Bruxelles l'exécution de Francisco Ferrer ²⁵. Elles participent à la manifestation contre la condamnation à mort du prisonnier. Le choix du lieu établit forcément un parallélisme historique entre le procès de Grimaud et celui de Ferrer au début du XX^e siècle. Ferrer, accusé injustement d'être l'instigateur de la semaine tragique de Barcelone, fut exécuté sous la monarchie d'Alphonse XIII ²⁶. Un drapeau républicain déployé à côté du monument constitue un autre signe de ralliement des manifestants à la Seconde république.

Manifestation en faveur du dirigeant communiste Julian Grimaud. Son procès, très médiatisé, souleva une vive émotion et de nombreuses réactions en Europe et en Amérique latine. Condamné, il fut fusillé. Ici, lors de la manifestation à Bruxelles en avril 1963, au premier rang : des femmes et leurs enfants (cliché Centro de Documentación de la Emigración Española, Madrid).

Comme dans le cas de Francisco Ferrer, le procès et l'exécution de Julian Grimaud sont des moments où apparaît de la manière la plus évidente sur le plan international le manque de garanties que la justice espagnole accordait à ses prisonniers politiques. En particulier en Belgique, l'information sur la situation du système carcéral espagnol avait mis en évidence ses déficiences depuis les années soixante : faible fiabilité du système étatique, isolement des prisonniers, arbitraire avec lequel ils étaient traités,

²⁵ Cette photo figure dans A. FERNANDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes...*, op. cit., p. 97.

²⁶ Sur le procès Ferrer : J. AVILES, *Francisco Ferrer y Guardia. Pedagogo, anarquista y mártir*, Madrid, Marcial Pons Ediciones, 2006.

absence de garanties lors des jugements, retards de procédure et pratique de la torture ²⁷.

Sur une autre photo, prise cette fois à Liège, un groupe de six personnes se détache ; trois d'entre elles sont des femmes qui occupent à nouveau une place centrale. Le défilé revêt un caractère funéraire, accentué par les fleurs que portent à la main certains participants et par les messages des pancartes : « *Grimau, el fascismo te ha asesinado (...) pero tu pueblo seguirá tu lucha, lo juramos* » ²⁸.

D'autres images de Liège montrent un groupe important de manifestants devant une grande photo de Julian Grimau en arrière-plan. Certains cachent leur visage pour éviter d'être identifiés et prévenir ainsi de possibles représailles lors de leur retour en Espagne pendant les vacances ; d'autres observent fixement le photographe, dont des femmes qui, sans se cacher, défient des yeux l'appareil photographique.

Sur d'autres photographies, on voit qu'à Zurich les émigrées économiques dénoncent sur une pancarte tenue par plusieurs femmes la répression exercée par la dictature contre Celestina Perez : « *Vivan las mujeres de España. Tina a tusj... Asesinosj No los olvidamos pagarán sus crímenes !* » ²⁹. Au milieu des messages, un dessin représente la torture exercée par un *gardia civil* qui frappe Tina de son fusil. Tina Perez avait été emprisonnée et torturée pour avoir participé à l'organisation de la solidarité lors des grèves des mineurs asturiens des années soixante.

Au début des années soixante, sur une autre photo, une femme, Ana Bayon, avance en souriant dans une manifestation à Bruxelles. Elle pousse un landau dans lequel un bébé d'à peine un an tourne la tête pour fixer l'objectif. À côté d'eux, on voit une jeune adolescente et, entre elles, une grande pancarte où on peut lire : « Assez de crimes en Espagne *j Basta de crímenes en España !* ».

Les photos des années soixante montrant des femmes poussant des landaus ne sont pas rares. Sur une photo du défilé du premier mai dans les rues de Bruxelles, on observe de nombreux enfants tenant la main de leurs parents, mais aussi deux femmes avec une poussette. On peut lire sur les calicots de cette manifestation des allusions à la liberté syndicale en Espagne et des slogans en faveur des commissions ouvrières ³⁰. De même, une photo d'une manifestation de protestation devant le consulat d'Espagne à Francfort en 1965 montre deux femmes couvertes de gros manteaux qui poussent le landau d'un tout petit bébé, avec sa sucette en bouche. Une de ces deux femmes tient dans l'autre main une pancarte sur laquelle on peut lire : « *Protesto por las injusticias en España* » ³¹. Toujours à Francfort, un groupe de cinq jeunes femmes pose devant une pancarte : « *Jovenes todos contra Franco* » ³². En 1976, sur une grande pancarte

²⁷ R. VINYES, *Irredentas, las presas políticas y sus hijos en la cárceles de Franco*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, p. 32-47.

²⁸ « Grimau, le fascisme t'a assassiné (...) mais ton peuple continuera ta lutte, nous le jurons » (NdT) : A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes...*, op. cit., p. 96.

²⁹ « Vivent les femmes d'Espagne. Tina, nous n'oublions pas tes assassins. Ils paieront leurs crimes ! » (NdT) : S. ALBA, J. BABIANO, A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Miradas de emigrantes...*, p. 128, 135.

³⁰ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes...*, p. 112, 110.

³¹ « Je proteste contre les injustices en Espagne » (NdT).

³² « Jeunes, tous contre Franco » (NdT).

tenue par un groupe de femmes espagnoles qui défile dans les rues de Berne, on peut lire : « *La emigración española exige amnistia para los presos politicos* » ³³.

L'opposition à la dictature franquiste réunit largement les émigrés espagnols, y compris de jeunes mères comme ici Ana Bayon (cliché Centro de Documentación de la Emigración Española, Madrid).

Tous les événements, qu'ils se déroulent en Espagne ou dans le pays d'accueil, étaient bons pour dénoncer la situation politique en Espagne, comme par exemple un match de coupe d'Europe entre le Real de Madrid et le Standard de Liège. A cette occasion, un groupe important de femmes espagnoles avait distribué des tracts parmi les supporters et exhibait en outre – conjointement avec les hommes – une pancarte dénonçant l'état d'exception déclaré dans leur pays d'origine en 1969. Bien que les hommes fussent majoritaires dans ce groupe, on distingue au moins six femmes qui revendiquent, avec une carte géographique d'Espagne : « *Deportes¡ Si ! Excepción No !* » ³⁴.

Des visages de femmes apparaissent très clairement sur certaines photos où elles se détachent en premier plan. Elles n'occupent pas là le second plan, comme c'est le cas pour les postes à responsabilité des associations. Au contraire, des groupes de

³³ « L'émigration espagnole exige l'amnistie pour les prisonniers politiques » ; S. ALBA, J. BABIANO, A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Miradas de emigrantes...*, p. 129, 134, 154.

³⁴ « Le sport, oui ! L'état d'exception, non ! » (NdT) : A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes...*, p. 111.

femmes bien habillées, endimanchées, soutiennent la pancarte avec détermination. Au lieu d'aller se promener, elles posent, contentes, dans les manifestations contre la dictature, entourées d'un air de fête, tenant à la main une pancarte où elles réclament trois fois « *Unidad* » (Unité).

Finalement, nous voyons aussi un groupe de huit jeunes filles des jeunesses socialistes de Liège apparaître en uniforme dans un groupe composé de vingt-cinq personnes ³⁵.

En conclusion, il faut signaler que toutes ces formes de solidarité impliquaient un fort engagement politique qu'on ne peut réduire simplement à une forme d'appui à la lutte générale contre la dictature, menée par les hommes. Au contraire, l'action des femmes a eu une identité propre et remarquable. C'est dire qu'on ne peut pas continuer à la placer en annexe de la lutte politique contre la dictature franquiste.

D'autre part, la lutte contre le franquisme entreprise par les femmes émigrées économiques espagnoles à partir de leurs organisations ethniques, prolonge celle qui avait été lancée par les femmes républicaines contre le fascisme pendant la guerre civile. Ce lien forme un autre élément de contact avec les exilées politiques. Malgré l'éloignement temporel et le contexte différent, il existe une sorte de continuité entre les luttes pour la démocratie des femmes espagnoles des années trente et celles des émigrées économiques des années soixante et soixante-dix.

Traduction de Bérénice DARTEVELLE

³⁵ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes...*, p. 107.

Les clubs Federico García Lorca dans la région liégeoise

Maïté MOLINA MÁRMOL

Cet article se nourrit des résultats d'une recherche consacrée à l'histoire, la mémoire et l'héritage des organisations communistes espagnoles en région liégeoise. Les clubs Federico García Lorca (FGL), qui ont longtemps servi de couverture au Partido Comunista de España (PCE) en Belgique, en constituent le sujet principal ¹. Avant de poser quelques points de repère concernant l'histoire de ces organisations, il est nécessaire de souligner que cette recherche ne portait pas spécifiquement sur le militantisme des femmes au sein des structures du FGL et du PCE. Cette question a émergé de l'enquête de terrain, principalement fondée sur la consultation d'archives et sur la réalisation d'une série d'entretiens.

Sources et méthode

Les archives du club FGL de Bruxelles, conservées au Centro de Documentación de la Emigración Española (CDEE, Fundación Primero de Mayo de Madrid), constituent la source archivistique principale de ce travail ². Parallèlement, la collecte de documents, de photographies et d'objets conservés par les particuliers a été entreprise, afin de constituer un premier fonds d'archives des clubs FGL de la région liégeoise ³.

¹ M. MOLINA MÁRMOL, « *Demain l'Espagne...* », *Histoire, mémoire et héritage des clubs Federico García Lorca en région liégeoise*, Mém. lic., Information et Communication, Université de Liège, 2006.

² CDEE, *Fondo del club García Lorca de Bruselas* (inventaire réalisé en 2001).

³ Il semble que les dirigeants communistes espagnols de Liège se soient moins souciés de conserver l'histoire et la mémoire de leurs organisations que ceux de Bruxelles. Les archives du principal club FGL de la région liégeoise se limitent aux sept dossiers conservés par l'administrateur délégué actuel, M. Cayin Carbonero.

La partie centrale de l'enquête de terrain est constituée d'une campagne d'entretiens semi-directifs, complétée par quelques observations participantes ⁴. La perspective dans laquelle ont été menés ces entretiens se situe à la croisée de l'histoire orale et de l'enquête ethnosociologique ⁵. L'entretien est d'abord appelé « en renfort », pour compléter les informations fournies par les archives, pour enrichir d'une nouvelle perspective – celle des individus – l'histoire reconstituée. D'un point de vue pratique, le travail sur archives et la réalisation des entretiens se nourrissent réciproquement : la recherche se construit dans un mouvement d'aller-retour de l'un à l'autre ⁶. Mais s'il s'agit d'abord d'utiliser l'entretien pour « reconstituer des faits », la seconde dimension de l'étude – l'interrogation sur la mémoire – invite à se pencher sur le domaine des représentations, auquel donne accès de façon privilégiée la méthode de l'entretien non directif ⁷. Ce second usage de l'entretien prend sens dans le cadre plus large d'une enquête de terrain « qui lui donne un cadre de référence et lui fournit des points de références et de comparaison » ⁸. Or, l'entretien, selon qu'il est envisagé dans la perspective de l'histoire orale ou de l'enquête ethnosociologique, ne poursuit pas les mêmes objectifs, n'obéit pas à des conditions de validité identiques et ne partage pas les mêmes enjeux ⁹. Il n'empêche que la conciliation des deux perspectives au sein d'un même entretien est possible, à condition de réfléchir à la méthode au préalable et de travailler l'équilibre entre les deux optiques ¹⁰.

Pour conclure ces quelques remarques introductives, il reste à expliciter les limites de la recherche. D'une part, le travail présenté porte sur la région liégeoise et plus précisément sur certaines communes ouvrières de l'arrondissement de Liège – Cheratte, Herstal, Liège, Seraing – où la présence espagnole était importante, ainsi

⁴ Trente-trois entretiens ont été réalisés entre décembre 2004 et juillet 2005.

⁵ Sur l'expression « enquête ethnosociologique » : D. BERTAUX, *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997, p. 22-23.

⁶ I. MERLE, « Des archives à l'entretien et retour : une enquête en Nouvelle Calédonie », *Genèses*, 36, septembre 1999, p. 116-131.

⁷ S. DUCHESNE, « Entretien non-préstructuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien non-directif en sociologie ? », *Politix*, 35, 1996, p. 190. L'entretien s'inscrivant dans la perspective de l'enquête ethnosociologique fait l'objet de différentes désignations : entretien approfondi, entretien semi-directif, entretien non directif, entretien non préstructuré, entretien ethnographique, etc. Il ne s'agit pas ici de discuter les nuances que revêtent ces différents termes mais plutôt de souligner leur convergence sur l'attention apportée au contexte de l'entretien.

⁸ S. BÉAUD, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, 35, 1996, p. 233.

⁹ « Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller », *Genèses*, 62, mars 2003, p. 93-109.

¹⁰ Afin d'éviter que les interviewés ne mélangent leur histoire personnelle et le discours sur l'histoire du parti, nous avons choisi de poser la question suivante : « Pourriez-vous commencer par me parler de votre implication militante ? ». Il s'agissait de considérer notamment l'inscription du militantisme personnel dans une histoire familiale et le renvoi à « l'événement-référence » constitué par la guerre civile espagnole (voir E. TÉMIME, *1936, la guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, Complexe, 1986, p. 141).

que sur la ville de Verviers ¹¹. Le centre des villes constitue généralement un point d'attraction pour les immigrés et Liège ne déroge pas à la règle. Par ailleurs, une partie importante des immigrés espagnols arrivés en région liégeoise dans le cadre du traité bilatéral de 1956 est concentrée dans la ville de Cheratte qui accueille une cité minière. Au cours des années soixante, les secteurs d'emploi de la main-d'œuvre espagnole se diversifient et les immigrés espagnols connaissent une évolution sociale qui leur permet de quitter le centre-ville pour s'installer en périphérie. Ils s'installent notamment à Herstal, où se trouve la Fabrique nationale d'armes, et à Seraing, lieu d'implantation de l'industrie sidérurgique et métallurgique Cockerill (aujourd'hui Arcelor-Mittal).

D'autre part, cette recherche se centre sur la période de l'après-guerre. En effet, l'exil consécutif à la fin de la guerre civile espagnole n'a eu que peu d'impact en Belgique : seuls 793 Espagnols se sont installés sur le territoire belge entre 1935 et 1939 ¹². Si certains militants et responsables de la gauche espagnole, fuyant la dictature de Primo de Rivera, sont présents en Belgique dès les années vingt, les partis progressistes – socialiste et communiste, principalement – ne s'organisent qu'après la Deuxième Guerre mondiale, pour véritablement se développer avec l'arrivée de l'immigration « économique » dès la fin des années cinquante et surtout dans les années soixante.

Des femmes, bien habillées, voire endimanchées, prennent part à une manifestation à Liège. L'une d'elles, au centre, a fait au préalable quelques emplettes, mêlant ainsi activités domestiques et revendications politiques (cliché Centro de Documentación de la Emigración Española, Madrid).

¹¹ Voir les données de l'Office des étrangers, Service public fédéral intérieur (7 avril 2006), *Statistiques Population étrangère/Nationalités par arrondissement (détail par commune)*, www.dofi.fgov.be/fr/statistieken/statistiques_etrangers/Stat_ETRANGERS.htm. En 2006, les principaux lieux de concentration de la population espagnole en province de Liège sont encore Liège (33,4%), Herstal (10%), Verviers (7,7%) et Seraing (5,6%).

¹² M. J. SÁNCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX^e siècle », A. MORELLI (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleurs livres, 2004, p. 279.

Notre étude ne porte donc pas sur le militantisme des exilées politiques *sensu stricto* mais sur celui des immigrées « économiques » des Trente glorieuses. Il est cependant nécessaire de préciser qu'avec l'installation du régime franquiste, qui se maintient pendant près de quarante ans, la répression se prolonge dans le temps et la frontière traditionnellement tracée entre « exilés politiques » et « immigrés économiques » se fait bien souvent floue¹³. De plus, les associations telles que le FGL entreprennent de tisser les liens entre exilés et immigrés, permettant d'une part aux partis de la gauche espagnole de développer leurs activités et d'élargir leur audience et mettant à mal, d'autre part, l'image d'immigrés « économiques » politiquement inactifs.

Bref historique du PCE et des clubs Federico García Lorca en Belgique

Issu des factions pro-bolchéviques des mouvements socialiste et anarchiste espagnols de l'époque de la révolution russe, le PCE connaît son apogée avec la guerre civile (1936-1939). Il devient par la suite le parti le plus durement réprimé par la dictature franquiste : condamné à la clandestinité dès 1939, il sera le dernier parti à être légalisé, en avril 1977, lors de la transition démocratique en Espagne. Le PCE qui s'organise dans l'exil constitue dès 1940 une sorte d'organisation pour émigrés, sa base arrière étant disproportionnée par rapport à l'appareil clandestin de l'intérieur. Dès 1944, les membres de la direction du PCE, revenant d'Union soviétique ou d'Amérique latine, choisissent de s'installer en France, à Toulouse puis à Paris. Le début de la guerre froide constitue une période difficile pour le PCE dont la presse et la plupart des organisations connexes sont interdites en France dès septembre 1950.

Condamné à l'illégalité en Espagne, en France et en Allemagne, c'est en Belgique que le PCE choisit d'imprimer dès 1951 son organe, *Mundo Obrero*, dans les locaux du *Drapeau rouge*, le journal du Parti communiste belge (PCB)¹⁴. Le véritable processus d'organisation du parti date cependant de la création du FGL de Bruxelles en 1954. Mis en place par des exilés communistes espagnols avec l'aide de Belges, anciens des Brigades internationales, le FGL constitue le cadre dans lequel se développe le PCE en Belgique. Sous le couvert d'une asbl qui promeut l'amitié belgo-espagnole, le FGL sert de siège aux communistes qui se sont séparés de la structure unitaire de l'Agrupación Republicana Democrática Española (ARDE)¹⁵. A Liège, c'est dans le même mouvement de rupture avec l'Agrupación Republicana Española de Lieja (AREL, équivalent liégeois de l'ARDE) que se constitue le FGL en 1959.

L'action de ces organisations déborde toutefois rapidement le cadre politique et les FGL deviennent des lieux de formation, d'entraide et de socialisation pour les immigrés

¹³ Voir à ce sujet dans ce même volume l'article d'Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA.

¹⁴ M. J. SÁNCHEZ, *Histoire du Parti communiste espagnol en Belgique sous le franquisme*, Mém. lic. Sciences politiques, 1987, p. 71-72.

¹⁵ M. J. SÁNCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX^e siècle », *op. cit.*, p. 285. L'ARDE, présidée par Federic Escofet – un délégué catalan du gouvernement républicain en exil – aurait vu le jour en septembre 1944 (Chr. HEREDIA SÁNCHEZ, *L'exportation de la guerre civile espagnole en Belgique*, Mém. lic. Histoire, ULg, 2002, p. 41). L'ARDE est une organisation se réclamant de l'idéal républicain, dont l'objectif est de rassembler les différentes forces progressistes espagnoles – principalement anarchistes, communistes et socialistes – afin de lutter contre le régime franquiste.

espagnols et leurs familles. S'y organisent des activités culturelles (pièces de théâtre, concerts, expositions, cours de langues), récréatives (groupes sportifs, principalement de football) et festives, ces dernières revêtant une importante dimension folklorique. Ces activités sont destinées à rassembler la communauté espagnole mais aussi à attirer les immigrés qui arrivent en masse dès le début des années soixante. Amorcée après la Deuxième Guerre, l'arrivée de travailleurs espagnols en Belgique s'accélère après le traité bilatéral du 28 novembre 1956, signé après la catastrophe du Bois-du-Cazier et l'interruption consécutive de l'envoi de travailleurs italiens. L'immigration espagnole devient massive au début des années 1960 et revêt alors une importante dimension illégale, les immigrés entrant sur le territoire belge avec un passeport de touriste et régularisant leur situation *a posteriori*¹⁶. Bien que ceux-ci soient pour la plupart dénués de culture politique, ils se montrent sensibles à l'antifranquisme.

A Liège, le FGL connaît rapidement un processus de décentralisation et de nouveaux clubs voient le jour dans différents lieux d'implantation de la communauté espagnole – Verviers, Seraing, Herstal. Bien que les activités et les fins poursuivies par ces clubs soient pratiquement identiques, ce n'est qu'en 1984 que les différents FGL de Belgique se rassemblent sous le couvert d'une fédération nationale¹⁷.

Les objectifs du PCE et des FGL ont évolué entre-temps. Après la chute de la dictature et la prise de conscience de l'installation dans le pays d'accueil d'une importante partie des immigrés, les organisations communistes espagnoles en Belgique se rendent compte de la nécessité de travailler sur la condition de l'immigré et d'amplifier la lutte – vis-à-vis tant du pays d'accueil que du pays d'origine – pour la défense et l'obtention de leurs droits. Cette évolution est l'un des cadres dans lesquels il faut interroger le militantisme féminin dans les structures communistes espagnoles, puisqu'elle éclaire partiellement les différences intergénérationnelles dans l'implication des femmes¹⁸. La place occupée par les femmes au sein du PCE et du FGL sera néanmoins envisagée avant d'adopter cette perspective diachronique. Le PCE et le FGL constituant des sujets particulièrement appropriés pour questionner le

¹⁶ Elle s'élèverait à une moyenne de 51,5% pour la période 1960-1969 – l'immigration clandestine n'étant pas prise en compte. J. BABIANO et A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *El fenómeno de la irregularidad en la emigración española de los años 60*, Madrid, CDEE, Documento de Trabajo 3/2002, p. 3.

¹⁷ Statuts de la Fédération nationale des clubs Federico García Lorca de Belgique et des Communautés, dite « Fédé Lorca », *Moniteur belge*, 11 avril 1985 (archives personnelles de Cayin Carbonero Pereira).

¹⁸ Nous utilisons ici la notion de « génération » au sens propre, pour désigner les degrés successifs de filiation dans une lignée. C'est le sens utilisé dans les études sur les migrations depuis les années 1970 : l'expression « première génération » désigne ainsi les personnes qui ont quitté leur pays pour s'installer dans un autre, celle de « deuxième génération » se rapporte à leurs enfants. Or cet usage du terme prête à confusion car il sous-entend que la deuxième génération a connu l'expérience migratoire en tant que telle, ce qui n'est pas toujours le cas. Quant à l'expression de « troisième génération » elle est complètement erronée car les petits-enfants des immigrés sont nés dans le pays d'accueil. L'usage de ces expressions étant cependant largement répandu et leur sens communément accepté, nous les utiliserons comme telles. Cet article porte spécifiquement sur les première et deuxième générations de la vague migratoire dite « économique ».

rapport entre militantisme politique et associatif, il s'agira enfin d'analyser ce rapport à la lumière du stéréotype selon lequel le militantisme politique constituerait une activité spécifiquement masculine.

Les militantes au sein du PCE et du FGL. Des structures pour « attirer les femmes »

Il semble que le PCE se soit d'emblée préoccupé de la place des femmes dans ses structures. Rappelons que l'Espagne a accordé le droit de vote aux femmes en 1931. La même année, les premières députées – Clara Campoamor, Victoria Kent, Margarita Nelken – siègent au Parlement et lors de l'élection du Frente Popular en février 1936, Dolores Ibárruri, membre des instances dirigeantes du PCE, entre à l'Assemblée des Cortés ¹⁹.

Selon les témoignages, le PCE en Belgique est officiellement favorable à l'entrée des femmes en son sein. Cependant, alors que le taux de militance féminine oscille entre 25 et 30% selon les périodes ²⁰, très peu de femmes de la première génération ont l'occasion d'endosser des responsabilités au PCE. A Liège, seules deux ou trois d'entre elles occupent des postes dans les structures du parti ²¹. Pour expliquer la faiblesse de cette présence dans les instances de décision, certains avancent que les femmes sont peu motivées à l'heure de prendre des responsabilités, ne serait-ce que par la difficulté de les concilier avec les tâches domestiques. Le problème, qui relève donc moins de la présence numérique des femmes dans les organes du PCE que du rôle qu'elles endossent, est pourtant plus complexe. En ce sens, il est intéressant de considérer les structures qui leur sont réservées.

Ainsi, lorsque ces femmes entrent au parti, on leur propose systématiquement de prendre en charge la « question féminine » : soit imaginer comment attirer les femmes au militantisme politique et prendre en compte leurs « problèmes spécifiques » (notamment les difficultés à concilier vie familiale et militantisme). Elles sont aussi chargées, depuis 1968, d'organiser chaque 8 mars la Journée de la Femme ²² qui se caractérise au FGL par une inversion des rôles – les hommes enfilant le tablier et se mettant aux fourneaux pour les femmes. Mais cette célébration de la Journée de la Femme semble ainsi relever davantage de la fonction cathartique du carnaval au moyen âge que de la reconnaissance d'une égalité quotidienne, l'inversion des rôles permettant d'autant mieux le maintien de l'ordre établi les 364 autres jours de l'année...

¹⁹ Concernant Dolores Ibárruri, voir dans ce volume la contribution de Juan AVILÉS.

²⁰ M. J., SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 112.

²¹ Nous avons eu l'occasion de rencontrer une seule d'entre elles : Carmen Pérez qui a siégé au Comité Comarcal (comité provincial) de Liège et a fait partie de la direction de la section du PCE de Herstal (entretien réalisé le 24 mars 2005). A titre indicatif, mentionnons que les effectifs du PCE en Belgique se chiffrent à 124 membres en 1961 et 406 en 1963. Liège et Bruxelles constituent alors les deux principaux pôles d'organisation du PCE en Belgique.

²² María José Sánchez fait en effet remonter la célébration de la Journée de la Femme dans les organisations communistes espagnoles en Belgique à 1968 (*Histoire du PCE...*, p. 114).

Une fois par an, lors de la Journée internationale des femmes le 8 mars, il y a inversion des rôles et les hommes font la cuisine pour les femmes. Ici au club Federico Garcia Lorca de Liège (cliché Archives CFG, Liège).

Par ailleurs, pour attirer les femmes au PCE, les FGL constituent des instruments de prédilection, et plus particulièrement les Comités de Femmes qui s'y créent²³. Ces structures permettent aux femmes d'entreprendre une activité militante se situant dans le prolongement de leurs activités quotidiennes. Il s'agit en effet d'exploiter leurs « compétences féminines » en leur demandant de réaliser les bouquets pour le premier mai, d'organiser les visites aux camarades malades, de faire du porte à porte pour récolter des fonds en soutien aux prisonniers politiques²⁴, de cuisiner et réaliser la décoration pour les fêtes, etc.

Au PCE comme dans les FGL, la présence des femmes est ainsi cantonnée dans des instances spécifiques au sein desquelles les activités proposées se situent dans le prolongement des travaux traditionnellement désignés comme féminins et les problèmes discutés se centrent sur la condition féminine. Il s'agit de questionner dans quelle mesure la relégation des femmes dans ces structures constitue ou non un incitant au militantisme politique. En ce sens, il est nécessaire de se demander si leur présence dans ces structures est volontaire ou si elle relève plutôt de l'obligation. On en arrive ainsi à interroger l'influence de leur entourage sur ces femmes.

D'après les témoignages recueillis, si les hommes sont théoriquement en faveur de l'entrée des femmes au PCE, il se trouve que, dans la pratique, ils manifestent de

²³ La section féminine du FGL de Bruxelles est créée en 1964-1965 (*Ibid.*).

²⁴ La « *mujer de preso* » (femme de prisonnier) est elle-même une figure emblématique du militantisme féminin antifranquiste (I. ABAD BUIL, *Las mujeres de presos republicanos : movilización política nacida de la represión franquista*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, Documento de Trabajo 2/2004, 2004 ; cité dans A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mineros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2006).

nombreuses réticences – surtout lorsqu’il s’agit de leurs propres épouses. C’est ainsi que certaines femmes préfèrent ne pas militer dans la même section que leur mari afin d’éviter les disputes ²⁵.

Les maris ne sont toutefois pas les seuls à faire preuve de réticence. Il est nécessaire de faire référence dans ce cadre à l’influence de la mentalité machiste qui est très prégnante dans la société espagnole de l’époque et qui est favorisée par l’idéologie officielle, réduisant le rôle de la femme à celui d’épouse et de mère – indissociables dans l’Espagne franquiste. L’autorité masculine s’exerce ainsi sur les épouses et les filles, mais également sur les sœurs. Le simple prolongement des réunions en soirée et l’univers majoritairement masculin dans lequel elles se déroulent constituent donc un premier obstacle à l’implication politique des femmes, qui se double de la difficulté – déjà mentionnée – de concilier le militantisme avec les tâches domestiques qui leur incombent principalement ²⁶.

Dans ce cadre, il est compréhensible que certaines femmes ne se sentent pas à l’aise et préfèrent travailler entre elles, exerçant des activités qui leur sont familières. Certaines prennent toutefois d’emblée leurs distances avec le rôle qui leur est assigné et imposent comme condition à leur militantisme une implication aux côtés des hommes ²⁷. Il faut souligner que ces dernières sont généralement soutenues par leurs maris qui acceptent – ponctuellement – de prendre en charge le foyer.

Perspective intergénérationnelle sur le militantisme des femmes communistes

Il est intéressant de considérer l’implication des femmes au sein du PCE et du FGL dans une perspective intergénérationnelle. La position des femmes de la deuxième génération est en effet à distinguer de la situation des immigrées de la première génération. Elles ont été plus amplement socialisées en Belgique – via l’institution scolaire notamment – et ont connu les événements de Mai 68, ce qui a joué un rôle partiellement émancipateur sur leur trajectoire. Ainsi, malgré la surveillance paternelle qui se maintient, ces femmes développent une relation plus égalitaire avec les garçons de leur âge.

Les femmes de la deuxième génération parviennent à entrer dans les organes de décision du PCE, notamment via leur implication dans l’Unión de las Juventudes Comunistas de España (UJCE, l’organisation de jeunes du PCE). Loin de s’occuper spécifiquement des « questions féminines », certaines prennent d’importantes responsabilités au sein de l’UJCE et en arrivent à constituer de véritables leaders à

²⁵ María José Sánchez rapporte le cas d’une militante systématiquement traitée d’ignorante par son mari lorsqu’elle prend la parole en réunion (*Histoire du PCE...*, p. 113).

²⁶ La femme dont le mari milite connaît un surcroît de travail qui est d’autant plus difficile à organiser lorsqu’elle milite également. À partir du moment où la situation devient ingérable – généralement lorsque arrivent les enfants –, force est de constater que c’est la femme, bien souvent, qui entreprend de sacrifier son engagement.

²⁷ C’est le cas de Carmen Pérez.

Liège. Elles sont ainsi choisies comme représentantes de l'UJCE au niveau du Comité Comarcal de Liège, l'organe de direction local ²⁸.

Le PCE modifie progressivement sa politique et incite les femmes à s'affilier directement au parti, sans passer par les structures intermédiaires que constituent les comités chargés de la « question féminine ». La proposition, contenue dans le document relatif au XI^e Congrès du PCE à Liège en 1978, concernant la mise en place de commissions mixtes pour s'occuper de cette question, symbolise les avancées en cours ²⁹. Parallèlement, dans les clubs FGL, les Comités de Femmes se dissolvent spontanément et le travail s'organise désormais de manière plus collective, sans distinction apparente de genre.

Il est toutefois important de considérer l'évolution de la position des femmes de la deuxième génération par rapport à celle de leurs homologues masculins. Si elles accèdent à Liège à des responsabilités au niveau local, parallèlement les hommes de leur génération endossent des charges au niveau national et supranational ³⁰. Deux des militants de l'UJCE de Liège entrent même, à l'époque, en clandestinité en Espagne, montant en grade dans la hiérarchie du parti. L'évolution de la situation des femmes de la deuxième génération, qui parviennent à pénétrer les instances de décision du PCE local, est donc peut-être à relativiser à la lumière de l'évolution parallèle de la situation de leurs camarades masculins.

De même, il est intéressant de considérer l'évolution du militantisme féminin par rapport à l'évolution globale de l'implication au sein des FGL et du PCE. Les jeunes de la deuxième génération entreprennent en effet de réorienter partiellement leur action vers le pays d'accueil, notamment via les syndicats ³¹. Les leaders féminines de l'UJCE qui empruntent également cette voie se retrouvent cependant confrontées dans le domaine syndical à une situation qui rappelle celle des femmes de la première génération au sein du PCE : il leur est proposé de militer dans des structures syndicales spécifiques et de prendre en charge les questions concernant les problèmes des femmes. Il est ainsi arrivé à l'une d'entre elles, Esmeralda Cué, de se voir demander d'échanger un poste auquel elle avait accédé par la voie des élections contre un « mandat femme ». Dès son entrée dans le monde du travail, Esmeralda

²⁸ Il s'agit notamment de Rachel Cué (entretien réalisé les 21 et 22 avril 2005) et de Nieves Medina.

²⁹ *XI Conferencia del PCE en Lieja, celebrada los días 18 y 19 de marzo de 1978*, p. 11 ; Document 005-011 CDEE, *Fondo del club García Lorca de Bruselas* (inventaire réalisé en 2001).

³⁰ Les structures nationales du PCE ne se constituent qu'après 1970 alors que le Comité du PCE dans les pays du Benelux voit le jour en 1973 (M. MOLINA MÁRMOL, *Cara a España... L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoire des clubs Federico García Lorca* (Catalogue de l'exposition à la *Casa de España* à Liège, 8-31 mars 2007), Liège, Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, 2007, p. 42).

³¹ Cette implication syndicale – principalement dans les structures de la FGTB – s'est faite au détriment d'une implication au sein du PCB. Cette situation découle des divergences idéologiques entre PCE et PCB – particulièrement avec la section liégeoise du PCB – mais également par la possibilité octroyée d'emblée par le PCB aux organisations communistes étrangères de se structurer de manière indépendante (M. J. SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 74-77).

Cué s'était impliquée dans l'organisation syndicale ; elle est la première femme à avoir accédé au poste de présidente de la Régionale de Liège pour la Fédération des Métallurgistes (FGTB). Militante à l'UJCE, Esmeralda Cué n'y a jamais occupé de poste à responsabilité.

Il est particulièrement intéressant dans ce cadre de considérer les déclarations de certains hommes de la deuxième génération qui, bien que totalement opposés aux structures spécifiques aux immigrés – et s'étant bien souvent battus contre de telles structures ³² – trouvent cette organisation pertinente pour les femmes.

Rapports entre militantisme politique et associatif : l'implication associative, lieu de passage ou palliatif ?

Le FGL et le PCE en tant qu'organisations progressistes constituent des lieux particulièrement intéressants pour interroger le militantisme des femmes puisque, pendant longtemps, l'implication politique a été considérée comme une activité typiquement masculine. Le FGL et le PCE, par leurs liens, permettent donc de questionner le rapport entre militantisme politique et associatif des femmes, et le transfuge de l'un vers l'autre.

Pour les immigrés socialisés sous le franquisme et donc généralement dénués de culture politique, le FGL est souvent le premier point de contact avec le militantisme. Ceci est d'autant plus vrai pour les femmes qui fréquentent presque exclusivement les clubs le dimanche, pour accompagner leur mari ou leurs parents, dans le cadre d'une sortie en famille. C'est logiquement dans ce cadre que débute leur implication qui y trouve un double « avantage » : d'une part, elle s'exerce en compagnie des hommes, sous leur regard et donc sous leur contrôle ; d'autre part, en ce qui concerne la gestion du temps, cette activité commence par s'inscrire dans le cadre des loisirs – en l'occurrence, la sortie du dimanche ou les jours de fête.

A travers les Comités de Femmes du FGL, les militantes entrent en contact avec le PCE et sont invitées à s'inscrire au parti. Nous l'avons dit, il s'agit alors généralement pour les femmes de la première génération de prendre en charge les « questions féminines » et non de militer sur un pied d'égalité avec les hommes. C'est une activité plus ponctuelle que celle entreprise par les hommes, qui isole les militantes et les enferme entre elles.

Il semble ainsi que les commissions spécifiques fréquentées par les femmes de la première génération constituent des substituts au militantisme politique. Si ces commissions permettent aux femmes de sortir de la sphère privée dans laquelle elles étaient cantonnées dans le pays d'origine – mais également dans l'émigration – elles les incitent à conserver un rôle traditionnel dans la sphère publique nouvellement investie.

³² Contrairement à la CSC qui entreprend dès 1947 de mettre en place des structures spécifiques aux immigrés selon le principe de nationalité, la FGTB s'attache longtemps à la conception d'une représentation unitaire des travailleurs. Ce n'est qu'au milieu des années 1960, sous la pression des militants immigrés, que la FGTB crée une structure spécialisée également organisée selon le principe de nationalité. Aucun des syndicalistes espagnols de la deuxième génération que nous avons rencontrés n'a milité dans ces « commissions pour immigrés ».

Une femme exhibe avec fierté sa carte d'adhésion
au parti communiste (cliché Archives CFG, Liège).

Bien que pour la plupart des femmes l'implication au FGL joue le rôle de palliatif à une action dans les structures du PCE, les clubs constituent pour beaucoup d'hommes et de femmes des lieux de passage vers le parti. Dans ce dernier, si les femmes sont généralement isolées des hommes, certaines parviennent néanmoins à trouver pleinement leur place.

Il est intéressant de s'arrêter sur les fonctions endossées par les femmes qui refusent un militantisme genré. Il est ainsi significatif de constater que les militantes s'investissent souvent dans l'organisation des cours de langue et culture espagnoles et prennent en charge des tâches relationnelles ou financières au sein du PCE et du FGL. Or, ces tâches relèvent de l'éducation et des activités de gestion du foyer. En ce qui concerne spécifiquement la deuxième génération, qui connaît une méthode de travail collective au sein des clubs FGL, force est de constater que la répartition traditionnelle des activités perdure : les hommes s'occupent des équipes de football et les femmes organisent les cours de danse... De la même façon, dans le cadre de son implication syndicale, Rachel Cué a été désignée comme la « nouvelle Pasionaria »... pour son engagement en faveur de l'accès prioritaire aux garderies pour les femmes travaillant dans les usines !

Conclusion

Confrontées aux réticences de leur entourage et au poids des charges quotidiennes, les femmes espagnoles éprouvent de nombreuses difficultés pour entreprendre une militance, *a fortiori* si celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'univers majoritairement masculin d'un parti politique. Une fois décidées, elles doivent bien souvent faire face à des tentatives visant à les marginaliser, en les invitant à militer dans des structures qui leur sont spécifiquement destinées. Les femmes de la deuxième génération parviennent néanmoins à dépasser ces limitations et à trouver leur place aux côtés des hommes. Il semble cependant que cette réussite revêt un caractère relatif lorsque l'on confronte la trajectoire de ces femmes à celles de leurs homologues masculins qui accèdent à des postes dans des structures supérieures, nouvellement créées. Ceci semblerait confirmer la théorie de l'accès des femmes aux postes délaissés par les hommes, que propose Ana Fernández Asperilla dans le cadre d'une étude concernant la présence des femmes dans le mouvement associatif espagnol à Paris³³ : moins attachées à la valeur prestigieuse des postes, les femmes ont une implication plus régulière et durable que les hommes qui fuient le déclin du mouvement associatif. S'il est nécessaire de souligner que le mouvement associatif espagnol est loin d'avoir disparu, il est vrai qu'il connaît une réorientation importante de ses activités et de ses secteurs d'action, qui constitue une profonde remise en cause.

Quant au PCE, il a longtemps ignoré la problématique du militantisme féminin : comme d'autres thèmes, il ne s'agissait que d'un sujet annexe à la question fondamentale de la lutte antifranquiste. Ce n'est donc qu'après la mort de Franco que le PCE prend conscience qu'il a longtemps « [pensé] en des termes excessivement masculins »³⁴ et qu'il entreprend de tenir compte des problèmes des femmes cherchant à s'investir politiquement. Le parti organise ainsi le 17 et 18 décembre 1978 une conférence sur cette question.

Il semble cependant que le PCE ne soit pas parvenu à aller au-delà de la constatation des faits. La II^e conférence du PCE dans le Benelux, célébrée en 1980, se contente ainsi de reprendre les thèmes déjà envisagés lors du XI^e Congrès du PCE à Liège – problèmes du milieu familial constituant un obstacle au militantisme des femmes, problèmes féminins dans la société bourgeoise, objectifs à court terme pour ouvrir les structures aux femmes, etc. Le parti a cependant rapidement reconnu le rôle central des femmes ne militant pas dans ses structures : « Des dizaines de femmes démontrent chaque jour pas seulement qu'elles sont avec le parti mais aussi que dans la pratique elles agissent comme d'authentiques communistes »³⁵. Les « *mujeres de la tortilla* »³⁶ ont en effet constitué la base de l'organisation de fêtes d'ampleur, qui

³³ A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mujeres, emigración española y asociacionismo étnico (París en la segunda mitad del siglo XX)*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, Documento de trabajo 3/2006, 2006.

³⁴ *Libertad para España*, 24 février 1966, p. 2 ; cité dans M.-J. SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 115.

³⁵ *Información española*, 2 juin 1968, p. 10, cité dans *Ibid.*

³⁶ Pour reprendre l'expression de Julie Fernández Fernández, immigrée de la deuxième génération, responsable de la section du *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) de Liège

ont notamment permis au PCE de rassembler des fonds et donc de perpétuer son existence sous la dictature franquiste ³⁷.

L'analyse proposée ici se base sur l'étude du microcosme que constitue la communauté espagnole fréquentant le PCE et les clubs FGL de Liège. Les quelques observations dégagées ne revêtent donc pas de valeur statistique mais il semble qu'elles puissent être élargies à d'autres contextes. La situation vécue par les femmes communistes espagnoles à Liège paraît d'abord correspondre globalement à celle des femmes ayant milité dans les sections « européennes » du PCE ³⁸. Mais au-delà, ces réflexions semblent également applicables, *mutatis mutandis*, à la situation des femmes immigrées d'autres nationalités – italiennes, grecques, portugaises, turques – ayant milité dans les associations ethniques de gauche.

et aujourd'hui échevin de l'Etat civil, de la population et de la mairie des quartiers de la ville de Liège.

³⁷ Le PCE a organisé des fêtes au niveau local, national et européen. Ces dernières – les fêtes des différents journaux du PCE, *Mundo Obrero*, *Horizonte* (l'organe de l'UJCE) et *Libertad* (devenu en 1968 *Información Española*) – se sont généralement déroulées à Bruxelles. Ces fêtes constituent une source importante du financement du parti et lui permettent aussi de capter de nombreux sympathisants attirés par l'ambiance espagnole. Les discours politiques s'y mêlent aux spectacles de danses et de chants régionaux, et les spécialités espagnoles – tortilla, bocadillos de chorizo, cidra – y sont mises à l'honneur. Ces activités constituent donc un lieu de rassemblement de la communauté espagnole qui cherche à recréer l'ambiance du pays d'origine.

³⁸ Des sections du PCE ont vu le jour dans les différents pays d'accueil de l'émigration espagnole en Europe. Dans chacun de ces pays, le parti a globalement suivi le même *modus operandi*, en créant des associations lui servant de réservoirs de recrutement.

L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987)

Mazyar KHOJINIAN

« En entrant dans la lutte, j'avais tout prévu : la prison, la torture, les privations... mais pas de me retrouver en exil à mon âge » ¹.

Bien plus qu'un « dur métier », comme l'exprime en son temps le poète Nâzım Hikmet ², l'exil fut vécu par Behice Boran, la doyenne septuagénaire des réfugiées politiques turques dans les années quatre-vingt, comme la plus imprévisible, la plus lourde et la plus éprouvante des peines ³. Pourtant, en quarante ans de vie politique et militante, ses convictions marxistes inébranlables, qu'elle a défendues avec combativité et résistance face aux pressions de toute nature, lui avaient déjà valu de nombreux déboires : renvoi de sa chaire universitaire ; menaces verbales et violences physiques de ses adversaires politiques ou des forces de l'ordre ; multiples incarcérations. Cet exil, vécu en partie à Bruxelles de janvier 1981 à son décès le 10 octobre 1987, dont elle avait jusque-là systématiquement rejeté ne fût-ce que l'éventualité, sera aussi la dernière étape de sa lutte. Behice Boran fut également une actrice de premier plan dans le développement de l'extrême gauche en Turquie au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle ⁴.

¹ Extrait d'une interview de Behice Boran réalisée en 1986, publiée dans *La Gauche*, 20 octobre 1987, p. 11 ; A. KAHRAMAN, « O Zoru Seçmişti... (Elle avait choisi la difficulté...) », *Akis*, 19 octobre 1987, p. 1 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2230, document 29.115).

² Nâzım Hikmet Ran (Salonique, 1902 – Moscou, 1963), figure littéraire de renommée mondiale, militant communiste condamné à plusieurs reprises en raison de ses écrits. Il prend le chemin d'un exil définitif en 1951. N. HIKMET, *C'est un dur métier que l'exil*, Paris, Le Temps des Cerises, 1999.

³ « Peine » devant être considérée dans son double sens, douleur morale et sanction appliquée à quelqu'un.

⁴ E.J. ZÜRCHER, *Turkey A Modern History*, London/New York, I.B. Tauris, 2004, p. 254-256.

Panorama de l'extrême gauche turque

Jusqu'au début des années 1960, l'extrême gauche, phénomène encore marginal dans la société turque, est marquée par l'emprise idéologique et structurelle du Parti communiste de Turquie (Türkiye Komünist Partisi [TKP] section turque de l'Internationale communiste), créé en 1920. Rejeté dans l'illégalité après la Guerre de libération nationale menée par Mustafa Kemal (1919-1922), le TKP s'est efforcé de diffuser clandestinement sa doctrine révolutionnaire au sein du prolétariat turc naissant, tout en s'astreignant dès l'origine à une épineuse conciliation. Il s'agissait en effet de concilier son rôle dirigeant de la classe ouvrière et l'obligation de soutenir les réformes mises en œuvre par la bourgeoisie kémaliste ⁵. Le Komintern, dans sa stratégie se confondant avec les intérêts de l'URSS, lui avait enjoint de préserver des relations amicales avec la nouvelle République de Turquie. En dépit des coups sérieux que lui portent les autorités turques lors d'opérations répressives ponctuelles jusqu'au début des années 1950, sans parler de l'exclusion et de la stigmatisation systématique de ses dissidences internes, le mouvement communiste turc parvient à garder une influence prépondérante dans les milieux intellectuels progressistes et à compter sur un cercle de militants staliniens dévoués à la cause.

Malgré l'abandon du régime de parti unique en 1945, les tentatives de légalisation de partis socialiste et communiste ont rapidement avorté ⁶.

Dans les nouvelles conditions politiques suite au coup d'Etat militaire de 1960 ⁷, le Parti ouvrier de Turquie (Türkiye İşçi Partisi, TİP) ⁸, fondé en 1961 par un groupe de syndicalistes avant de recevoir l'appui idéologique d'intellectuels marxistes, fait son entrée sur la scène politique. Ce parti, calqué à l'origine sur le modèle du Parti travailliste britannique, attire dans ses rangs d'anciens cadres du TKP, des progressistes, de jeunes étudiants radicaux tentés par les idéaux de gauche, et des militants kurdes espérant sensibiliser leurs camarades turcs à leur cause nationale, au-delà d'une base ouvrière et paysanne indispensable pour parler au nom des masses laborieuses. La diversité des courants regroupés autour du TİP en fera à terme un centre incontournable de formation et de débats de l'extrême gauche turque, à partir duquel se forgeront les multiples tendances des années soixante-dix ⁹.

Si le TİP se profile comme un parti socialiste, sa volonté de pérenniser le nouveau régime parlementaire et sa grande ouverture idéologique le rapprochent davantage

⁵ R. GALLISSOT et Y. SERTEL, « Communisme et Islam. Le socialisme en Turquie et en Iran », J. DROZ, (dir.), *Histoire générale du socialisme. Tome 3*, Paris, PUF, 1978, p. 631.

⁶ Ö GÖKMEK, « Çok-Partili Rejime Geçerken Sol : Türkiye Sosyalizminin Unutulmuş Partisi (La gauche lors du passage au régime multipartite : le parti oublié du socialisme turc) », *Toplum ve Bilim*, 78, 1998, p. 161-186.

⁷ F. AHMAD, *Bir Kimlik Peşinde Türkiye* (Turquie. A la recherche d'une identité), (traduit de l'anglais par Sedat Cem Karadeli), İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2007, p. 151-165.

⁸ M. ŞENER, « Türkiye İşçi Partisi (Parti ouvrier de Turquie) », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol* (La Pensée politique dans la Turquie moderne. Volume 8. La Gauche), İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 356-417.

⁹ E. AYDINOĞLU, *Türkiye Solu (1960-1980)* (La Gauche turque (1960-1980)), İstanbul, Versus, 2007.

d'une social-démocratie populiste. Ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de susciter les sympathies et le soutien tacite d'un TKP clandestin, ayant conservé son caractère stalinien et sa fidélité à l'URSS, et dont le bureau politique a pris ses quartiers dans l'après-guerre successivement en Bulgarie et en Allemagne de l'Est. De surcroît, l'entrée du TİP sur la scène politique pousse la jeune génération du Parti républicain du peuple (fondé par Atatürk) à se repositionner à la gauche du centre de l'échiquier politique et à se rapprocher progressivement de la famille sociale-démocrate européenne.

En revanche, le Parti ouvrier ne parvient pas à convaincre un cercle d'intellectuels radicaux et socialisants, persuadés que seul un nouveau putsch militaire de gauche est susceptible de conduire le pays dans la voie d'un développement non capitaliste ¹⁰.

Aux élections générales de 1965, le TİP obtient 3% des suffrages et décroche quinze sièges à l'Assemblée nationale. Au regard de ces résultats encourageants, les dirigeants du TİP, qui estiment la Turquie suffisamment prête pour une révolution socialiste, sous condition d'une conscientisation progressive des masses laborieuses, se voient confortés dans leur stratégie d'accession au pouvoir par la voie parlementaire. Face à ces tenants d'une « révolution socialiste (*sosyalist devrim*) », pour lesquels la Turquie a déjà franchi l'étape de la révolution bourgeoise, se dessine au sein du Parti ouvrier un groupe dissident de plus en plus influent, estimant – comme du reste l'ensemble du mouvement communiste international – que cette stratégie est peu crédible dans un pays dont le stade de développement est encore marqué par des structures féodales influentes, et exigeant au préalable l'achèvement d'une révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale. Jugeant au surplus la classe ouvrière comme trop faible et incapable à moyen terme de mener un tel mouvement, cette opposition ambitionne une « révolution démocratique nationale » (*milli demokratik devrim*) dirigée par une alliance des forces vives (élites civiles et militaires néo-kémalistes).

Au terme de débats extrêmement animés, ces derniers sont exclus du TİP, mais entraînent avec eux une large frange de la jeunesse étudiante qui, souhaitant radicaliser le mouvement, fonde l'organisation « Jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç) », en s'inspirant notamment d'influences maoïstes et guévaristes. Comme ailleurs dans le monde, l'année 1968 consacre la montée en puissance des mouvements étudiants et la multiplication des luttes sociales. Très vite à la remorque des manifestations étudiantes, mais aussi des mouvements sociaux qui se multiplient à la fin des années soixante, le TİP, sous l'impulsion de la Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers (Devrimci İşçi Sendikalar Konfederasyonu, DİSK) fondée en 1967 par les mêmes syndicalistes à la base du Parti ouvrier, continue parallèlement à être miné par des dissensions internes. La ferme condamnation de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie par son leader charismatique, Mehmet Ali Aybar, et sa volonté d'exploiter au maximum le slogan du « socialisme à visage humain », dans le cadre d'une politique populiste qu'il considère comme le seul moyen à court terme d'attirer au parti le suffrage massif des ouvriers et des paysans, ne plaît guère aux défenseurs d'une ligne socialiste orthodoxe et moins critique à l'égard de l'Union soviétique.

¹⁰ N. İNCE and R.W. OLSON, « Yön and its influence on the leftist movement in Turkey and on foreign and domestic policy : 1960-1964 », *Turcica*, 1980, p. 174-186.

L'échec électoral de 1969 amènera les seconds à reprendre en main le TİP, mais sans arriver à juguler l'hémorragie de ses effectifs. Les militants kurdes préfèrent créer leur propre organisation révolutionnaire et le Parti communiste de Turquie s'engage à réinvestir le paysage politique turc. Au tournant des années soixante-dix, une partie de la jeunesse révolutionnaire, en rupture avec le courant de la révolution démocratique nationale, ne voit plus son salut que dans la lutte armée et se lance avec précipitation dans des activités de guérilla, avec à sa tête de jeunes leaders charismatiques (Deniz Gezmiş, Mahir Çayan, İbrahim Kaypakkaya ¹¹...) qui deviendront, avant et après leur mort, des figures légendaires de la gauche turque. Pris dans l'étau d'une reprise en main de la Turquie par les militaires, leurs mouvements armés sont largement réprimés. Le *pronunciamiento* militaire de 1971 entraîne également l'interdiction du TİP et met momentanément fin aux activités de l'ensemble de l'extrême gauche turque.

Avec le retour au pouvoir des civils à partir de 1973 et l'amnistie en faveur des prisonniers politiques, l'extrême gauche revient sur le devant de la scène politique turque, plus divisée que jamais. Malgré une augmentation significative de ses effectifs et de son influence sur la société turque dans la deuxième moitié des années soixante-dix, ce courant politique reste marqué par une fragmentation extrême et par une incapacité à construire un front commun face à la montée en puissance de l'extrême droite nationaliste ou religieuse. La multitude de mouvements, organisations (armées ou non) et partis, légaux ou illégaux, turcs ou kurdes, se revendiquant de la gauche révolutionnaire mais aux contours idéologiques flous pour la plupart, contribue également à la radicalisation de la vie politique turque de la décennie soixante-dix. Ainsi, ne fût-ce qu'au niveau des partis, et sans être exhaustif, trois partis communistes prosoviétiques aux divergences idéologiques minimales coexistent aux côtés d'un Parti socialiste d'inspiration eurocommuniste et de partis marxistes-léninistes de tendance maoïste, proalbanaise ou d'inspiration vietnamienne. Il s'agit du Parti socialiste ouvrier de Turquie créé en 1974, du TİP refondé en 1975 et du TKP toujours illégal mais dont l'influence croît par l'entremise d'organisations syndicales qu'il a infiltrées et de groupements de jeunesse qu'il a contribué à créer. Dans le climat de crise économique, d'instabilité politique et de violence exacerbée de la fin des années soixante-dix alimenté par les commandos d'extrême droite, mais aussi par des milices armées d'extrême gauche ¹², le gouvernement civil aux abois décrète à partir de la fin 1978 l'état de siège dans treize départements, conduisant inexorablement la Turquie vers une nouvelle prise de pouvoir des militaires.

Les femmes dans l'exil politique en provenance de Turquie

L'histoire personnelle de Behice Boran rappelle que l'exil politique ne peut être exclusivement considéré comme une affaire d'hommes, et que le rôle politique des femmes ne peut être envisagé uniquement dans les limites des impératifs traditionnels de la vie familiale. Si Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie de 1970 à

¹¹ Un dictionnaire français de l'extrême gauche reprend d'ailleurs sur sa couverture, sans en faire mention explicitement, une photo représentant des drapeaux arborant l'effigie de Kaypakkaya. S. COSSERON, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Paris, Larousse, 2007.

¹² H. BOZARSLAN, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années soixante-dix », *Turcica*, 1999, p. 185-244.

1987, est restée pour la postérité une figure de proue du socialisme turc au XX^e siècle, ainsi que l'une des rares femmes à avoir marqué de son empreinte l'histoire politique, idéologique et sociale de la République turque, en devenant notamment la première femme à occuper la présidence d'un parti politique, son exil consécutif au coup d'Etat militaire de 1980 est en revanche pratiquement tombé dans l'oubli, comme du reste une grande partie de l'émigration politique originaire de Turquie, au contraire des cas italien, espagnol, grec ou chilien.

L'émigration à caractère politique en provenance de Turquie s'est développée de manière significative au gré des coups d'Etat militaires et des profondes transformations économiques, sociales et culturelles qui ont marqué la société turque au cours des cinquante dernières années. Les interventions de l'armée en 1971 et surtout en 1980 ont suscité un flux important de réfugiés issus des milieux de l'extrême gauche et de l'islam politique ¹³. De même, la situation de plus en plus précaire des groupes ethniques et religieux minoritaires (Grecs, Arméniens, Assyro-Chaldéens, Kurdes, Alévis...) ¹⁴ à partir des années soixante-dix a poussé des dizaines de milliers d'entre eux à solliciter le droit d'asile dans de nombreux pays occidentaux.

Selon les chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 298 000 personnes de nationalité turque ont introduit une demande d'asile au cours de la période 1980-1990 ¹⁵ ; environ 30 000 d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié politique ¹⁶. Cet exil « politique » s'est déroulé simultanément, voire s'est confondu, avec l'immigration économique légale ou illégale (touristique) à destination principale des pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, et avec les regroupements familiaux et matrimoniaux consécutifs à ce premier processus migratoire. Du même coup, il a contribué à accroître la politisation des communautés immigrées de Turquie, par les relations de proximité établies progressivement entre ces deux groupes, sur les lieux de travail, dans les quartiers immigrés ou encore par l'entremise des syndicats et des réseaux associatifs. C'est par ailleurs principalement au niveau de ces contacts des immigrés dits politiques avec les immigrés dits économiques, et des organisations transnationales que les premiers ont largement contribué à structurer, qu'a été jusqu'à

¹³ U. MANÇO, « La question de l'émigration turque : une diaspora de cinquante ans en Europe occidentale et dans le reste du monde », S. VANER (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, Paris, 2005, p. 559.

¹⁴ S. AKGÖNÜL, *Les Grecs de Turquie. Processus d'extinction d'une minorité de l'âge de l'Etat-nation à l'âge de la mondialisation (1923-2001)*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 2004 ; *Les minorités chrétiennes en Turquie. Rapport*, Bruxelles, Commission des Eglises pour les travailleurs migrants en Europe, septembre 1979 ; D. MCDOWALL, *A Modern History of the Kurds*, London/New York, I.B. Tauris, 2005 ; E. MASSICARD, *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005.

¹⁵ İ SIRKECI, « Turkish Diaspora », M. J. GIBNEY and R. HANSEN (ed.), *Immigration and Asylum from 1900 to the Present. Volume 2 : Entries J to Z*, Santa Barbara/Denver/Oxford, ABC/CLIO, 2005, p. 610. En 1979, 18 192 demandes d'asile émanent déjà de personnes de nationalité turque en Europe de l'Ouest : E. ØSTERGAARD-NIELSEN, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, London/New York, Routledge, 2003, p. 135.

¹⁶ E. KARACA, *12 Eylül'ün Arka Bahçesinde. Avrupada'ki Mültecilerle Röportajlar* (L'arrière-jardin du 12 septembre. Reportages avec les réfugiés en Europe), İstanbul, Ozan Yayıncılık, 2005, p. 13.

présent abordée l'émigration politique dans la plupart des études sur l'immigration turque en Europe ¹⁷.

L'image qui s'impose le plus souvent pour représenter cet exil politique est masculine de manière prépondérante, excepté pour l'exode des minorités : « On sait cependant que cette population est tantôt masculine, qualifiée et très scolarisée ; elle est alors fortement politisée. Tantôt, il s'agit de familles chrétiennes ou kurdes à la recherche d'un peu de paix » ¹⁸.

Les femmes se retrouvent reléguées au second plan, dans l'ombre de leur mari ou de leur père, qu'elles accompagnent et dont elles partagent le sort, sans qu'on se pose davantage la question de leurs opinions politiques personnelles et/ou des tâches spécifiques, sociales et matérielles qui leur échoient dans l'exil. Parmi ces émigrantes politiques, un nombre infime de personnalités – dont Behice Boran est certainement un des cas les plus emblématiques –, sont réputées en raison de leurs activités politiques passées personnelles. Leur trajectoire de vie les range dans une catégorie plutôt atypique de femmes exilées politiques, sortant du cadre habituel des rapports hommes-femmes et de la division traditionnelle des tâches selon le genre. Si elles sont les premières cibles de la répression militaire, force est de reconnaître également la relative aisance avec laquelle elles parviennent à régulariser leur situation d'exil. Autant du fait de leur notoriété que des réseaux d'aide dont elles peuvent bénéficier dans les pays européens, elles obtiennent le statut de réfugiées politiques plus facilement que d'autres femmes plus anonymes, à qui les pays d'accueil demandent nombre de preuves des risques encourus en cas de renvoi au pays.

En prenant le cas de Behice Boran comme objet d'étude principal, cette contribution ambitionne de retracer un parcours quasi contemporain d'exil politique au féminin et d'analyser le rôle particulier dévolu à une femme dirigeante au sein d'un mouvement politique actif en exil dans l'Europe occidentale des années quatre-vingt. Après une brève rétrospective de son parcours d'avant l'exil, nous nous intéresserons à la trajectoire de son exil vers la Belgique et aux modalités administratives, financières et matérielles qui lui ont permis de poursuivre ses activités politiques, ainsi qu'aux divers aspects de sa vie privée de femme émigrée. Une professionnelle de la politique comme Boran devenant rapidement un porte-parole de l'opposition en exil, nous nous pencherons également sur les réactions qu'elle a suscitées dans son pays d'accueil. La fin de l'exposé abordera la nature de ses rapports avec ses compatriotes immigré(e)s économiques et posera la question de son éventuelle spécificité féminine en situation d'exil et dans son action politique.

Depuis sa mort, Boran fait l'objet d'un engouement commémoratif ¹⁹, et depuis quelques années, cette personnalité, qui s'est très tôt faite l'écho des aspirations

¹⁷ I. RIGONI, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹⁸ A. et U. MANÇO, « Emigrations de Turquie : une grille de lecture des causes et des effets », A. et U. MANÇO (dir.), *Turcs de Belgique, identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles, Info-Türk, 1992, p. 18.

¹⁹ C'est d'ailleurs un article de presse relatif à une commémoration, qui a inspiré cette étude : S. TARGAN, « TİP Genel Başkanı Behice Boran anılıyor. Onurlu bir yaşam (La présidente générale du TİP est commémorée. Une vie honorable) », *Cumhuriyet*, 10 octobre 2005, p. 1

sociales et démocratiques de son pays, intéresse également la recherche scientifique. Son parcours académique de sociologue ou sa vie et son action dans une perspective féministe ²⁰ ont fait l'objet d'études bien documentées ; tout récemment une biographie de grande qualité lui a été consacrée dans le cadre d'une thèse de doctorat en sciences politiques ²¹. Mais son exil, quant à lui, n'a pas encore fait l'objet d'une étude spécifique.

Les sources

Il est un fait certain que les réfugiées politiques, de par leurs activités, sont susceptibles de laisser plus de traces historiques que d'autres femmes migrantes, plutôt invisibles. En l'absence de sources publiques non encore accessibles en raison de la période étudiée, d'archives personnelles laissées par Behice Boran ou d'archives de l'organisation du Türkiye İşçi Partisi pour les années 1980, une étude de cet exil peut sembler malaisée de prime abord. Toutefois, la combinaison d'une série d'autres sources d'organisations et/ou privées, de dimension et de qualité variables, permet de pallier ces lacunes. Ainsi, les boîtiers « Turquie » des papiers Susa Nudelhole, responsable du secrétariat des Relations internationales du Parti communiste de Belgique (PCB) dans les années 1980, ainsi que des documents provenant du fonds d'archives de la Fédération bruxelloise du PCB, conservés au Centre des Archives communistes en Belgique (CArCoB), rendent compte des relations du PC belge avec ses partis « frères » turcs et leurs organisations actives dans l'immigration.

Les dossiers relatifs au TİP trouvés dans les archives du Türkiye Komünist Partisi, conservées à l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG) à Amsterdam, fournissent un aperçu non exhaustif des rapports entre les deux partis communistes turcs jusqu'à l'annonce de leur fusion en 1987. Un carton relatif à la gauche turque en Europe dans les papiers Muharrem Karaman ²² également conservés à l'IISG, porte, entre autres, sur les premières années d'exil de Boran à Bruxelles. Des sources documentaires relatives à ses dernières activités politiques rassemblées dans

et 6. A noter que deux documentaires consacrés à sa vie ont été réalisés au cours de l'année 2006 : *Behice Boran : son nefesine kadar* (Behice Boran : jusqu'à son dernier souffle), Üçüncü Sinemacılar Kolektifi, 2006 ; *Akıntıya Karşı...Behice Boran : Tek Başına Bir Koro* (Contre le temps... Behice Boran : Une chorale à elle seule), SineGöz Film Atölyesi, 2006.

²⁰ M. ÇETİK, « Bir Akademisyen olarak Behice Boran (Behice Boran en tant qu'académicienne) », A. YARAMAN (ed.), *Biyografiya 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002, p. 27-66 ; F. BERKTAY, « Olağandışı Bir Kadın : Behice Boran (Une femme hors du commun : Behice Boran) », A. YARAMAN (ed.), *idem*, p. 13-26 ; « Behice Boran : « Karar Verme Yeteneği » ne Sahip Bir Kadın (Behice Boran : une femme qui avait « le pouvoir décisionnel ») », F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti* (Le Genre de l'Histoire), İstanbul, Metis, 2006, p. 192-203.

²¹ Cette thèse de doctorat réalisée à l'Université d'Ankara en mai 2007 a été publiée : G. ATILGAN, *Behice Boran. Öğretim Üyesi, Siyasetçi, Kuramcı* (Behice Boran. Universitaire, théoricienne), İstanbul, Yordam Kitap, 2007.

²² Responsable de la section turque du service des travailleurs migrants de la Confédération (belge) des syndicats chrétiens (CSC) de 1974 à 1997. M. KHOOJINIAN, *La stabilisation et l'organisation des travailleurs turcs et de leurs familles en Belgique (1963-1980)*, mémoire de licence, Hist., ULB, 2005, p. 9.

les archives du Türkiye Birleşik Komünist Partisi ²³ (TBKP) et les articles qu'elle a publiés et/ou se rapportant à ses activités dans *Çark Başak* (*La Roue et l'Epi*), l'organe du TİP, et dans *Tek Cephe* (*Front unique*), l'organe de l'Union pour la Démocratie en Turquie (DİB), entre 1980 et 1987, sont consultables au Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı ²⁴ (TÜSTAV) à İstanbul.

Enfin, les interviews de deux témoins privilégiés de cette période, Doğan Özgüden ²⁵, journaliste turc réfugié à Bruxelles, représentant du TİP en Europe de 1978 à 1981, et Paul Van Praag, membre du PCB, responsable des contacts de ce parti avec les partis communistes turcs au début des années quatre-vingt, nous ont aidé à éclairer certaines zones d'ombre dans les sources écrites.

Behice Boran jeune, que ses proches dépeignent comme
une femme chaleureuse et attentionnée (1910-1987)
(Archives TBKP, TÜSTAV, İstanbul).

²³ *Le Drapeau rouge*, 8 octobre 1987, p. 1.

²⁴ Fondation de recherche en histoire sociale de Turquie, créée en 1992 (www.tustav.org).

²⁵ *Nouvelle Tribune*, décembre 2003, p. 74-75.

De la sociologie à la politique : le parcours d'une marxiste militante ²⁶

Behice Sadık Boran, née le 1^{er} mai 1326 selon le calendrier ottoman (14 mai 1910) à Bursa, est la benjamine d'une famille d'origine tatare émigrée de Kazan (Russie) dans les années 1890. Son père, négociant en céréales, est un homme de tendance libérale attachant beaucoup d'importance à l'éducation de ses enfants, sans distinction de sexe, dans la ligne des valeurs de modernité promues par les élites jeunes-turques, puis kémalistes ²⁷. Behice entame des études primaires en turc, interrompues avant terme par l'avancée des troupes grecques en Anatolie, dans le contexte du conflit gréco-turc de 1919-1922. La famille déménage à İstanbul en 1920, et Behice y poursuit sa scolarité dans une école de religieuses françaises, avant d'entrer au Collège américain pour filles. Diplômée en 1931, major de sa promotion, elle se destine à une carrière d'enseignante et suit des études de philosophie à l'Université d'Istanbul. Mue par son patriotisme, elle souhaite, à travers l'enseignement, apporter sa contribution à l'objectif de la nouvelle République d'amener la Turquie à la « civilisation moderne » ²⁸. Poursuivant dans cette voie, elle est nommée en 1933, à sa demande, professeur d'anglais à l'école secondaire moyenne de Manisa, ville où s'est établie la famille après le décès de son père.

En 1934, elle reçoit, par l'entremise de son ancien professeur d'histoire du Collège américain, une proposition de bourse de doctorat de l'Université du Michigan. Profitant de cette opportunité, elle gagne les Etats-Unis et y entame des études de sociologie. L'objectif reste le même : comprendre la société afin de mieux la faire progresser dans le monde moderne. C'est également Outre-Atlantique qu'elle découvre, au hasard d'une conversation entre étudiants, le marxisme, à la pensée duquel elle s'initie progressivement par ses propres moyens, tout en l'intégrant dans ses recherches sur les inégalités sociales. Un doctorat de sociologie en poche, elle rentre au pays et y obtient, par l'entremise du ministre turc de l'Education nationale en personne, un poste de chargée de cours à la faculté des Langues, d'Histoire et de Géographie de l'université d'Ankara.

Pendant sa carrière académique, de 1939 à 1948, elle contribue largement au développement de la sociologie turque en faisant naître de nombreuses vocations. A côté de ses cours théoriques, qui font salle comble, elle soutient ardemment les études de terrain et l'implication des sociologues dans les changements sociaux. Dans un contexte politique de montée des tendances nazies sur fond de conflit mondial, Behice Boran s'investit également, en dehors de ses activités académiques et aux côtés d'autres universitaires socialisants, dans la publication de deux revues de gauche et rédige de nombreux articles de réflexion politique pour d'autres revues et journaux,

²⁶ Cette partie est largement inspirée de G. ATILGAN, *Behice Boran... op. cit.* ; G. TILGAN, « Behice Boran », M. GÜLTEKINGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 436-472 ; A. YARAMAN (ed.), *Biyografiya 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002.

²⁷ S. TEKELİ, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », S. VANER (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard/CERI, 2005, p. 265.

²⁸ Voir l'entretien radiophonique « Comment êtes-vous devenue marxiste » réalisé en Bulgarie avec Behice Boran en 1985 pour Radio Sofia : G. ATILGAN, *Behice Boran..., op. cit.*, p. 532-534.

abordant les thèmes de la démocratie, du fascisme et de l'humanisme dans une perspective de classe. Dès cette période, elle se forge une réputation d'intellectuelle idéologiquement intraitable, autoritaire et à l'*ego* surdimensionné ! Mais ses proches dressent plutôt le portrait d'une jeune femme sympathique, chaleureuse et attentionnée. En 1942, elle adhère au Parti communiste de Turquie (clandestin) et prend un temps la direction d'une de ses organisations de jeunesse.

En 1946, elle épouse un traducteur en langue grecque de l'Agence Anatolie, Nevzat Hatko ²⁹, un homme qui partage ses convictions politiques mais qui, aussi et surtout, restera jusqu'à sa mort dans l'ombre de l'action militante et politique de sa compagne. Celle-ci garde d'ailleurs son nom de jeune fille (Boran) durant toute sa vie publique et sa carrière politique – ce qui est extrêmement rare pour l'époque.

Les ennuis de Behice Boran avec les autorités de son pays débutent en 1944. Dans une atmosphère de guerre froide avant l'heure et de chasse aux communistes, elle est écartée de ses fonctions universitaires ³⁰ en même temps que d'autres collègues de renom. La procédure judiciaire, ouverte pour propagande communiste, débouche sur un non-lieu. Contrairement à ses collègues qui prennent dès ce moment le chemin de l'exil pour poursuivre une carrière académique au Canada ou en France, Behice Boran reste en Turquie et ouvre un bureau de traduction avec son époux, renvoyé de son emploi pour les mêmes raisons.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate en 1950, elle revient sur le devant de la scène comme présidente de l'Association turque des Amis de la Paix et ne tarde pas à faire parler d'elle en publiant un communiqué dénonçant la décision du gouvernement turc d'envoyer des troupes en Corée. Boran et ses collègues sont poursuivis par les tribunaux militaires. Incarcérée, libérée périodiquement pour raisons de santé, elle écope de quinze mois de prison. C'est dans ces conditions précaires et à l'âge de quarante et un ans qu'elle donne naissance à son fils Dursun en septembre 1951. Libérée en 1953, elle est à nouveau interpellée, emprisonnée et poursuivie dans le cadre des procès visant les membres présumés du TKP. Elle sera finalement relaxée pour manque de preuves. Ces poursuites mettent un terme définitif à sa carrière scientifique ; Behice Boran se retire momentanément de la vie publique pour se consacrer à sa famille.

En 1962, elle adhère au Parti ouvrier de Turquie, fondé un an plus tôt par des syndicalistes recherchant l'appui d'intellectuels de gauche susceptibles d' étoffer leur programme. Cette adhésion ne fait guère l'unanimité car certains craignent que sa réputation de communiste ne vienne ternir l'image du nouveau parti ouvrier et inquiéter le nouveau régime. Au-delà du petit strapontin que quelques-uns lui proposent à

²⁹ Né à Sinop vers 1910 dans une famille circassienne (les Circassiens ou Tcherkesses sont un peuple montagnard du nord du Caucase). Après l'exécution de son père, capitaine dans l'armée, en raison de liens supposés avec l'armée d'Ethem le Circassien, le reste de la famille s'exile en Grèce, où Nevzat fera plus tard Polytechnique et rejoindra les jeunes communistes grecques. Il revient en Turquie dans les années 1930. G. ATILGAN, *Behice Boran...*, op. cit., p. 92.

³⁰ Voir l'intervention de M. Mustapha Bastuji (Turquie) dans *Congrès mondial des Partisans de la Paix, Paris – Prague, 20 - 25 avril 1949*, Comité mondial des Partisans de la Paix, Paris, 1949, p. 706.

la section féminine, Behice Boran accède au Comité central du TİP en 1964 et est élue députée au Parlement turc à l'occasion des élections générales de 1965 ³¹. Elle s'y exprime au nom du Parti sur des sujets habituellement réservés aux hommes, la politique étrangère et la défense et frappe les esprits par ses interventions. Elle devient par ailleurs membre de la Commission parlementaire mixte Turquie-CEE, où elle attire l'attention de ses interlocuteurs européens pour son opposition franche et déterminée au Marché commun ³².

Elle devient rapidement l'un des principaux idéologues du TİP et y développe sa conception de la révolution socialiste en Turquie. Considérant la classe ouvrière comme la principale avant-garde de la révolution et estimant que les intellectuels progressistes qui ressentent un destin commun avec elle doivent activement soutenir son action, elle rejette les perspectives de *putsch* militaire ou de guérilla.

Dans un deuxième temps, elle conçoit le Parti comme le pivot incontournable pour préparer une telle révolution. C'est le Parti qui, par ses structures, a la charge de conscientiser les classes laborieuses à leur condition et de contribuer à leur éducation idéologique. Enfin, dans les conditions conjoncturelles que connaît la Turquie, elle défend l'option d'une accession au pouvoir par la voie des élections, et ce grâce à l'organisation infaillible d'un parti aux bases solides, soutenu par des cadres compétents et des militants combattifs. L'échec électoral de 1969 pousse l'équipe dirigeante à la démission et du même coup propulse Behice Boran au secrétariat général, puis à la présidence générale du Parti ouvrier de Turquie en 1970. Un succès qui sera de courte durée.

Le *pronunciamento* militaire du 12 mars 1971, au motif de rétablir l'ordre, lance une large offensive contre les mouvements de gauche, touchant également de plein fouet le TİP. Le Parti est interdit par la Cour constitutionnelle ; ses dirigeants sont arrêtés et jugés devant les tribunaux militaires pour avoir favorisé des « menées séparatistes » kurdes lors de leur dernier Congrès. Behice Boran est condamnée à quinze ans de prison. Libérée en 1974 dans le cadre d'une amnistie générale, elle prend part, après quelques hésitations, à la refondation du TİP en 1975 et en reprend la présidence. Mais le nouveau Parti ouvrier de Turquie n'occupe plus qu'une position marginale dans le champ politique, à la fois en raison du glissement vers le centre gauche du Parti républicain du peuple et de la concurrence stérile que se livrent à l'extrême gauche les divers partis marxistes fondés depuis le retour à la démocratie en 1973. Cette situation politique se conjugue au retour sur le terrain social turc du TKP, toujours illégal, qui parvient à se tailler une influence croissante par l'entremise de quelques centrales syndicales affiliées à la DİSK, et à l'effervescence des groupes révolutionnaires et gauchisants très actifs au sein de la jeunesse. La stagnation du TİP devient irrémédiable et le cantonne à une position de parti groupusculaire, aux tendances orthodoxe et prosoviétique toujours plus prononcées. Lors des élections sénatoriales partielles de 1979, le Parti subit non seulement un échec cuisant, à la

³¹ Une des huit femmes sur les 450 représentants qui siègent au cours de la législature 1965-1969. F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti*, op. cit., 2006, p. 193.

³² M. HEKIMOĞLU, « Behice Boran... », *Cumhuriyet*, 16 octobre 1987, p. 8 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2063, document 75.561).

traîne des autres partis socialistes, mais sa candidate à İstanbul, Behice Boran, est aussi devancée par la présidente de l'association des femmes progressistes, candidate indépendante du TKP. Le TİP s'enfonce dans un débat interne houleux, opposant les partisans de « l'unité des partis de la plateforme socialiste scientifique », censée aboutir à la fusion des partis communistes prosoviétiques, et les tenants d'un front uni antifasciste passant par une large ouverture à d'autres courants de l'extrême gauche turque, viscéralement hostiles au TKP. Behice Boran rejoint la stratégie politique des premiers et un « protocole d'union » est signé avec le TKP en juin 1980 à Sofia ³³. Dans le contexte des états de siège décrétés à partir de la fin de 1978 et qui s'étendent progressivement à l'ensemble du pays, Boran, ayant outrepassé l'interdiction de manifester le 1^{er} mai, malgré son âge avancé (ce que la police et les juges ne manquent pas de lui faire remarquer), est jugée une première fois devant une cour militaire, avant qu'une seconde procédure ne soit entamée au début de l'année 1980 pour propagande communiste à l'occasion de ses derniers discours électoraux ³⁴.

Behice Boran (1910-1987)
(Archives TBKP, TÜSTAV, İstanbul).

³³ N. BABALIK, *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi* (L'extinction du Parti communiste de Turquie), İstanbul, İmge Kitabevi, 2005, p. 228.

³⁴ *La Cité*, 5 avril 1980 ; *Le Drapeau rouge*, 8 avril 1980 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

« Mais qu'avons-nous donc à faire ici ? » ³⁵ :

l'exil d'une dirigeante éprouvée

C'est dans ce contexte troublé que survient le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Le matin même, comme plus d'une centaine de responsables politiques, Behice Boran est placée en résidence surveillée, malgré ses problèmes d'insuffisance cardiaque exigeant un suivi médical approprié. A l'âge de soixante-dix ans, elle est une dirigeante politique épuisée, triste et amère. Les réunions interminables pour résoudre les conflits idéologiques et personnels à la direction du Parti, à l'approche du Congrès avancé au mois d'octobre, ont tellement monopolisé son agenda qu'elles ont relégué au second plan les conditions de la prise de pouvoir des militaires, pourtant prévisible, comme dix ans auparavant. Preuve en est la facilité avec laquelle les documents secrets et la liste des membres du parti sont confisqués par les autorités militaires ³⁶. A peine Behice Boran s'est-elle assurée l'accord tacite de chacun des membres du Comité central pour disposer des pleins pouvoirs en vue de prolonger l'action du parti dans l'éventualité d'un rejet dans l'illégalité ³⁷.

Hospitalisée après quelques jours, à la suite d'une crise cardiaque, Behice Boran reste maintenue sous la surveillance des autorités militaires. A Bruxelles, l'Union pour la Démocratie en Turquie (DİB), qui est depuis juin 1980 l'organisation officielle du TİP en Europe, lance un appel international pour sa libération, sobrement relayé par la presse belge ³⁸. Le secrétaire général du TİP, Nihat Sargin, parvenu entre-temps à quitter la Turquie, arrive à Bruxelles le 24 septembre et se réfugie auprès de connaissances établies de longue date ³⁹. A la fin du mois d'octobre, Behice Boran est relâchée par la junte militaire. Entre-temps, la direction du Parti ouvrier a pris la décision d'exiler sa présidente à l'étranger, dans les plus brefs délais, pour poursuivre ses activités à partir d'un lieu plus sûr. Dans un premier temps, elle s'y refuse : l'exil est bien la dernière des solutions qu'elle aurait pu envisager, même s'il lui fallait dans le cas contraire supporter à son âge un nouveau procès politique. Sur l'insistance de ses camarades, elle s'y résout et parvient à quitter le pays, un matin du début de novembre 1980, sous couvert de son passeport spécial d'ancienne parlementaire, avec son époux, paralysé depuis quelques années, en prenant le premier avion pour Sofia.

³⁵ Propos répété à plusieurs reprises par Boran au journaliste Varlık Özmenek lors d'une entrevue en 1983 en République fédérale d'Allemagne : G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 299.

³⁶ Déclaration du Tek Cephe (Front unique), nouvelle dénomination du Comité belge de l'Union pour la Démocratie en Turquie (Demokrasi İçin Birlik) après la scission de l'organisation au niveau européen, 23 mars 1982 (en turc) (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418).

³⁷ G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 301.

³⁸ *Le Drapeau rouge*, 17 octobre 1980, p. 3 ; *Le Soir*, 17 octobre 1980 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

³⁹ Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 1 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; N. SARGIN, *Dönüşten Özgürlüğe 900 Gün Türkiye Birleşik Komünist Partisi "TBKP" Davası* (Du retour à la liberté. 900 jours. Le procès du Parti communiste unifié de Turquie), İstanbul, Tüstav, 2006, p. 73-74.

Même si la junte militaire n'a pas encore établi à cette époque une liste des personnes interdites de quitter le territoire, Boran courait tout de même le risque, en tant que personnalité bien en vue, d'attirer l'attention des forces de police lors du contrôle des passeports. Il se peut que son identité de femme mariée (son passeport porte la mention de Behice Hatko⁴⁰) ait contribué à détourner leur attention et à lui permettre de passer la frontière sans encombre. Arrivés sur place, ils sont pris en charge par les autorités bulgares et envoyés dans un sanatorium⁴¹.

Depuis le coup d'Etat, le DİB, comme d'autres organisations politiques turques implantées en Europe, tente de sensibiliser l'opinion publique occidentale à la situation en Turquie, mais cette campagne ne rencontre que peu d'échos. Les responsables du DİB, ayant appris par téléphone puis par la presse turque sa présence à Sofia⁴², envisagent de l'amener à Bruxelles afin d'assurer une plus grande visibilité à leur campagne de sensibilisation auprès des dirigeants européens. Mais le fait qu'elle ait reçu en premier lieu la protection des autorités bulgares et que son état de santé reste précaire, complique leur démarche. Enfin, souhaitant profiter de sa faiblesse dans ses nouvelles conditions de clandestinité et rétablir au plus vite l'unité du mouvement communiste turc, İsmail Bilen⁴³, le secrétaire général du Parti communiste de Turquie, considérant que l'adhésion de Behice Boran au TKP reste toujours d'actualité, lui propose via des intermédiaires de revenir dans le giron du PC turc et d'y incorporer ses effectifs du TİP⁴⁴.

Les obstacles administratifs rencontrés par le DİB sont progressivement levés. Pieter Dankert, vice-président (socialiste) du Parlement européen, accepte d'envoyer une invitation officielle à Behice Boran et le ministère belge des Affaires étrangères ne voit aucune objection à lui délivrer un visa pour un séjour temporaire⁴⁵. Si ses problèmes de santé, ainsi que l'état physique de son mari, la font encore hésiter,

⁴⁰ N. BABALIK, *op. cit.*, p. 92.

⁴¹ G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 297 ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

⁴² Le fait que Boran ait pu quitter la Turquie sans difficulté, alors que les principaux dirigeants du syndicat métallo Maden-İş, connu pour sa proximité avec le TKP, étaient arrêtés, a fait l'objet d'une polémique entre partisans et détracteurs du TİP, au premier rang desquels de nombreux sympathisants du TKP. Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 juin 1981, p. 25 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17). Cette lettre de 38 pages rédigée par Özgüden après son expulsion du parti, dans laquelle il règle ses comptes, est une véritable mine d'informations sur l'exil de Boran de novembre 1980 à juin 1981.

⁴³ İsmail Bilen (Rize, 1902 – Berlin-Est, 1983) : connu sous le sobriquet de « Laz İsmail (İsmail le Laze) » ou sous son nom de guerre « Marat », il occupe à partir de 1927 de nombreuses fonctions de premier plan au sein du TKP, dont celle de représentant du parti au Comité exécutif de l'Internationale communiste de 1937 à 1943. B. GÜZEL, F. ÖZKAN, « İsmail Bilen (Laz İsmail) », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce. Cilt 8. Sol, İstanbul, İletişim Yayınları*, 2007, p. 294-307. Les Lazes sont un peuple caucasien parlant un dialecte géorgien et vivant majoritairement dans le nord-est de la Turquie.

⁴⁴ N. BABALIK, N., *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi*, *op. cit.*, p. 233.

⁴⁵ Il est à remarquer que la Belgique a rétabli l'obligation du visa pour les ressortissants turcs en novembre 1980.

Behice Boran finit par accepter, avec un certain enthousiasme, la proposition d'un voyage d'un mois en Europe. Elle obtient l'autorisation de quitter la Bulgarie, après que soient levées les réticences des autorités bulgares peu enclines à laisser partir cette hôte de marque (les affinités idéologiques du PC bulgare et du TKP sont également à prendre en compte), même pour un séjour de courte durée, et d'ultimes tractations d'ordre médical. Mais elle doit laisser son mari en Bulgarie, où il décède en avril 1981 ⁴⁶.

Elle arrive à Bruxelles le 10 janvier 1981 et rencontre Pieter Dankert ainsi que le secrétaire adjoint du groupe socialiste du Parlement européen le 20 janvier, où elle s'entretient avec eux des violations des droits de l'homme en Turquie et de la question du retour à la démocratie promise par la junte ⁴⁷. Elle s'entretient également avec Louis Van Geyt, président du Parti communiste de Belgique le 26 janvier ⁴⁸. Elle rencontre des journalistes belges et étrangers, dont ceux du quotidien bruxellois *Le Soir* qui la présentent comme une « femme calme, pas du tout fanatique, pas du tout extrémiste, (qui) a déjà passé une bonne partie de sa vie en prison... » ⁴⁹. La junte militaire, prise de court par ces événements, à la veille du débat sur la situation en Turquie au Conseil de l'Europe, décide de lui lancer un appel à rentrer, sous peine d'être déchue de sa nationalité. Cet appel du Secrétariat de coordination de l'état de siège est relayé par la presse écrite, mais également par la radio et la télévision, qui diffuse sa photographie ⁵⁰. Dans une question parlementaire, Louis Van Geyt demande au ministre belge des Affaires étrangères ce qu'il compte faire « pour assurer la protection et la défense de Madame Boran ». Le ministre rétorque que, bien que le cas de Madame Boran soit de la compétence du ministre de la Justice, il lui « est bien connu », et que « lorsque l'intéressée réside en Belgique avec un permis de séjour valable, la même protection personnelle lui est accordée qu'aux ressortissants belges, ceci en application des dispositions constitutionnelles en la matière. Au cas où elle ne désirerait pas donner suite à l'ordre du gouvernement militaire turc actuel de rentrer

⁴⁶ Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 7 et 12 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

⁴⁷ Communiqué du DİB : Behice Boran est à Bruxelles. La présidente du Parti ouvrier de Turquie lance une campagne contre la violation des droits de l'homme par la junte militaire. Bruxelles, 21 janvier 1981. (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; « Boran, Avrupa Kamuoyunu Uyardı (Boran a averti l'opinion publique européenne) », *Tek Cephe*, 4, 1981 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar (écrits) 1975-1987, n° 218).

⁴⁸ Notes de Paul Van Praag, 9 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁴⁹ *Le Soir*, 29 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1). Ce commentaire, cherchant à rassurer le public sur les intentions de Boran, renvoie par la même occasion à certains termes (fanatique, extrémiste) employés généralement pour décrire les femmes révolutionnaires : voir A. MORELLI, « La femme révolutionnaire, repoussoir suprême », P. DELWIT et J. GOTOVITCH (éd.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996, p. 203-211.

⁵⁰ *La Cité*, 28 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; *Çark Başak*, n° 5 (83), Ocak (janvier) 1981, p. 2 (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

en Turquie, tout en risquant de perdre sa nationalité turque, elle pourrait demander éventuellement l'asile territorial en Belgique... »⁵¹.

Behice Boran n'a nullement l'intention de se laisser intimider, ni de retourner en Turquie. A l'approche du vingtième anniversaire de la fondation du TİP, le DİB organise le 14 février une soirée de solidarité avec le TİP et la DİSK et Behice Boran y prononce un discours. La presse retient avant tout la présence annoncée de Melike Demirağ, l'actrice vedette du dernier film (*Le Troupeau*) de Yılmaz Güney⁵². Cette soirée, rehaussée par la présence de personnalités belges et internationales, est une grande réussite, bien couverte par les médias⁵³. Les ennuis de Boran ne prennent pas fin pour autant. Condamnée par défaut, deux jours plus tard par un tribunal militaire d'Ankara, à plus de huit ans et neuf mois de prison, à cinq ans d'exil intérieur et à la privation de ses droits civiques à perpétuité pour propagande communiste, aggravée par propagande écrite et récidive lors de la campagne électorale de 1979, Behice Boran se résout à demander l'asile politique en Belgique⁵⁴. En cette période difficile, elle a été touchée par l'accueil chaleureux reçu à Bruxelles et par la solidarité que manifestent les organisations progressistes européennes envers les exilés turcs. Ce soutien moral l'incite à poursuivre son combat politique au cours de ses six années d'exil, en dépit de son âge très avancé et de son état physique délabré⁵⁵.

Déchue de sa nationalité le 5 juin 1981⁵⁶, elle aura sa revanche après sa mort, le 10 octobre 1987, en bénéficiant d'une cérémonie funèbre officielle à la Grande Assemblée nationale de Turquie (en qualité d'ancienne membre de cette assemblée) et sera, selon ses vœux les plus chers, enterrée à İstanbul, lors de funérailles rassemblant plus de 15 000 personnes⁵⁷.

⁵¹ Question orale urgente de Louis Van Geyt, député, à Monsieur le ministre des Affaires étrangères. Objet : l'attitude de notre gouvernement vis-à-vis de l'évolution tragique des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Turquie, Bruxelles, le 2 février 1981 ; Réponse du ministre des Affaires Etrangères du 18 février 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁵² Communiqué de l'Union pour la Démocratie en Turquie (UDT), Bruxelles, 29 janvier 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; *Le Soir*, 13 février 1981, p. 3 ; *Le Drapeau rouge*, 14-15 février 1981, p. 2.

⁵³ Communiqué de presse de l'UDT. Soirée de solidarité avec TİP et DİSK. Un défi international à la junte militaire, Bruxelles, 16 février 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁵⁴ *Le Soir*, 17 février 1981, p. 3.

⁵⁵ G. ATILGAN, G., *Behice Boran...*, op. cit., p. 299.

⁵⁶ « ... Et en privant de sa nationalité Madame Behice Boran,... qui a fait confiance à l'hospitalité de la Belgique, le régime d'Ankara montre le mépris dans lequel il tient l'opinion démocratique des pays auquel il est lié ou associé... », question orale de Louis Van Geyt, Député,... (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁵⁷ « Behice Boran için TBMM'de tören (Cérémonie pour Behice Boran à la Grande Assemblée nationale de Turquie) », *Cumhuriyet*, 17 octobre 1987, p. 1 ; S. ERTEMUR, « Behice Boran toprağa verildi (Behice Boran a été inhumée) », op. cit., 19 octobre 1987, p. 3 (TÜSTAV, Archives du TBKP, dossier 2230, documents 29.126 et 29.100).

« Jusqu'à son dernier souffle »⁵⁸ : une vie privée subordonnée à l'action politique

Depuis son arrivée en Belgique, Behice Boran séjourne auprès de Doğan et İnci Özgüden, militants communistes réfugiés à Bruxelles depuis 1972. Doğan Özgüden y fait office depuis 1978 de représentant du Parti ouvrier de Turquie et occupe la présidence de l'Union pour la Démocratie en Turquie⁵⁹. Il est à l'origine de sa venue à Bruxelles et à ce titre, en devient quasi le secrétaire particulier. Aux côtés de Boran, de Nihat Sargın et d'Osman Sakalsız, le secrétaire d'organisation du parti arrivé en Europe à la fin du mois d'octobre, il intègre le Comité central restreint, qui fait également office de Bureau extérieur du TİP. Özgüden assure, par l'entremise du DİB, les moyens de subsistance de Boran (environ 1 000 DM par mois), les membres de l'organisation préférant pour une question de crédibilité et de réputation qu'elle ne fasse pas appel à une allocation d'aide sociale de l'Etat belge.

Behice Boran (au centre) entre un couple d'exilés turcs, İnci Tugsavul-Özgüden et le journaliste Doğan Özgüden, qui l'accueillent à son arrivée à Bruxelles (coll. particulière).

C'est aussi par leur intermédiaire que Behice Boran emménage à partir du 28 mars 1981, avec Sargın, dans un appartement situé dans le même immeuble du Square Wiser, à Etterbeek. Les cotisations et dons des militants permettent également au parti de poursuivre ses activités et d'organiser des actions ponctuelles (dont les coûts approchent les 35 000 DM pour six mois). L'état de santé de Behice Boran est confié

⁵⁸ *Behice Boran : son nefesine kadar* (jusqu'à son dernier souffle), İstanbul, Amaç Yayınları, 1988.

⁵⁹ Cette organisation rassemble des travailleurs immigrés, des étudiants et des exilés politiques, sympathisants du Parti ouvrier de Turquie ou de manière plus générale militants antifascistes. Elle compte environ trois cents membres. A noter que le TİP ne compte que cinq mille membres dans la deuxième moitié des années soixante-dix. Lettre de Doğan Özgüden au PCB, et ses annexes, Bruxelles, 9 mars 1981 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1) ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007 ; G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 283.

à un réfugié politique chilien, ancien médecin personnel d'Allende, le cardiologue Gaston Simon, qui se charge de son suivi médical, jusqu'à son décès. Ses problèmes cardiaques l'obligent régulièrement à modérer ses activités ⁶⁰ et les personnes de son entourage se montrent très soucieuses de lui faciliter l'existence, dans la limite de leurs moyens ⁶¹. En ce qui concerne sa famille, elle assiste à l'enterrement de son époux en Bulgarie mais ne semble pas entretenir une correspondance suivie avec son fils Dursun demeuré en Turquie, sans doute pour des questions de sécurité. C'est plutôt à ses visiteurs venant de Turquie qu'elle demande régulièrement des nouvelles de ce fils unique d'une trentaine d'années, dont l'exil l'a une fois encore tenue éloignée. Tout juste avant de perdre sa nationalité, elle a mis tout en œuvre pour lui transmettre par procuration ses biens immobiliers, afin d'éviter une confiscation par l'Etat ⁶².

Sur le plan politique, Boran reprend les rênes du parti d'une main de fer, appuyée par sa garde rapprochée Sargın-Sakalsız ⁶³. Le coup d'Etat est venu interrompre le processus de rapprochement avec le TKP mais a permis à la nouvelle direction du TİP de prendre de vitesse ses dissidents et de les écarter du parti ⁶⁴. Özgüden, proche des « scissionnistes », continue à prôner l'ouverture à un front antifasciste tant dans les réunions du Bureau extérieur du TİP qu'au sein du DİB, notamment en y accueillant les opposants expulsés du parti. Le point de rupture est atteint au moment où la direction décide d'intervenir directement dans les affaires du DİB. Cette organisation, bien qu'autonome, est encore étroitement liée au parti et doit impérativement être subordonnée à sa ligne politique.

Le 7 juin 1981, lors d'une réunion des Comités ouest-allemands de la DİB à Francfort, Boran parvient à les rallier à son point de vue « internationaliste », entraînant

⁶⁰ Voir sa correspondance dans CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1.

⁶¹ Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 5-10 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

⁶² G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 298 ; interview de Doğan Özgüden, Bruxelles, 18 janvier 2007.

⁶³ « Silâhımız Partimizdir ; Daha Savaşkan Bir Parti İçin İleri (Le parti est notre arme ; en avant pour un parti plus combatif) », *Çark Başak*, 9 (86), Mayıs (mai) 1981, p. 24-26 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418).

⁶⁴ « Parti Birliği ve Tasfiyecilerin Tasfiyesi (L'unité du parti et la scission des scissionnistes) », *Çark Başak*, 2 (79), Ekim (octobre) 1980, p. 8-9 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418) ; O. SILIER, « TİP'in İkinci Dönemi. « Daha İyi Yenilmek » Olanaklı mıydı ? (La seconde période du TİP. Était-il possible « de mieux perdre ? ») », M. GÜLTEKİNGİL (ed.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce...*, *op. cit.*, p. 474. Orhan Silier était le chef de file de cette opposition interne du TİP.

une scission du DİB ⁶⁵. Par la même occasion, Özgüden est renvoyé du parti ⁶⁶ et Boran perd un soutien matériel qui lui fut précieux dans ses premiers mois d'exil. Le rapprochement esquissé depuis quelques années avec le mouvement communiste international, du fait de ses positions de plus en plus prosoviétiques, permettra à Behice Boran de trouver une autre alternative. C'est en effet le PCB qu'elle appelle pour l'aider à résoudre ses problèmes matériels et de statut (installation d'une ligne téléphonique, obtention d'une allocation d'aide sociale et d'un logement social) ⁶⁷. Boran se voit rapidement octroyer une allocation du Centre public d'aide sociale de sa commune (équivalent à quelques centaines de marks). Un autre réfugié politique maoïste, Necmi Demir ⁶⁸, s'apitoie : « J'étais désolé de voir Behice Boran faire la file au secours social » ⁶⁹. Elle ne déménagera dans un logement social qu'en 1983. Nihat Sargin, rejoint par son épouse, s'installe rue Antoine Gautier à Etterbeek, tandis que Boran emménage seule dans une vieille petite maison dans le même quartier. Elle n'y séjourne que peu, une semaine tous les deux mois, préférant à ce logement vétuste, la maison de trois étages dans la banlieue de Düsseldorf où Osman Sakalsız s'est installé en famille et où elle dispose de deux pièces meublées, avec vue sur le petit jardin d'arbres fruitiers à l'arrière de la maison ⁷⁰. Les effectifs et activités du TİP sont désormais essentiellement concentrés en République fédérale d'Allemagne, comme c'est le cas de la plupart des organisations de l'immigration politique turque en Europe. Le rapprochement avec le TKP se concrétise à partir de 1982, le Parti

⁶⁵ « (...) Il est regrettable de constater que Madame Boran, après avoir obtenu l'asile en Belgique, ait montré sa gratitude en se tournant et en menant sa lutte contre les dirigeants de la DİB qui avaient obtenu les conditions favorables pour sa lutte... », déclaration du Congrès extraordinaire du DİB, Paris, 22 novembre 1981, p. 2 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁶⁶ Discours de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie, Francfort, 7 juin 1981 (en turc) (IISG, Archives TKP, Documents concernant le TİP, n° 418) ; lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 1-6 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 74 ; N. BABALIK, *Türkiye Komünist Partisi'nin Sönümlenmesi*, *op. cit.*, p. 253.

⁶⁷ Paul Van Praag, responsable des contacts avec les partis communistes turcs au sein du secrétariat aux relations internationales du PCB, est chargé d'effectuer ces démarches. Sur les échanges épistolaires entre Paul Van Praag, Louis Van Geyt, Léon Defosset député-bourgmestre d'Etterbeek et Gilles, administrateur délégué de la SA « Le Foyer etterbeekois », voir CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1.

⁶⁸ Né en 1946, il adhère au TİP en 1963, puis au Dev-Genç en 1969. Condamné à la prison à vie dans le cadre du procès du Parti – Front de libération populaire de Turquie (THKP-C) de Mahir Çayan après le pronunciamiento militaire de 1971, il est relâché au bout de huit ans et rejoint le mouvement maoïste turc et son Parti ouvrier et paysan de Turquie. Après le coup d'Etat de 1980, il prend le chemin de l'exil. « Necmi Demir », I. ALPAT, *Popüler Türkiye Solu Sözlüğü Solun Yüzyıllık Öyküsü* (Dictionnaire populaire de la Gauche en Turquie. Une histoire centenaire de la gauche), İzmir, Mayıs Yayınları, 2003, p. 200.

⁶⁹ N. BABALIK, *op. cit.*, p. 93.

⁷⁰ K. DÜZGÖREN, « Yaşamı sadeydi, sobayla ısınyordu (Son existence était simple, elle se chauffait avec un poêle) », *Milliyet*, 12 octobre 1987, p. 3 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2063, document 75.507) ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 93 ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 63.

socialiste ouvrier de Turquie est associé momentanément aux pourparlers, débouchant sur une régularisation de leurs relations et une coordination de leurs activités ⁷¹. Ce qui suscite des protestations parmi des courants oppositionnels, comme celui de ce Comité central parallèle, encore actif dans la clandestinité en Turquie : « Les militants de notre parti ont été trahis par les dirigeants lâches, notamment la présidente Behice Boran (...) qui se sont enfuis du pays (...) dans les conditions confortables des pays occidentaux, jouant au communiste, ils ont entamé les pourparlers avec les dirigeants du Parti communiste de Turquie en guise d'unifier les deux partis marxiste-léninistes. C'est l'une de leurs manœuvres hypocrites parce que leur but n'est pas l'unification des forces révolutionnaires mais, en liquidant notre parti, d'obtenir quelques sièges dans la direction du PCT » ⁷². Après le décès d'İsmail Bilen en 1983 et l'arrivée de Haydar Kutlu ⁷³ au poste de secrétaire général du TKP, la perspective d'un devenir commun des deux partis communistes se précise, sur la base de négociations plaçant les deux organisations sur un pied d'égalité. Vers la fin de sa vie, Behice Boran souhaite ardemment la formation d'un tel parti unifié, mais n'y prendra dans les faits qu'une part minime ⁷⁴. En revanche, elle s'investit pleinement dans d'autres activités militantes. En octobre 1982, en qualité de doyenne des réfugiés politiques de Turquie, elle prend l'initiative d'organiser à Cologne une conférence d'information sur la nouvelle Constitution proposée au référendum par la junte militaire ⁷⁵. Dans le cadre des activités du parti, elle collabore à la rédaction de son organe d'information et à l'organisation annuelle des célébrations fêtant l'anniversaire du TİP ⁷⁶. Elle poursuit également ses activités de lobbying auprès des instances européennes ⁷⁷. Enfin, elle

⁷¹ Communiqué du Parti ouvrier de Turquie, 4.2.1982 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁷² Lettre du Comité central du Parti ouvrier de Turquie au PCB, 25 Temmuz (juillet) 1982, n° 029 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁷³ Nabi Yağcı (Tokat, 1944) : mieux connu sous son nom de guerre « Haydar Kutlu », il adhère au TİP dans les années 1960, avant de rejoindre le TKP en 1974. Il s'élève rapidement dans sa hiérarchie en devenant membre du Comité central, puis du Politbüro en 1978. Actif en Turquie même, il s'exile en 1981. « Haydar Kutlu (Nabi Yağcı) », I. ALPAT, *op. cit.*, p. 131.

⁷⁴ Du fait d'un culte du secret très répandu au sein du TKP, les contacts se font le plus souvent par l'entremise d'intermédiaires anonymes qui assurent l'échange de correspondances officielles entre les deux partis. Pour ce qui est des rencontres bilatérales, on en compte à peine trois ou quatre, dont une dans la maison bruxelloise de Boran, les autres entrevues ayant lieu à Berlin-Ouest. Les négociations portant sur l'organisation et le programme du nouveau parti se font essentiellement dans le cadre d'une commission paritaire, conseillée par des représentants soviétiques et est-allemands. N. SARGIN, *op. cit.*, p. 63 ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 246 ; G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 307 ; interview de Paul Van Praag, Bruxelles, 25 avril 2007.

⁷⁵ Invitation de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie, au « No to the Junta's Constitution Conference », organisé les 30 et 31 octobre 1982 à Cologne, 24 septembre 1982 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1980-1983, n° 1).

⁷⁶ Lettre de Behice Boran, présidente du Comité central du Parti ouvrier de Turquie, au Comité central du Parti communiste de Belgique, Düsseldorf, 8 janvier 1986 (CARCOB, Papiers Susa Nudelhole, Dossier Turquie 1984-1987, n° 2) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 87.

⁷⁷ « Avrupa Konseyi'nin ardından (A la suite du Conseil de l'Europe) », *Çark Başak*, 23 (100), Şubat (février) 1984, p. 12-13 (TÜSTAV, Behice Boran Yazıları 1975-1987, n° 232).

est nommée au comité de direction du Conseil mondial de la Paix et, signe de sa pleine incorporation dans le mouvement communiste international, est invitée comme observatrice au XXVII^e Congrès du PCUS en février 1986 ⁷⁸.

En 1987, le projet de fusion des deux partis communistes turcs sous la forme d'un Parti communiste unifié de Turquie est finalisé et cette fusion est annoncée à l'occasion d'une conférence de presse à Bruxelles le 7 octobre. En dépit de fortes douleurs de poitrine persistantes depuis quelques jours et des avertissements de son médecin personnel, Behice Boran tient à prendre part à la conférence de presse et la journée se termine, sans encombre, dans une ambiance festive ⁷⁹. Trois jours plus tard, vers midi, Boran fait une nouvelle crise cardiaque qui lui sera cette fois fatale, malgré les interventions de son aide-soignante puis d'un médecin urgentiste ⁸⁰.

A la suite de négociations entre ses avocats et les autorités turques, son exil de six ans prend fin et elle peut être inhumée dans son pays natal, conformément à ses derniers vœux. Avant son dernier voyage, une cérémonie funèbre se tient le 15 octobre à Bruxelles dans les locaux des Amitiés belgo-soviétiques, où quelques centaines de personnes viennent lui rendre un dernier hommage ⁸¹. Le « retour » de Boran en Turquie marque également le retour au pays de quelques milliers de réfugiés, bien décidés à reprendre leur place au sein d'une société turque en continuel changement.

Des rapports ambigus avec les immigré(e)s économiques

Quelles relations entretient Behice Boran avec les immigrés économiques turcs durant son exil ? Elle aime entreprendre chaque jour de longues promenades, surtout aux abords des parcs, et ses pas la mènent parfois dans les quartiers où sont installés les immigrés turcs, tant à Bruxelles qu'à Düsseldorf ⁸². Mais elle ne semble pas rechercher à tout prix le contact avec ses compatriotes immigrés, en dehors des structures du TİP ou du DİB auxquelles ont adhéré un petit nombre d'entre eux, ou encore dans les années suivantes, des organisations mises sur pied dans l'immigration par le TKP dès le tournant des années soixante-dix ⁸³, comptant quelques milliers de

⁷⁸ « Türkiye İşçi Partisi Genel Başkanı Boran Yoldaşın SBKP 27. Kongresi'nde Yaptığı Konuşma (Discours prononcé au 27^e Congrès du PCUS par la camarade Boran présidente du TİP) », *Çark Başak*, 38 (115), Mayıs (mai) 1986, p. 1 et 3 (TÜSTAV, Behice Boran Yazıları 1975-1987, n° 243) ; N. SARGIN, *op. cit.*, p. 51.

⁷⁹ N. SARGIN, *op. cit.*, p. 17-18 ; N. BABALIK, *op. cit.*, p. 255-257 ; *Le Drapeau rouge*, 8 octobre 1987, p. 6.

⁸⁰ H. ULUENGİN, « Behice Boran öldü (Behice Boran est décédée) », *Cumhuriyet*, 11 Ekim (octobre) 1987, p. 1 et 11 (TÜSTAV, Archives du TBKP, dossier 2063, document 75.539).

⁸¹ Cérémonie du souvenir à l'intention de la camarade Behice Boran, Maison des Amitiés belgo-soviétiques, 15 octobre 1987 (IISG, Archives TKP, Documents concernant le décès de Behice Boran, n° 96).

⁸² Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 8 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17) ; A. YARAMAN (ed.), *Biyografi 2 Behice Boran*, İstanbul, Bağlam, 2002, p. 167.

⁸³ N. BABALIK, *op. cit.*, p. 97-105.

membres en Europe ⁸⁴. Pour un parti qui prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière, les problèmes des immigrés économiques ne sont pas négligeables : « Il ne fait aucun doute que les travaux menés ici comprennent également les questions des travailleurs immigrés de Turquie. Mais il ne sera possible de sauvegarder nos intérêts et nos droits d'émigrés et de travailleurs, et d'en obtenir de nouveaux, que grâce à une lutte conjointe » ⁸⁵.

Mais entre les paroles et les actes, il persiste plus d'une ambiguïté sur le sens de cette lutte conjointe. Si les critiques formulées par Özgüden sur le peu d'égard qu'a manifesté Boran envers ses compatriotes immigrés qui l'ont aidée matériellement dans les premiers mois de son exil peuvent encore être interprétées à la lumière de son amertume après son expulsion ⁸⁶, ce manque de solidarité, résultant d'un sectarisme persistant, s'observe dans d'autres cas et nous amène à questionner l'intérêt qu'elle accordait à l'action des organisations immigrées dans le pays d'accueil. Lorsque le Comité (belge) de liaison des organisations de travailleurs immigrés (CLOTI), « organe chargé de s'occuper des problèmes locaux et non du pays d'origine », propose de réadmettre les deux courants du DİB en litige sous une autre appellation, le représentant de Behice Boran, présent lors de la réunion délibératoire, refuse le compromis et quitte la salle ⁸⁷. De la même manière, le TIP laisse sans réponse une invitation de la fédération bruxelloise du PCB, adressée à l'ensemble des organisations immigrées communistes établies à Bruxelles, à sa fête du Premier mai ⁸⁸.

En attendant le socialisme... : une spécificité féminine dans la politique de Behice Boran ?

S'il nous faut avant tout constater le peu d'informations relatives à sa condition de femme dans les sources se rapportant à son exil, il est vrai aussi que Behice Boran ne défendait aucune position féministe militante ⁸⁹, ni ne considérait comme pertinent, en dehors de conversations privées, le fait de s'étendre sur ses problèmes de vie

⁸⁴ H. BOZARSLAN, « Une communauté et ses institutions : le cas des Turcs en RFA », *Revue européenne des migrations internationales*, 1990, p. 68.

⁸⁵ Extrait d'un discours de Behice Boran prononcé le 5 juin 1982 à Francfort. « Ayrıliklar Eylem Birliğinin Önüne Geçirelemez (Les divergences ne peuvent prévaloir sur l'unité d'action) », *Çark Başak*, 12 (89), Haziran (juin) 1982, p. 3 (TÜSTAV, Behice Boran Yazılar 1975-1987, n° 222).

⁸⁶ Lettre de Doğan Özgüden à Behice Boran, Bruxelles, 29 Haziran (juin) 1981, p. 10 (en turc) (IISG, Archives Muharrem Karaman, Documents concernant la gauche turque en Europe 1977-1981, n° 17).

⁸⁷ Procès-verbal de la réunion du 22 février 1982, Bruxelles, 4 mars 1982 (CARCOB, PCE/Papiers A. Enciso, 1982).

⁸⁸ « Je te confirme notre décision qui t'a été transmise oralement par le camarade Van Praag de ne plus convoquer à nos réunions l'Union pour la Démocratie en Turquie (...). La convocation ci-jointe est donc adressée au Parti ouvrier de Turquie », lettre de Roel Jacobs, secrétaire politique de la Régionale de Bruxelles du PCB, et d'Eddy De Winter, membre du Bureau de la Régionale de Bruxelles du PCB, à Madame Boran, Bruxelles, 15 février 1982 ; Fête du Premier Mai – Procès-verbal de la réunion du 11 mars 1982 (CARCOB, Archives de la Fédération Bruxelloise du PCB, n° 63).

⁸⁹ F. BERKTAY, *Tarihin Cinsiyeti*, op. cit., p. 194.

quotidienne ou sur ses tâches ménagères. Il ne lui fallait pas non plus de longs discours pour signifier l'émotion qui la submergeait d'être loin de sa famille et de son pays, ou les douleurs et la fatigue que lui causaient ses problèmes de santé ⁹⁰. Elle préférerait aussi partager ses meilleurs moments d'intimité et de loisirs avec ses connaissances les plus proches ⁹¹. Enfin, elle fut au cours de ces années d'exil, par moment, plus une personne à charge qu'une personne exerçant des responsabilités. Mais toute sa vie durant, à côté de ses activités politiques, elle tint à accomplir avec autant de soin et d'attention son rôle de mère et d'épouse et parvint à gérer toutes ces obligations, dans les limites des possibilités que les circonstances lui accordèrent.

Son entourage politique essentiellement masculin peut également expliquer ce peu d'intérêt pour la question féminine, affiché au niveau de son action militante, le Parti ouvrier de Turquie n'ayant jamais promu la participation et l'élévation des femmes dans sa hiérarchie, ni accordé d'attention particulière à leurs revendications spécifiques ⁹². Ce qui explique en partie la raison pour laquelle le féminisme contemporain turc, qui s'est développé à partir de la fin des années quatre-vingt, s'est distancié des idéologies de gauche en les jugeant tout autant responsables que le kémalisme dans la répression de l'identité spécifique des femmes et de leur enfermement dans des rôles traditionnels, les idéologies de gauche ayant même taxé (et culpabilisé) le féminisme de « déviation bourgeoise » ⁹³.

Guère concernée par la division traditionnelle des tâches selon le genre, qui s'applique pourtant bien au sein de la communauté immigrée politique turque, Behice Boran est une femme en exil qui s'identifie et que l'on renvoie entièrement au militantisme de type masculin, et a de ce fait tendance à occulter jusqu'à un certain point sa dimension féminine. Toutefois, peut-on en conclure que Behice Boran a participé sciemment à une telle occultation de la condition des femmes ?

Dans ses travaux sociologiques ⁹⁴, menés durant les années quarante, portant sur la comparaison des structures sociales de villages de plaine et de montagne dans l'ouest de la Turquie, elle soulignait à quel point, dans tous les domaines de la vie quotidienne, et plus particulièrement dans l'organisation de la production, les femmes occupaient systématiquement des positions inférieures (travaux pénibles, sales, monotones, exigeant peu ou pas de qualification), sous l'autorité matérielle et morale des hommes (la religion venant conforter cet ordre social). Elle allait jusqu'à comparer leur statut social à celui du prolétariat dans le monde industriel, les hommes occupant au village les positions de propriétaires des moyens de production, de responsables de la commercialisation des biens produits (leur offrant de plus la possibilité d'entretenir

⁹⁰ G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 298-299.

⁹¹ A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 167.

⁹² O. SILIER, « TİP'in İkinci Dönemi. « Daha İyi Yenilmek » Olanaklı mıydı ? », M. GÜLTEKİNGİL, (ed.), *op. cit.*, 2007, p. 464. Le programme du nouveau TİP de 1975 ne mentionne à aucun moment la condition des femmes : G. ATILGAN, *op. cit.*, p. 268.

⁹³ N. GÖLE, *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte/Poche, 2003, p. 85.

⁹⁴ Il nous faut souligner ici la rareté des études sociologiques réalisées sur la Turquie à cette époque. P. DUMONT, « Facteurs et agents du changement social dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres », *Turcica*, 1979, p. 155.

davantage de contacts avec le milieu extérieur) et de détenteurs du pouvoir de décision au sein de la famille. Enfin, elle y réfutait l'idée, répandue parmi les théoriciens socialistes de son époque, selon laquelle la participation des femmes à la production économique et la revalorisation de leur travail suffiraient à assurer un changement de leur statut social ⁹⁵. Tout en ayant fait prendre conscience de cet état de fait au travers de ses études, elle ne reprendra jamais ce type d'argument de nature féministe dans ses analyses politiques.

Durant sa période d'incarcération au début des années soixante-dix, d'abord dans un centre de détention près d'Ankara prévu pour recevoir les détenues politiques jusqu'à leur jugement par un tribunal militaire, puis dans une prison civile pour femmes à Sakarya, elle continua à organiser son existence de la même façon que dans la vie civile, comme si cette situation ne représentait pour elle rien d'extraordinaire (il est vrai qu'elle avait connu déjà ce type d'expérience vingt ans auparavant). Si dans le centre de détention, elle fut proche de ses jeunes compagnes de fortune politisées (à 61 ans, elle y était la détenue la plus âgée) ⁹⁶ membres pour la plupart de Dev-Genç, qui lui témoignaient une grande considération, elle entretint en prison moins de contacts avec les détenues de droit commun, soulignant davantage, à travers sa correspondance, ses conditions de détention précaires et sa seule préoccupation de l'état de santé de son mari et de la situation de son fils ⁹⁷.

Finalement, si elle a combiné sa vie personnelle de femme à un rôle d'intellectuelle et de femme politique, elle ne se sera jamais sentie pour autant redevable d'une solidarité féministe.

Liste des abréviations

CLOTI	Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés
Dev-Genç	Devrimci Gençlik Dernekleri Federasyonu – Fédération des associations de la jeunesse révolutionnaire
DİB	Demokrasi İçin Birlik – Union pour la démocratie en Turquie
DİSK	Devrimci İşçi Sendikalar Konfederasyonu – Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers
PCB	Parti communiste de Belgique
TBKP	Türkiye Birleşik Komünist Partisi – Parti communiste unifié de Turquie
TİP	Türkiye İşçi Partisi – Parti ouvrier de Turquie
TKP	Türkiye Komünist Partisi – Parti communiste de Turquie

⁹⁵ F. BERKTAY, « Olağandışı Bir Kadın : Behice Boran (Une femme hors du commun : Behice Boran) », A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 22-23.

⁹⁶ S. PERİNÇEK, « Hapishanede « Uyumlu ve ilkeliydi » (En prison « Sociable et tenant à ses principes ») », *İkibine Dogru*, 18-24 Ekim (octobre) 1987 (TÜSTAV, Archives TBKP, dossier 2230, document 29.123).

⁹⁷ A. YARAMAN (ed.), *op. cit.*, p. 167 ; G. ATILGAN, *Behice Boran...*, *op. cit.*, p. 254-255.

L'expérience de l'exil chez les femmes leaders chiliennes

Bérengère MARQUES-PEREIRA, Ximena ZAVALA SAN MARTÍN

Un exil massif

Après le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement de l'Unité populaire au Chili, le 11 septembre 1973, c'est par centaines de milliers que des hommes et des femmes, militants au sein des partis de gauche et d'extrême gauche durent s'expatrier¹. L'estimation du nombre de réfugiés politiques varie de 260 000 personnes selon les calculs du *Vicaría de la Solidaridad*² à 400 000 selon les calculs de la *Liga Chilena de los Derechos del Hombre*, les consulats chiliens évaluant les départs à un million³. La difficulté de calculer le nombre d'exilés est un constat récurrent des auteurs qui y ont consacré leurs recherches⁴. Si des données précises de recensement n'existent

¹ Le gouvernement de l'Unité populaire, mené par Salvador Allende, composé du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti radical, du MAPU (dissidence de gauche de la démocratie chrétienne) et du Parti de la gauche chrétienne (La Izquierda Cristiana, deuxième dissidence de gauche de la démocratie chrétienne) était arrivé au pouvoir en 1970 avec 36% des voix et obtenait aux élections législatives en mars 1973, 43,39% des suffrages.

² En octobre 1973, le cardinal et archevêque de Santiago, M^{gr} Raúl Silva Henríquez met sur pied le Comité de Coopération pour la Paix au Chili. Cet organisme était destiné à fournir une assistance juridique et sociale aux victimes des exactions des droits de l'homme qui ont suivi le coup d'Etat du 11 septembre de cette même année. En janvier 1976, ce comité est remplacé par le Vicariat de la Solidarité qui maintient ses activités jusqu'en décembre 1992.

³ L. REBOLLEDO, *Memorias del desarraigo. Testimonios de exilio y retorno de hombres y mujeres de Chile*, Santiago, Catalonia, 2006, p. 30 ; R. BELL, L. BERRIOS, J. IBANEZ, F. MONTUPIL, A. REVECO, L. TUREO, H. VALDES, « Exilio, derechos humanos y solidaridad », F. MONTUPIL (dir.), *Exilio, derechos humanos y democracia. El exilio chileno en Europa*, Santiago, Coordinación Europea de Comités Pro-Retorno, 1993, p. 10.

⁴ Voir par exemple C. BOLZMAN, « Exilio, familia y juventud », F. MONTUPIL (dir.), *op. cit.*, p. 45-49 ; V. VACCARO, « El reencuentro es posible », *Seminario Exilio-Retorno de Académicos*

pas, il est avéré en revanche que ces départs en exil eurent un caractère massif, sans commune mesure avec l'émigration provisoire due à des études ou l'émigration à plus long terme relevant de motifs économiques. Il s'agit de citoyens et citoyennes engagés politiquement qui n'auraient jamais songé à quitter leur pays et qui, une fois exilés, pensent au retour.

C'est précisément aux « *retornadas* » que nous nous sommes attachées ; plus particulièrement à ces femmes qui, revenues d'exil, assumeront à leur retour au Chili des positions de leadership dans l'espace public qu'il soit politique, associatif, syndical ou universitaire. Plusieurs « *retornadas* » qui étaient militantes de gauche avant leur départ en exil, se retrouvent en majorité dans les cadres des ONG, de diverses organisations qui entendent défendre les droits des femmes, sont actives au sein des formations politiques de la *Concertación*⁵ ; plusieurs d'entre elles sont conseillères du SERNAM (*Servicio Nacional de la Mujer*)⁶ ou y assument des postes de direction, se font élire conseillères municipales ou députées. L'ensemble de ces éléments a été mis en lumière dans une étude menée par Ríos Tobar⁷.

Genre et exil

Cet article poursuit un double objectif : d'une part, comprendre les conséquences de l'exil des femmes sur les rapports de genre dans le couple, au sein de la famille ainsi que sur le militantisme politique durant l'exil et d'autre part, appréhender les incidences de ces transformations sur la citoyenneté des « *retornadas* ». Cet article constitue un premier travail exploratoire fondé sur la méthode sociologique des interviews de « témoins privilégiés » et sur l'analyse de contenu des discours recueillis. C'est dire que les conclusions auxquelles nous aboutissons nous permettront seulement de poser quelques hypothèses concernant les « *retornadas* » et les rapports de genre. Celles-ci devraient être testées ultérieurement par une analyse qualitative menée à plus large échelle : de manière comparative avec des hommes « *retornados* » ainsi qu'avec des femmes et des hommes ayant vécu l'exil en Amérique latine, notamment au Mexique, en Europe du Sud, notamment en Espagne, et en Europe de l'Est.

L'intérêt d'une telle étude réside dans la mise en lumière du caractère genré de l'exil et du retour. L'exil s'est largement construit comme une expérience masculine, dans la mesure où les personnes sous le coup d'une interdiction de retour au Chili

e Intelectuales, Santiago, Oficina Nacional de Retorno, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, décembre 1990.

⁵ Depuis le passage à la démocratie, le Chili est gouverné par une coalition de centre gauche, la *Concertación por la Democracia*, composée du Parti socialiste, du Parti pour la démocratie et de la démocratie chrétienne et du Parti radical. La Concertación fut menée par les présidents démocrates chrétiens Aylwyn (1990-1993) et Frei (1994-1999), puis par le président socialiste Lagos (2000-2005) et actuellement par la présidente socialiste Bachelet (2006-).

⁶ Le SERNAM (*Servicio Nacional de la Mujer*) voit le jour en 1991 et est rattaché au ministère de la Planification et de la Coopération. Il a été créé pour coordonner, impulser et évaluer les politiques gouvernementales relatives aux femmes. Il doit soumettre ses programmes au ministère de la Planification. La directrice du SERNAM a cependant rang de ministre.

⁷ M. RÍOS-TOBAR *et al.*, *Un nuevo silencio feminista ? La transformación de un movimiento social en el Chile postdictadura*, Santiago, Centro de Estudios de la Mujer/Editorial Cuarto Propio, 2003.

étaient des hommes et dans la mesure où les discours des médias mettent en exergue l'expérience de l'exil des dirigeants politiques de gauche et d'extrême gauche. Rien d'étonnant dès lors que l'expérience de l'exil des femmes soit marginalisée.

Par ailleurs, au retour, de nouvelles catégories de perception et de nouvelles représentations collectives structurent la politique. Si dans les années soixante-dix, seule la classe sociale était considérée comme le principe structurant l'acteur social et politique, à la fin de la décennie quatre-vingt, d'autres dimensions identitaires de cet acteur deviennent cruciales pour appréhender les ressorts de l'action collective. Les identités de genre et les identités ethniques, notamment, sont considérées comme tout aussi déterminantes que les identités de classe. De même, l'identité politique ne se réduit plus à la seule identité partisane au regard de laquelle le militant apparaît comme un être unidimensionnel. L'émergence du féminisme et des mouvements de femmes, notamment, pousse au développement d'une distance critique par rapport à l'action partisane.

Profil des interviewées

Les entrevues que nous avons effectuées se sont déroulées en novembre 2006, à Santiago. Nous avons procédé à huit interviews de « *retornadas* », aujourd'hui âgées de 50 à 60 ans, devenues féministes en exil, à l'exception d'une seule qui l'était déjà au moment du départ. Nous les avons sélectionnées pour leur caractère de « témoins privilégiés » des positions de leadership qu'elles ont acquis lors de leur retour au Chili tant dans des ONG aussi importantes que l'Instituto de la Mujer, La Morada, Corporación Humanas, la Fundación Ideas, Oxfam, l'Organisation panaméricaine de la Santé, que dans l'appareil d'Etat ou dans l'appareil syndical, la CUT⁸. Au moment de l'exil, deux d'entre elles appartenaient au Parti socialiste, trois au MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), une au MAPU (Movimiento de Acción Popular Unitaria), une n'avait pas d'appartenance politique. Ces femmes se sont exilées en Allemagne, en Belgique, au Canada et en Suisse, et une en Amérique centrale. C'est dire qu'à l'exception de cette dernière, elles ont vécu dans des pays ayant un système de protection sociale développée et une social-démocratie politiquement forte. Deux d'entre elles ont acquis leur diplôme universitaire avant le départ, deux durant l'exil. Ces femmes sont toutes issues de la classe moyenne salariée.

Au regard des rapports de genre, il importe d'avoir à l'esprit que cinq d'entre elles n'avaient pas d'enfants au moment de l'exil, deux avaient des enfants en bas âge ; trois eurent des enfants durant leur exil. En outre, il faut savoir que deux femmes

⁸ L'Instituto de la Mujer, La Morada y la Corporación Humanas sont des ONG féministes qui ont joué un rôle important dans le mouvement féministe et le mouvement des femmes au Chili durant la dictature et depuis le retour à la démocratie. Fundación Ideas est une ONG qui travaille sur le thème de la discrimination et la citoyenneté des jeunes. Oxfam Internacional, fondée en 1995, est une agence de coopération internationale qui travaille pour le développement. Oxfam est intégrée par treize organisations qui travaillent avec 3 000 organisations locales dans plus de cent pays. Son objectif est la construction d'un monde sans pauvreté et la citoyenneté active. Son action vise l'éducation, l'égalité entre hommes et femmes, les droits humains. OPS, Organización Panamericana de la Salud, est le bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé. CUT, Centrale unique des Travailleurs du Chili.

accompagnent leur mari qui devait s'exiler, trois partent en couple, deux d'entre elles s'exilent seules.

Toujours au regard des rapports de genre, notons que trois d'entre elles furent des prisonnières politiques et n'échappèrent pas à la torture ni aux sévices sexuels. Par ailleurs, pour l'une des femmes appartenant au MIR, le pays d'exil est imposé, alors que trois autres soulignent que celui-ci est choisi en fonction notamment de circonstances familiales. Enfin ces entrevues ont mis en lumière que le chemin de l'exil avait pu être direct ou indirect (via le Cône sud ou via différents pays européens), que le retour au Chili s'est essentiellement situé entre 1986 et 1991, le plus souvent de manière légale, à l'exception d'une de ces femmes dont le retour fut clandestin, et à l'exception de deux d'entre elles dont le retour fut soit très précoce, en 1979, soit très tardif, en 1997.

Par ailleurs, nous avons également interviewé une femme plus jeune (dans la quarantaine) qui n'a pas été en exil mais qui a pu nous donner une vision extérieure aux déclarations de nos sept « *retornadas* ».

Deux grands thèmes ressortent de ces entrevues : d'une part, l'intégration dans la société d'accueil et les rapports de genre, d'autre part, le retour au Chili, le féminisme et les rapports de genre.

L'intégration dans la société d'accueil et les rapports de genre

L'ensemble des interviews fait ressortir que l'intégration dans la société d'accueil s'effectue sur des registres différents pour les hommes et pour les femmes. Les femmes semblent acquérir plus rapidement que les hommes la langue et les codes culturels de la société d'accueil, pour obtenir un travail rémunéré. Elles entreprennent ou reprennent des études supérieures plus rapidement que leurs compagnons afin de pouvoir s'insérer dans le marché du travail. Dès le début de l'exil, les femmes assument la quotidienneté de leurs familles (intégration des enfants à l'école, recherche d'un logement, des moyens de subsistance), alors que les hommes se tournent avant tout vers l'action politique (réorganisation des partis et des mouvements, récolte d'informations sur la situation chilienne).

La politique est une activité omniprésente dans la vie de l'homme exilé. C'est la raison de son exil et l'une des activités centrales de son temps en dehors du Chili dans la société d'accueil, puisque c'est cette centralité de l'action politique qui rend concevable le retour au pays. La présence d'une protection sociale développée dans la société d'accueil accroît cette différence entre hommes et femmes. En effet, pour les personnes qui ont qualité de réfugiés, la possibilité d'avoir accès à un appui économique et aux prestations sociales en nature ou en monnaie de l'Etat social, libère les hommes de leur rôle traditionnel de pourvoyeur des moyens de subsistance et leur permet de s'investir dans le militantisme politique en tant qu'activité principale. Les hommes ont une famille tandis que les femmes ont une vie familiale. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que celles-ci ne participent pas de manière importante à l'action politique. Sans doute s'investissent-elles largement dans les activités politico-culturelles de solidarité.

En Europe et au Canada, il y a une forte imbrication de l'activité politique et de l'activité culturelle durant l'exil. Cela fait sens à la fois par rapport à la société

d'accueil qui peut ainsi manifester une solidarité avec le peuple chilien, et par rapport à la situation du Chili dont on peut dénoncer les exactions et les violations des droits de l'homme commises par la dictature militaire de Pinochet. L'organisation de fêtes de solidarité tout comme les commémorations des dates symboliquement importantes sont des éléments d'une sociabilité collective qui permet de faire vivre une identité culturelle et politique ⁹.

Là aussi, il y a division sexuée du travail militant : les femmes vendent les tickets d'entrée des fêtes, font les « *empanadas* », dactylographient les déclarations politiques conçues par les hommes qui prennent les décisions politiques.

On peut soutenir qu'en assumant l'organisation de la quotidienneté de leurs familles et des activités politico-culturelles, ce sont les femmes qui font le lien social entre les exilés et la société d'accueil. Ce faisant, la reproduction de la division traditionnelle du travail entre hommes et femmes ne s'effectue plus à l'identique. Car des brèches importantes dans les représentations collectives des rapports de genre émergent et se développent. L'ensemble des interviews font en effet référence à une mise en cause de la construction sociale machiste de la masculinité qu'a constitué l'ensemble des éléments qui viennent d'être décrits. Car la culture machiste implique que les hommes soient les pourvoyeurs des moyens d'existence de leur famille, alors qu'ils ont cessé de l'être, tout au moins au début de l'exil. Et lorsqu'ils trouvent un travail rémunéré, généralement ce n'est pas l'ascension sociale mais bien la chute dans la hiérarchie sociale qui les attend.

La culture machiste implique aussi que les femmes s'inscrivent dans un maternalisme marianiste, valorisant la mère qui souffre et se dévoue jusqu'à l'abnégation à sa famille. En exil, la « *madre dolorosa* » a cessé d'exister au profit de ce que nous pourrions appeler une mère managériale qui combine les rôles de mère, de père, de travailleuse et de militante. Il s'agit bien d'une brèche dans le maternalisme marianiste, car ces femmes ont acquis non seulement une autonomie financière mais aussi une conscience de genre avérée. *A fortiori* si elles ont été en contact avec les différents mouvements féministes européens et canadiens. Rien d'étonnant dès lors que l'ensemble de ce contexte favorise les divorces et les séparations.

Le contact avec les féminismes européens et canadiens va conduire ces femmes à une relation plus distancée et critique par rapport à un militantisme politique où le masculin est la norme de référence, et même de révérence. Ainsi, la figure-type du militant de gauche et d'extrême gauche est mise en cause. Celle-ci est d'abord une figure masculine et virile. Notons à quel point elle fut mise à mal durant l'exil : l'image de la virilité résiste mal au fait d'avoir échoué politiquement, d'avoir été détenu, torturé, expulsé dans des pays dont les militants ne connaissent ni la langue, ni les codes culturels. D'autre part, le modèle féminin le plus congruent avec les stéréotypes sexistes est la femme veuve d'un mari, d'un père, d'un frère, obligée socialement et politiquement de renoncer à une vie propre au profit d'une seule identité, celle de veuve. On sait que certaines femmes de dirigeants de partis de gauche et d'extrême

⁹ L. REBOLLEDO, *op. cit.*, p. 75-76.

gauche échappèrent à ce rôle convenu. C'est une telle trajectoire que Carmen Castillo, veuve de Miguel Enríquez, dirigeant du MIR mort en 1975, décrit superbement ¹⁰.

Le contact des exilées chiliennes avec les féminismes européens et canadiens aura également une incidence importante lors de leur retour au Chili.

Les « *retornadas* », l'intégration au Chili et le rapport au féminisme chilien

L'arrivée au Chili pose des problèmes similaires à l'arrivée en exil : il s'agit d'abord et avant tout de trouver un logement et du travail. Le retour au Chili, surtout durant la dictature, équivalait à un saut dans le vide. Certes, il existait des ONG et des organismes d'appui aux « *retornados* ». Mais ceux-ci ne pouvaient pallier entièrement l'obtention des moyens de subsistance. Pour les personnes qui reviennent durant la dictature, l'impossibilité de trouver un emploi dans la fonction publique est patente. Dans le secteur privé, les choses ne sont pas beaucoup plus faciles. Reste dès lors une option majeure : celle de travailler dans les ONG qui, à l'époque étaient soutenues financièrement par la coopération internationale, ou dans des organismes de solidarité liés à la défense des droits de l'homme. Par ailleurs, arrivées au Chili, ces femmes se voient confrontées à une société fort conservatrice, dont le sexisme et le machisme restreignent leurs potentialités.

Aussi, rien d'étonnant à ce que les ONG de femmes et les ONG féministes deviennent un tremplin pour les « *retornadas* » qui furent en rapport avec les féminismes pendant leur exil. Ainsi en va-t-il par exemple de la Fundación Instituto de la Mujer ou de l'ONG La Morada. Constituent également un tremplin pour ces femmes, les ONG ayant trait de manière indirecte aux droits des femmes et à la problématique de genre (Oxfam, Fundación Ideas) ou encore, lors du retour à la démocratie, des agences étatiques telles que le SERNAM, les postes ou les contrats offerts par la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine, organisme régional des Nations unies) ou encore l'intégration dans les centres d'études de genre au sein des universités.

Le rapport des « *retornadas* » au féminisme chilien ne se construit pas seulement à travers l'insertion professionnelle. Il se construit également à travers le rapport aux partis de gauche et plus largement à travers la présence et la voix des femmes dans l'espace public. De manière générale, on peut soutenir que les « *retornadas* » s'intègrent dans une double militance qui, loin de rejeter les positions de leadership social et politique, vont les conduire à participer à part entière à la construction du nouveau « régime de citoyenneté » qui s'élabore au Chili à partir de la transition démocratique ¹¹. Dans ce cadre, il importe de souligner les apports des « *retornadas* » au féminisme chilien.

Remarquons tout d'abord que celles-ci reviennent au Chili avec un discours et une pratique d'autonomie, de capacité d'individuation, de liberté dans les rapports de genre, largement en rupture avec le maternalisme marianiste. Cela conduira

¹⁰ C. CASTILLO, M. ECHEVERRÍA, *Santiago-Paris, le vol de la mémoire*, Paris, Plon, 2002.

¹¹ B. MARQUES-PEREIRA, « Le Chili et les rapports de genre. Quel « régime de citoyenneté » pour les femmes ? », J. JENSON, B. MARQUES-PEREIRA, E. REMACLE (dir.), *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 81-99.

notamment à l'introduction de nouveaux thèmes dans le féminisme chilien, tels que les droits reproductifs et sexuels ou le droit au divorce, enjeux centraux du processus d'individuation au regard de la politisation du corporel ¹².

Notons ensuite, l'émergence de deux discours, celui des droits humains et des droits des femmes ¹³. La conjonction de ces deux discours acquiert certainement sa légitimité à la faveur des grandes conférences internationales ¹⁴. La traduction de ces deux discours conjoints au plan chilien, s'exprime sur un double plan : à la fois en ce qui concerne les obligations et les défis auxquels l'Etat est confronté depuis la transition démocratique ¹⁵, et en ce qui concerne la mémoire de ces femmes qui furent emprisonnées durant la dictature et qui eurent à subir les violences sexuelles comme formes de torture ¹⁶.

Soulignons en outre l'importance à cet égard de l'accession à la présidence de Michelle Bachelet en janvier 2006 ¹⁷. Parmi les raisons de son accession au pouvoir, il faut relever que sa trajectoire et sa campagne électorale ont incarné la légitimité et la conjonction de ces deux discours ¹⁸.

L'ensemble de ces nouveaux thèmes qui émergent, constitue aujourd'hui des enjeux qui se jouent à l'échelle nationale, régionale et internationale. Ils viennent alimenter une transnationalisation des discours et des pratiques féministes, transnationalisation qui prend forme en Amérique latine dès le début des années quatre-vingt ¹⁹. Les « *retornadas* », qui reviennent au Chili avec leurs réseaux et leurs contacts noués dans l'exil, assument ainsi le rôle de passeurs d'idées nouvelles. Idées nouvelles qui concernent la politisation du corporel, la politisation du culturel, les processus d'individuation en rupture avec les réseaux de tutelle que sont le paternalisme et le maternalisme. Cette transnationalisation s'accompagne également de l'introduction de

¹² Cl. DIDES (compl.), *Diálogos Sur-Sur. South-South Dialogue on Religion and Sexual and Reproductive Health and Rights : Status Reports on Argentina, Colombia, Chile and Peru*, Universidad Academia Humanismo Cristiano, Santiago, Programa Estudios de Género y Sociedad PROGENERO, 2004.

¹³ X. ZAVALA SAN MARTIN, « Michelle Bachelet, el movimiento de mujeres y de derechos humanos. Formas de representación y condiciones de posibilidad en la esfera política chilena », Congrès du CEISAL, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 11-14 avril 2007.

¹⁴ B. MARQUES-PEREIRA, Fl. RAES, « Les droits reproductifs comme droits humains : une perspective internationale », M.-T. COENEN, (dir.), *Corps de femmes*, Bruxelles, De Boeck-Université, Politique et Histoire, 2002, p. 19-38.

¹⁵ L. CASA, A. MAGANA, X. VALDES, X. ZAVALA SAN MARTIN, *Derechos Humanos. Derechos de las Mujeres. Obligaciones y desafíos para el Estado chileno*, Santiago, Instituto de la Mujer, 2001.

¹⁶ P. GUTIERREZ (éd.), *Memorias de Ocupación. Violencia Sexual contra mujeres detenidas durante la dictadura*, Santiago, Instituto de la Mujer, Humanas, 2005.

¹⁷ Sur la trajectoire de Michelle Bachelet : E. SUBERCASEAUX, M. SIERRA, *Michelle*, Santiago, Catalonia, 2006.

¹⁸ X. ZAVALA SAN MARTIN, *op. cit.*

¹⁹ B. MARQUES-PEREIRA, *Le féminisme latino-américain : du local au transnational. Vers l'exercice d'une responsabilité publique*, communication présentée au groupe de recherche « Les mutations de la gouvernance démocratique en Amérique latine », Paris, Centre d'études et de recherches internationales, 22 mars 2007.

nouvelles pratiques politiques dans les ONG de femmes : des pratiques démocratiques de reddition des comptes.

On peut donc considérer que les « *retornadas* » ont alimenté les qualités de la démocratie, à savoir les valeurs d'égalité, de liberté et de transparence. On peut aussi se demander dans quelle mesure leur intégration à la démocratie représentative et participative est en train de faire émerger de nouvelles figures de leadership au féminin qui ne sont plus réductibles à l'image d'une mère de la Cité ²⁰. A ce titre, le retour d'exil occupe une place importante dans la configuration actuelle du champ de l'action féministe chilienne.

Conclusions

Cet article n'avait pas d'autre ambition que de formuler quelques hypothèses de recherche concernant les « *retornadas* » qui ont acquis des positions de leadership social et politique et concernant les transformations des rapports de genre et leurs apports au féminisme chilien. Il reste à poursuivre cette analyse qualitative en vue de vérifier si l'on peut soutenir que :

1. le maternalisme marianiste serait en train de se transformer en un maternalisme managérial ;
2. ce maternalisme managérial irait de pair avec un processus d'individuation ;
3. ce processus d'individuation participerait de la transformation des figures type du militant politique et de l'élargissement de l'action politique féministe ;
4. l'action politique féministe serait redevable aux « *retornadas* » d'une part, d'un certain abandon de l'usage stratégique du maternalisme marianiste par les femmes en politique, d'autre part, de leur rôle de médiation d'idées nouvelles liées à l'individuation des femmes dans les espaces privé et public, et enfin, d'un renforcement des tendances à « l'ongéisation », à la professionnalisation et à la transnationalisation du féminisme.

Il serait intéressant de vérifier ces hypothèses à la lumière d'une analyse comparative avec les trajectoires des « *retornados* » et des personnes qui furent exilées dans des pays ne connaissant pas la conjonction d'une protection sociale liée à la force de la social-démocratie. Nos analyses pourraient ainsi mettre en exergue une perspective de genre qui cerne la relation stratégique de pouvoir des hommes sur les femmes et la hiérarchisation du masculin sur le féminin, dans le cadre de différents régimes politiques expérimentés durant l'exil.

²⁰ K. ARAUJO, « Representaciones de lo femenino y esfera política chilena : El caso de Bachelet », Congrès du CEISAL, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 11-14 avril 2007.

Femmes, exils et politique en France depuis 1970

Claudie LESSELIER

La reconnaissance de l'existence de femmes parmi les exilés, les demandeurs d'asile et les réfugiés, la réflexion sur d'éventuelles spécificités de leurs parcours et des motifs et des formes de persécutions qui ont pu les contraindre à l'exil, sont apparues progressivement, comme le montre l'exemple de la France depuis les années soixante-dix. Ces changements se sont opérés dans le contexte produit par l'essor des mouvements féministes, les dynamiques associatives autour du droit d'asile et les profondes transformations que connaît le phénomène de l'exil au cours de ces décennies, et qui concernent à la fois les réalités et les représentations des exilés, demandeurs d'asile ou réfugiés, les conditions de leur accueil et le traitement de leur demande d'asile.

Les procédures de reconnaissance du droit d'asile et les institutions chargées de l'asile dans le cadre de la convention de Genève sont mises en place en France en 1952 et c'est en 1972 que la France ratifie le protocole qui étend l'application de la convention de Genève à l'ensemble du monde. Depuis le début des années soixante-dix, le nombre annuel de demandeurs d'asile s'est considérablement accru, avec une grande diversification géographique et une féminisation sensible, mais dès le début des années quatre-vingt, le taux de reconnaissance du statut de réfugié se réduisait. A la figure de l'exilé(e), fuyant les persécutions d'un pouvoir d'Etat du fait de ses engagements ou de ses opinions politiques explicites, se surimpose celle de personnes poussées à la fuite par des guerres civiles, des situations d'insécurité et de violences généralisées, des crises sociales et la pauvreté, et qu'on suspecte d'être de « faux réfugiés ». L'arrivée des réfugiés et l'enjeu que représente le droit d'asile ont suscité, au cours de toutes ces années, la création d'associations spécialisées dans l'accueil, l'aide juridique, sociale, médicale et psychologique aux exilés et réfugiés. Par ailleurs, des organisations plus anciennes ou plus généralistes (défense des droits

des étrangers, des droits humains) se sont engagées sur ce terrain, et des mobilisations sociales (campagnes, manifestations, réunions publiques, publications) se sont déroulées autour de ces thèmes.

Les mouvements féministes quant à eux, ont été également partie prenante de solidarités avec les femmes exilées et d'actions pour la défense de leurs droits, mettant en relation la lutte contre les violences faites aux femmes et la défense du droit d'asile ; des femmes exilées elles-mêmes ont formé des groupes ou associations de femmes, ont réfléchi et pris la parole sur leur parcours et leur situation d'exil, de façon collective et aussi pour certaines dans une démarche d'écriture et de recherche plus individuelle.

J'ai voulu rechercher comment les mouvements de femmes exilées et les mouvements de solidarité avec elles ont été un espace où se sont manifestés des questionnements sur la persécution, l'exil, l'asile, dans leur dimension de genre. Dans ce processus, au travers des réflexions sur les persécutions spécifiques envers les femmes et les parcours de l'exil au féminin dans leur diversité, la notion d'« exilée politique » se trouve elle aussi problématisée. Je m'efforcerai d'examiner comment des femmes exilées ont abordé la question des singularités sexuées de leurs parcours et de leur situation, quel a été le rôle des autres mouvements sociaux et quelles interactions se sont nouées, quels facteurs ont pu provoquer des prises de conscience et des réflexions nouvelles.

Je partirai de la façon dont certains groupes de femmes exilées ont associé une réflexion sur l'exil et dans l'exil et une prise de conscience féministe, dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Si cette expérience a bénéficié de facteurs favorables, demeure-t-elle singulière ou est-elle généralisable et, alors que le phénomène de l'exil se diversifie, que la question du droit d'asile commence à se poser avec acuité au cours des années quatre-vingt, comment les groupes de femmes exilées et les mouvements de solidarité font-ils face à ces données nouvelles ? Enfin, dans la décennie suivante est posée plus explicitement la question des persécutions et des violences qui provoquent l'exil, et notamment les formes et motifs spécifiques de violences à l'encontre des femmes, motivant un combat difficile pour que ces persécutions puissent être reconnues au titre de l'asile. Bien entendu, l'évolution est plus complexe car chaque vague d'exil, chaque parcours d'exil a sa temporalité propre, expériences individuelles et dynamiques collectives s'entrecroisent profondément, et la diversité tant des exils que des initiatives collectives est telle que cette étude ne peut en rendre compte complètement.

Les sources sont les documents provenant des associations et collectifs de femmes exilées et des mouvements de solidarité (presse, brochures, tracts, photographies, rapports et textes internes). Certains se trouvent dans des centres de documentation et d'autres ont été conservés par des actrices de ces mouvements. J'y ai ajouté des textes individuels écrits par des exilées (interviews, articles, livres), des entretiens que j'ai menés dans le cadre de cette recherche et des observations personnelles permises par mon engagement dans une part de cette histoire.

L'exil, un « territoire de liberté » pour les femmes ?

Dans la France d'après 1968 les mouvements de femmes et d'autres mouvements sociaux, dotés d'un fort esprit internationaliste, offrent un cadre favorable à la formation de collectifs autonomes de femmes étrangères, immigrées, exilées. Ces groupes s'inscrivent dans l'espace ouvert par les mouvements de femmes qui contestent l'oppression spécifique des femmes, déconstruisent la répartition des rôles sexués y compris dans le champ politique et promeuvent une parole à la première personne. Ils appartiennent aussi aux dynamiques propres aux groupes d'exilés, dans la mesure où l'exil incite à des remises en question et à des formes d'activités nouvelles dans le pays d'accueil. Partant de l'exemple de groupes autonomes de femmes constitués dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, nous verrons leurs apports et leurs diversités.

Exilées latino-américaines

Des femmes de l'exil latino-américain (Chili, Uruguay, Argentine, Brésil principalement) ont constitué les premiers groupes autonomes de femmes exilées, qui incluent aussi des étudiantes, ou des femmes vivant en France à d'autres titres et avec d'autres statuts administratifs ¹.

Manifestation de femmes latino-américaines à Paris, 8 mars 1978

¹ Ce qui suit est basé sur la documentation des collectifs cités, sur quelques études publiées et citées *infra* et sur des entretiens avec Angelica Barra, Ana Vasquez et Angela Xavier de Brito.

Dès 1972 se forme le Groupe latino-américain des femmes qui publie entre 1974 et 1976 un bulletin mensuel bilingue espagnol/portugais, *Nosotras* ², et en 1977 le Groupe femmes latino américaines ³. Certains groupes se constituent sur une base nationale comme le Cercle des femmes brésiliennes en 1975 ⁴, le Collectif des femmes chiliennes en 1979, l'Association des femmes uruguayennes en 1983, Solidarité aux Mères de la place de Mai ⁵, fondé pour ce dernier en 1978 par une Argentine mais qui rassemble aussi des Françaises. En plus des groupes organisés existent des espaces de discussion ou d'action plus informels, des interactions avec les milieux de la gauche, les milieux féministes, des campagnes politiques communes. Ces collectifs de femmes réussissent à avoir une audience importante et sont même une composante majeure des communautés latino-américaines exilées. En outre, bien que les exilé-e-s latino-américain-e-s soient peu nombreux, leur visibilité est importante, les interactions sont facilitées par des proximités culturelles et le partage de références idéologiques communes avec la gauche française ⁶.

Et ce que soulignent les actrices de ces mouvements (en tout cas celles qui ont témoigné ou écrit), c'est que leur prise de conscience féministe a été favorisée par le processus d'exil. Une fois passée une première étape marquée par le traumatisme, la nostalgie et l'identification à la communauté, il induit un processus de « transculturation » dû aux confrontations avec d'autres expériences, d'autres modèles culturels, et les femmes ont été particulièrement ouvertes à ces transformations.

L'exil est souffrance, mais il a aussi une dimension créatrice : « Mon exil a enrichi ma réalité latino-américaine. Les mouvements de femmes ont contribué à me découvrir femme. Radicalement et politiquement », écrit Ana Maria Araujo, dans un livre sur l'expérience militante uruguayenne du mouvement Tupamaros, publié

² Conservé à la Bibliothèque féministe Marguerite Durand à Paris.

³ Fondé après un meeting « Parole aux femmes d'Amérique latine » organisé par le journal féministe *L'information des femmes* en mars 1977 ; des tracts et deux bulletins (*Mujeres latinoamericanas* et *Herejias*) ont été conservés à la Bibliothèque Marguerite Durand.

⁴ Dossier à la Bibliothèque Marguerite Durand. A. GOLDBERG, *Le dire et le faire féministe : une approche socioculturelle du Brésil contemporain*, Thèse, Paris VII, 1991 (Chapitre V-3 : le féminisme des Brésiliennes en exil) ; A. GOLDBERG-SALINAS, « Brésiliennes en exil : de femmes migrantes à féministes étrangères », *Cahiers du CEDREF*, 8-9, p. 43-68. ; A. CUNHA NEVES, « Femmes brésiliennes en exil. La quête d'une identité », *Cahiers des Amériques latines*, 26 (première série), 1982 (il s'agit de Angela Xavier de Brito).

⁵ Entretien avec Ada D'Alessandro in T. DANGY, *Maternité et politique, la place et le rôle du mouvement des mères de la place de mai dans la démocratisation de l'Argentine*, mémoire IEP Toulouse, 2006.

⁶ Selon les sources de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), chargé depuis 1952 de l'examen des demandes d'asile et de la reconnaissance du statut de réfugié, il y a en 1979 environ 10 000 réfugiés sud-américains y compris des Caraïbes. Selon Anne-Marie Gaillard, il y a en France, en 1985, c'est-à-dire avant que ne commencent les premiers retours, 5 526 réfugiés chiliens, dont 40% de femmes. A.-M. GAILLARD, *Exils et retours. Itinéraires chiliens*, CIEMI/L'Harmattan, 1997. Voir aussi E. SAENZ CARRETE, *El exilio latinoamericano en Francia*, Mexico, 1995 ; A. MARES et P. MILZA (éd.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.

dès 1980 ⁷. Plusieurs femmes issues de l'exil latino-américain, mettant à profit leur formation de sociologues ou leur engagement dans le travail social, ont travaillé sur le processus de l'exil en y intégrant une dimension de genre et en s'appuyant sur leur propre expérience et celle de certains de ces groupes de femmes exilées. C'est le cas d'Angela Xavier de Brito, d'Ana Maria Araujo, et d'Ana Vasquez, ces deux dernières pouvant souligner dans leur livre commun sur l'exil latino-américain publié en 1988 que « l'exil représente aussi un territoire de liberté pour les femmes » ⁸. L'écriture littéraire ou autobiographique est aussi témoin de ces processus comme le montre une anthologie de nouvelles de femmes écrivaines latino-américaines en exil ou les écrits de Carmen Castillo qui imbrique étroitement le personnel et le politique ⁹.

Le fil conducteur de l'action et de la réflexion des collectifs autonomes de femmes latino-américaines est la recherche d'une articulation entre les luttes de femmes et les autres luttes sociales et politiques et la construction de solidarités féministes internationales, avec la diffusion d'informations, avec des traductions, des actions de soutien aux prisonnières politiques et aux luttes de femmes. De façon davantage interne, les échanges interpersonnels nourrissent toute une réflexion critique sur les rapports hommes/femmes, dans la société, dans le couple, dans l'organisation politique, sur la vie quotidienne et sur toutes les questions dites privées et encore très tabous dans le cadre conceptuel de la gauche de cette époque. Des femmes ont aussi parlé de la torture, de la prison, avec les formes sexuées de ces violences, mais cela restait bien évidemment des sujets très difficiles à aborder.

Il faudrait analyser de façon très fine qui sont les actrices de ces réflexions, militantes d'organisations politiques ou non – car ce milieu mêlait des femmes elles-mêmes militantes, avec des positions diverses dans la hiérarchie de leur organisation, et des épouses ou des filles de militants – les rythmes de ces prises de conscience, les différenciations entre les groupes nationaux, et au sein d'un même groupe celles dues à l'âge, au statut social et au statut dans l'organisation politique le cas échéant, à l'insertion dans les réseaux français notamment sur le plan professionnel ¹⁰. S'agissant des Chiliennes, Ana Vasquez remarque ainsi que des femmes non militantes d'organisations ou n'y ayant pas un rôle de premier plan, qui se sentaient moins reconnues et davantage reléguées aux fonctions féminines traditionnelles, ont les

⁷ A. M. ARAUJO, *Tupamaras. Des femmes de l'Uruguay*, Paris, Editions des femmes, 1980.

⁸ A. VASQUEZ, A. M. ARAUJO, *Exilés latino américains, la malédiction d'Ulysse*, Paris, L'Harmattan, 1988 (chapitre « Femmes et exil, vers la recherche de nos identités » p. 129-162) ; A. VASQUEZ et A. XAVIER DE BRITO, « La situation d'exil : essai de généralisation fondé sur l'exemple des réfugiés latino-américains », OFPRA, *Les réfugiés en France et en Europe. Quarante ans d'application de la convention de Genève*, colloque 11-13 juin 1992.

⁹ *Nouvelles de nos exils. 9 latino-américaines écrivent*, Paris, Arcantère, 1986 (voir en particulier la nouvelle d'Ana Vasquez, « Petites révolutions sans importance »). C. CASTILLO, *Un jour d'octobre à Santiago*, Paris, Stock coll. « Voix de femmes », 1980 ; interview de Carmen Castillo in *Histoire d'elles*, 2, décembre 1977.

¹⁰ A. VASQUEZ et A. XAVIER DE BRITO, « On déguste l'amer caviar de l'exil à plusieurs sauces ; un schéma théorique pour comprendre les exils latino-américains », *Mémoires, histoire et imaginaires de l'exil brésilien en France*, colloque 23-25 novembre 2005, Nanterre.

premières contesté leur situation en tant que femmes. En tout état de cause, de telles démarches critiques et d'expression personnelle ne sont pas aisées ; il faut dépasser le sentiment de culpabilité (cela paraît futile, indécent de penser à soi et à sa vie au quotidien alors qu'il y a au pays la torture, la répression) ; il faut rompre avec une vision de la militante comme figure héroïque et porte-parole désincarnée de la cause, fonction dans laquelle souvent d'ailleurs les mouvements de solidarité, y compris féministes, tendent à les enfermer ; il faut affronter les tensions constitutives de l'exil, qui s'accroissent avec le temps, entre l'implication vis-à-vis de son pays et l'insertion en France, l'action collective et l'engagement dans des trajectoires individuelles de plus en plus différenciées.

Des dynamiques contrastées

L'expérience de femmes iraniennes, notamment celles de la gauche laïque exilée après la révolution islamiste, au tout début des années quatre-vingt, peut être rapprochée de celle de ces Latino-américaines que je viens d'évoquer : elles aussi ont formé des groupes de femmes, porté dans l'exil un regard critique sur leur histoire, et pour certaines d'entre elles, témoigné et réfléchi sur l'exil. Chahla Chafiq-Beski souligne que le féminisme a mobilisé un nombre non négligeable de femmes iraniennes exilées, car vivre en exil dans une société démocratique pouvait encourager la prise de conscience par les femmes de leur propre individualité et soutenir leur évolution vers l'autonomie ¹¹ : « les femmes sont plus que les hommes entrées dans une perspective de recherche de soi, de construction d'un avenir ».

En outre, si la répression politique du régime iranien cible les opposants, femmes comme hommes, l'oppression et les discriminations contre les femmes en tant que telles sont constitutives de ce régime, et il y a là un facteur supplémentaire pour motiver un engagement féministe en exil et s'engager dans une analyse critique de l'oppression spécifique des femmes, au-delà même du cas iranien ¹². Chahla Chafiq-Beski souligne aussi que, pour elle comme pour d'autres, l'exil a permis une réflexion critique par rapport à l'expérience politique de cette génération, militant contre le régime monarchiste mais qui a accepté une « alliance de fait » avec les islamistes, avant d'avoir été pourchassée par le nouveau pouvoir. Ce sont des femmes de cette génération qui ont constitué par exemple le groupe de femmes iraniennes « L'Eveil », qui a existé entre 1984 et 1989 ¹³, puis se sont investies dans l'« Association des femmes réfugiées » dont je parlerai plus loin, et dans de nombreux projets professionnels, culturels et politiques. Certaines d'entre elles au cours des années qui suivent nouent des relations avec des exilées afghanes ou algériennes et deviennent des actrices du champ politique français, par exemple dans les controverses autour de la laïcité ou de l'islamisme. L'expérience de l'exil iranien est très complexe puisqu'elle se déroule sur une longue période qui n'est d'ailleurs pas achevée, plusieurs vagues différenciées

¹¹ C. BESKI, « L'exil au féminin », *Res Publica*, 41, mars 2005. Entretien avec Chahla Chafiq-Beski.

¹² L'association « L'Eveil » intervient auprès de l'OFPPA pour exposer la situation des femmes en Iran et soutenir des demandeuses d'asile.

¹³ C. BESKI, « Regard sur l'expérience d'une association de femmes iraniennes en France », *Alliance pour la liberté*, 19, 2002. Documents de l'association.

d'exilées se sont succédé, auxquelles s'ajoute aussi une immigration iranienne. Ainsi une association fondée par des exilées, la Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie, d'abord engagée prioritairement ou même exclusivement vis-à-vis de la situation en Iran est conduite à s'investir davantage dans l'action en France sur le plan social, juridique et culturel, en faveur des droits des femmes iraniennes en France, quel que soit leur parcours, et des femmes de l'immigration en général ¹⁴.

Ces deux exemples – latino-américaines et iraniennes – sont la manifestation d'un exil vécu dans un espace de type militant, de la part de femmes qui disposent de ressources culturelles importantes, sont souvent issues des classes moyennes et partagent partiellement avec le milieu militant français de gauche et féministe un univers politique et culturel en partie commun. Leur existence en tant qu'exilées et leur action font sens dans le contexte politique français et international y compris dans les controverses idéologiques qui s'y expriment.

Et l'on peut remarquer d'emblée qu'à la même époque, les choses ont été bien différentes pour les femmes exilées du sud-est asiatique. Les exilés du sud-est asiatique étaient de loin les plus nombreux des exilés en France à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt ¹⁵. Des Cambodgiennes ayant fui le régime des Khmers rouges ont créé une Association d'aide aux femmes khmères en 1977. Ses objectifs sont sociaux et culturels : apporter une aide sociale, morale et matérielle aux femmes exilées, faire face au traumatisme et au choc culturel, transmettre la langue et la culture khmères ¹⁶. Cependant le contexte politique et la grille de lecture encore prédominante à gauche ont entravé les interactions avec les féministes ou d'autres milieux militants, alors même que l'expérience vécue par ces femmes, survivantes de la guerre, du génocide, des camps de réfugiés, et aussi de violences sexuées, pouvait interpellier ¹⁷.

¹⁴ La « Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie », à l'origine section française de l'« Organisation mondiale de solidarité des femmes iraniennes » (1989) devient une organisation autonome en 1994 (entretien avec Anne-Assieh Salimi et documentation de la LFID). Par ailleurs, il a existé ou existe encore des organisations d'exilées de diverses tendances, liées à des mouvements politiques d'opposition au régime.

¹⁵ Plus de 70 000 réfugiés sont entrés entre 1975 et 1981 et environ 40 000 de 1981 à 1988, sans compter ceux qui sont venus par leurs propres moyens ou qui ont pu avoir un titre de séjour pour d'autres raisons. Le plus grand nombre a été admis en France après avoir été enregistré dans les camps de réfugiés ou selon un système de quotas. Parmi ceux accueillis dans des centres provisoires d'hébergement et sur lesquels on dispose de statistiques sexuées, près de la moitié sont des femmes.

¹⁶ *L'association d'aide aux femmes khmères 1977-1997*, 1997, 32 p. Documents à la Bibliothèque Marguerite Durand. *Histoires d'Elles*, novembre 1979. Cette association existe toujours et mène une action humanitaire en Asie du sud-est.

¹⁷ *Histoires d'Elles*, septembre 1979, « A propos des réfugié(e)s. Ici c'est comme si je montais au paradis ». Prenant contact avec des femmes dans un centre d'hébergement, des féministes sont déstabilisées par une réalité qui bouscule leurs références : « où sont les bons ? où sont les méchants ? où se situer là-dedans ? », écrit Barbara Rosenberg. Ces femmes disent que « là-bas c'est l'enfer, ici le paradis, à nous qui répétions qu'ici c'est l'enfer... » (Leila Sebbar). Sur le contexte de l'accueil des réfugiés du sud-est asiatique : K. MESLIN, « Accueil des boat people : une mobilisation politique atypique », *Plein Droit*, 70, octobre 2006.

L'expérience de l'exil et de l'action en exil est donc extrêmement diversifiée, comme en témoigne aussi le cas de militantes marocaines, parfois d'anciennes prisonnières politiques, exilées en France dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt : bien que certaines aient poursuivi leur action dans l'opposition en exil et dans l'immigration marocaine, dont des associations de femmes immigrées comme l'Association des femmes marocaines (1972) et l'Association des femmes arabes immigrées en France (1982) ¹⁸, elles ne se manifestent pas publiquement en tant qu'exilées et restent pour la plupart à l'arrière-plan de l'action des hommes, dans les espaces politiques où les femmes incarnent la figure de la mère, de l'épouse ou de la sœur de prisonniers ou d'exilés, le dévouement et le sacrifice de soi.

Et ce n'est que bien après, aujourd'hui, qu'elles commencent à prendre la parole sur leur parcours et leur expérience, en se désignant comme des « ex-exilées », en relation avec le travail de mémoire que la société civile marocaine effectue sur son histoire. Ainsi, lors d'une journée d'hommage au rôle des femmes dans la lutte politique au Maroc, l'une d'elles, Naïma Bensaïd, livre un témoignage sur son parcours politique, son emprisonnement et son exil en soulignant que c'est la première fois qu'elle parle publiquement d'elle-même et combien cela est difficile « alors que les souffrances sont toujours là » ¹⁹.

Nouveaux enjeux

A partir de la fin des années soixante-dix, le nombre des demandeurs d'asile en France connaît une forte croissance, avec un pic de soixante mille demandes en 1989, et l'attention est aussi attirée sur la diversification sociale, culturelle, géographique, des exilés. Au cours de l'année 1991, les femmes demandeuses d'asile sont au nombre de onze mille et à partir de 1992, elles constituent environ un tiers des demandeurs d'asile, mais avec de grandes disparités selon les pays d'origine. En outre, ils (et elles) rencontrent des difficultés croissantes pour accéder au statut de réfugié – alors que la grande majorité des demandeurs d'asile se voyaient auparavant reconnaître le statut de réfugié. Cette proportion de reconnaissance du statut passe en dessous de la barre des 50% en 1985 ²⁰. Comment les femmes exilées (et les mouvements de solidarité avec elles) font-elles face à ces nouveaux enjeux ? Est-il possible à des femmes exilées de se rassembler autour de problématiques communes ?

Facteurs de sensibilisation à l'existence de femmes exilées et réfugiées

Il faut souligner d'emblée que les femmes sont très largement invisibles et ignorées, tant des institutions que du milieu associatif mobilisé dans le champ de l'asile. Ainsi l'OFPRA ne rassemble aucune donnée sexuée avant 1991 et ne les publie (très

¹⁸ Intervention de Touria Mahjoubi dans la table ronde « Exil, luttés ici et là-bas », organisée par le groupe Traces, mémoires et histoire des mouvements de femmes de l'immigration, mars 2005.

¹⁹ Journée du 23 mars 2007. « Maroc 23 mars 1965/ 23 mars 2007. Quand la mémoire d'un peuple s'écrit par ses femmes. Six heures contre l'oubli ».

²⁰ Pour une vue d'ensemble sur l'évolution des politiques d'asile jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, voir L. LEGOUX, *La crise de l'asile politique en France*, Paris, CEPED, 1995.

partiellement) dans ses rapports annuels que depuis 2001. La presse associative et les publications sur les réfugiés évoquent parfois des parcours de femmes ou la situation difficile de certaines femmes exilées, mais sans que cela débouche, le plus souvent, sur une analyse sexuée ; globalement réfugiés ou demandeurs d'asile sont pensés au masculin et le sort des femmes est absent des campagnes en faveur du droit d'asile. Cependant, on peut observer des éléments de prise en compte des femmes exilées et des spécificités éventuelles de leurs parcours ou de leurs situations, et repérer des facteurs qui la favorisent.

Il existe une certaine sensibilité dans les milieux féministes à la thématique de l'exil. Ce thème apparaît dans l'écriture, chez des auteures telles que Assia Djebar, Leila Sebbar, Julia Kristeva, dont des récits et nouvelles évoquant ce thème ont un écho au cours de ces années quatre-vingt ²¹, dans les références historiques (Hannah Arendt) ou encore dans la problématique d'un exil au sens existentiel du terme – l'exil, condition de toutes les femmes ? La rencontre avec des femmes exilées s'opère dans des initiatives de solidarité internationale, ce qui ne va pas sans instrumentalisation, car les femmes exilées sont mises en position de porte-parole, de représentation, d'un combat politique dans leur pays, ou parce que (ou lorsque) certaines d'entre elles sont porteuses de problématiques politiques qui interpellent et s'intègrent dans le débat politique. Ainsi un rapport privilégié s'est établi avec des femmes latino-américaines, autour de la critique féministe des organisations gauchistes, ou avec des féministes iraniennes dans les débats sur l'islamisme et la laïcité. En revanche, on l'a vu, l'écart avec les réfugiées du sud-est asiatique ne se combla pas et la rencontre avec des dissidentes russes exilées ne fut qu'une initiative ponctuelle ²².

Le journal *Histoire d'Elles*, qui privilégie l'écriture à la première personne et un regard libre et subjectif sur le monde, a accueilli plusieurs textes de femmes exilées ou sur l'exil ²³. L'existence de lieux de femmes, de maisons d'édition, de réunions publiques, de manifestations comme celles du 8 mars, de réseaux interpersonnels ont pu former un espace propice aux rencontres et à l'expression de femmes exilées. Mais tout cela n'implique pas forcément des actions concrètes et durables d'appui aux exilées ni une conscience des réalités et des souffrances de l'exil, et Liliane Kandel peut relever comment « l'exil, un défi pour la pensée féministe » est resté le plus souvent un impensé dans le mouvement et dans les études féministes souvent peu

²¹ N. HUSTON et L. SEBBAR, *Lettres parisiennes. Autopsie de l'exil*, Paris, Barrault, 1985. J. KRISTEVA, *Etrangers à nous-mêmes*, Paris, Gallimard, 1988. A. DJEBAR, *Femmes d'Alger dans leur appartement*, Paris, Editions des femmes, 1980 (inclut une nouvelle intitulée « il n'y a pas d'exil »). Sur la littérature, voir A. TALAHITE-MOODLEY (dir.), *Problématiques identitaires et discours de l'exil dans les littératures francophones*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2007.

²² Journée « Femmes contre les totalitarismes » du 1^{er} mai 1980 avec des dissidentes russes exilées. Voir aussi L. KANDEL, article cité.

²³ *Histoires d'Elles*, 3, février-mars 1978 « Nous sommes ici en exil » (témoignages d'Esther, exilée du Cameroun, Helena du Brésil, Carmen du Chili) ; Leila Sebbar, qui explore ce thème de l'exil dans plusieurs récits, nouvelles et chroniques est membre de la rédaction de ce journal.

capables de se confronter aux singularités et aux spécificités des situations vécues par des femmes ²⁴.

C'est davantage à partir de pratiques sur le terrain social, l'accueil des exilé-e-s, l'aide sociale, médicale ou psychologique, la formation, que dans certaines organisations et porté par certaines militantes – les femmes sont majoritaires parmi les travailleurs sociaux et les bénévoles de ces associations, mais beaucoup moins représentées dans leurs directions – apparaît un début de prise en compte des femmes exilées. Ces interactions produisent peu de traces écrites et c'est de façon dispersée qu'on trouve des données sur les femmes exilées, mettant en lumière par exemple la précarité de beaucoup d'exilées, notamment des femmes seules avec enfants, leur vulnérabilité à toutes sortes d'abus, leur manque de ressources et le problème du logement, le difficile accès à la formation et à l'emploi ²⁵. Un effort pour rendre visible des expériences de femmes existe donc, comme en témoigne un numéro du bulletin de la Cimade en 1983, « Sur les routes de l'exil... Des femmes » ²⁶. Il réunit des témoignages ou de courtes études sur divers exils – qui concernent par exemple des femmes d'Haïti, du Zaïre, d'Argentine, du Chili, de Roumanie, en explorant les points communs et les singularités – et pose explicitement la question de la « spécificité d'un exil au féminin », sans pour autant apporter une réponse univoque. Ces questionnements rejoignent celui qui existe chez ces sociologues ou psychologues issues de l'exil latino-américain que j'ai évoqué précédemment. Cependant il s'avère que leurs travaux qui, pour la plupart sont publiés ultérieurement, ne sont pas très connus dans le milieu associatif.

Un autre facteur de changement, c'est ce qui se joue durant cette même décennie autour de l'immigration, et notamment l'essor des mouvements de femmes de l'immigration ou pour les droits des femmes de l'immigration, dans lesquels il y a d'ailleurs des exilées, turques, marocaines, guinéennes... En effet ces mouvements attirent l'attention sur la présence des femmes dans les immigrations et les exils, sur leur rôle dans les processus interculturels et de changement social, portent des revendications d'autonomie, d'égalité, de lutte contre les discriminations. On trouve

²⁴ L. KANDEL, « Le féminisme face à l'exil. Sommes-nous toutes des exilées ? », *Res Publica*, 41, mars 2005, p. 38-49.

²⁵ Une enquête du SSAE en 1990 relève parmi les demandeurs d'asile non accueillis par les centres d'hébergement des femmes seules avec enfants, en grande précarité, venues du Congo et de Haïti notamment (*Accueillir*, janvier février 1991). Béatrice Méaulle, dans la *Chronique d'Amnesty international*, indique que les femmes seules arrivant à la frontière sont vulnérables aux abus de la part des hommes qui leur proposent soutien et logement. Quant aux femmes mariées, épouses de réfugiés politiques, certaines n'ont aucun accès à la langue française et au travail et restent au foyer sans contact avec l'extérieur. *Chronique d'Amnesty*, 51, février 1991, « Femmes réfugiées des parcours difficiles ».

²⁶ *Cimade informations*, avril 1983, « Sur les routes de l'exil... des femmes » (p. 1-17). Des parcours d'exilées sont retracés dans d'autres numéros de ce bulletin, en particulier en 1984 et 1986 (mars 1984, mars-avril 1986, mai 1986, août-septembre 1986). La Cimade est une organisation humanitaire d'origine protestante, très investie auprès des migrants et des exilés, qui durant cette décennie mène une action importante envers les femmes étrangères au travers d'action au quotidien d'accueil, de formation, et aussi parce qu'il y a des femmes d'origine étrangère ou exilées qui y travaillent.

en outre parmi les migrantes des femmes qui ont fui des situations de violence, et certaines associations agissant dans l'immigration ou contre les violences faites aux femmes commencent à prendre en compte cette réalité ²⁷.

Un dernier élément moteur est constitué par les dynamiques internationales sur la question des femmes réfugiées qui se manifestent à partir du milieu des années quatre-vingt dans l'ONU, le HCR, certaines ONG ou au Parlement européen (juillet 1982, avril 1984, mars 1988), qui ont un écho en France, même si les acteurs venus de France n'y sont pas très présents ²⁸, et servent de référence pour argumenter en faveur de la prise en compte des femmes parmi les réfugiés ou dans le cadre des procédures d'asile.

Ainsi la conférence de Nairobi, organisée par l'ONU en 1985 à l'issue de la décennie des Nations unies pour la femme, inclut un forum sur les femmes réfugiées ²⁹ et le HCR recommande que les femmes subissant des violences sexuelles ou persécutées en tant que femmes pour avoir transgressé les normes de leur société soient reconnues comme faisant partie d'un groupe social au sens de la convention de Genève et bénéficient du statut de réfugié ³⁰.

Une dynamique collective de femmes exilées ?

L'expérience de l'Association des femmes réfugiées, entre 1987 et 1992 est précisément au carrefour de plusieurs de ces approches et de la volonté de femmes réfugiées elles-mêmes de se rassembler au-delà des groupes organisés par nationalité et de s'auto-organiser pour n'être pas seulement des bénéficiaires d'une aide sociale ou d'une solidarité mais des actrices. En janvier 1987, l'initiative de réunir des femmes réfugiées revient aux militantes d'une petite association de solidarité avec les réfugiés (le Groupe accueil et solidarité), puis le groupe se déclare en association en mai 1989 ³¹. Cette organisation se fixe pour but d'identifier les problèmes spécifiques

²⁷ Dès 1981, l'association « SOS femmes alternatives », qui a ouvert le premier foyer d'accueil pour les femmes victimes de violences dans la région parisienne, le Centre Flora Tristan, a rencontré et aidé des femmes immigrées sans papiers ou en situation précaire qui avaient été victimes de violences dans leur pays ou dont le retour les exposerait à de graves conséquences et réclamé que leur soit reconnu le statut de réfugiées. *Le Monde*, 22 août 1981 « Une campagne pour les femmes réfugiées ».

²⁸ Une bibliographie révèle le développement du champ d'étude sur les femmes réfugiées, mais l'absence quasi totale de références francophones (sauf canadiennes) : G. NEUWIRTH and C. VINCENT, *Women refugees in international perspectives 1980-1990. An annotated bibliography*, Ottawa, RRDR, 1997.

²⁹ Geneviève Jacques, alors secrétaire générale de la Cimade et investie dans des associations internationales chrétiennes en est une des organisatrices et en publie un compte rendu dans *Cimade informations*, 5, mai 1986 « Femmes réfugiées de tous les pays... interpellez-nous ! ».

³⁰ COMITÉ EXÉCUTIF DU HCR, *Les femmes réfugiées et la protection internationale*, 1985 ; HCR, *Lignes directrices du HCR pour la protection des femmes réfugiées*, 1991.

³¹ Entretiens avec Antoinette Langlois (GAS) et avec Chahla Chafiq-Beski. Archives de l'association. *Chronique d'Amnesty*, 51, février 1991 : « Femmes réfugiées, des parcours difficiles », par Béatrice Méaulle. Rapport d'activités du GAS pour l'année 1990 (« L'exil au féminin », par Chahla Beski).

des femmes réfugiées et d'améliorer leur condition, en favorisant les solidarités, en mettant en évidence leur apport au pays d'accueil et en combattant les discriminations et les obstacles à leur pleine insertion ; elle revendique aussi le droit d'asile pour les femmes persécutées en tant que femmes et demande que la mention du sexe des demandeurs d'asile et des réfugiés apparaisse dans les statistiques afin de « soulever le manteau d'invisibilité qui pèse sur les femmes réfugiées »³². Elle participe à diverses initiatives nationales et internationales dont une consultation internationale de femmes réfugiées à Genève en novembre 1988, organisée par le Comité spécial des ONG internationales pour les droits de l'homme. La dynamique du groupe est fondée sur les échanges entre réfugiées de divers pays – des femmes d'une dizaine de nationalités sont présentes, venant à titre individuel ou membres d'associations de femmes ou mixtes³³ –, de divers milieux sociaux et culturels, des femmes venues avec leur famille et des femmes seules, les échanges ont lieu entre elles et des femmes françaises, engagées dans des associations ou secteurs professionnels en rapport avec migrations ou asile³⁴. Les participantes se souviennent de la richesse de ces échanges sur les parcours d'exil, sur la situation vécue en exil, sur les transformations que provoque l'exil, avec les souffrances, les contradictions, mais aussi les processus positifs de prise de conscience, d'accès à une plus grande autonomie, à une possibilité de s'affirmer en tant que femme et en tant qu'individu. Cette association a cependant une existence assez éphémère, ce qui s'explique avant tout par le fait que ces femmes doivent d'abord lutter pour construire ou reconstruire leur vie dans des conditions difficiles et manquent de temps et de moyens pour s'engager durablement. En outre, il y a le processus même de l'exil et sa temporalité qui fait se déliter, avec le temps qui passe, l'identité de réfugié et les groupes de réfugiés.

Persécutions sexuelles et droit d'asile

Dans cette association se regroupent des femmes ayant obtenu le statut de réfugié, et donc si on considère l'ensemble des femmes exilées, celles qui attendent l'issue de la procédure ou qui sont déboutées d'une demande d'asile, sont devant des problèmes encore accrus. En effet, dans la période qui s'ouvre au début des années quatre-vingt-dix, la préoccupation qui domine, c'est de plus en plus l'accès au statut de réfugié (ou à une autre forme de protection) et la situation de plus en plus précaire des demandeurs d'asile, qui pèse particulièrement sur les femmes. On est en effet

³² Association des femmes réfugiées, « Genèse du groupe », 22 septembre 1989. Statuts de l'association. Conclusions de l'atelier « Femmes réfugiées », Colloque de la Cimade octobre 1989. *Cimade informations*, juin 1990, février-mars 1991.

³³ Les comptes rendus de réunions mentionnent ainsi des femmes venues d'Iran (en particulier membres de l'association « L'Eveil »), d'Amérique centrale et du sud, de Turquie (membres de l'Association des travailleurs de Turquie), de Haïti, du Sri Lanka, du Zaïre, de Guinée Bissau, du Tchad, de l'Erythrée. Sur plusieurs groupes, il n'a pas été possible de trouver d'autres informations (l'Association des femmes érythréennes, l'Association des femmes srilankaises, l'Association de solidarité avec les femmes haïtiennes).

³⁴ Comede (Comité médical d'aide aux exilés), France terre d'asile, Cimade, Amnesty international, SSAE (Service social d'aide aux émigrants), Intersyndicale de l'OFPRA, Secours catholique et Service interdiocésain d'aide aux travailleurs immigrés

dans le temps où la grande masse des demandeurs d'asile est suspectée d'être de « faux réfugiés », la proportion des personnes reconnues réfugiées très réduite (15% à 20% des demandeurs d'asile obtiennent le statut de réfugié depuis 1995 et souvent suite à un véritable parcours du combattant) et où se développent des formes d'asile temporaire et précaire à la discrétion des autorités administratives (par exemple, pour les Yougoslaves en 1992, les Algérien-ne-s en 1993) ou encore des régularisations exceptionnelles collectives ou au cas par cas suite à des mobilisations.

Un autre aspect apparaît davantage au-devant de la scène, il s'agit de la discussion autour de la nature des persécutions et des violences qui motivent l'exil, et notamment, s'agissant des femmes, des formes ou des motifs de violences spécifiques.

Les motifs de persécutions : un enjeu juridique et politique

C'est en 1991 que pour la première fois la Commission des recours des réfugiés est saisie d'une demande d'asile présentée par une femme menacée d'excision ³⁵. Aminata Diop, menacée d'être excisée à la veille de son mariage, a réussi à quitter le Mali et à entrer en contact avec des opposants politiques maliens réfugiés en France qui l'ont informée de la possibilité de faire une demande d'asile, mais l'OFPPA rejette sa demande le 18 décembre 1990. Elle rencontre au Comede (Comité médical pour les exilés) une femme médecin, qui est en relation avec une association féministe réunissant des femmes africaines et françaises dans la lutte contre l'excision en France, le GAMS (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles, fondé en 1982). Un mouvement de solidarité s'organise : recours devant la Commission de recours des réfugiés, où elle est défendue par une avocate féministe, pétitions et lettres adressées à la Commission, articles dans la presse. La CRR lui refuse le statut de réfugié, tout en reconnaissant que l'excision est une persécution, avec l'argument qu'elle n'avait pas sollicité la protection des autorités publiques maliennes ³⁶. Aminata Diop a toutefois obtenu à titre humanitaire une carte de séjour. Cette affaire montre la relation établie entre violences contre les femmes et droit d'asile, violences là-bas et ici, et l'enjeu de l'interprétation de la convention de Genève concernant ce type de persécution.

D'où un engagement sur le terrain juridique, car si la revendication du droit d'asile face aux persécutions de sexe avait été énoncée antérieurement – avec des hésitations sur les modalités : faut-il revendiquer l'insertion de la notion de sexe dans la convention ? ou l'interpréter de façon à inclure les persécutions sexuelles ? –, elle devait être davantage argumentée ³⁷. A la suite de la décision Aminata Diop,

³⁵ Archives Renée Boutet et GAMS. Entretien avec Renée Boutet. Conversation avec Aminata Diop. Voir aussi son témoignage dans le rapport d'une conférence tenue à Vienne (Autriche) le 18 juin 1993, « Women on the move. Workshop on human rights abuses against immigrant and refugee women ».

³⁶ Audience du 17 juillet 1991, décision du 18 septembre, n° 164078. *Documentation réfugiés*, 187, 20-29 juin 1992.

³⁷ Selon l'article 1A 2 de la convention, est réfugiée « toute personne qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

Lili Badakhchan, elle-même militante de l'Association des femmes réfugiées, élabore un argumentaire en faveur de la reconnaissance des femmes persécutées en tant que femmes, comme appartenant à un groupe social au sens de la convention de Genève, en juillet 1992 ³⁸. Cet argumentaire est repris ensuite par d'autres juristes, des avocates, des associations, il s'appuie sur les recommandations du HCR et l'exemple d'autres pays comme le Canada, où des directives permettent la reconnaissance du droit d'asile pour des victimes de persécutions sexuelles en 1993, et la Grande-Bretagne, où le Refugee Women Legal Group élabore des « lignes directrices de genre » (1998), reprises ensuite par l'instance d'appel du ministère de l'Intérieur (2000).

L'enjeu n'est pas seulement l'excision, ce sont aussi les viols en temps de guerre ou les viols comme forme de torture policière, les mariages forcés, les violences familiales, les discriminations institutionnalisées à l'encontre des femmes, les violences contre les femmes qui enfreignent les normes de leur société, bref toutes sortes de violences qui sont occultées ou banalisées, considérées comme des « traditions », ou appartenant à la sphère du privé, surtout quand les auteurs de ces persécutions ne sont pas les autorités étatiques ³⁹. Le combat juridique est donc aussi un combat idéologique et intellectuel, pour rendre visibles les violences contre les femmes, contester leur banalisation et le relativisme culturel qui les légitime, remettre en cause cette dichotomie entre le privé et le public, montrer que ces violences sont systémiques, sociales et politiques, quel qu'en soit l'auteur. C'est aussi une action solidaire avec les demandeuses d'asile qui entrent en contact avec les associations de défense des immigré(e)s ou des réfugié(e)s et les nombreuses associations de femmes qui se sont orientées au cours de cette décennie vers l'aide et l'accueil aux femmes en difficulté, dont font partie ces exilées. Les décisions positives sont bien souvent le fruit de cette solidarité et de la mobilisation : constitution des dossiers, rédaction des recours à la CRR, ou au tribunal contre les reconduites à la frontière, mobilisation des réseaux associatifs et de l'opinion publique, soutien psychologique voire matériel à des femmes parfois en grande détresse. La presse relate ainsi la résistance d'une jeune Guinéenne qui, affirmant que ses deux filles nées en France risqueraient d'être excisées, refuse son embarquement forcé et est condamnée à sept mois de prison. Elle est soutenue par une association lyonnaise et une avocate féministe, qui obtiennent du Tribunal administratif l'annulation de la reconduite à la frontière ⁴⁰.

Comme le montrent les recueils de jurisprudence, c'est dans la décennie quatre-vingt-dix qu'apparaissent des décisions portant sur des persécutions de sexe et autour des années 2000 des décisions reconnaissant le statut de réfugié en raison de l'appartenance à un groupe social de femmes persécutées ⁴¹.

³⁸ L. BADAKHCHAN, « L'application aux femmes de la notion d'appartenance à un certain groupe social », *Documentation réfugiés*, 189, 10-19 juillet 1992. Ancienne exilée iranienne, elle était alors officier de protection à l'OFPPA et militait à la Cimade.

³⁹ Jusqu'à la loi de décembre 2003, selon la jurisprudence française ne sont prises en compte (sauf exception) que les persécutions exercées par l'Etat.

⁴⁰ *Le Monde*, 14 juin 1996.

⁴¹ F. TIBERGHEN, *La protection des réfugiés en France*, Economica, 1984 (sélection de jurisprudence de 1954 à 1984). CRR, *Le droit des réfugiés en France. Tables décennales de jurisprudence du CE et de la CRR 1988-1997*, Economica, 2000. CRR, *Bulletin trimestriel de*

Les initiatives collectives et leurs limites

Cette question des persécutions sexuées et du droit d'asile des femmes est une problématique carrefour, pouvant susciter la convergence de plusieurs approches, réunir des acteurs œuvrant dans des champs différents. Elle peut mobiliser des juristes, des militant-e-s, des personnes travaillant sur le terrain social ou médico-psychologique ⁴². Elle s'inscrit dans la défense globale du droit d'asile et des droits des étrangers (autour des déboutés, des sans-papiers), dans les initiatives de solidarité internationale (par exemple vis-à-vis de la Yougoslavie, de l'Algérie), dans la lutte contre les violences faites aux femmes, qui peut elle-même prendre place dans une vision élargie des droits humains comme celle que promeut dans ces années-là Amnesty International ⁴³.

On voit au cours des années quatre-vingt-dix, à diverses occasions, ces convergences se manifester : la Commission femmes de la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) organise une rencontre en décembre 1993 sur le thème « Femmes et droit d'asile » qui outre les femmes de la FASTI, réunit des femmes du GAS, des Nanas Beurs (une association de femmes de l'immigration), de l'Association de solidarité avec les femmes de l'ex-Yougoslavie ⁴⁴. *France terre d'asile* publie un dossier sur les femmes réfugiées en 2000 ⁴⁵. Cependant ces initiatives restent ponctuelles et marginales dans le champ du droit d'asile et des droits des étrangers. La question des femmes y reste globalement un thème très secondaire et même le plus souvent absent, la perspective de genre est très difficilement intégrée, alors même que de très nombreuses initiatives sont prises en faveur du droit d'asile et que les publications et les recherches sur les réfugiés et sur le droit d'asile se multiplient au cours des années quatre-vingt-dix.

jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Commission des recours des réfugiés (depuis 1998). Les premières décisions fondées sur la notion de groupe social datent de 1997 (transsexualité), 1999 (homosexualité) et 2001 (excision). D'autres décisions positives sont basées sur la notion de mode de vie en rupture avec des normes de son pays (1999, 2001). Les décisions favorables sont plus nombreuses à partir de 2004 (femmes victimes de mariage forcé, de violences domestiques...).

⁴² Les associations d'aide médicale et psychologique (Comede, Avre, Centre Primo Levi) reçoivent un nombre croissant de femmes ayant subi de graves traumatismes. Un partenariat s'est constitué entre le Centre Primo Levi et l'Association de solidarité avec les femmes algériennes pour que soit apportée une aide psychologique aux exilées qui en avaient besoin, en 1995.

⁴³ Ce thème est ainsi intégré dans les campagnes d'Amnesty international sur les violences politiques sexuées en 1991, contre la violation des droits humains des femmes (autour de 1995), et en 2004 contre les violences faites aux femmes. Une commission femmes se constitue dans la section française d'Amnesty international en 1999. Voir par exemple « Femmes sur le chemin de l'exil », *Chronique d'Amnesty international*, mars 1997.

⁴⁴ *Expression immigré-e-s – français-es*, 75, janvier 1994 et archives de la FASTI.

⁴⁵ *Proasile*, 3, juin 2000. France terre d'asile, fondée en 1974, est une importante association qui gère l'hébergement des demandeurs d'asile et agit pour la défense du droit d'asile. Dans ce dossier écrivent des actrices de l'engagement pour le droit d'asile des femmes persécutées, une avocate, des militantes algériennes, afghanes, iraniennes et de diverses associations de femmes.

Il y a une différence notable entre ce qui se passe en France et dans d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, la Belgique ou le Canada. La présence française est très faible dans les initiatives internationales ⁴⁶. Ce n'est qu'au milieu de la première décennie de 2000 que des initiatives nouvelles laissent peut-être présager une construction plus durable de l'action et de la réflexion dans ce champ ⁴⁷.

Quelle est la place des femmes exilées elles-mêmes dans ces mobilisations et dans le champ public ? De nombreux obstacles entravent leur action et leur organisation : elles constituent un ensemble très hétérogène, ont souvent peu d'expérience de l'action collective, elles sont confrontées à de considérables difficultés administratives, sociales et matérielles, et la plupart d'entre elles, quand elles accèdent à une situation plus sûre, tiennent avant tout à reconstruire leur vie, à tourner la page, et craignent d'être instrumentalisées dans des mouvements militants où on leur demanderait sans cesse de témoigner publiquement. En outre, elles trouvent difficilement une place dans une action associative plus institutionnalisée et professionnalisée, davantage orientée vers la solidarité et l'accompagnement que vers l'auto-organisation des femmes.

Il a existé au cours des années quatre-vingt-dix et au début 2000 plusieurs petits groupes de femmes exilées et des exilées qui tentent d'exister comme femmes dans des groupes mixtes, dont certains existent encore, mais qu'on ne peut traiter ici ⁴⁸. L'engagement le plus visible et durable a été celui de femmes algériennes qui se sont réfugiées en France face aux violences des groupes intégristes. Des collectifs et associations comme le RISFA (Réseau international de solidarité avec les femmes algériennes, 1994), l'ASFAD (Association de solidarité avec les femmes algériennes, 1995) mènent une action multiforme d'information, de solidarité, d'appui au combat pour la démocratie, les droits des femmes et contre les intégristes, d'accueil des réfugiées ⁴⁹. Elle est portée principalement par la génération militante exilée en France autour de 1992-1994, ayant déjà un engagement en Algérie, et à laquelle se sont associées des militantes françaises et, en nombre plus réduit, des Algériennes de l'immigration. L'aide aux exilées impliqua une mobilisation particulièrement intense dans les années 1994-1998, pour arracher des titres de séjour, faire des recours aux tribunaux contre les refus de séjour, trouver des logements, des emplois. *RISFA Infos*

⁴⁶ Actes de la conférence des 11-12 juin 1998, *Toward a Gender Sensitive Asylum Policy in Europe*, Bruxelles. Dans ce très important colloque, il n'y avait que trois personnes venues de France, dont deux du HCR France.

⁴⁷ Création du Groupe asile femmes en 2004. Voir GROUPE ASILE FEMMES, *Droit d'asile et persécutions visant spécifiquement les femmes*, Paris, septembre 2005, et *Droit d'asile et femmes. Guide pratique*, Paris, 2007. Colloque du réseau TERRA « Persécutions des femmes, mobilisations sociales et droit d'asile », Université du Panthéon-Sorbonne, novembre 2006.

⁴⁸ Par exemple l'association Neger – soutien aux femmes d'Afghanistan, créée en 1996 par une réfugiée afghane aidée de femmes françaises qui avaient antérieurement travaillé en Afghanistan ou auprès de réfugiés, ou le Comité des femmes djiboutiennes contre les viols et l'impunité. Des exilées de Yougoslavie participent aux mouvements de solidarité avec les femmes de ce pays.

⁴⁹ Publications de ces collectifs (bulletins, textes, tracts). Entretien avec Fadila Bent Abdessalam, Nicole Savey et Brigitte Bardet-Allal. Entretien avec Rebeha Chougui.

et *Ici et là bas* (publication de l'ASFAD) dénoncent sans relâche les refus du droit d'asile et la situation faite aux femmes algériennes, entre « l'assassinat là-bas, le refus du droit d'asile, la précarisation, l'arbitraire et les humiliations ici »⁵⁰. Ces femmes algériennes militantes ont été des actrices de solidarités, mais dans un climat de grande tension et de souffrances difficiles à exprimer : sentiment de culpabilité par rapport à celles qui sont restées et qui risquent leur vie⁵¹, conflits entre militantes de différents groupes, controverses sur l'articulation entre la lutte contre l'intégrisme et la lutte contre le pouvoir autoritaire en Algérie, entre l'action à l'intérieur du pays et celle dans l'exil ou l'émigration. Entre exil et émigration, elles opèrent une distinction (insistant sur la contrainte qui les a poussées au départ) et relèvent les grandes proximités, car les migrations actuelles de femmes ont souvent des motifs qui rapprochent l'émigration et l'exil. Ainsi l'ASFAD souligne que de nombreuses femmes fuient l'oppression, la marginalisation, les violences sociales ou familiales, qu'elles fassent ou non une demande d'asile⁵². Ce phénomène n'est évidemment pas propre aux Algériennes et concerne des femmes de tous pays. Beaucoup sont en situation irrégulière, confrontées à de grandes difficultés pour obtenir une régularisation.

Des femmes peuvent être contraintes à l'exil en raison de leur engagement personnel dans les luttes sociales ou politiques. Cette figure de l'exilée n'a pas disparu avec le temps et n'appartient pas seulement à l'histoire. Au contraire, les femmes, davantage actrices, sont aussi davantage cibles de répression, répression qui peut d'ailleurs prendre à leur égard des formes sexuées. D'autres fuient des violences de masse et des conflits généralisés avec leur cortège de barbaries contre les femmes. Certaines accompagnent des proches (parents, conjoint), une proportion croissante d'entre elles viennent seules ou avec leurs enfants.

De plus en plus nombreuses sont celles qui tentent de résister et d'échapper à des pratiques et des contraintes qui s'exercent dans le cadre d'une organisation sexuée inégalitaire des sociétés, qu'elles reconnaissent comme des oppressions, même s'il ne s'agit pas d'une résistance politiquement consciente, ou qui sont persécutées parce qu'elles enfreignent les normes sociales, morales, religieuses, en vigueur dans leur pays. Ces femmes peuvent être cibles de violences exercées par leur Etat mais aussi des groupes non étatiques, y compris leurs proches, leur famille, leur voisinage, dont

⁵⁰ Quelques milliers d'Algérien-ne-s ont demandé l'asile conventionnel, très peu l'ont obtenu. Les autorités algériennes n'étant pas les auteurs des persécutions, il fallait pouvoir établir qu'elles les avaient *tolérées*. L'autre possibilité était d'effectuer des démarches administratives pour obtenir une autorisation provisoire de séjour auprès des préfectures, puis un titre de séjour. En 1998, la loi institue l'asile territorial, mais 97% des demandes sont rejetées. Voir Collectif de soutien à la démocratie en Algérie, *Droit d'asile, devoir d'hospitalité*, Lyon, Mario Mella, s.d. (1999 ou 2000), en particulier les études de Marie Noëlle Fréry et de Marion Gachet.

⁵¹ Le départ de femmes (et notamment de femmes seules) est un acte suspect, car la femme incarne le groupe et sa tradition. L'accusation d'apostasie ou d'être du « parti de la France » risque toujours de resurgir, et pas seulement de la part des islamistes (B. BARDET, « L'exil, une décision, pas un choix », *Ici et là bas*, juin 1997).

⁵² ASFAD, 1995-2005. *Dix ans, ici et là bas. Solidarité féministe France Algérie*, ASFAD, 2006. Voir aussi : M. HACHIMI ALAOUÏ, « « Exilés » ou « immigrés » ? Regards croisés sur les Algériens en France et au Québec », *Confluences Méditerranées*, 39, 2001.

leur Etat ne les protège pas. Ces parcours de femmes, dans leur diversité, ont acquis de plus en plus de visibilité. L'action collective de femmes exilées et de celles et ceux qui les ont accompagnées dans leur démarche et ont construit des solidarités avec elles a mis en lumière la façon dont elles pouvaient devenir des actrices de la société mais aussi les obstacles rencontrés. Ce sont davantage des femmes exilées disposant de ressources culturelles et d'une expérience politique, et bénéficiant d'une certaine sécurité dans le pays d'accueil, qui ont pu s'engager.

Le défi actuel est que des femmes plus diverses, en situation plus difficile, puissent s'auto-organiser et exister comme sujets. Cet engagement est tributaire des dynamiques propres à chaque groupe d'exilé-e-s et du contexte en France, des interactions qui peuvent se nouer avec les acteurs de la société française. Il s'inscrit aussi dans la temporalité de chaque exil – qui se transforme avec le temps qui passe – et dans la succession des vagues d'exils qui pose la question de la transmission de cette expérience. L'action contre les violences à l'égard des femmes à l'échelle nationale et internationale, la prise de conscience des spécificités et des formes sexuées des persécutions, ont mis en cause une conception restrictive du droit d'asile et introduit dans le champ du droit d'asile la dimension de genre.

Ces changements ont contribué à modifier la représentation classique de la persécution, la conceptualisation de ce qu'est le politique – en contestant la séparation du privé et du public et en mettant en évidence l'articulation de différentes oppressions – et celle de « l'exil politique ». Cette catégorie ne peut que se trouver problématisée tant sont pluriels les motifs, les parcours et les situations d'exil, et floues les frontières entre différents parcours de migration ou d'exil. Alors que la référence à « l'asile politique » (alors même que les opinions politiques ne sont qu'un des motifs de reconnaissance du statut de réfugié énoncés dans la convention de Genève) sert souvent à restreindre le champ de reconnaissance de l'asile, l'engagement auprès des femmes exilées a consisté à promouvoir une interprétation plus large, et plus en phase avec les réalités des persécutions, de la notion de réfugié.

Sur la singularité de l'exil politique féminin dans une perspective historique

ELIANE GUBIN et VALÉRIE PIETTE

Les études historiques relatives à l'exil politique ont fait jusqu'ici peu de place aux femmes ; toutes les contributions de ce volume le rappellent. Mais elles témoignent aussi de la richesse de cette nouvelle ligne d'étude et des pistes nombreuses qu'elle suscite. Entreprises d'abord par des sociologues et des psychologues interpellés par les problèmes des demandeurs d'asile et les débats qu'ils provoquent, les études actuelles obligent à revoir jusqu'au concept même « d'exil politique »¹. Les conventions internationales sur les violences faites aux femmes – et donc le respect de leurs droits – ont aussi joué un rôle moteur, de même que l'étude revisitée des guerres, du colonialisme... Mais si la dimension spécifique que revêt actuellement l'exil féminin est problématisée par les chercheurs en sciences sociales, les historiens accusent un net retard². Sans doute faut-il incriminer les sources, tant il est vrai que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, celles qui concernent les femmes sont souvent ingrates, mal enregistrées³, surtout quand elles concernent des questions comme les persécutions sexuelles ou les violences faites aux femmes. Prenons l'exemple du mariage forcé : c'est la raison pour laquelle, en 1886, la future anarchiste Emma

¹ E. BOULOT, « Défense des droits des femmes demandeurs d'asile : les recommandations du Service d'immigration et de naturalisation depuis 1995 », C. COLLOMP et M. MENENDEZ (dir.), *Exilés et réfugiés politiques aux Etats-Unis 1789-2000*, Paris, CNRS éd., 2003, p. 255-268.

² Souligné par A. MORELLI dans sa communication « Jalons pour une histoire des femmes migrantes », au colloque *Genre, histoire, migrations*, Paris, 29 mars 2006.

³ Voir *Femmes migrantes, Sextant*, 21-22, volume consacré à la question des sources en histoire de l'immigration féminine.

Goldman, à peine âgée de seize ans, fuit son pays, la Lituanie (Russie à l'époque) et gagne les Etats-Unis – premier exil d'une vie qui sera faite de beaucoup d'autres ⁴.

L'historiographie d'un exil « masculin »

L'histoire des femmes exilées pose à l'historien la question des sources, mais aussi celle de la problématique et de la démarche. Envisagé dans sa dimension historique, l'exil politique est présenté généralement comme une affaire d'hommes, « un monde homologué au masculin », comme le définit Patrizia Gabrielli dans ce volume, à l'instar d'ailleurs du militantisme politique ⁵ qui en a souvent été la cause. Quand, au-delà de l'analyse des discours ou des statuts, les historiens s'aventurent vers le quotidien des exilés et essaient de donner vie à leurs expériences, leurs tentatives tiennent compte des origines sociales, géographiques, du milieu professionnel, du milieu d'accueil... mais renseignent peu sur les femmes de leur entourage. Les récits des témoins adoptent aussi cette forme d'invisibilité, comme s'ils ne s'autorisaient pas à parler de choses aussi « triviales » que la famille, l'affection, le couple, face à la grande affaire qu'est l'exil politique. Ainsi Nicolas Sanchez-Albornoz, relatant l'exil familial fait de déplacements successifs (en France, en Argentine, aux Etats-Unis) ne parle que de son père ⁶. Que ce soient les Italiens, les Espagnols, les Sud-Américains ou les Nord-Américains... rien, dans leurs récits, ou presque, ne concerne les femmes. Se fondant sur ses propres souvenirs et sur l'exil de ses grands-parents, Anne Morelli témoigne du silence de sa grand-mère, face à la parole de son époux ⁷. Et quand on se penche sur les enfants entraînés dans l'exil (au XX^e siècle, la guerre civile espagnole est de ce point de vue exemplaire), les mères apparaissent bien plus comme des victimes que comme des actrices, elles font partie en quelque sorte du volet « doloriste » du combat et/ou de l'exil masculin.

La figure de l'exilé politique est donc avant tout une figure masculine. Au XIX^e siècle, elle s'incarne dans les protagonistes des révolutions libérales et nationales de 1848 (le « printemps des peuples »), dans la proscription sous le Second Empire, dans la répression de la Commune de 1871. Au XX^e siècle, elle fait surgir dans l'imaginaire les héros des luttes antifascistes, de la guerre d'Espagne, de la résistance au nazisme... Peu d'images féminines viennent spontanément à l'esprit.

La première question concerne donc le symbolique et la représentation de l'exil politique. Pourquoi si peu de femmes dans le panthéon des exilés politiques ? Les recherches effectuées depuis une vingtaine d'années en histoire des femmes ont pourtant exhumé de très belles personnalités politiques, qui ont dû, comme les

⁴ Emma Goldman (1869-1940), anarchiste, pionnière de la lutte pour le contrôle des naissances, elle laisse de nombreux écrits autobiographiques, dont *L'épopée d'une anarchiste New York 1886 – Moscou 1920*, Bruxelles, Complexe, 2001.

⁵ Sur cet aspect : E. GUBIN et V. PIETTE, « Militance et féminisme. La porte étroite du militantisme féminin avant 1914 », J. GOTOVITCH et A. MORELLI (dir.), *Militantisme et Militants*, Bruxelles, EVO, 2000, p. 91-92.

⁶ N. SANCHEZ-ALBORNOZ, « Migrations. Exils. Une réflexion personnelle », F. DEVOTO et P. GONZALES BERNALDO (dir.), *Emigration politique. Une perspective comparative. Italiens et Espagnols en Argentine et en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 205-211.

⁷ A. MORELLI, « Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques », dans ce volume.

hommes, prendre le chemin de l'exil. Les événements de 1848 ont très largement mobilisé les femmes et ont charrié leur lot d'exilées, de déportées ⁸. La socialiste Jeanne Derouin (1805-1894), condamnée à la prison en 1850, s'exile à Londres en 1852 où elle est rejointe par ses enfants et son mari, qui y décède. Elle vit dans la gêne mais refuse de rentrer à Paris après les lois d'amnistie de 1859. Toujours éprise d'idéal égalitaire, elle est en contact avec l'Association internationale des travailleurs (AIT) et avec la socialiste Hubertine Auclert ; elle décède en exil à Londres en 1894. Pauline Roland (1804-1852), proscrie comme elle, condamnée à la déportation en Algérie en 1851, rentre en France pour raison de santé en 1852 où elle meurt d'épuisement en décembre. Louise Julien, une ouvrière politiquement active pendant les événements de juin 1848, est emprisonnée. A sa libération (1853), elle gagne Bruxelles d'où elle est expulsée (elle apparaît bien aux autorités belges comme une *militante politique*, donc indésirable) ; elle se réfugie à Jersey où elle meurt peu après son arrivée. Désirée Véret (1810-1891), l'épouse de l'éditeur libertaire Jules Gay, joue un rôle de tout premier plan depuis les années 1830. Elle semble renoncer à ses activités politiques après 1849. Mais en 1864, elle suit son mari en exil, à Bruxelles, Genève, Turin, à nouveau à Bruxelles où elle se fixe définitivement en 1876. La correspondance qu'elle échange en 1890, au soir de sa vie avec Victor Considerant, dont elle a été amoureuse, témoigne de son intérêt jamais démenti pour le socialisme et de son enthousiasme pour César de Paepe, en qui elle voit un théoricien hors-pair. Agée, seule, isolée, presque aveugle, elle a vécu en exil pendant vingt-sept ans d'une existence dont on ne sait presque rien, sauf qu'elle parle toujours dans ses lettres « d'une voix claire, assurée, inoubliable » ⁹.

Les révolutions allemandes de 1848 ont aussi véhiculé leur lot de femmes activistes, qui « furent confrontées au même choix [que les hommes] : rester et se taire ou partir en exil et s'installer dans un pays plus libre » ¹⁰. Amalie Struve (1824-1862), l'épouse du révolutionnaire Gustav Struve, part en exil avec son mari après que le couple a été emprisonné séparément. Mathilda Franziska Anneke, qui avait repris les publications subversives de son mari après son arrestation et avait milité à ses côtés lors du soulèvement du duché de Bade, fuit aux Etats-Unis.

On pourrait multiplier les exemples, sans atteindre pour autant la masse des exilées anonymes, celles qui n'ont pas écrit, pas laissé de traces indélébiles. De ce point de vue, les difficultés sont les mêmes pour les deux sexes et l'histoire de l'émigration politique départage également les leaders et les sans grade. Mais avec cette différence majeure que la masse anonyme masculine est créditée d'emblée d'un poids politique

⁸ Sur ces femmes : pour la France : M. RIOT-SARCEY, *La démocratie à l'épreuve du féminisme. Trois figures critiques du pouvoir 1830-1848*, Paris, Albin Michel, 1994 ; pour l'Allemagne : M. FRANCHEO, « « Pain amer de l'exil » : les Allemandes révolutionnaires émigrées après 1848-1849 », M.CI. HOOK-DEMARLE, *Femmes, Nation, Europe*, Paris, CEDREF, 1995. Voir aussi différentes contributions dans Ch. FAURÉ (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997.

⁹ J. BEECHER, « Désirée Véret ou le passé retrouvé. Amour, mémoire, socialisme », *Cahiers Charles Fourier*, 14, décembre 2003.

¹⁰ B. ANDERSON, « Les femmes de 1848 dans les états allemands », Ch. FAURÉ (dir.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997, p. 377.

que n'ont pas les exilées féminines. Les hommes sont automatiquement intégrés dans l'histoire de l'émigration politique. Anonymes, ils n'en jouent pas moins un rôle majeur (et reconnu) dans la diffusion des idées révolutionnaires en Europe et en Amérique ; ils en sont même un vecteur incontournable. Comme le souligne B. Groppo pour les partis communistes (qui ont été largement des partis d'exilés), ces militants sont indispensables et sont toujours représentés comme des hommes forts, courageux, disciplinés, entièrement dévoués à leur cause ¹¹. Les femmes, en revanche, quel que soit le motif de leur départ, forment une foule indifférenciée cantonnée dans leurs fonctions « naturelles », une sorte de bruit de fond pour l'histoire de l'émigration politique.

Si le regroupement familial de l'exil (et dans l'exil) est une réalité qui doit participer de l'histoire sociale et sexuée de l'immigration sous toutes ses formes, le lien matrimonial ou familial n'explique pas tout. Certaines de ces femmes ont des opinions politiques personnelles, ont milité naguère dans leur pays d'origine. La vie de couple en exil pose avec acuité la question du genre : l'exil semble être un marqueur important dans la renégociation des relations entre les hommes et les femmes. Le maintien d'une organisation traditionnelle de la famille apparaît presque comme une condition *sine qua non* de survie ; on pourrait même poser pour hypothèse que l'exil rétablit ou renforce une stricte distribution des rôles et des tâches, ce qui est particulièrement interpellant pour les milieux de gauche censés promouvoir la « démocratie conjugale ». Si les appels à la mobilisation féminine ont été les plus forts dans les partis de gauche, qui ont généralement fait place à quelques icônes féminines, ces milieux ont maintenu une vision très « virile » de la lutte politique et des personnes susceptibles de l'incarner ¹². La dimension de genre, étudiée lors des guerres (quelle influence exercent « les souffrances des hommes au combat et les vacillements de l'identité virile » ¹³ ?) peut évidemment être transposée à l'exil politique, tant il est frappant de constater que l'exilé, de gauche comme de droite, semble emporter dans ses bagages la complémentarité des sexes. La supériorité masculine permettrait-elle alors de sublimer l'échec ou la défaite tandis que les femmes renoueraient avec leur traditionnel mode d'expression sociopolitique, le maternalisme et leur rôle de « mères de citoyens » ? Comme toutes les révolutions sont suivies de leur flot d'exilés, de gauche quand elles échouent, de droite quand elles réussissent, il serait particulièrement intéressant et instructif de comparer les conséquences de l'exil sur la condition des femmes et les relations de genre dans leurs groupes respectifs.

L'exil politique véhicule donc des histoires antagonistes, celles des hommes (de gauche et de droite), celle des femmes (de gauche et de droite) mais aussi celle des rapports de sexe chaque fois renégociés par les bouleversements de l'existence.

¹¹ B. GROPPPO, « La figure de l'émigré politique », M. DREYFUS et coll. (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2000, p. 425.

¹² B. STUDER, « La femme nouvelle », M. DREYFUS et coll. (dir.), *Le Siècle des communismes...*, montre que, dans tous les partis communistes, « le genre de la classe ouvrière est masculin » (p. 379).

¹³ F. THÉBAUD, *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*, Paris, ENS éd., 2007, p. 224.

L'invisibilité des femmes, reflet de leur illégitimité

« L'histoire comprend une force considérable de dénégation »¹⁴, constate Michelle Perrot. En dépit de l'extraordinaire fécondité de l'histoire des femmes, l'histoire de leur émigration politique ressemble donc étrangement à ce qu'était leur histoire politique il y a peu. Elle exige de remettre le travail de mémoire sur le métier, pour partir à la découverte de ces « ombres légères » qui se matérialisent pourtant dès qu'on prend la peine de les mettre en lumière. Cette invisibilité frappe même celles qui ont joué un rôle important, comme Yvonne Jospa : « (...) même dans ce cas favorable, une femme *militante* ne laisse pas autant de traces historiques qu'un homme et que, par ailleurs, Yvonne Jospa, bien que femme émancipée, n'a pu totalement échapper, à travers ses activités, au déterminant « femme » en vigueur à son époque »¹⁵.

Les obstacles à la reconnaissance politique

De nombreuses femmes ont quitté leur pays pour des motifs politiques, sans incarner pour autant aux yeux de leurs contemporains des « exilées politiques ». D'une manière générale, cette invisibilité est constitutive du lien que les femmes entretiennent avec la politique, et plus encore avec les partis politiques. Puisque l'accès des femmes au politique a longtemps été considéré comme illégitime, leurs activités dans ce domaine ont été souvent minorisées, voire dénaturées et les femmes qui se sont infiltrées en politique ont rarement échappé au soupçon de déséquilibre mental, de dysfonctionnement hormonal ; le fantasme de l'inversion des rôles a toujours pesé sur celles qui tentaient de sortir « du pré carré de leur sexe ». Admettre qu'elles puissent incarner l'exil politique eût été reconnaître la légitimité d'une action dont elles étaient exclues par essence.

De ce point de vue, l'examen des jugements après les événements de juin 1848, ou de la Commune de Paris en 1871, est extrêmement révélateur.

En juillet 1848, à Paris, plus de six cents femmes sont arrêtées à titres divers, parmi lesquelles 222 sont blessées. Elles sont déférées à Saint-Lazare, prison de droits communs, où l'on interne aussi les prostituées. Parmi ces femmes, quelque trois cents seront retenues parce que « compromises par solidarité ou dans l'autonomie de leurs actes »¹⁶. Mais curieusement ces trois cents femmes « n'intéressent pas les autorités soucieuses du maintien de l'ordre ». Il semble même que celles-ci ne sachent pas comment juger leurs actes et la plupart de ces femmes sont immédiatement présentées comme des femmes de mauvaise vie, la lie de la population, en un mot comme des prostituées. De véritables « meneuses » sont ainsi acquittées et les jugements apparaissent comme des « bricolages d'intentions décidées rétrospectivement »¹⁷. Une seule Parisienne passe devant le Conseil de Guerre (49 ans, vernisseuse de son état) et écope de dix ans de travaux forcés.

¹⁴ M. PERROT, « Archive, mémoire, histoire », *Travail de mémoire 1914-1998. Une nécessité dans un siècle de violence*, Paris, Autrement, 1999, p. 38.

¹⁵ A. MORELLI et J.-Ph. SCHREIBER, « Le cas d'Yvonne Jospa. Juive immigrée en Belgique, communiste, militante antiraciste », *Sextant*, 21-22, 2004, p. 278.

¹⁶ M. BOUYSSY et Ch. FAURÉ, « En 1848 à Paris », Ch. FAURÉ (dir.), *Encyclopédie politique et historique...*, p. 353-356.

¹⁷ *Ibid.*

Après le coup d'Etat de Louis-Napoléon, de nombreux proscrits s'exilent à Bruxelles, parmi lesquels on recense une seule « proscrire », Julienne Sébert. Epouse Frémaux, née à Lille, Julienne Sébert s'installe comme marchande de tabac à la Grand-Place. Elle ne s'éloignera pas de Bruxelles car son mari et sa fille sont restés à Paris. Elle se garde donc de toute activité politique (qui lui aurait valu une expulsion immédiate des autorités belges, soucieuses de préserver la neutralité obligatoire du pays) mais remplit le rôle « classique » des femmes dans l'exil : elle accueille et héberge les socialistes de passage, dont Blanqui. Victor Hugo occupe un petit appartement au-dessus du magasin, il y rédige son ouvrage, *Napoléon le Petit*. Julienne Sébert restera à Bruxelles où elle se mêle aux milieux démocratiques et rationalistes, tandis que son mari et sa fille viennent lui rendre visite ponctuellement ¹⁸.

La répression des communards apporte un autre exemple. Le mythe de la « pétroleuse », de la femme incendiaire et hystérique, les représentations hypertrophiées des « femelles de la Commune » attisent la haine à l'égard de celles qui ont participé à la Commune. 1 051 femmes sont déférées devant le Conseil de Guerre. Pourtant 80% d'entre elles sont relaxées par non-lieu ¹⁹. A nouveau la justice militaire affecte de voir surtout des femmes débridées, amORAles, des filles publiques – et non des rebelles. L'une d'elles, Adèle Lebleu, explicitement arrêtée comme « pétroleuse de 31 ans », est détenue quelques jours. Relaxée, elle s'exile à Bruxelles. Parmi les communards exilés en Belgique, on ne recense que 16 femmes sur 1 252, soit 1,2% ²⁰. Au total, parmi les condamnées, Christelle Taraud cite le chiffre de 75 femmes déportées en Nouvelle-Calédonie, et 200 en Guyane, ce qui est effectivement important mais contraste néanmoins avec les discours enflammés sur la dangerosité de ces femmes, le nombre d'arrestations puis le nombre de non-lieux. Or la Commune de Paris fut indiscutablement un moment de révolte féminin, qui force l'admiration de Marx. Benoît Malon y voit même la véritable entrée des femmes en politique ²¹, avec des personnalités comme Louise Michel, Nathalie Lemel, André Léo (Léodile Champseix), Paule Minck qui toutes deux s'exilent en Suisse. André Léo y épousera Benoît Malon en juin 1873 mais se révèle très amère sur les résultats que les femmes ont obtenus d'un parti révolutionnaire soucieux surtout d'émanciper les hommes ²².

En 1848 comme en 1871, la masse « anonyme » des femmes activistes a été largement dépossédée de responsabilité politique. La femme politique demeure « un impensé », tendance lourde qui se retrouve dans les faits et dans les sources, et par

¹⁸ Sur Julienne Sébert : A. SAINT-FERRÉOL, *Les proscrits français en Belgique ou la Belgique contemporaine vue à travers l'exil*, Paris, Le Chevalier, 1871 ; G. DOUTREPONT, *Les proscrits du coup d'état du Deux-décembre 1851 en Belgique. Notes historiques et littéraires*, Bruxelles, Palais des Académies, 1938, p. 30-36, p. 89.

¹⁹ J. ROUGERIE, « 1871 : la Commune de Paris », Ch. FAURÉ, (dir.), *Encyclopédie...*, p. 418.

²⁰ F. SARTORIUS et J.-L. DE PAEPE, *Les communards en exil : état de la proscription communaliste à Bruxelles et dans les faubourgs 1871-1880*, extr. *Cahiers bruxellois*, XV-XVI/1-2, 1970-1971.

²¹ J. ROUGERIE, « 1871 : la Commune de Paris », Ch. FAURÉ, (dir.), *Encyclopédie...*, p. 405.

²² *La Sociale*, 8 mai 1871.

Déportée en Nouvelle-Calédonie après la Commune de Paris, amnistiée en 1880, Louise Michel s'exile en Angleterre à la fin du siècle pour échapper à de nouvelles représailles. Son activité politique lui valut d'abondantes caricatures. Ici, sous la forme d'un oiseau de proie dont les ailes déployées portent la mention « Révolution sociale » (dessin de Luque, « Les Femmes du jour », dans *La Caricature*, 3 septembre 1887).

conséquent dans l'historiographie. Durant tout le XIX^e siècle, l'intervention politique des femmes reste perçue comme « hors événement »²³. Même les militantes les plus emblématiques n'échappent pas au soupçon d'hystérie. Désirée Gay est traitée « d'espèce de folle » dans un rapport de police²⁴. Louise Michel, amnistiée en 1880 et qui a repris ses meetings (elle est arrêtée plusieurs fois), s'exile en 1895 en Angleterre pendant cinq ans tant elle redoute d'être considérée comme irresponsable et internée dans un asile psychiatrique.

En revanche, des émigrées russes, particulièrement actives dans des milieux contestataires de la jeunesse universitaire dans la seconde moitié du XIX^e siècle, se voient reconnaître la qualification de « révolutionnaires » (« nihilistes, anarchistes et révolutionnaires et bien sûr... dévergondées »²⁵). Si la plupart de ces étudiantes émigrées se sont surtout préoccupées de leurs études, l'important dans la perspective qui nous occupe est le mythe – celui de la femme révolutionnaire russe – construit autour de quelques personnalités qui ont réussi à s'imposer dans le débat politique. C'est le cas de Vera Figner qui étudie la médecine à Zurich en 1870, se rallie au mouvement populiste en 1883, est emprisonnée pendant cinq ans ; c'est le cas d'Anna Korvin-Kroukovskaïa, jeune aristocrate russe émigrée, sœur aînée de Sofia Kovalevskaja²⁶, membre de la section russe de la 1^{re} Internationale, qui avait émigré en Suisse puis en France. Elle y épouse Victor Jaclard, lié aux milieux blanquistes et joue un rôle lors des événements de la Commune²⁷. De même, la jeune immigrée russe Elisabeth Dimitrieff anime avec Nathalie Lemel le petit groupe très radical de l'Union des femmes²⁸. On pourrait encore citer Anna Kuliscioff (Anna Rozenstein 1854-1925), cofondatrice du parti socialiste italien²⁹, ou Alexandra Kollontaï, exilée de 1908 à 1917 pour fuir les persécutions policières du régime tsariste. Quand elle rentre en Russie, elle soutient le rôle des syndicats face au parti, et prend aussi ses distances avec l'orthodoxie sur la question des femmes et de la « révolution sexuelle ». Elle échappe aux purges grâce à une nomination d'ambassadeur (la première femme au monde), qui est en réalité un éloignement voulu par Staline (en Norvège, au Mexique, en Suède). Polina Mendeléef (1888-1958), fille du célèbre chimiste, est obligée de s'exiler après avoir participé à une révolte d'intellectuels contre le régime tsariste en

²³ M. RIOT-SARCEY, « Politique, Pouvoir et Domination », EPHESIA, *La place des femmes...*, p. 478.

²⁴ M. RIOT-SARCEY, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Biographies nouvelles*, sous la dir. de M. CORDILLOT, Cl. PENNETIER et J. RISACHER, t. 44, Paris, 1997, p. 218.

²⁵ Voir la contribution de Natalia TIKHONOV dans ce volume.

²⁶ Première femme mathématicienne et professeur titulaire d'une chaire à Stockholm en 1880.

²⁷ J. ROUGERIE, « 1871 : la Commune de Paris », Ch. FAURÉ, (dir.), *Encyclopédie...*, p. 421.

²⁸ *Ibid.*, p. 422.

²⁹ G. HAUPT, « Emigration et diffusion des idées socialistes : l'exemple d'Anna Kuliscioff », *Pluriel*, 14, 1978, p. 2-12. Se reporter également à la bibliographie donnée en note 17 par Natalia TIKHONOV dans ce volume.

1906-1907. Elle finit par s'établir en Belgique où elle mène une carrière scientifique exceptionnelle ³⁰.

Le « mythe » de la révolutionnaire russe retient toujours l'attention des autorités au début du XX^e siècle. La préfecture de police de Paris conserve les fiches de femmes proches de Lénine qui diffusent les idées bolchéviques : Ludmila Stigliss (de son vrai nom Elma Anna Zaslavsky-Golikoff), née à Ever (Russie) le 2 mars 1879, active dans les milieux progressistes parisiens à Paris et fervente propagandiste anti-guerre avant 1914. Ou Sima Debora (ou Vera) Gopner, née à Kerson près d'Odessa le 26 mars 1880, proche collaboratrice de Lénine depuis 1907, exilée à Paris où elle travaille comme gouvernante. Stigliss et Gopner adhèrent au Groupe des Femmes socialistes de Louise Saumoneau ³¹, dénoncent la guerre comme un conflit capitaliste qui entrave l'action du prolétariat et tentent de stimuler des réactions pacifistes.

Le lien avec la violence (verbale, physique ou symbolique), qui accompagne souvent le militantisme politique, pose un second problème dès qu'il s'agit de femmes. La violence est toujours illégitime pour les femmes, censées être par essence calmes, soumises et pacifiques. Tout comme l'action politique, l'action violente est perçue comme injustifiée et injustifiable pour les femmes, nécessairement reléguées dans deux postures contradictoires, celle de la victime ou celle de l'hystérique ³². Ces préjugés sur les comportements féminins déterminent en partie leur invisibilité dans les trois champs concernés : le politique, le militantisme et l'exil.

L'invisibilité particulière des féministes

L'invisibilité touche tout autant, sinon plus, les femmes qui ont dû s'exiler en raison de leur féminisme. Le féminisme est un combat politique à part entière, susceptible d'interférer jusque dans la cohésion des partis. Il n'est pas rare que des tensions internes, voire des exils spécifiques, s'observent quand les résultats d'une réforme ou d'une révolution sont jugés décevants pour la condition féminine. On songe aux guerres d'indépendance qui se sont mal terminées pour les femmes, comme la guerre d'indépendance de la Grèce (1823) ³³ ou, plus près de nous, la guerre d'Algérie.

Si l'actualité a mis en exergue des femmes qui luttent pour les droits féminins, comme Nawal El Saadawi, Taslima Nasreen ou Aschi Ali, l'entre-deux-guerres eut aussi son lot de femmes menacées par des régimes totalitaires qui renvoyaient les femmes aux seules tâches domestiques et reproductives. Sous le régime nazi, ces femmes étaient suspectes à plusieurs titres : juives, intellectuelles, féministes... Il est malaisé de démêler la qualité prédominante dans leur persécution. Ainsi, Lidia

³⁰ V. PIETTE, dans *Dictionnaire biographique des femmes belges*, Bruxelles, Racine, 2006, p. 39-399.

³¹ L. KLEJMAN et Fl. ROCHEFORT, *L'égalité en marche. Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques/Ed. Des Femmes, 1989, p. 227 et s.

³² Voir notamment A. MORELLI, « La femme révolutionnaire, repoussoir suprême », P. DELWIT et J. GOTOVITCH, *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996, p. 207.

³³ E. VARIKAS, *La révolte des Dames. Genèse d'une conscience féministe dans la Grèce du XIX^e siècle*, thèse de doctorat, Université de Paris VII, 1986.

Gustava Heymann (1868-1943), enseignante et féministe, était d'origine juive, mais sa compagne, la juriste Anita Augspurg, (1857-1943) était Allemande. Toutes deux sont également inscrites, en raison de leur féminisme et de leur pacifisme, sur la liste des personnes à abattre après le putsch de Munich (1923) ; elles prennent le chemin d'un exil définitif en 1933³⁴. Alice Salomon (1872-1948), fille de commerçants juifs, qui avait étudié par dérogation spéciale l'économie politique à Berlin et avait fondé la première école de service social pour femmes, engagée dans la lutte féministe, docteur *honoris causa* de l'université de Berlin en 1932, n'en est pas moins expulsée d'Allemagne en 1937 et émigre définitivement à New York. De même Hélène Stocker, figure importante du féminisme allemand, porteuse de la revendication de contraception, doit s'exiler en 1933.

Emma Goldman (1869-1940), née dans le ghetto juif de Kovno en Lituanie, ouvrière d'usine à treize ans, émigre en 1886 à Rochester aux Etats-Unis pour fuir un mariage forcé. Ralliée à la propagande anarchiste, elle milite aussi dans les rangs féministes et néomalthusiens. Militante convaincue du contrôle des naissances, dans lequel elle voit le seul moyen de libération des femmes, elle est arrêtée pour ce motif à New York en 1916. Ses campagnes en faveur de l'URSS après 1917 lui valent l'expulsion des Etats-Unis en 1920. Elle reprend la route de l'exil, gagne l'URSS mais totalement déçue par le régime soviétique et l'absence de liberté, elle entame une véritable errance en Angleterre, en Allemagne, en Hollande, en France. Elle est aux côtés des femmes anarchistes espagnoles en 1936, et décède en 1940 au Canada où elle faisait une tournée pour trouver des fonds en faveur des réfugiés.

Dans les années trente, on peut parler d'une véritable fuite des cerveaux féminins hors d'Allemagne. La mathématicienne Emmy Noether, qui trouve refuge aux Etats-Unis, Lise Meitner en Suède (elle obtiendra le prix Nobel de physique) de même que la poète Nelly Sachs (prix Nobel de Littérature), la psychanalyste Hélène Deutsch, réfugiée à Boston en 1935, Hannah Arendt, à Princeton... Toutes ces femmes ont dû quitter leur pays en raison des théories antiféministes du régime nazi. Elles représentaient précisément tout ce que ce régime voulait abolir pour les femmes et celles qui ne se sont pas exilées ont été pour la plupart exterminées.

Ces remarques obligent donc, quand on aborde l'histoire des exilées pour motif politique, à tenir compte de variables autres que celles habituellement mobilisées dans une histoire « asexuée » de l'émigration politique. Il serait également intéressant, au-delà des cas particuliers, d'étudier systématiquement les difficultés spécifiques rencontrées par ces intellectuelles dans le pays d'accueil, où elles ne pouvaient pas compter, comme les politiques « pures », sur la solidarité d'un parti. La Fédération internationale des femmes universitaires a offert des relais, autres que ceux habituellement mobilisés, qui leur ont permis une intégration dans le pays d'accueil. De son côté, le Conseil national des femmes belges dispose d'une commission permanente « Emigration » qui fonctionne déjà avant 1914 ; dans l'entre-deux-guerres elle se préoccupe surtout des femmes réfugiées politiques venant d'Allemagne, d'Autriche

³⁴ Féministes radicales, pacifistes, elles sont parmi les rares femmes à jouer un rôle dans l'expérience des conseils ouvriers en 1918, co-fondatrices de la Ligue internationale des femmes pour la Paix et la Liberté, elles émigrent à Zurich en 1933.

et de Tchécoslovaquie et fait inscrire la question à l'ordre du jour de l'Assemblée triennale du Conseil international des femmes en 1938. Toutes ces associations, y compris les grandes associations féministes auprès des organismes internationaux SDN (plus tard ONU), ont mené des actions en faveur des femmes exilées, déplacées, réfugiées et toutes, elles ont laissé des archives. Il y a donc indéniablement une richesse de sources documentaires, à exploiter pour le XX^e siècle.

Par ailleurs, peut-on postuler que des femmes ont cherché des alternatives à l'exil ? Au XIX^e siècle en tout cas, hommes et femmes ne sont pas égaux devant le départ et certaines peuvent hésiter à entreprendre le voyage. Mais tout en restant dans leur pays, elles ont cherché à développer des moyens de subversion détournés. On constate en effet, après les révolutions du premier XIX^e siècle, un engagement significatif d'anciennes militantes dans l'enseignement, en France comme en Allemagne. Si bien qu'en Allemagne par exemple, une loi est votée en 1851, interdisant aux femmes d'ouvrir des jardins d'enfants et des écoles indépendantes des Églises d'état. Elles y développaient un enseignement novateur, démocratique, basé sur la coéducation car pour ces femmes, l'instruction apparaissait comme une alternative, un moyen de changer la société autrement que par une secousse révolutionnaire.

Une mémoire plus fugace

Enfin, il semble que la mémoire des exilées politiques s'efface plus rapidement que celle de leurs homologues masculins, ou se dénature, selon l'usage que l'on en fait. Certaines sombrent assez vite dans l'oubli, bien qu'elles aient connu la notoriété de leur vivant. C'est le cas de Federica Montseny, née à Madrid en 1905, de père anarchiste, de mère institutrice montessorienne, qui fut ministre de la Santé du Front populaire en 1936, et légalisa l'avortement en 1937. Exilée en France en 1939, elle décède à Toulouse en 1994.

Quand l'image d'une femme perdure, elle est souvent utilisée à des fins particulières ³⁵. L'image peut aussi se nourrir des « mythes », fluctuant au gré des conjonctures, toujours à forte charge émotionnelle mais à géométrie variable. Prenons deux exemples : celui de Louise Michel et celui de Gerta Taró.

Louise Michel a connu une forte médiatisation de son vivant. Lorsqu'elle décède en 1905 à Marseille, ses obsèques réunissent plus de 100 000 personnes. Elle entre dans la légende, et cette légende ne faiblit pas avec le temps, ce qui est assez inhabituel pour une femme. On ne compte plus le nombre d'écoles ou de lycées qui portent son nom, en France mais aussi à l'étranger. Des rues, des avenues en France portent son nom et, plus étonnant, des plannings familiaux (dont un à Liège). Que représente-t-elle exactement dans la mémoire collective ? Elle est célébrée à des titres extrêmement divers et parfois contradictoires : Vierge rouge (révolutionnaire symbolisant la Commune), éducatrice hors pair, féministe contestataire (ce qu'elle ne fut jamais), précurseur de l'anticolonialisme (par son appui à la révolte canaque en 1878), intellectuelle avant la lettre (on l'associe à l'Affaire Dreyfus alors qu'elle a refusé de s'engager), « figure légendaire du mouvement ouvrier », porte-drapeau de l'anarchisme, femme de lettres trop peu connue (un colloque lui est consacré à la

³⁵ Comme le montre la contribution de Juan AVILÉS dans ce volume sur la Pasionaria.

Sorbonne en mars 2005)... Sans altérer l'importance du personnage, la multiplication même de ses images la dépossède de sa véritable identité et indique que l'histoire de sa postérité constitue une problématique différente de sa biographie.

Gerta Pohorylle, dite Gerta Taró, naît à Leipzig en 1910 de parents réfugiés juifs polonais. Active dans des milieux progressistes, elle émigre à Paris en 1933 après un séjour en détention préventive dans sa ville natale et y rencontre André Friedmann, réfugié hongrois, photographe connu sous le nom de Robert Capa. Initiée par lui à la photo pour laquelle elle se passionne, elle l'accompagne dans des reportages en Espagne où elle meurt en 1937 lors d'un bombardement. Sa dépouille, ramenée par Robert Capa et l'écrivain Paul Nizan, fait l'objet de funérailles grandioses organisées par le parti communiste français. Sa mémoire est rappelée différemment : Aragon rend hommage à « une fille de Paris », les républicains espagnols à « la camarade de combat », Maria Rabaté à la militante du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. Hemingway en fait « une femme fatale ». Sous l'occupation, le préfet de Paris fait enlever les inscriptions de sa sépulture (décorée par Giacometti). Trente ans plus tard, la RDA lui donne une rue à Leipzig et érige au cimetière une stèle à « la gloire de la jeune communiste, cofondatrice des Brigades internationales », tombée au combat contre les fascistes en Espagne. Il a fallu attendre 1994 pour qu'une biographie lui soit consacrée ³⁶.

Des exilées d'un type très particulier

Nous aimerions terminer ces remarques par une piste typiquement féminine : l'exil des femmes qui, ayant perdu leur nationalité pour cause de mariage, ont dû quitter leur pays pour un pays ennemi (celui de leur époux) lors des deux guerres mondiales. C'est un épisode dramatique pour de nombreuses femmes pendant la Première Guerre et après la Seconde Guerre. Le statut de ces femmes « exilées », expulsées de leur pays où elles avaient contracté mariage et fondé une famille, mais avec un ressortissant d'un pays devenu ennemi en raison des circonstances politiques, s'est posé avec acuité dans les années 1920 dans pratiquement tous les pays européens. La question s'est muée en une question internationale dans les années trente sous la pression des associations ; elle fut suffisamment importante pour constituer le deuxième point débattu par la Société des Nations dans l'élaboration d'une codification de droit international. Le problème se compliqua encore après la Seconde Guerre dans le cas des prisonniers belges ayant épousé pendant la guerre une femme d'origine allemande, russe ou polonaise. Dans le cas de concubinage avéré, ces femmes furent purement et simplement expulsées de Belgique vers leur pays d'origine avec leurs enfants. Dans les cas de mariage légal, l'épouse put entrer en Belgique avec son mari mais fut placée sous le contrôle de la Sûreté de l'Etat. En revanche, le mariage en Belgique pendant la guerre d'un Belge avec une Allemande ou une Autrichienne fut frappé de nullité et suivi d'expulsion. La législation s'assouplit à partir de 1951 mais les femmes belges par mariage restèrent inéligibles. Par ailleurs, dans les cantons de l'Est, le casse-tête fut total. La politique internationale créa donc, à leur corps défendant, des « exilées »

³⁶ Irme SCHABER, *Gerta Taro. Eine biografie*, Marburg, Jonas Verlag, 1994.

d'un type particulier, dont la situation fut suffisamment dramatique pour retenir l'attention des organisations humanitaires et internationales ³⁷.

Conclusion

Ces quelques réflexions ont pour seule ambition d'attirer l'attention sur l'extrême richesse que représente l'étude historique de l'exil politique féminin. Cette étude, envisagée dans une dimension de genre, peut utiliser l'ensemble des sources mobilisées dans ce domaine, mais il faut souvent en faire une lecture en creux. L'analyse en miroir permet alors de souligner combien les rôles sexués ont tendance à se figer dans l'exil, en raison des difficultés matérielles rencontrées. Elle permet aussi de soulever des questions sur les difficultés et les dangers particuliers qui guettent les femmes quand elles se déplacent. Ces difficultés ont été largement étudiées pour l'exil économique, y compris les risques que rencontrent des femmes seules et isolées dans un pays étranger. Mais la même analyse n'a pas encore été faite de manière systématique pour les exilées politiques.

Il est aussi intéressant de souligner des catégories de femmes qui ont dû quitter leur pays pour des motifs politiques autres que l'appartenance à des groupes militants de gauche ou de droite. C'est le cas de féministes. Quant au casse-tête des femmes privées de leur nationalité par mariage, avec ce que cela peut comporter comme conséquences en cas de conflit entre pays, il reste également un terrain à défricher.

³⁷ Sur cet aspect : C. JACQUES, *Le féminisme et le changement social en Belgique 1918-1968*, thèse de doctorat, Hist., ULB, 2007-2008, t. 1, p. 165-178 ; et « Des Lobbys féministes à la SDN : l'exemple des débats sur la nationalité de la femme mariée (1930-1935) », J. M. DELAUNAY et Y. DENÉCHÈRE (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 267-277.

Liste des auteurs

Juan AVILES est professeur d'histoire à l'Université de Madrid. javiles@geo.uned.es ou rutnet2001@yahoo.es

Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA est historienne et mène des recherches au Centro de Documentacion de la Emigracion Española à Madrid. afernandez@1mayo.ccoo.es

Patrizia GABRIELLI est professeure à l'Université de Sienne. Gabriellipa@unisi.it

Eliane GUBIN est historienne, professeure de l'Université libre de Bruxelles. egubin@ulb.ac.be

Mazyar KHOJINIAN est aspirant du Fonds de la recherche scientifique-FNRS. Il poursuit une thèse de doctorat sur l'immigration turque en Belgique 1963-1993 à l'Université libre de Bruxelles. mazyark@hotmail.com

Claudie LESSELIER est agrégée d'histoire, enseignante en lycée, responsable du projet « Traces, mémoire et histoire des femmes de l'immigration ». claudie.lesselier@wanadoo.fr

Bérengère MARQUÈS-PEREIRA est professeure de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles. bmarques@ulb.ac.be

Maïté MOLINA MÁRMOL est aspirante du Fonds de la recherche scientifique-FNRS au département d'Information et Communication de l'Université de Liège. maite.molinamarmol@gmail.com

Anne MORELLI est professeure d'histoire à l'Université libre de Bruxelles. amorelli@ulb.ac.be

Valérie PIETTE est historienne et chargée de cours à l'Université libre de Bruxelles. vpiette@ulb.ac.be

Hubert ROLAND est chercheur qualifié au FNRS et chargé de cours à l'Université catholique de Louvain. roland@licg.Ucl.ac.be

Christelle TARAUD est historienne et chercheuse associée à l'IRIS (Paris) et à l'Université libre de Bruxelles. christelle.taraud@ulb.ac.be

Natalia TIKHONOV mène des recherches post-doctorales à l'Institut des hautes études européennes de l'Université Robert Schuman à Strasbourg. natalia.tikhonov@histec.unige.ch

Ximena ZAVALA SAN MARTÍN est consultante à la Fundación Humanas Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género, à Santiago du Chili.

Table des matières

Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques Anne MORELLI	7
Les bagnes de l'Empire au féminin Ou comment déporter les opposantes politiques de la métropole dans les colonies françaises au XIX ^e siècle Christelle TARAUD	17
Les étudiantes de l'Empire des tsars en Europe occidentale : des exilées « politiques » ? Natalia TIKHONOV	27
Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France Patrizia GABRIELLI	45
Les femmes autrichiennes de l'exil antifasciste, vues à travers le roman de Hertha Ligeti, <i>Les étoiles ne s'éteignent pas</i> Hubert ROLAND	59
Les trente-huit ans d'exil politique de Dolores Ibárruri Juan AVILÉS	69
Emigrées économiques ou exilées politiques espagnoles ? Une frontière difficile à établir Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA	77
Les clubs Federico García Lorca dans la région liégeoise Maïté MOLINA MÁRMOL	93

L'exil belge de Behice Boran, présidente du Parti ouvrier de Turquie (1981-1987)	
Mazyar KHOOJINIAN	107
L'expérience de l'exil chez les femmes leaders chiliennes	
Bérengère MARQUES-PEREIRA, Ximena ZAVALA SAN MARTÍN	131
Femmes, exils et politique en France depuis 1970	
Claudie LESSELIER	139
Sur la singularité de l'exil politique féminin dans une perspective historique	
Eliane GUBIN et Valérie PIETTE	157
Liste des auteurs	171
Table des matières	173

Fondées en 1972, les Editions de l'Université de Bruxelles sont un département de l'Université libre de Bruxelles (Belgique). Elles publient des ouvrages de recherche et des manuels universitaires d'auteurs issus de l'Union européenne.

Principales collections et directeurs de collection

- Commentaire J. Mégret (fondé par Jacques Mégret et dirigé jusqu'en 2005, par Michel Waelbroeck, Jean-Victor Louis, Daniel Vignes, Jean-Louis Dewost, Georges Vandersanden ; à partir de 2006, Comité de rédaction : Marianne Dony (directeur), Emmanuelle Bribosia (secrétaire de rédaction), Claude Blumann, Jacques Bourgeois, Laurence Idot, Jean-Paul Jacqué, Henry Labayle, Denys Simon)
- Aménagement du territoire et environnement (Christian Vandermotten)
- Economie (Henri Capron)
- Education (Françoise Thys-Clément)
- Etudes européennes (Marianne Dony et Paul Magnette)
- Histoire (Eliane Gubin)
- Philosophie et lettres (Manuel Couvreur)
- Philosophie et société (Jean-Marc Ferry et Nathalie Zaccai-Reyners)
- Science politique (Jean-Michel De Waele)
- Sociologie (Mateo Alaluf et Pierre Desmarez)
- Spiritualités et pensées libres (Hervé Hasquin)
- Statistique et mathématiques appliquées (Jean-Jacques Droesbeke)
- UBlire (collection de poche)

Elles éditent trois séries thématiques, les *Problèmes d'histoire des religions* (direction : Alain Dierkens), les *Etudes sur le XVIII^e siècle* (direction : Bruno Bernard et Manuel Couvreur) et *Sextant* (direction : Eliane Gubin et Valérie Piette).

Des ouvrages des Editions de l'Université de Bruxelles figurent sur le site de la Digithèque de l'ULB. Ils sont aussi accessibles via le site des Editions.

Founded in 1972, Editions de l'Université de Bruxelles is a department of the Université libre de Bruxelles (Belgium). It publishes textbooks, university level and research oriented books in law, political science, economics, sociology, history, philosophy, ...

Editions de l'Université de Bruxelles, avenue Paul Héger 26 - CPI 163, 1000 Bruxelles, Belgique

EDITIONS@admin.ulb.ac.be

<http://www.editions-universite-bruxelles.be>

Fax +32 (0) 2 650 37 94

Direction, droits étrangers : Michèle Mat.

Diffusion/distribution : Interforum Benelux (Belgique, Pays-Bas et grand-duché de Luxembourg) ; SODIS/ToThèmes (France) ; Servidis (Suisse) ; Somabec (Canada) ; Centre d'exportation du livre français (CELF) (autres pays).

Femmes exilées politiques

L'image qui s'impose quand on évoque l'exil politique est le plus souvent masculine : ce serait principalement une affaire d'hommes. Tout au plus quelques femmes apparaissent à titre d'exception, mais la grande majorité d'entre elles sont présentées comme des « réfugiées » ou des « suiveuses », c'est-à-dire comme des victimes plutôt que des actrices de leur destin. Les femmes n'ont-elles donc jamais dû fuir à cause de leurs convictions, parce que persécutées ou risquant leur vie et leur liberté ?

Cet ouvrage présente onze contributions qui, toutes, soulignent l'urgence d'exhumer l'histoire des exilées politiques et l'intérêt de l'étudier dans une dimension de genre. Il montre combien cette approche permet de revisiter le processus de l'exil politique.



Règles d'utilisation de copies numériques d'œuvres littéraires publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB

L'usage des copies numériques d'œuvres littéraires, ci-après dénommées « copies numériques », publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles, ci-après dénommées EUB, et mises à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB, implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées ici. Celles-ci sont reproduites sur la dernière page de chaque copie numérique publiée par les EUB et mises en ligne par les Archives & Bibliothèques. Elles s'articulent selon les trois axes : protection, utilisation et reproduction.

Protection

1. Droits d'auteur

La première page de chaque copie numérique indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire. La mise à disposition par les Archives & Bibliothèques de l'ULB de la copie numérique a fait l'objet d'un accord avec les EUB, notamment concernant les règles d'utilisation précisées ici. Pour les œuvres soumises à la législation belge en matière de droit d'auteur, les EUB auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayants droits afin de permettre la mise en ligne des copies numériques.

2. Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des copies numériques, certaines déficiences peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -. Les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des copies numériques. De plus, les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB ne pourront être mis en cause dans l'exploitation subséquente des copies numériques ; et la dénomination des EUB et des 'Archives & Bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des copies numériques mises à disposition par eux.

3. Localisation

Chaque copie numérique dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les Archives & Bibliothèques de l'ULB encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à une copie numérique.

Utilisation

4. Gratuité

Les EUB et les Archives & Bibliothèques de l'ULB mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires sélectionnées par les EUB : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

5. Buts poursuivis

Les copies numériques peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les copies numériques à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux EUB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s). Demande à adresser aux Editions de l'Université de Bruxelles (editions@admin.ulb.ac.be).

6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles – Editions de l'Université de Bruxelles et Archives & Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition).

7. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

- a) les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB ;
- b) l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des Archives & Bibliothèques de l'ULB'.

Reproduction

8. Sous format électronique

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement le téléchargement, la copie et le stockage des copies numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre *base de données*, qui est interdit.

9. Sur support papier

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

10. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux EUB et aux Archives & Bibliothèques de l'ULB dans les copies numériques est interdite.